



**ÉRIC BRANCA**

# LE ROMAN DES DAMNÉS

Ces nazis au service  
des vainqueurs après 1945

PERRIN

Éric Branca

LE ROMAN  
DES DAMNÉS

Ces nazis au service des vainqueurs  
après 1945

PERRIN

## DU MÊME AUTEUR

*De Gaulle et les grands*, Perrin, 2020.

« *On m'insulte en répétant que je veux faire la guerre.* » *Les entretiens oubliés d'Hitler, 1923-1940*, Perrin, 2019.

*L'Ami américain. Washington contre de Gaulle, 1940-1969*, Perrin, 2017.

*Jacques Chirac*, Chronique, 2015.

*3 000 ans d'idées politiques*, Chronique, 2014.

*De Gaulle et les Français libres*, Albin Michel, 2010.

*Histoire secrète de la droite, 1958-2008*, Plon, 2008, et Nouveau Monde, 2011.

*Je ne sais rien, mais je dirai (presque) tout*, conversations avec Yves Bertrand, Plon, 2007, et Nouveau Monde, 2009.

*Charles de Gaulle*, Éditions du huitième jour, 2006.

*De la mauvaise conscience en général et de l'Afrique en particulier*, entretiens avec Bernard Debré et Jacques Vergès, JC Lattès, 2003.

*Les Présidents de la République*, Molière, 2001.

*De Gaulle*, Molière, 1999, et PUF, 2010.

*Le Roman de la droite*, JC Lattès, 1998.

© Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2021

Couverture : © Klubovy/Getty Images

92, avenue de France

75013 Paris

Tél. : 01 44 16 08 00

EAN : 978-2-262-08717-3

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

*Composition numérique réalisée par Facompo*

# Introduction

## Onze salopards et demi

Il pleut sur Bonn quand, en cette matinée du lundi 13 avril 1970, une foule inhabituelle de journalistes se presse devant l'entrée du palais Schaumburg. En choisissant, vingt et un ans plus tôt, cette vaste demeure bourgeoise<sup>1</sup> pour y installer le gouvernement de la nouvelle République fédérale d'Allemagne, son premier chancelier, Konrad Adenauer, cherchait surtout à faire oublier le gigantisme de l'ancienne *Reichskanzler*<sup>2</sup> – celle de Berlin, construite en 1938 par Albert Speer et dans le bunker de laquelle se suicida Hitler, un édifice écrasant de 400 mètres de long dont les marbres rouges, récupérés par les démolisseurs, servirent aux Soviétiques à construire le mémorial de Treptow, dédié à leurs soldats tombés lors de la prise de la ville.

Malgré tous les efforts déployés par l'Allemagne de l'Ouest pour effacer les traces du passé en supprimant jusqu'aux bottes de ses soldats, c'est un fantôme du III<sup>e</sup> Reich qui, en ce froid matin de printemps, vient de ressurgir, vingt-cinq ans presque jour pour jour après la chute de Berlin. Pour tenter de l'exorciser, le porte-parole du gouvernement fédéral, Conrad Ahlers, a invité le ban et l'arrière-ban de la presse nationale et internationale. Proche du chancelier Willy Brandt, en fonction depuis deux ans à la tête d'une « grande coalition », Ahlers est lui-même un homme de presse. Ancien rédacteur en chef adjoint du *Spiegel*, il passa cinquante-six jours en prison, en 1962, pour avoir publié des informations jugées indésirables par le ministre de la Défense de l'époque, le chrétien-démocrate Franz Josef Strauss<sup>3</sup>. C'est dire s'il est respecté par ses anciens confrères, notamment les plus jeunes, qui le tiennent pour une légende

vivante. Willy Brandt, au reste, ne l'a-t-il pas choisi pour rompre avec la langue de bois ?

Ce jour-là, pourtant, Ahlers est loin d'être aussi à l'aise qu'à l'accoutumée. Il doit en effet reconnaître que son gouvernement s'apprêtait, quelques jours plus tôt, à envoyer siéger à la Commission européenne un ancien hiérarque du régime national-socialiste. Oui, dit-il, le gouvernement de coalition avait accepté, sur proposition du Parti libéral (le FDP pour *Freie Demokratische Partei*), de nommer le député Ernst Achenbach, soixante et un ans, commissaire à Bruxelles. Et d'ajouter : « C'était une faute. Cette nomination n'aura pas lieu. »

## **Un bourreau de la France à la Commission de Bruxelles ?**

Qui est cet Achenbach ? Rien de moins que l'ancien chef de la section politique de l'ambassade d'Allemagne à Paris pendant l'Occupation. Sa « tête pensante », comme l'a lui-même reconnu l'ancien ambassadeur en titre, Otto Abetz, lors de son procès<sup>4</sup>. « Abetz dansait, mais c'est Achenbach qui écrivait la musique », confirmera, l'année suivante, leur chef à tous deux, le diplomate Karl Ritter<sup>5</sup>. « Il peut être tenu pour l'inspirateur, sinon pour le rédacteur, des directives politiques concernant la France occupée et son insertion dans la nouvelle Europe<sup>6</sup>. »

« Ce passé confère à M. Achenbach un caractère fâcheux d'«européen» avant la lettre, dans un sens peu compatible avec l'esprit de la Communauté des Six », avait ironiquement constaté, dans *Le Monde* du 8 avril 1970, Paul-Jean Franceschini, en révélant l'intention du gouvernement de Bonn d'envoyer l'ancien nazi siéger à Bruxelles. Et le journaliste de rappeler qu'entre autres « faits d'armes », Achenbach « signa le télégramme numéro 1071 du 15 février 1943 par lequel il rendait compte d'un attentat commis contre deux officiers allemands, qui furent tués, et assurait : “Il est prévu, comme mesure de rétorsion, d'arrêter deux mille Juifs et de les transporter à l'Est”<sup>1</sup> »...

Très lié aux cartels de la Ruhr dont il avait, avant guerre, collecté les fonds en faveur du parti national-socialiste, Achenbach joua également un rôle d'intermédiaire dans le pillage de l'économie française et dans la prise



de contrôle de nombreuses entreprises stratégiques (Schneider-Creusot en particulier) par des intérêts allemands.

En dépit de cet engagement actif et très rémunérateur dans l'édification de l'« Europe nouvelle », Ernst Achenbach ne fut jamais inquiété ni *a fortiori* condamné. Jusqu'à ce que la presse française et allemande révèle son passé à l'occasion de sa nomination avortée à Bruxelles, il mena une double carrière d'homme politique et d'avocat, se spécialisant dans la défense d'anciens criminels de guerre et ferraillant au parlement de Bonn pour l'adoption d'une vaste loi d'amnistie en leur faveur. Combat qu'il poursuivra jusqu'à sa mort, en 1991, non sans être resté député et président de la Commission des affaires étrangères du Bundestag jusqu'en 1976, et député européen jusqu'en 1977<sup>7</sup>...

## Une « dénazification » très sélective

Achenbach fut-il une exception ? L'objet de cet ouvrage est de démontrer que non. Focalisés sur le sort de quelques criminels de guerre médiatisés à proportion du sang qu'ils avaient sur les mains, historiens et médias ont paradoxalement négligé de s'intéresser aux donneurs d'ordre ayant échappé au tribunal de Nuremberg ainsi qu'aux différents procès intentés à sa suite. Comme si, passé le moment du grand show judiciaire, il ne restait plus à traquer que des exécutants, catégorie vouée, par définition, à s'éteindre. Tout en atteignant des cibles de plus en plus infimes, voire absurdes. Ouverte par le procès spectaculaire du plus grand criminel de guerre survivant, Adolf Eichmann<sup>8</sup>, enlevé en Argentine par le Mossad en 1961 puis jugé et exécuté en Israël en 1962, la séquence se poursuit par celui de Kurt Lischka<sup>9</sup>, Herbert Hagen<sup>10</sup> et Ernst Heinrichsohn<sup>11</sup> à Cologne (1980), avant d'être relancée en 1987 par la condamnation de Klaus Barbie<sup>12</sup> à la détention à perpétuité par le tribunal de Lyon... et de s'achever en 2015 par la décision (non exécutée) d'envoyer en prison un ancien comptable quasi centenaire déclaré complice de la Shoah au seul motif qu'il exerçait son métier soixante-dix ans plus tôt... à Auschwitz<sup>13</sup> ! Du procès d'un monstre – à partir duquel la philosophe Hannah Arendt avait élaboré son concept de « banalité du mal » –, on s'était rabattu sur des policiers avant de finir par la mise en accusation d'un sans-grade absolu !

Pour méritée qu'ait pu être la condamnation de ces hommes et légitimes les procès organisés pour juger les criminels de guerre non cités à Nuremberg, comment faire l'impasse sur l'impunité totale ou partielle de ceux qui, bien plus haut placés dans le *cursus honorum* national-socialiste, commandaient ou inspiraient leurs actes ? Comment expliquer que, parmi ces donneurs d'ordre, d'aucuns, non contents d'être passés entre les mailles du filet, poursuivirent leur ascension dans la passivité générale, comme si leur participation active au III<sup>e</sup> Reich et à son entreprise de domination de l'Europe n'avait été qu'une étape parmi d'autres de leur carrière ?

Pour tenter de le comprendre, nous avons choisi de revisiter douze destins insuffisamment connus qui tous témoignent de cette étrange faillite de la conscience. Quand ce n'est pas de sordides calculs pour agréger au camp des vainqueurs ces personnages au savoir-faire éprouvé. Certes, seuls la moitié d'entre eux portent une responsabilité directe dans les atrocités dont furent reconnus coupables leurs subordonnés ; les autres, militaires ou non, servirent essentiellement de faire-valoir au régime, mais leur recyclage presque immédiat dans le monde occidental – et, à un cas près, soviétique – d'après 1945 n'en reste pas moins déconcertant.

## **Assassins aux mains propres et maîtres espions**

Dans la catégorie des assassins aux mains propres s'impose le plus célèbre d'entre eux : Albert Speer. Exception qui confirme la règle, sa condamnation à vingt ans de réclusion par le tribunal de Nuremberg aurait pu le dispenser d'ouvrir cette liste où ne figurent que de prétendus « non-coupables ». Mais l'aisance avec laquelle il s'intégra, dès sa sortie de prison en 1966, dans l'Allemagne du « miracle économique » concentre à elle seule toutes les questions qu'entend soulever cet ouvrage. Comment un homme qui, en qualité de ministre de la Production du Reich, régna sur les millions d'esclaves que le système concentrationnaire mettait à sa disposition a-t-il pu se muer avec une telle facilité en « grand témoin » de son époque, lui qui en fut l'un des principaux acteurs en même temps que le favori de Hitler ? Comment le *Wall Street Journal*, après avoir pris connaissance de ses souvenirs, traduits en anglais en 1969 sous le titre *Inside the Third Reich*<sup>14</sup>, osa-t-il évoquer les « confessions d'un nouveau



saint Augustin » ? À défaut d'obtenir l'absolution, lui a-t-il donc suffi, pour se racheter, d'exprimer ses regrets devant le tribunal des vainqueurs puis, une fois purgée sa peine, de promener sa mine contrite sur les plateaux de télévision du monde entier – ce qu'il fit jusqu'à la veille de sa mort, en 1981 – pour devenir un « bon nazi » ? Nul doute que si quelque dieu malin leur avait soufflé la martingale, les coaccusés de Speer à Nuremberg, à commencer par Hermann Göring, l'auraient expérimentée au lieu d'entonner l'orgueilleux refrain des réprouvés : « Je ne regrette rien... »

Non moins phénoménale est la carrière *post bellum* d'une autre figure emblématique du Reich hitlérien, aussi engagée dans l'action tactique que Speer le fut dans la supervision stratégique : Otto Skorzeny, le James Bond nazi. Mort d'un cancer à soixante-sept ans, dans la luxueuse villa de Madrid où il s'était installé en 1950, l'ancien chef des commandos d'élite de la SS qui ne recevait ses ordres que du Führer aura vu s'évaporer, en l'espace de quelques mois, les lourds soupçons qui pesaient sur lui à la fin de la guerre. Entre autres : le fait d'avoir testé des balles toxiques expérimentales sur les détenus du camp de concentration d'Orianenburg-Sachsenhausen. Comme Speer, il écrivit plusieurs best-sellers internationaux<sup>15</sup>, mais, contrairement à lui, ne s'en contenta pas. Fort de sa réputation (non usurpée) d'« homme le plus dangereux d'Europe », il fut recruté par la CIA, qui l'utilisa comme « formateur » et lui confia des opérations « tordues » à souhait contre ses adversaires du moment (l'URSS, bien sûr, mais aussi la France du général de Gaulle), non sans le « prêter » aux services secrets... israéliens, lesquels lui laissèrent le soin d'assassiner certains des anciens camarades qu'il avait aidés, quelques années plus tôt, à fuir dans les pays arabes ! Ce zèle tous azimuts n'empêcha pas cet hyperactif de s'enrichir dans le trafic d'armes, y compris avec les États qu'il était censé déstabiliser. Surtout, à en croire les documents ahurissants exhumés en 2018 par l'archiviste et historien militaire américain Ralph Ganis, il aurait joué un rôle central dans la préparation de l'assassinat du président Kennedy<sup>16</sup> !

Autres destins non moins stupéfiants : ceux de Walter Schellenberg, le supérieur direct de Skorzeny, et de Reinhard Gehlen, chef de l'Office de renseignements pour le front de l'Est (*Abteilung Fremde Heere Ost* ou FHO). Mort prématurément d'un cancer à quarante-deux ans (en 1952), le premier n'aura été incarcéré en tout et pour tout que quelques mois en Grande-Bretagne puis en Allemagne. En tant que chef de la section VI du

RSHA<sup>17</sup>, il avait pourtant dirigé l'espionnage et le contre-espionnage de la SS, après avoir créé, à l'instigation du numéro deux de l'Ordre noir, le redoutable Reinhard Heydrich, les *Einsatzgruppen* (« groupes d'intervention ») chargés d'éliminer en masse les éléments jugés incompatibles avec la « normalisation » des pays occupés. Rien qu'en URSS, leur bilan dépasse les trois millions de morts. De 1946 à sa disparition prématurée en 1952, il partagera sa vie entre la Grande-Bretagne et la Suisse, où il deviendra l'ami du colonel Roger Masson, chef des services secrets helvétiques qu'il connaissait depuis 1942 et qui l'appelait affectueusement « Schelli ». Il faut dire que pour acheter son impunité, le susnommé avait « offert » au gouvernement américain des documents sur ses propres pourparlers avec l'OSS (l'ancêtre de la CIA) en vue d'une paix séparée avec les États-Unis aux dépens de l'Union soviétique, et aux Britanniques les preuves qu'il avait accumulées sur les liens privilégiés qu'entretenait l'ex-roi Édouard VIII avec le régime hitlérien.

Reinhard Gehlen, lui, est un Schellenberg que la maladie aurait épargné. Extraordinaire est le destin de cet homme devenu, de 1948 à 1968, chef des services d'espionnage de la République fédérale (le BND pour *Bundesnachrichtendienst*), après avoir été chargé, entre 1941 et 1945, de pénétrer la technostucture soviétique et d'être impliqué de plain-pied dans la guerre d'extermination déclenchée contre les Slaves pour offrir au Reich les colonies promises par Hitler ! Outre ses fonctions à la tête du BND, Gehlen fut chargé par la CIA d'installer dans toute l'Europe de l'Ouest une organisation parallèle (dite *Stay Behind*) destinée à prévenir l'infiltration communiste... en infiltrant elle-même le monde politique et les administrations des principaux États de l'OTAN pour le compte de la CIA.

Un technocrate-esclavagiste (Speer), un surdoué de l'action subversive (Skorzeny), deux maîtres espions (Schellenberg et Gehlen), sans oublier un diplomate pillard (Achenbach) : la typologie de cette première catégorie de recyclés serait incomplète sans un dernier sous-genre, celui des professionnels de la répression. Un homme l'incarne à lui seul, dont on peine à croire qu'il ait pu réintégrer sans encombre l'administration allemande d'après guerre, de surcroît sous la pression des autorités d'occupation américaines : Rudolf Diels, le premier chef de la Gestapo.

Certes, Diels n'occupa ses fonctions qu'un an : d'avril 1933 à avril 1934, soit pendant les deux premières années de pouvoir d'Adolf Hitler. Mais quelles années ! Celles de la *Gleichshaltung* (« mise au pas »)

de la démocratie, qui virent se mettre en place les principaux rouages de sa dictature : abolition du régime parlementaire, interdiction des partis politiques et des syndicats, ouverture des premiers camps de concentration, etc. Remercié lorsque Hermann Göring, dont il était proche, cède à Himmler et aux SS la gestion de la Gestapo qu'il avait créée, Diels est alors remplacé par Heydrich. Mais sous la protection de Göring, dont il a épousé la nièce, il n'en poursuit pas moins sa carrière au sein de l'appareil national-socialiste puisqu'il devient, jusqu'à la chute du Reich, président du gouvernement régional de Cologne. Au procès de Nuremberg, il ne fera pourtant qu'une seule apparition. Non comme accusé, mais en tant que témoin de la défense, cité par Göring. Auparavant, il s'était fait représenter par un avocat qui avait déposé en son nom un témoignage écrit... certifiant qu'il n'avait rien à se reprocher. Ce sésame, accepté sans la moindre difficulté par la cour sous les yeux médusés de la plupart des prévenus, permettra à Diels d'être recruté comme chargé de mission par le gouvernement régional de Basse-Saxe puis, à la demande des Américains, comme fonctionnaire central au ministère de l'Intérieur. Un retour à la case départ qui s'achèvera en 1957 par un fatal accident de chasse.

## **Des faire-valoir au prestige presque intact**

À côté de ces « maudits » qui prospérèrent après guerre malgré une implication aussi évidente qu'éminente dans la machine hitlérienne campe une autre catégorie : celle des « stars » rescapées du nazisme. Parmi eux, pas de criminel de guerre à proprement parler, mais des hommes – et une femme – dont le prestige personnel durant le III<sup>e</sup> Reich fut si considérable qu'il les mithridatisa contre le discrédit. Et même leur servit de viatique pour un nouveau départ.

Pour le général Paulus, le vaincu de Stalingrad, passé avec armes et bagages dans le camp communiste en compagnie d'une poignée d'officiers supérieurs – dont l'arrière-petit-fils de Bismarck –, cette nouvelle orientation fut assurément moins un choix qu'une obligation. Sa défaite même en faisait un otage et tout refus de sa part de collaborer avec Moscou un homme mort. Mais la guerre achevée, rien n'obligeait le gouvernement américain à recruter le général Adolf Heusinger, l'ancien chef de la planification stratégique de la Wehrmacht – coordonnateur, à ce titre, du plan « Barbarossa » et des massacres de civils qu'il impliquait –, comme

président du Comité militaire de l'OTAN. Ni d'imposer son concepteur, le maréchal Erich von Manstein<sup>18</sup>, comme principal conseiller militaire du gouvernement de Bonn et de cette même OTAN. Rien hormis la volonté d'envoyer un message clair aux Soviétiques : vous avez Paulus, un vaincu, nous avons Heusinger et Manstein, le meilleur général de la Wehrmacht !

Acquitté à l'issue du procès de Nuremberg, Hjalmar Schacht, ministre des Finances du Reich de 1934 à 1939, président de la Reichsbank jusqu'en 1937 puis conseiller économique de Hitler jusqu'en 1943, ne peut être davantage considéré comme un assassin. Mais le rôle essentiel qu'il joua dans l'arrivée au pouvoir du Führer, auquel il offrit l'essentiel de ses succès économiques, fait de lui, aussi, un homme clé du complexe national-socialiste. Ce qui ne l'empêcha nullement, après la guerre, de fonder sa propre banque<sup>19</sup>, d'être recruté comme consultant par de nombreux gouvernements étrangers et de poursuivre, jusqu'à sa disparition en 1970, une carrière de mémorialiste et de conférencier pour le compte notamment des démocrates-chrétiens bavarois de la CSU<sup>20</sup>.

Tout comme Schacht, Kurt Georg Kiesinger, qui dirigea les programmes de la radio hitlérienne à destination de l'étranger avant d'entamer une carrière politique qui en fit, de 1966 à 1969, le troisième chancelier allemand de l'après-guerre, est mort sans comprendre le rejet dont il fut l'objet quand Beate Klarsfeld tira brusquement ses compatriotes de l'amnésie pour leur rappeler son rôle durant les années de guerre. Tout ne lui avait-il pas souri jusqu'à ce jour fatal de novembre 1968 où cette dernière, en le giflant publiquement, contribua à le pousser vers la sortie ?

Et que dire de Wernher von Braun, promu héros du XX<sup>e</sup> siècle pour avoir permis à l'homme de marcher sur la Lune après avoir été, sous le III<sup>e</sup> Reich, à l'origine des premiers missiles balistiques de l'histoire ? Certes, pas plus que Robert Oppenheimer avec la bombe atomique, il n'est licite de le tenir pour responsable des morts provoquées par l'utilisation de sa technologie. Chacun dans son domaine enrôlait la science au service de son camp, et le vaincu n'a pas, parce qu'il est vaincu, à être davantage blâmé que le vainqueur. Mais quand Braun se fait acclamer par la foule dans la voiture du président Kennedy, nul ne songe à lui reprocher les turpitudes dont on accable le comptable d'Auschwitz, alors que l'un et l'autre étaient les serviteurs d'un même régime et d'une même idéologie. « Selon que vous serez puissant ou misérable... »

Voici enfin Hanna Reitsch. Bien que hitlérienne assumée, elle est celle qui, paradoxalement, rachète – en partie – ce triste détachement de « damnés » dont le dénominateur le mieux partagé est de s’être auto-absous de leurs responsabilités afin de sauver leur peau. Pilote d’essai d’exception, ce petit bout de femme qui, le 26 avril 1945, parvint à se poser à Berlin, presque totalement investie par les Russes, à bord d’un appareil d’observation non armé pour tenter d’en exfiltrer Hitler, deux jours avant son suicide, campe assurément à leurs antipodes. Quand tous tentent de s’extraire du brasier final – à commencer par le plus criminel d’entre tous, Heinrich Himmler, qui essaie, au même moment, de négocier une paix séparée avec les Anglo-Saxons –, Reitsch s’y replonge volontairement pour accomplir ce qu’elle tient pour son devoir. Et si, après la guerre, elle continue, aux quatre coins du monde, à battre des records et à faire progresser l’aviation, elle ne cherchera jamais à faire oublier son engagement – sans pour autant s’en dire fière – ni même, hypocritement, à répéter : « Je ne savais pas. »

Pour coupable que puisse apparaître son rôle de faire-valoir du III<sup>e</sup> Reich, d’un bout à l’autre de la tragédie elle fait penser aux héros maudits mis en scène par Saint-Paulien<sup>21</sup> dans *La Bataille de Berlin* : « Nous serons assimilés aux êtres que nous haïssons le plus. Aux pires individus de la Gestapo, aux espions et aux trafiquants les plus vils, aux dénonciateurs, aux mouchards les plus lâches. Encore ceux-ci trouveront sans doute des défenseurs : ils ont de l’argent et souvent des compères dans l’autre camp<sup>2</sup>. » C’est le cas de la plupart des « damnés » dont il est question dans les pages qui suivent.

<sup>1</sup>. Cet hôtel particulier de style néoclassique fut construit entre 1858 et 1860 par Aloys Knopp, un industriel du textile. Agrandi par son troisième propriétaire, le prince Adolf zu Schaumbourg-Lippe, gendre de Guillaume II, qui en fit son « palais », il est loin, cependant, d’être le plus imposant de Bonn.

<sup>2</sup>. Chancellerie du Reich.

<sup>3</sup>. Celui-ci lui reprochait, entre autres, d’avoir révélé l’état d’extrême impréparation de la Bundeswehr dans l’hypothèse d’un conflit entre l’Est et l’Ouest. Et surtout d’en apporter la preuve en faisant le récit des dernières manœuvres de l’OTAN à l’occasion desquelles les forces allemandes engagées s’étaient distinguées par leur inaction.

4. Condamné en juillet 1949 par le tribunal militaire de Paris à vingt ans de travaux forcés, Abetz sera libéré en avril 1954 avant de trouver la mort, en 1958, dans un accident de la circulation.

5. Né en 1883, Karl Ritter assurait la liaison entre le ministère des Affaires étrangères du Reich et la Wehrmacht dans l'ensemble des pays que celle-ci occupait. Il sera condamné à quatre ans de prison en 1947, dans le cadre du procès dit « des ministres » qui suivit immédiatement celui de Nuremberg.

6. Déposition de Karl Ritter du 21 août 1947, cité par *Le Monde* du 13 avril 1949.

7. Jusqu'à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, en 1979, rien n'interdisait d'être à la fois député national et représentant de son pays au sein de ce qui s'appelait alors l'Assemblée européenne.

8. Né en 1906, membre de la SS depuis 1932, Adolf Eichmann intégra en 1939 le RSHA (*Reichssicherheitshauptamt*, ou Office central de la sécurité du Reich, dirigé par Heydrich, dont faisait partie la Gestapo) pour prendre la tête du *Referat IV B4*, la direction en charge « des affaires juives et de l'évacuation ». À ce titre, il fut responsable, après la conférence de Wannsee (20 janvier 1942), à laquelle il participait, de la logistique de la « Solution finale » (*Endlösung*), autrement dit de l'extermination des Juifs d'Europe.

9. Kurt Lischka fut l'assistant d'Helmut Knochen, chef de la Police de sûreté (« Sipo ») et du Service de sûreté (SD) de la SS pour la France et la Belgique, de 1942 à 1944. Il participa, dans ce cadre, à la déportation des 73 000 Juifs français arrêtés pendant l'Occupation. Jugé par contumace par le tribunal militaire de Paris qui le condamne à la perpétuité en 1950, il ne sera pas extradé par l'Allemagne, jusqu'à ce qu'en 1980 une procédure aboutisse à son défèrement devant le tribunal de Cologne qui le condamnera à dix ans de prison. Il n'en purgera que cinq et mourra libre en 1989, à quatre-vingts ans.

10. Né en 1913, Kurt Hagen occupait les mêmes fonctions que Lischka auprès de Knochen, mais les exerça essentiellement en province, en particulier à Bordeaux. Condamné comme lui par contumace par les Français (mais en 1955), il fut également jugé à Cologne en 1980, condamné à douze ans et, comme lui, libéré au bout de cinq. Il mourra chez lui, à Rùthen, en 1999.

11. Policier, il fut l'adjoint de Lischka à Paris et à ce titre l'un des organisateurs de la rafle du Vél'd'hiv (16 juillet 1942). Retrouvé en Allemagne à la fin des années 1970 par Serge et Beate Klarsfeld, Ernst Heinrichsohn, qui exerçait alors le métier d'avocat, fut le troisième accusé du procès de Cologne. Il écopa de six ans de prison avant de mourir, à soixante-quatorze ans, en 1994.

12. Mort en prison en 1991, l'ancien chef de la Gestapo de Lyon, qui tortura personnellement Jean Moulin, avait été repéré en Bolivie dès les années 1960 et vivait, contrairement à Lischka, Hagen et Heinrichsohn, sous une fausse identité.

13. Oskar Gröning (1921-2018) fut traduit en justice à quatre-vingt-quinze ans après s'être fait connaître par son combat contre les révisionnistes qui déniaient la réalité des chambres à gaz. Estimant que son devoir était de témoigner contre eux, il attira par là même l'attention sur son existence.



[14.](#) Parus en Allemagne en 1969 sous le titre *Erinnerungen* (« souvenirs »), les Mémoires de Speer furent traduits en français l'année suivante, sous le titre *Au cœur du Troisième Reich* (Fayard), autobiographie que complétera, en 1975, son *Journal de Spandau* (Robert Laffont).

[15.](#) Parmi lesquels *Mes missions secrètes*, Paris, Flammarion, 1950, *Les Commandos du Reich*, Action, 1955, et *La Guerre inconnue*, Paris, Albin Michel, 1975.

[16.](#) Dans *The Skorzeny Papers*, paru aux éditions HB (New York) en 2018 et sous-titré *Evidence for the Plot to Kill JFK* (« Les preuves du complot pour tuer JFK »).

[17.](#) Lire *infra*.

[18.](#) Lire chapitre 9, « Adolf Heusinger, de la Tanière du loup au commandement de l'OTAN ».

[19.](#) La *Deutsche Außenhandelsbank Schacht & Co.*, qu'il dirigera jusqu'en 1963.

[20.](#) Pour *Christlich-Soziale Union in Bayern*, ou Union sociale chrétienne de Bavière, parti frère de la CDU (*Christlich Demokratische Union Deutschlands* ou Union démocrate-chrétienne d'Allemagne) dans le reste de la République fédérale.

[21.](#) Condamné à mort en 1945 pour faits de collaboration, Maurice-Yves Sicard (1940-2000) prit le nom de plume de Saint-Paulien lors des années d'exil qu'il passa en Espagne, d'où il revint en 1957 après avoir été gracié. Antinazi quand Hitler prit le pouvoir, ce journaliste venu de l'extrême gauche pacifiste changea de bord après avoir adhéré en 1937 au PPF de l'ancien communiste Jacques Doriot. Outre plusieurs histoires de la Collaboration et divers essais historiques, il écrivit des romans, dont *Le Soleil des morts* (Paris, Plon, 1953) et *Aurelia* (Paris, Fayard, 1957).

# 1

## Albert Speer, le technocrate esclavagiste

À voir sa mine de pénitent, on lui donnerait le bon Dieu sans confession. Comme vingt ans plus tôt, quand il approuvait les réquisitions prononcées à son encontre par le tribunal de Nuremberg, Albert Speer, tout juste libéré de prison, ressemble à un premier de la classe que des cancre auraient entraîné contre son gré dans une farce tragique. Pourquoi, au reste, changerait-il de registre ? Les cancre ont fini pendus ; le voici libre. Toujours riche et, à soixante et un ans, prêt à embrasser une carrière d'écrivain à succès... Mais aussi, qui pourrait alors l'imaginer ?, de prospère marchand d'art clandestin !

Devant les journalistes qui, en ce 1<sup>er</sup> octobre 1966, se pressent à Berlin pour l'interroger dans le hall de l'hôtel Gerhus, à quelques encablures de la forteresse de Spandau dont il a franchi les portes tout juste sonnés les douze coups de minuit, l'ancien ministre de la Production du III<sup>e</sup> Reich n'a pas changé de système de défense. Qu'on se reporte à ses interventions lors du procès de Nuremberg, aux presque 1 000 pages de ses Mémoires<sup>1</sup> puis de son *Journal de Spandau*<sup>2</sup>, ou encore aux dizaines d'entretiens accordés, entre 1966 et 1981, à la presse internationale, ses « éléments de langage », comme l'on dirait aujourd'hui, ne varient pas d'un iota, résumés en quelques lignes ou développés à l'envi. Oui, il a servi un régime criminel... mais sans savoir à quel point il l'était. Quant à ses regrets, ils seront éternels, à proportion de ce qu'il ignorait et qu'il se reproche à présent de ne

pas avoir su. Bref, ses deux décennies derrière les barreaux étaient méritées. De même qu'aujourd'hui sa libération !

Comment l'ancien favori de Hitler est-il parvenu, de fait, à rester dans l'histoire comme le seul accusé de Nuremberg à garder la vie sauve après avoir été reconnu coupable de crimes de guerre *et* de crimes contre l'humanité<sup>1</sup> ? Comment l'homme qui exigeait qu'on fournisse toujours plus de travailleurs forcés aux usines d'armement du Reich placées sous sa responsabilité a-t-il pu n'être condamné qu'à vingt ans de prison alors que son subordonné Fritz Sauckel<sup>2</sup>, qu'il ne cessait d'admonester pour sa lenteur à lui fournir de nouveaux esclaves, fut, lui, pendu à Nuremberg ?

## Les miracles de la « connivence »

Ce prodige judiciaire est le fruit d'une stratégie menée de main de maître que l'avocat Jacques Vergès, passionné par le cas Speer après avoir lui-même défendu le « boucher de Lyon », Klaus Barbie, a pu qualifier de « défense de connivence<sup>3</sup> ».

D'emblée, l'ancien ministre de Hitler a ainsi reconnu la légitimité du tribunal, contrairement à tous ses coaccusés. Notamment Hermann Göring, qui parvint plus d'une fois à mettre en difficulté le procureur américain, Justice Jackson, en faisant valoir que, *primo*, l'institution rompait avec le principe de non-rétroactivité du droit admis depuis l'Antiquité (la notion de « crime contre l'humanité » a été forgée postérieurement aux faits jugés) ; *secundo*, qu'aucun État, pas plus que la Société des Nations, n'avait, avant la guerre, déclaré le national-socialisme illégal eu égard au droit international ; *tertio*, que seuls étaient examinés à Nuremberg les crimes reprochés aux vaincus, à l'exclusion de ceux dont les vainqueurs avaient pu se rendre coupables, en particulier les Soviétiques...

Loin de sacrifier à cette dialectique, suprêmement contre-productive face à une cour puisant sa raison d'être dans la création d'un droit nouveau, Speer se félicite au contraire de la révolution juridique et pénale qu'elle incarne. Il va même jusqu'à souhaiter que le tribunal chargé de le juger serve demain de rempart à la démocratie contre le totalitarisme ! Devant les juges ébahis par tant de complaisance, il déclare, le 31 août 1946, sous le regard méprisant de Göring : « Ce procès doit contribuer à empêcher les

guerres à l'avenir et fixer les règles fondamentales de la vie en commun des hommes. Qu'importe mon propre destin, face à un but aussi élevé<sup>3</sup> ! »

Fournissant spontanément à la cour des centaines de kilos d'archives personnelles<sup>4</sup> dont le classement méticuleux démontre qu'il n'a pas attendu les derniers jours de la guerre pour les répertorier (et, bien évidemment, les sélectionner !), Speer crée un deuxième choc en se déclarant prêt à assumer toutes ses responsabilités. Y compris celles des autres... L'initiative tranche tellement avec la stratégie de ses anciens camarades de parti, qui, peu ou prou, se retranchent derrière le *Führerprinzip*, qu'elle lui permet de prendre subrepticement l'initiative, *via* un formidable tour de passe-passe dont aucun des acteurs du procès, y compris un homme aussi brillant qu'Edgar Faure, alors procureur général adjoint pour la France, ne s'aperçut à l'époque : définir lui-même le cadre de ses propres responsabilités pour mieux en fixer les contours... donc les limites !

Ce numéro d'illusionniste atteint son summum le 20 juin 1946, à l'issue de la 159<sup>e</sup> journée du procès. C'est cet après-midi-là, sans doute, que Speer a sauvé sa peau. Au terme d'un long interrogatoire mené par son avocat, Hans Fläschner, qui tentait de démontrer que son client était avant tout un ministre « technique » indifférent aux questions politiques, l'architecte devenu ministre stupéfie la cour en laissant entendre qu'il accepte de prendre la place de Hitler sur le banc des accusés ! Ce qui, juridiquement, ne veut évidemment rien dire, mais démontre, ô combien, sa disposition à la repentance !

« Cette guerre, déclare-t-il, a amené sur le peuple allemand une catastrophe incroyable ainsi que sur le monde entier. C'est pourquoi il est de mon devoir, dans ce malheur, de prendre mes responsabilités. J'ai d'autant plus le devoir de le faire que le chef du Gouvernement s'est soustrait aux siennes devant le monde et le peuple allemand. En tant que membre important de la direction du Reich, je participe à la responsabilité générale depuis 1942<sup>4</sup>. »

Responsabilité « générale » ? Autant dire collective... mais personnelle, en aucun cas ! Le tour est joué : devant tant de bonne volonté, la combativité des juges va baisser de plusieurs crans, à proportion qu'ils chargeront les autres accusés, lesquels faciliteront involontairement la tâche à Speer en refusant, à partir de ce jour, de lui serrer la main ! D'une habileté diabolique, l'ancien favori du Führer jouera jusqu'au bout sur ce double

registre : sa complicité assumée avec un système dont il se reproche amèrement de n'avoir pas pris la mesure criminelle, absorbé qu'il était par ses tâches techniques, et la description de ces tâches elles-mêmes, dont il étourdit littéralement la cour par un flot de précisions débitées d'un ton monocorde, tranchent avec l'humour sarcastique et provocant d'un Göring<sup>5</sup>, le déséquilibre manifeste d'un Hess<sup>6</sup>, la mauvaise foi caricaturale d'un Streicher<sup>7</sup>, la raideur obstinée d'un Keitel<sup>8</sup>... ou le manque patent d'intelligence d'un Ribbentrop<sup>9</sup>.

## Quand l'accusé devient témoin

Dès lors, la parole de Speer change de dimension. Dans la dernière partie du procès, il fait moins figure d'accusé que de témoin, nanti d'un crédit dont ne disposent pas ses comparses. Ainsi réussit-il à convaincre la cour qu'il n'avait pas connaissance de l'extermination des Juifs – mensonge éhonté, comme nous allons le voir – et que sans lui les conditions de vie des travailleurs forcés qui peuplaient ses usines auraient été bien pires ! Surtout, il les persuade que, dans sa vie au service du Führer, deux périodes sont à distinguer : celle, civile, où il fut son architecte et que ne vise aucun des actes d'accusation (« Si Hitler avait eu des amis, j'aurais certainement été le plus proche<sup>5</sup> »), et les années politiques où il supervisa l'économie de guerre (1942-1945) : « Il me considérait (alors) comme un ministre purement technique ; toute tentative de traiter avec lui des questions politiques ou autres échouait contre son absolutisme. À partir de 1944, il évitait à tel point toute discussion générale, même sur la situation de guerre, que je lui exprimais mes idées par des mémoires et les lui faisais parvenir. Hitler savait limiter chacun sur son propre terrain. »

Opposer l'avant-guerre, où il reconnaît volontiers son intimité avec le Führer, à la période 1942-1945, où sa responsabilité est évidente mais durant laquelle, martèle-t-il, son influence est égale à zéro, voilà bien toute l'habileté de Speer. Bien que promis à une condamnation, l'ancien architecte sait qu'une fois le jury de Nuremberg converti à ce découpage chronologique, son image ne sera plus celle d'un criminel, seulement celle d'un exécutant, blâmable pour avoir exécuté les ordres sans jamais oser poser les questions qui fâchent. Comme cette nuit de l'hiver 1943 où, à l'issue d'une séance d'état-major, Hitler fixa l'assistance d'un air

étrangement calme et laissa tomber, en détachant chaque mot : « Messieurs, les ponts sont brûlés derrière nous. » Dans toutes ses interviews d'après guerre, Speer conviendra qu'il sentit ce jour-là un frisson glacé lui parcourir l'échine, accompagné du pressentiment de quelque chose d'effroyable. « Je pense aujourd'hui qu'il voulait parler de ce qui avait été fait aux Juifs. » La voici donc sa faute, et finalement la seule : son absence de perspicacité ! Sans jamais dépasser les bornes du vraisemblable, il profite des moments où il sent le tribunal le plus réceptif à son discours pour suggérer, en outre, que plus d'une fois, vers la fin de la guerre, il a songé à tuer Hitler... Tout en avouant que le courage lui a manqué, mais aussi la chance. Ainsi explique-t-il par exemple qu'il avait bien pensé à introduire du gaz mortel dans les conduits de climatisation du bunker... Mais qu'étant prêt à mettre son plan à exécution, il s'aperçut que les orifices d'aspiration d'air, naguère placés au ras du sol, dans le jardin de la Chancellerie, avaient été déplacés au faîte d'une cheminée de plusieurs mètres<sup>10</sup>.

Il assurera si bien le service après-vente de cette fable que le célèbre « chasseur de nazis » Simon Wiesenthal lui donnera son absolution en 1975 : « L'homme a purgé sa peine, écrit-il alors à l'un de ses correspondants, consterné qu'il puisse entretenir des relations avec le ministre le plus important de Hitler quand la destruction des Juifs d'Europe battait son plein. Il a reconnu sa culpabilité et a manifesté son repentir ; on ne peut lui demander davantage, aussi est-il fréquentable<sup>6</sup>. » Avoir abusé jusqu'à Wiesenthal est sans doute la suprême imposture commise par ce technocrate glacial dont Jacques Vergès a dressé le portrait sous le titre « Messieurs les donneurs d'ordre » :

« Il n'a pas de sang sous les ongles, qu'il a manucurés. Si les subordonnés sont tout d'une pièce, lui est double. Élégant, intrigant, ambigu. En France, c'est M. Bousquet, chef de la police sous l'Occupation, organisateur de la rafle des Juifs à Paris, qui, pour services rendus à la Résistance, sera relevé de sa peine à la Libération et se retrouvera directeur de la banque d'Indochine, siégeant sans scrupule à côté d'un collègue juif époux d'une déportée. En Allemagne, c'est Albert Speer. Alors que les principaux responsables des crimes nazis furent condamnés à mort, Speer n'eut droit qu'à vingt ans de prison, un verdict plus que clément pour celui dont la participation directe ou indirecte, en tant que ministre de l'Armement et de la Production de guerre, aux crimes nazis fut de toute évidence plus grande que celle d'un Rudolf Hess, fait prisonnier en



Angleterre avant le déclenchement de l'opération "Barbarossa" – la guerre avec l'Union soviétique – et l'ouverture des camps d'extermination. Rudolf Hess fut pourtant condamné à la prison à vie. Le tribunal confirmait ainsi la place à part que Speer occupait dans l'appareil de guerre nazi. »

Paradoxe suprême : cet homme qui, contre toute attente, échappa à la potence fut sans doute le seul accusé de Nuremberg qui avoua s'être effondré en larmes en apprenant la mort de Hitler ! C'est que, poursuit Vergès, « il se sentit libéré d'un poids, pareil à un homme qui, apprenant la mort de sa maîtresse, prépare son retour auprès de sa femme légitime. Patricien arrogant et introverti, Speer aspirait plus que tout à retrouver les gens de son milieu et de sa classe sociale. Jugé à Nuremberg, il désavouera les crimes du nazisme qu'il prétendra avoir ignorés, mais dont, suprême élégance, il acceptera la responsabilité.

« Pour complaire aux Alliés, il n'eut pas peur au cours du procès de s'affirmer démocrate et même anticommuniste. À sa sortie de prison, il va frayer avec tout ce que l'Occident compte de technocrates et de beaux esprits, promis les uns et les autres au plus bel avenir, John Kenneth Galbraith, George Bell et Paul Nitze. Certainement, était-il plus intéressant de discourir de Nietzsche avec Speer plutôt qu'avec Barbie, de même qu'il y avait plus de piquant à dissenter de *Splendeurs et misères des courtisanes* avec Bousquet qu'avec Bouche Tordue<sup>11</sup>.

« Le destin est sans morale et le cœur humain a ses antipodes. Comme sur terre, il y fait jour et nuit en même temps<sup>7</sup>. »

Étonnamment parallèles sont, en effet, les trajectoires de René Bousquet, l'organisateur zélé de la rafle du Vél'd'hiv devenu un prince de la IV<sup>e</sup> République (puis de la V<sup>e</sup>, sous les espèces du mitterrandisme), et d'Albert Speer, l'homme qui, par son génie de l'organisation, permit à Hitler de prolonger la guerre au-delà des limites concevables. Même au physique, ces deux forts en thème se ressemblent : grands, sportifs, tirés à quatre épingles, le sourire facile et, dans le regard, un même mélange de douceur et d'intelligence propre à dissiper le moindre soupçon de brutalité. Surtout, ni l'un ni l'autre ne sont des idéologues et, en dépit de leurs rôles à des échelons différents dans la machine national-socialiste, on chercherait en vain la moindre trace (écrite) d'un quelconque antisémitisme. Comme Speer à Nuremberg, Bousquet, devant la Haute Cour de justice<sup>12</sup>, parviendra, non sans talent, à transformer sa prudence en preuve à décharge.

## L'envolée d'un conformiste

C'est que, en parfaits carriéristes, Bousquet et Speer ont toujours eu à cœur de ne pas se singulariser. Si leurs actes parlent pour eux, leurs opinions, c'est le moins qu'on puisse dire, sont toujours restées *main stream*. Les seuls engagements qu'on connaisse au futur chef de la police de Vichy sont, dans les années 1930, le Parti radical-socialiste et la franc-maçonnerie (viatiques somme toute assez ordinaires pour un ambitieux né à Montauban) ; et quand Speer adhère en 1931 au NSDAP, c'est que celui-ci est désormais le premier parti d'Allemagne et que lui-même a une carrière à construire. Députés au Reichstag depuis 1928, Göring et Goebbels font déjà la pluie et le beau temps à Berlin, où travaille le jeune architecte<sup>13</sup>.

« Conformiste », au sens du roman d'Alberto Moravia<sup>14</sup>, cette adhésion n'est qu'un pas de plus dans une ascension sociale prometteuse. Né à Mannheim en 1905, Speer, fils et petit-fils d'architectes en vue, a suivi leurs traces pour obéir à son père, bien qu'il eût préféré, dit-il, devenir mathématicien. En 1927, il n'a que vingt-deux ans mais a déjà décroché son diplôme à l'université technique de Berlin où enseigne Heinrich Tessenow, l'urbaniste le plus réputé de la république de Weimar. Celui-ci juge Speer si doué qu'il en fait son assistant à la faculté et l'engage parallèlement dans son cabinet d'architecte. En 1928, cependant, le jeune prodige désobéit pour la première fois de sa vie à ses parents en épousant Margarete Weber, qu'il connaît depuis 1922. Fille d'artisan, elle n'est pas en effet de leur milieu social. Mais à l'occasion de la grande inflation de 1923, le père d'Albert a été quasiment ruiné, tandis que celui de Margarete a prospéré et emploie désormais cinquante ouvriers. Ce détail explique-t-il l'émancipation du fils ? En 1931 en survient une autre : malgré l'avenir brillant qui se dessine pour lui au sein du cabinet Tessenow, Speer le quitte tout aussi brusquement. Serait-ce parce que le grand architecte déteste les nazis ? En juillet 1932, en tout cas, c'est par leur truchement qu'Albert obtient son premier marché : la rénovation du siège berlinois du Parti à la demande du bras droit de Goebbels, Karl Hanke, *Kreisleiter* (« chef de district ») pour l'ouest de la capitale. Goebbels est ébloui. À peine nommé ministre de la Propagande, le 30 janvier 1933, il demande à Speer de rénover de fond en comble l'immense bâtiment que Hitler lui a octroyé, l'*Ordenspalais*, au 9 de la prestigieuse *Wilhelmplatz*. Trois mois plus tard, les travaux sont achevés. Et Goebbels si enthousiasmé qu'il demande à sa recrue d'imaginer

un décorum adéquat pour le rassemblement qu'il compte organiser pour la fête du Travail du 1<sup>er</sup> mai 1933, première manifestation d'envergure du nouveau régime, prévue pour se dérouler de nuit.

Ce qu'il propose est la matrice de la plupart de ses mises en scène à venir : une grande tribune se détachant sur un fond formé par trois drapeaux plus hauts que des maisons de six étages. Au centre, une gigantesque croix gammée, encadrée de deux étendards noir-blanc-rouge, le tout illuminé par de puissants projecteurs. Projet insensé, lui dit-on. Que se passera-t-il en cas de vent violent ? Les drapeaux se gonfleront comme des voiles, répond-il. À nous de prévoir des mâts assez solides ! Le succès est au rendez-vous et Hitler, qui félicite Goebbels sans mettre encore de nom sur l'auteur du concept, demande qu'on lui confie une tâche autrement plus symbolique : l'organisation du prochain congrès du Parti à Nuremberg, du 30 août au 3 septembre suivants. Speer approfondit son innovation du 1<sup>er</sup> Mai : au lieu de trois drapeaux, il y en aura six, encadrant une tribune surmontée d'un aigle géant de 30 mètres d'envergure. Mais pour faire accepter l'idée, une entrevue avec Hitler s'impose. Elle a lieu non à la chancellerie de Berlin – que Hitler trouve vieillotte et demandera bientôt à Speer de rénover, avant de lui en faire construire une autre à sa démesure, en 1938 –, mais à Munich, au domicile privé du Führer, sur la *Prinzregentenplatz*. Il raconte :

« Un aide de camp parut, ouvrit une porte et sans cérémonie me pria d'entrer. J'étais devant Hitler, le tout-puissant chancelier du Reich. Sur la table, devant lui, il y avait un pistolet démonté qu'il était manifestement occupé à nettoyer. "Posez vos dessins là-dessus", dit-il brièvement. Sans me regarder, il écarta les pièces du pistolet et contempla mon projet avec intérêt mais sans mot dire. "D'accord", rien de plus. Le voyant retourner à son pistolet, je quittai la pièce, quelque peu déconcerté. »

Nouveau défi, nouveau succès : non seulement Hitler se déclare satisfait du résultat, dont on peut voir un aperçu dans le documentaire de Leni Riefenstahl sur le congrès du Parti de 1933, *Sieg des Glaubens* (« Victoire de la foi »)<sup>15</sup>, mais il lui demande d'organiser les congrès suivants<sup>16</sup> et, surtout, d'aider Paul Troost<sup>17</sup>, qui est alors son architecte préféré, mais travaille trop lentement à son goût, à rénover sans délai ses appartements de chancelier. Munichois, Troost connaît mal les corporations de Berlin et, atteint d'un cancer, n'a plus l'énergie suffisante pour faire preuve d'autorité.

Speer, vingt-huit ans, en aura pour deux. Chaque jour ou presque, Hitler fait irruption sur le chantier, dissimulant de moins en moins son intérêt pour ce précieux jeune homme trouvant des solutions à tout et respectant les délais les plus fous. Et voici qu'un beau jour de l'automne 1933, le déclic se produit : au terme d'une visite d'inspection, le Führer l'emmène déjeuner. Et va jusqu'à lui prêter un veston pour remplacer le sien, taché de plâtre ! En quelques heures, une étrange intimité va naître qui ne s'achèvera que le 22 avril 1945, quand l'architecte viendra faire ses adieux au dictateur assiégé dans Berlin.

Faut-il croire Speer quand il présente ce déjeuner de l'automne 1933 comme une sorte de hasard qui lui fit « vendre son âme au diable » ? Dans ses Mémoires, il feint d'avoir découvert ce jour-là que Hitler se passionnait pour l'architecture, alors qu'il suffisait d'ouvrir *Mein Kampf* pour savoir qu'elle était pour lui la « reine des arts » ! Loin d'être une innocente victime du destin sur laquelle un vampire aurait jeté son dévolu, il est beaucoup plus probable, comme le remarque Benoît Lemay dans la préface qu'il a donnée à la dernière édition d'*Au cœur du Troisième Reich*, que Speer avait, depuis longtemps, « cherché délibérément à se frayer un chemin jusqu'à Hitler. N'avait-il pas très tôt reconnu en lui la chance de sa vie ? [...] Ce Faust ne faisait-il pas tout son possible, depuis plusieurs mois déjà, pour présenter son Méphisto sous un jour favorable dans l'espoir qu'il serait généreusement récompensé pour cela<sup>8</sup> ? ».

En mars 1934, nouveau clin d'œil du destin, non sollicité celui-là : Troost disparaît. Et c'est tout naturellement que Hitler confie à Speer la succession du maître, non sans le faire adouber par sa veuve, Gerdy<sup>18</sup>, responsable de l'architecture intérieure et du choix de l'ameublement des palais officiels. C'est alors que Speer répudie définitivement l'enseignement de Tessenow, qui avait flirté avec le modernisme sous la république de Weimar, pour devenir encore plus « troostien » que Troost... Celui-ci voyait-il grand ? Lui donnera dans le gigantisme ! Et si possible dans le monstrueux, au sens premier du terme : qui défie la norme. Et comme cette dérive, conforme aux goûts du Führer, provoque sans cesse d'autres directives toujours plus audacieuses et des commandes sans cesse plus lucratives, pourquoi se priverait-il de l'encourager ?

Troost à peine enterré, la première mission de son successeur est de remplacer par une tribune en pierre celle en bois qui accueillait, depuis

1927, les congrès du Parti sur le *Zeppelinfeld* de Nuremberg. Moins de six mois plus tard, c'est fait. Dimensions de l'édifice, inspiré du grand autel de Pergame : 24 mètres de haut pour 390 mètres de long. Le double d'envergure des thermes de Caracalla ! Et ce n'est pas tout : autour du *Zeppelinfeld*, qui peut accueillir 350 000 personnes, en sus des 70 000 trouvant place dans les tribunes, Speer fait installer 130 projecteurs de DCA qui, la nuit tombée, isolent les congressistes dans une « cathédrale de lumière » illuminant le ciel à plus de 6 km d'altitude. L'objectif est explicite : matérialiser leur sentiment d'appartenir à une élite et sublimer l'aura « solaire » du Führer en les isolant du reste du monde. « Ma plus belle réalisation spatio-architecturale<sup>9</sup> », conviendra Speer dans ses Mémoires... Tout en passant sous silence le nom de l'homme qui lui en donna l'idée – Walter Frenzt, l'opérateur en chef de Leni Riefenstahl<sup>19</sup> – et en persistant *mordicus* à proclamer que son travail était strictement « apolitique » ! « Je me contentais, écrit-il, de fournir aux nazis des décors impressionnants. »

Pour affranchir sa création de tout frein moral et, qui sait ?, d'éventuels remords, l'artiste convient lui-même qu'il possède une recette infallible : détourner le regard de tout ce qui pourrait le distraire de son travail ! C'est ainsi que, dans les premiers jours de juillet 1934, alors qu'il passe jours et nuits sur les chantiers de Nuremberg, Hitler le convoque d'urgence à Berlin. Durant la Nuit des longs couteaux du 30 juin précédent, il a décapité l'aile gauche du régime en faisant assassiner le chef des SA, Ernst Röhm, et ses principaux dirigeants. Mais aussi, on l'oublie trop souvent – Speer le premier dans ses Mémoires – certains antinazis de droite, souvent liés à la mouvance conservatrice, comme l'était d'ailleurs la famille de l'architecte. L'un d'eux, Herbert von Bose, a été tué d'un coup de revolver par les SS dans son bureau du palais Borsig, résidence officielle du vice-chancelier von Papen. À peine descendu d'avion, Speer est accueilli par Hitler, qui lui annonce son intention de supprimer le poste de vice-chancelier puis de récupérer ces locaux pour y installer le nouvel état-major de la SA, jusqu'alors basé à Munich, aux fins de mieux le contrôler. Tandis que le Führer donne ses ordres pour le réaménagement du palais, Speer remarque une « grande tache de sang séché ». Celui de Bose que nul n'a pensé à nettoyer. Il rapporte seulement dans ses souvenirs : « Je détournai les yeux et évitai désormais cette pièce. Cela ne me toucha pas davantage<sup>10</sup>. »

Ainsi prémuni de tout contact gênant avec le réel, l'« architecte du diable<sup>20</sup> » peut désormais donner toute sa mesure. Réalisations et projets s'enchaînent sans discontinuer, toujours plus ambitieux, chaque fois plus démesurés.

## Gigantomania

Parmi les premières s'impose évidemment la nouvelle chancellerie du Reich, commandée par Hitler à Speer le 11 janvier 1938, avec pour mission de pouvoir l'inaugurer un an plus tard, jour pour jour, à l'occasion des vœux qu'il adressera au corps diplomatique présent à Berlin. Ses derniers du temps de paix. « Mission impossible ! », tranchent les concurrents du favori. Ils déchanteront quand, le 12 janvier 1939, le monde, stupéfait, découvrira l'édifice, fin prêt pour l'heure dite, s'étendant sur 420 mètres, tout le long de la *Voßstraße*, entre la *Wilhelmstraße* et la *Hermann-Göringstraße*<sup>21</sup>... Pour construire ce palais aux dimensions cyclopéennes d'un volume de 400 000 mètres cubes, à mi-chemin entre le style antique et celui de la Renaissance italienne, Speer aura disposé de moyens financiers illimités, fait travailler 4 500 ouvriers répartis en équipes de jour et de nuit, mobilisé près de 2 000 artisans d'art (ébénistes, tapissiers, marbriers, etc.) et tous les corps de métier. À cette occasion s'impose le talent d'organisateur hors pair de l'architecte, qui, s'adaptant aux circonstances, improvise sans cesse et modifie jusqu'au bout les plans initiaux, ce qu'aucun de ses confrères n'aurait même osé imaginer. Ce mélange d'extrême souplesse et d'implacable efficacité fascine littéralement Hitler, auquel Speer avoue un jour que les tapis choisis pour certaines salles n'ont pas été taillés en fonction de celles-ci, mais qu'en raison des délais qu'exigeait leur fabrication, il a dû, au contraire, adapter le volume des pièces à leur dimension !

Répétition générale des méthodes qu'il aura à appliquer quand, à partir de 1942, il sera propulsé grand maître de l'économie de guerre, le défi prométhéen que constitue la réalisation de la chancellerie du Reich va, de fait, lui ouvrir toutes les portes. Car dans l'esprit de Hitler, elle n'est qu'un modeste début. Avant même son achèvement, il confie à son protégé deux nouvelles tâches herculéennes : construire à Nuremberg le plus grand stade jamais conçu. Et faire de Berlin, capitale du Reich (*Reichshauptstadt*), la « plus belle du monde » (*Die schönste Hauptstadt der Welt*). Une



formule qu'un glissement sémantique en forme d'aveu contractera rapidement en *Welthauptstadt...* Rien de moins que la « capitale du monde », rebaptisée *Germania* !

Et cela, toujours, sans faire de politique ? Quelques mois avant sa mort, Speer concédera tout de même à l'historien et journaliste allemand Guido Knopp : « J'étais, bien sûr, totalement conscient du fait que Hitler aspirait à gouverner le monde. Ce qu'on comprend mal, de nos jours, c'est qu'à l'époque je ne pouvais rien souhaiter de mieux. C'était même tout le sens de mes créations architecturales. Elles auraient eu l'air grotesques si Hitler était resté bien assis en Allemagne. Toute ma volonté était focalisée sur son avenir, sur le fait que ce *grand homme* puisse gouverner le globe terrestre<sup>11</sup>. »

Grisé par le succès international des Jeux olympiques de Berlin (août 1936), Hitler rêve-t-il qu'un jour ces mêmes JO soient définitivement organisés à Nuremberg ? Speer leur offre un écrin à la mesure du nouveau Reich, non loin du *Zeppelinfeld*, où se tiennent les congrès du Parti. Il dessine un stade de 550 mètres de long sur 460 mètres de large pouvant accueillir 400 000 spectateurs et dont les gradins s'appuieront sur une enceinte de 100 mètres de haut. Déjà, il avait enchanté Hitler en lui annonçant que le hall d'honneur de la nouvelle Chancellerie était deux fois et demie plus long que la galerie des Glaces de Versailles. Cette fois, il le comble : obsédé par les volumes défiant l'imagination, il fixe celui de l'édifice à 8,5 millions de mètres cubes. Le triple de la pyramide de Chéops...

C'est que non content de profiter des commandes mégalomaniaques qu'on lui passe, « Maître Albert » encourage Hitler dans sa fuite en avant ! « Je (lui) communiquais mon enthousiasme [...] quand je pouvais lui démontrer que nous avions "battu", au moins au plan des dimensions, les œuvres les plus fameuses de l'histoire humaine... » Avec *Germania*, le Führer sera servi. D'abord parce que les plans de Speer ne font que reprendre, dans le détail, des esquisses dessinées par Hitler en 1925, ce qui achève de le convaincre du génie prophétique de son mentor : « Ce qui me stupéfia, écrit-il, fut moins le gigantisme de la conception que l'étonnante obsession qui l'avait poussé à concevoir des projets de monuments, à une époque où il n'avait pas le moindre espoir d'arriver un jour à les

réaliser<sup>22</sup>. » Ensuite et surtout parce que, une fois de plus, l'architecte devance les désirs de son maître.

Celui-ci rêve-t-il d'un lieu de rassemblement surmonté d'un dôme de 200 mètres de haut ? Speer lui en dessine un de 290 mètres surmonté d'un aigle géant enserrant... le globe terrestre ! Ce sera la *Volkshalle* (« Halle du peuple ») censée accueillir 150 000 personnes. Hitler réclame-t-il un arc de triomphe plus imposant que celui de la place de l'Étoile (50 mètres) ? Son âme damnée lui en propose un qui atteindra 117 mètres et dont le volume – le mètre cube, on l'aura constaté, est l'unité de mesure préférée de Speer – serait cinq fois supérieur à celui de l'arc napoléonien ! Quant aux Champs-Élysées hitlériens, ils se seraient étirés sur 7 km de long pour 120 mètres de large, contre respectivement 2 km et 100 mètres pour leur modèle parisien...

Alors que le projet initial du Führer se « limite » à un gigantesque axe nord-sud commençant à la Halle du peuple pour s'achever à la future gare du Sud (seul bâtiment rompant avec le néoclassicisme pour adopter des matériaux résolument modernes, comme le verre et l'acier), Speer imagine un axe est-ouest ouvrant la voie à une complète restructuration de Berlin suivant le principe urbanistique des grandes villes de l'Antiquité romaine<sup>23</sup>, organisées autour d'un *cardo* et d'un *decumanus*<sup>24</sup>. À mégalomane (Hitler), mégalomane et demi (Speer) ! Ce que le second fait accepter au premier est quasiment la fondation d'une ville nouvelle. L'*Urbs* par excellence. Celle des Temps modernes, comme Rome le fut voici deux mille ans ! Car l'architecte ne se borne pas à imaginer de nouveaux édifices aux dimensions toujours plus titanesques, parmi lesquels une Chancellerie *bis*, deux fois plus vaste que celle de 1939<sup>25</sup>, un palais pour le Führer, un autre pour Göring, un siège géant pour le haut commandement de la Wehrmacht, un Reichstag considérablement agrandi, un bassin de 1 100 mètres de long sur 350 mètres de large, une mairie six fois plus grande que l'ancienne, des nouveaux musées par dizaines, trois aéroports – en plus des deux que comptait déjà Berlin –, sans parler d'écoles, techniques ou artistiques, dont la construction anticipait même l'existence<sup>12</sup> ! Il profite des moyens illimités qu'on lui octroie pour inscrire son œuvre dans l'utopie national-socialiste, intriquant technologie et écologie.

C'est ainsi, par exemple, que pour désengorger le centre de Berlin sont prévues cinq voies de contournement circulaires et une autoroute périphérique, elles-mêmes reliées à plusieurs radiales souterraines communiquant avec les terminus des trains de banlieue ou des lignes de métro. En surface, Speer prévoit de faire planter des milliers d'hectares d'arbres, chaque quartier devant disposer de son quota de chlorophylle, sous la forme d'un espace sylvestre, d'une zone maraîchère (essentiellement des jardins ouvriers), de nombreux centres sportifs et d'espaces de jeu pour enfants, mais aussi de pistes, piétonnes ou cyclables, proscrites aux automobiles, sans parler des voies cavalières... Cette préoccupation environnementale va très loin dans le cas de la forêt de Grönwald, au sud-ouest de Berlin : des feuillus de différentes essences y sont plantés pour restaurer la biodiversité du lieu, jadis mise à mal par Frédéric II<sup>26</sup>, qui avait fait abattre des milliers de chênes (remplacés par des pins) pour payer ses dettes de guerre.

Sous l'impulsion de Willie Schelkes, l'un des principaux adjoints de Speer avec Karl Maria Hettlage et Rudolf Wolters, tout est mis en œuvre, en outre, pour qu'aucun nouveau logement ne soit construit à plus d'un quart d'heure de marche d'une forêt, d'un parc ou *a minima* d'un jardin<sup>13</sup>.

## L'aryanisation du nouveau Berlin

Mais toute médaille a son revers et, en l'espèce, un prix humain que l'architecte se garde bien d'évoquer dans ses Mémoires. Car pour transformer l'ancienne capitale du petit royaume de Prusse en métropole mondiale (Hitler cultive en l'espèce deux modèles : le Paris du baron Haussmann et la Vienne de l'architecte Hermann Helmer<sup>27</sup>), il faut planifier la démolition du quart de Berlin ! Nommé en 1937 « inspecteur général de la Construction chargé de la transformation de la capitale du Reich<sup>28</sup> » avec rang de secrétaire d'État, Speer dispose d'une administration autonome ne rendant de comptes qu'à Hitler. Son pouvoir est exorbitant puisqu'il lui appartient de préempter sans en référer à quiconque les immeubles qui seront rayés de la carte pour laisser place à ses projets. Avec toute licence pour décider qui sera relogé et indemnisé... et qui ne le sera pas.

Début 1939, le couperet tombe une première fois. Speer, qui a planifié la destruction de 52 000 habitations – 4 % des logements de la ville – rien que pour commencer à percer les premiers grands axes du nouveau Berlin,

transmet sa première liste de logements sacrifiés : 23 000 appartements, tous occupés par des Juifs ! En 1981, il osera écrire dans son dernier livre – qui restera comme son ultime imposture : « Souvent, en me rendant en voiture à mon bureau, je voyais des gens s’entasser sur les quais de la gare de Nikolassee. Je savais qu’il devait s’agir de l’évacuation des Juifs de Berlin. En passant, j’étais saisi d’un sentiment oppressant<sup>14</sup>. »

Dans ce plaidoyer *pro domo* de haute voltige dont le titre français ne dit rien (*L’Empire SS*), le titre allemand nettement plus (*L’État esclavagiste*) et le sous-titre (*Mes différends avec les SS*) tout de sa mauvaise foi, Speer tente de nous faire croire que, si cela n’avait tenu qu’à lui, tout le monde aurait été relogé. Y compris en bravant le décret du 30 avril 1939 qui, promulgué par un étrange hasard au moment où commencent les grands travaux de Berlin, parachève la législation antisémite en vigueur en retirant aux Juifs le bénéfice de toute protection locative ?

La vérité campe aux antipodes de cette farce. Non seulement les SS n’ont pas imposé leurs méthodes à Speer, mais c’est lui qui, sans cesse, a poussé à la roue pour hâter l’expulsion des indésirables, de la même manière qu’à partir de 1942 il ne cessera de solliciter Himmler et Sauckel pour obtenir toujours plus de bras pour ses usines ! Avec la construction du nouveau Berlin, aucun doute possible : à petits pas comme un voleur chinois, le Petit Chose de Mannheim est passé subrepticement de la complaisance à la complicité.

On peut ainsi lire dans le procès-verbal d’une réunion de l’Inspection générale du bâtiment en date du 14 septembre 1938 (deux mois, donc, avant la Nuit de cristal, qui débouchera sur la persécution systématique des Juifs, prodrome de leur déportation vers l’Est) : « Le professeur Speer a proposé de libérer les logements nécessaires par l’expulsion obligatoire des Juifs. » À l’issue de cette même réunion, il signe une circulaire à l’intention des propriétaires allemands qui persisteraient à faire la sourde oreille : « Celui qui loue des logements aux Juifs sans ma permission est passible d’une lourde amende<sup>15</sup>. » Deux ans plus tard, le 27 novembre 1940, Speer s’enquiert du progrès des expulsions auprès de son bras droit, Dietrich Clahe, vice-président de l’Inspection du bâtiment, dont le nom n’est même pas mentionné dans ses Mémoires. La Gestapo, qui a pourtant passé la ville au peigne fin, manquerait-elle d’efficacité ? Le 26 août 1941, un autre

procès-verbal de l'Inspection générale le rassure : « Conformément aux instructions de Speer, une nouvelle opération d'expulsion de 5 000 logements juifs vient d'être engagée. Tout est fait, malgré les difficultés de toutes parts dues à la situation de la guerre, pour que les logements juifs soient remis en état le plus rapidement possible afin qu'ils puissent être occupés par les locataires des quartiers en démolition<sup>16</sup>. » Le 15 novembre, Clahes triomphe : 23 755 appartements ont été saisis par l'administration Speer et 75 000 Juifs expulsés.

## Des privilèges exorbitants

Quand on sait que la matière première du dossier d'accusation de Speer fut complaisamment fournie par l'intéressé, on conçoit aisément que de tels textes aient attendu des années pour resurgir, au fil des recherches des historiens professionnels. Est-on jamais mieux servi que par soi-même ? L'adage vaut aussi et peut-être surtout pour sa fortune personnelle. Comme la plupart des dignitaires du régime, l'architecte profite de l'aryanisation de l'immobilier berlinois pour acquérir en 1938 une propriété prestigieuse confisquée à des Juifs, le 50 de l'*Inselstraße* sur l'île de Schwannenwerder, le « plus cher des titres de propriété du Monopoly allemand », résume joliment Martin Kitchen, le dernier biographe de Speer en même temps que l'un des mieux informés. « Si le prix fixé – 150 000 Reichsmarks – est ridiculement bas pour une aussi belle propriété, il représente tout de même une somme importante pour un jeune homme en début de carrière, ce qui montre combien Speer s'est déjà enrichi<sup>17</sup>. »

C'est que, même nanti du titre de secrétaire d'État et pourvu du salaire afférent, l'architecte a obtenu de Hitler de conserver son cabinet personnel, situé *Behrenstraße*, à 200 mètres de la Chancellerie. Outre l'extraordinaire conflit d'intérêts créé par cette faveur, imagine-t-on ce que peut signifier un tel privilège dans une dictature où les commandes d'État ne sont soumises à aucun appel d'offres ? Jamais évaluée, car jamais confisquée – contrairement à celle de Göring –, la fortune d'Albert Speer reste, aujourd'hui encore, l'une des plus secrètes du III<sup>e</sup> Reich. Rétif à l'ostentation, contrairement au *Reichsmarschall*, dont le train de vie fastueux rappelle celui d'un Borgia, Speer est d'autant plus discret – et même dissimulé – qu'il méprise les loisirs, à l'exception de l'alpinisme.

Quand il n'est pas enfermé dès l'aube dans son atelier berlinois – le seul moment de la journée où Hitler, qui se lève à midi, ne le harcèle pas de coups de téléphone ou de convocations intempestives –, on le trouve à ses côtés, pataugeant dans la boue des chantiers ou sur l'Obersalzberg, dans les Alpes bavaroises.

C'est là, à Berchtesgaden, qu'en 1935 le Führer a décidé d'installer son disciple et sa famille<sup>29</sup>, dans un immense chalet-atelier situé à quelques centaines de mètres du sien, le célèbre Berghof, devenu, après la chancellerie de Berlin, l'autre centre du pouvoir de l'Allemagne national-socialiste<sup>30</sup>. De tous les bonzes du régime, seuls Göring et l'inévitable Bormann<sup>31</sup> ont le privilège de disposer d'une résidence privée sur ce massif mythique<sup>32</sup> qu'a privatisé Hitler en déplaçant ses habitants<sup>33</sup> pour en faire « sa » montagne.

Le Führer, qui jusqu'en 1939 y passe au moins le tiers de son temps – et pratiquement un week-end sur deux pendant les années de guerre jusqu'en 1944 –, a fait de Speer la principale attraction de la petite cour domestique qui peuple son quotidien autour d'Eva Braun, dont l'architecte est aussitôt devenu l'ami, puis le confident. À peine débarqué sur la terrasse du Berghof, où, prétendra-t-il, on s'ennuyait à mourir – mais là encore on a du mal à le croire tant il mettait d'application à séduire le « chef<sup>34</sup> » avant de rentrer à Berlin, les poches remplies de fabuleux contrats –, le changement d'attitude de Hitler stupéfie les invités, notamment ceux qui découvrent pour la première fois l'étrange pantomime qui s'y joue. Reinhard Spitzzy, un proche collaborateur de Joachim von Ribbentrop, devenu lui aussi un familier du Berghof, raconte dans ses souvenirs :

« Je savais que Speer était très en faveur auprès de Hitler. J'eus l'occasion de le vérifier moi-même, lorsque je séjournai pour la première fois en compagnie de Ribbentrop à l'Obersalzberg : c'est Speer qui commandait ! Il était certainement l'ami le plus proche de Hitler. Ce dernier s'enthousiasmait comme si une maîtresse venait le voir. Ils se mettaient alors à dessiner et à esquisser des plans. On dressait des maquettes. On avait l'impression que les deux parlaient d'égal à égal. Tout à coup, Ribbentrop et les autres n'avaient plus rien à dire ; ils n'étaient plus que des figurants. Hitler prenait alors un répit des affaires d'État de deux ou trois jours et il esquissait ses plans avec Speer. [...] Les meilleurs moments dans la vie de Hitler étaient ceux passés en sa compagnie<sup>18</sup>. »



Du dictateur ou de l'artiste, qui, alors, envoûte qui ? Karl Maria Hettlage, numéro trois de l'« administration Speer », a son idée là-dessus, qu'il livre un jour tout de go à son patron : « Savez-vous que vous êtes l'amour malheureux de Hitler<sup>19</sup> ? » Seule chose certaine, le favori du Berghof est bien le seul de ses contemporains à exercer sur le Führer une influence tangible dans le domaine qui lui est le plus cher après la politique : l'urbanisme. En 1935, il lui a même offert, clés en main, un concept que le maître du Reich fera sien jusqu'au bout : celui de la valeur politique des ruines. L'idée était venue à Speer en passant devant un édifice en béton dynamité dont l'ossature en ferraille commençait à rouiller. De ce « lamentable spectacle », il conclut que les édifices modernes étaient inaptes à jeter vers les générations futures le « pont de tradition » qu'exigeait le Führer en matière architecturale.

« Il était impensable, écrit-il, que des amas de décombres rouillés puissent inspirer, un jour, des pensées héroïques comme le faisaient si bien ces monuments du passé que Hitler admirait tant. C'est à ce dilemme que ma théorie voulait répondre. En utilisant certains matériaux ou en respectant certaines règles de physique statique, on pourrait construire des édifices qui, après des centaines ou, comme nous aimions à le croire, des milliers d'années, ressembleraient à peu près aux modèles romains<sup>20</sup>. »

Devant Hitler, Speer dessine donc le stade de Nuremberg tel qu'on peut le voir aujourd'hui : à moitié détruit. Et par endroits envahi de lierre. Blasphème ! s'écrie l'entourage, pour qui imaginer la Mecque du Parti abandonnée confine à l'hérésie. Génial ! rétorque Hitler, qui ne se doutait pas que l'esquisse de son architecte prendrait vie non dans mille ans... mais au bout de dix !

## **À la tête de millions d'esclaves**

Le 7 février 1942, l'infatigable bâtisseur est arraché à la conception de ses futures ruines par une disparition tragique qui, comme la mort de Troost, va le propulser encore plus haut : celle de Fritz Todt, ministre de l'Armement du Reich, victime d'un accident d'avion. Cette fois, le destin frappe encore plus fort. Car Speer aurait dû être aux côtés de Todt quand son Heinkel 111 explose en vol, peu après avoir décollé du Grand Quartier général de Rastenburg, en Prusse-Orientale, où les deux hommes ont longuement rencontré Hitler la veille au soir. Pourquoi n'était-il pas à

bord ? Parce qu'au dernier moment, le Führer a retenu son favori jusqu'à 3 heures du matin en tête à tête pour lui parler des travaux de Berlin, interrompus par la guerre. Et que ce dernier, épuisé, ne s'est pas réveillé à temps pour rentrer avec Todt, qui avait fixé son départ avant le lever du soleil !

Une fois de plus, le hasard fait bien les choses : Hitler perd un ministre qui commençait à douter de la victoire finale<sup>35</sup>, et Speer gagne, dans l'heure qui suit, le poste dont il rêvait. Car avec le titre de ministre de l'Armement, il hérite de ce qui, jusqu'alors, lui échappait : la formidable organisation Todt<sup>36</sup>. Et avec elle le génie civil, distinct de l'urbanisme, mais aussi et surtout l'ensemble des constructions militaires dont l'Allemagne couvre alors l'Europe occupée, depuis la côte basque jusqu'au cap Nord et des îles Anglo-Normandes jusqu'en Ukraine.

En droit, il devient le numéro trois du régime après Göring, toujours responsable en titre du plan de quatre ans, donc de l'économie de guerre, mais *ipso facto* son vrai numéro deux, *ex æquo* avec Himmler. Après l'échec de la bataille d'Angleterre (août-septembre 1940) et son incapacité à soutenir efficacement la Wehrmacht enlisée devant Moscou, le *Reichsmarschall* a perdu en effet une partie de la confiance de Hitler et s'éloigne peu à peu de la conduite de la guerre au profit de ses passions personnelles : les collections d'objets d'art (volés), la chasse... et le modélisme ferroviaire !

Divergence frappante de deux destins : tandis que l'un des plus vieux compagnons de Hitler, ancien héros de l'escadrille von Richthofen, grièvement blessé pendant le putsch de Munich puis couvert d'honneurs pour services rendus<sup>37</sup>, devient un astre mort du régime, l'architecte soi-disant « apolitique » qui n'avait jamais tenu un fusil de sa vie, pas même de chasse<sup>38</sup>, se jette à corps perdu dans la bataille de l'armement. Celle qui doit décider de la victoire ou de l'écrasement du Reich.

Tout « abasourdi » qu'il prétende être à l'annonce de sa nomination, il ne perd pas une seconde pour obtenir du Führer l'extension de ses prérogatives : passée sous sa férule, l'organisation Todt obtient les mêmes pouvoirs que l'« administration Speer », c'est-à-dire tous. Bientôt, on parlera d'ailleurs des *Speerbetriebe* (les « établissements Speer ») pour désigner l'ensemble des usines d'armement. Surtout, il étend à l'ensemble de la production de guerre ce qu'il a testé dans le cadre de ses chantiers de

construction : l'utilisation des prisonniers des camps de concentration. Dans les derniers mois de 1941, il a créé non loin de celui de Mauthausen, près de Linz, une usine de briques de mâchefer et une autre de façonnage de pierres destinées à la construction des monuments du Führer. Celle-ci, tout comme la carrière qui les alimente, est dirigée par une entreprise appartenant à la SS, la *Deutsche Erde Streinwerke GmbH*. Sa mission : gérer les esclaves que les archives administratives allemandes appellent les « commandos de travail Speer ». Sur les 10 000 détenus, tous volontaires, qui en feront partie, seuls 200 auront survécu en 1945 !

Mieux (ou pis, en l'occurrence !) : quand, après avoir visité le camp de Mauthausen le 30 mars 1943, Speer écrit à Himmler, ce n'est pas pour s'inquiéter du sort des détenus, mais pour lui réclamer, au nom d'une efficacité accrue, une « nouvelle planification dans la construction des camps de concentration ». Et d'ajouter, en sa qualité de ministre de la Production, chargé de contingenter les matériaux de construction : « Il s'agit d'obtenir une plus grande efficacité par la mise en œuvre de moyens plus modestes, si nous voulons répondre, avec le maximum de succès, aux besoins actuels de l'armement. Cela signifie que nous devons revenir, sans délai, à des méthodes de construction plus rudimentaires. » Pour assurer la victoire finale, construisons donc davantage de camps mais, sens de l'économie oblige, dotés d'infrastructures *a minima* pour y loger les détenus<sup>21</sup> !

Si cette lettre indigne est parvenue jusqu'à nous, les comptes rendus d'inspection dressés par les adjoints de Speer ont eux opportunément disparu<sup>39</sup>. Mais pas le message furieux qu'Oswald Pohl, inspecteur général des camps et chef de l'Office central de la SS pour l'économie et l'administration<sup>40</sup>, adresse aussitôt à Himmler : « Le ministre du Reich fait mine de croire que nous bâtissons, sans qu'il le sache et généreusement dans les camps de concentration. Il reste muet sur le fait que chacun des projets de construction lui a été présenté par nous en bonne et due forme et qu'il a lui-même, le 2 février 1943, donné son autorisation expresse. » Voilà qui démontre que, contrairement à ses assertions, Speer était, dans le détail, au courant de l'existence des camps puisqu'il en ratifiait l'organisation, mais aussi qu'il plaidait en connaissance de cause pour aggraver les conditions de vie des détenus ! Et c'est un bras droit de Himmler qui lui fait la leçon : « Il est de mon devoir de vous signaler que le passage à des

méthodes de construction rudimentaires va probablement entraîner dans les camps un taux de mortalité jamais vu jusqu'ici<sup>22</sup>. »

On croit rêver : ce n'est pas Speer, le donneur d'ordre, qui finira pendu, mais Oswald Pohl, l'exécutant rétif, le 7 juin 1951 ! Alors qu'il purgeait sa peine à Spandau en rédigeant ses Mémoires, le premier se souvenait-il qu'en 1944 il avait obtenu la tête du second afin que son service soit placé directement sous sa responsabilité de ministre de l'Armement ? Cette précision est tout sauf anecdotique : elle démontre que c'est sous le contrôle exclusif d'Albert Speer que furent commises les atrocités du camp de Dora, cette usine souterraine creusée sous la colline de Kohnstein, non loin de Nordhausen, en Thuringe, où furent fabriqués et assemblés un grand nombre des bombes volantes V1 et des missiles V2<sup>41</sup>. De 1943 à 1945, 60 000 prisonniers de guerre issus de 21 pays occupés y transitèrent dans des conditions effroyables. Près de la moitié, 29 000, y moururent de faim, de froid, d'épuisement et de diverses maladies.

Comme le remarque très judicieusement Benoît Lemay, est-il si important, après cela, de savoir si Speer « était présent au discours de Himmler évoquant la "Solution finale" à Posen, en Pologne, le 6 octobre 1943<sup>42</sup>, ou s'il s'était éclipsé avant que celui-ci ne prît la parole, comme il l'a prétendu deux ans après la publication de ses Mémoires<sup>23</sup> » ? Au tribunal de Nuremberg, qui, nous l'avons dit, ne disposait pas des preuves exhumées depuis, une pièce décisive fut cependant produite, dont on s'étonne qu'elle n'ait pas davantage sidéré les juges. Il s'agit du procès-verbal d'une réunion du Comité central du plan en date du 30 octobre 1942, au cours de laquelle le ministre de l'Armement déclare à propos des travailleurs forcés œuvrant en usine : « On ne peut qu'approuver les SS et la police qui prennent des mesures draconiennes allant jusqu'au camp de concentration contre les fainéants. Il n'y a pas d'autre moyen. Il ne faudra pas longtemps avant que les gens sachent à quoi s'en tenir<sup>24</sup>. »

Au lieu de creuser la question, les juges, curieusement, préférèrent s'intéresser aux résultats prodigieux obtenus par Speer dans la réorganisation constante de l'appareil de production allemand, qui ne s'effondrera que dans les trois derniers mois de la guerre : quand les puits de pétrole roumains tomberont aux mains de l'Armée rouge et le bassin de la Ruhr, poumon industriel du Reich, dans celles des Américains.

L'ex-protégé du Führer ne se prive jamais, du reste, de reconnaître ses propres mérites. À l'audience du 20 juin 1946, par exemple, il dissimule mal sa satisfaction de technocrate quand il explique qu'en dépit des bombardements alliés, « la production d'armes était sept fois plus élevée en 1944 qu'en 1942, celle de chars cinq fois et demie et celle de munitions six fois. Cependant, précise-t-il, le nombre d'ouvriers travaillant dans ces branches de l'armement n'a augmenté que de 30 %. Ce n'est pas en faisant travailler davantage et plus longtemps les ouvriers que ce résultat fut atteint, mais plutôt en abandonnant les vieilles méthodes de fabrication et en adoptant un meilleur système de direction dans la production d'armements<sup>25</sup> ».

Que cache cette tranquille assurance de Speer, qui, tout au long du procès de Nuremberg, n'aura pas perdu une occasion de prouver, chiffres à l'appui, que sans son extrême compétence la guerre aurait été perdue bien plus tôt ? Chez tout autre, pareille vantardise eût été suicidaire. Pas chez lui, auquel seuls les Soviétiques, premières victimes (en nombre) de la Seconde Guerre mondiale, ont semblé réellement hostiles tout au long des débats. Au point de soupçonner qu'un *deal* ait pu être passé entre l'ancien ministre de la Production de Hitler et les Anglo-Saxons ? Si des preuves formelles font défaut pour l'affirmer, les indices ne manquent pas, et d'abord, comme dans toute enquête policière, la chronologie.

## Les prémices du grand retournement

Le premier indice provient du prestigieux hebdomadaire britannique *The Observer*, qui, le 9 avril 1944, publie sous la plume de Sebastian Haffner un long portrait du ministre préféré de Hitler intitulé « Albert Speer, Dictator of the Nazi Industry ». Né en Allemagne, qu'il a quittée en 1938 par hostilité aux nazis, Haffner, juriste de formation, est devenu à Londres un éditorialiste de renom, souvent sollicité pour son expertise sur le national-socialisme. Il écrit :

« Speer est l'exemple même de la révolution en matière de gestion [...]. Il aurait pu rejoindre tout autre parti politique si celui-ci lui avait permis de faire carrière [...]. Il est le symbole du type d'homme qui sera de plus en plus important dans chaque État belligérant : le technicien pur. [...] Nous parviendrons à éliminer les Hitler et les Himmler, mais nous resterons longtemps avec des hommes comme Speer. »

Coïncidence ? Quand l'intéressé a connaissance de l'article, il le fait traduire par ses services, le montre à Hitler comme on arbore une décoration... Et quelques jours plus tard, le 19 avril, il présente sa démission ! Pourquoi s'être précipité chez le Führer ? Sans doute mû par un mélange de fierté et de prudence : au moins ses ennemis, au premier rang desquels Göring et Goebbels, ne l'accuseront pas d'avoir dissimulé cette embarrassante distinction. Quant à sa démission, évidemment refusée par Hitler, comment l'interpréter ? Officiellement, le ministre la justifie par l'épuisement dont il est victime. Hospitalisé pour un début d'embolie pulmonaire, il est resté éloigné pendant près de trois mois du pouvoir et a eu le temps de réfléchir à la situation stratégique de l'Allemagne, déjà critique, bien que le débarquement de Normandie n'ait pas encore eu lieu.

Trois mois sans voir Hitler ? Voilà qui ne lui était jamais arrivé depuis leur premier déjeuner en tête à tête, dix ans plus tôt. Dans ses Mémoires, Speer parle de cet éloignement physique comme d'un désenvoûtement, même si l'autre ne manque pas de lui téléphoner à la première occasion pour prendre de ses nouvelles. Quand, enfin, la guérison approche, le convalescent est transféré dans un pavillon du château de Klessheim, à Salzbourg, résidence des invités de marque du Führer lorsqu'il réside à Berchtesgaden, distant seulement de 25 km. Quand il le revoit, c'est l'épouvante :

« Je remarquai pour la première fois, après toutes ces années passées avec lui, son nez épaté, son teint blafard et son visage repoussant. Cette réaction était le premier symptôme de mon changement d'attitude à son égard, de la distance que je commençais à prendre par rapport à lui et de l'absence de prévention avec laquelle je le regardais désormais [...]. Dévoré pendant des années par l'enthousiasme, ayant déployé une activité fébrile, j'avais pour la première fois réfléchi au chemin parcouru à ses côtés. Alors que jadis quelques mots de sa part ou un simple geste avaient suffi à me faire sortir de mes crises d'abattement et à libérer en moi des ressources d'énergie extraordinaires, je me sentis après ces retrouvailles et en dépit de la cordialité de Hitler, aussi fatigué et épuisé qu'avant. »

Désormais, tel le Petit Poucet, il va consacrer son temps à semer sur sa route des petits cailloux de dénazification. Nullement pour retrouver son chemin, qu'il n'a jamais perdu, mais pour laisser une trace. À l'intention des Alliés ? Soulagés que le dictateur ait refusé sa démission, les plus proches collaborateurs de Speer lui font valoir en effet que, désormais, il a



un rôle essentiel à jouer : sauver l'Allemagne de sa destruction annoncée. Non en participant à quelque complot – il a su garder suffisamment de distance avec les conjurés du 20 juillet 1944 pour ne pas être inquiété quand ceux-ci seront démasqués et exécutés, alors qu'ils l'ont fait figurer sur la liste des ministres à conserver dans l'hypothèse où ils seraient parvenus à tuer Hitler –, mais en convainquant ce dernier de renoncer à son dernier projet : la politique de la terre brûlée, comme Staline en 1941 !

Le 20 septembre, il rédige à l'intention du Führer un mémorandum qui semble tout autant s'adresser à la postérité : « La tâche que j'accomplis est une tâche non politique. Je me suis trouvé très à l'aise avec celle-ci tant que ma personne et aussi mon travail n'ont été appréciés que d'après les prestations fournies. Je ne me sens pas assez fort pour exécuter librement et avec le maximum de chances de succès le travail de spécialiste qui nous attend, mes collaborateurs et moi, s'il doit être apprécié selon les règles de la politique du Parti. »

Son but secret : faire en sorte que les Alliés trouvent assez d'outils de production intacts pour rebâtir l'Allemagne avec son concours. Pour convaincre le Führer de ne pas ajouter de destructions volontaires à celles infligées par les bombardements, il use alors d'un argument machiavélique qui fonctionnera jusqu'aux dernières semaines du conflit : « Grâce aux armes miracles (les chasseurs à réaction, les missiles balistiques en plein développement, et bientôt la bombe atomique), les territoires perdus seront immanquablement reconquis. Il serait donc suicidaire de nous priver des infrastructures nécessaires à la victoire finale. »

Diabolique cercle vicieux ! Car plus le ministre de la Production sursoit aux destructions d'usines qu'exige Hitler, plus il exploite de manière inhumaine la main-d'œuvre d'esclaves mise à sa disposition ! Le colonel Otto Skorzeny – qui dirigea ce qu'on appellerait aujourd'hui le « service action » de la SS et dont nous reparlerons largement dans les pages qui suivent – fut le témoin direct du prix effroyable de ce double jeu, destiné seulement à sauver la carrière future de Speer. Le 15 février 1945, alors que les défenses allemandes s'effondrent à l'Est comme à l'Ouest, Skorzeny assiste à une scène d'anthologie : face à un Himmler traité en « révérendissime », Speer promet au *Reichsführer* « de nouveaux avions et des bombes spéciales pour le début avril ». Dubitatif, Skorzeny attend d'être seul avec le ministre de l'Armement pour lui demander « quelques précisions sur ces fameuses “armes secrètes” dont on nous rebattait les

oreilles depuis l'automne 1944. Il aurait pu fort bien me répondre de perdre tout espoir de ce côté. Il se contenta de me dire : "La décision est pour bientôt"<sup>26</sup> ».

Hitler sent-il, au printemps de 1945, que son protégé l'a manipulé ? Fin mars, il passe outre aux arguments de Speer et donne le signal du dernier acte en exigeant la destruction des usines encore actives. Pour la première fois de sa vie, Speer lui désobéit et s'arrange pour épargner ce qui peut encore l'être. Le 20 avril, il se rend pourtant à la dernière cérémonie d'anniversaire du Führer. Profitant de l'arrêt des bombardements aériens sur Berlin, celui-ci est remonté du fond de son bunker pour faire une apparition dans les salons de la Chancellerie, miraculeusement intacts, mais dont tous les objets précieux ont été mis à l'abri depuis longtemps. L'atmosphère est lugubre, car chacun sait que cette brève accalmie annonce le pire. Si les bombes ne tombent plus du ciel, c'est pour épargner les troupes russes qui, déjà, s'infiltrèrent dans les faubourgs de la capitale. Dès le lendemain se déclenchera l'apocalypse avec l'entrée en lice de l'artillerie lourde soviétique qui labourera ce qui, dans le quartier des ministères, tient encore debout. Himmler est là, Göring aussi. Hitler ayant décidé de mourir sur place, chacun s'apprête à jouer son va-tout en tentant, en vain, de négocier avec les Alliés. Le dictateur assiégé sait-il que Speer a saboté ses ordres, ce qui, quelques semaines plus tôt, lui aurait valu douze balles dans la peau ? Interrogés après la guerre, les derniers rescapés du bunker assureront, unanimes, qu'aucun aspect de son double jeu ne lui avait échappé. Mais à quoi bon, à quelques jours de la fin, se déjuger lui-même en envoyant au peloton d'exécution cet homme qu'il a tant aimé ? Contre toute attente, il le laisse repartir, comme si de rien n'était.

## **L'ultime manœuvre**

Quarante-huit heures plus tard, nouveau coup de théâtre : alors que Berlin est déjà presque entièrement encerclée, Speer est de retour dans ce bunker qui, bientôt, ne sera plus qu'un sépulcre. De l'entretien qu'ont alors les deux hommes, on ne sait évidemment rien, hors la version du survivant. Elle est tellement grand-guignolesque qu'elle peut sembler indigne d'un personnage aussi intelligent. À moins qu'une fois de plus il ne s'agisse d'une suprême habileté... À l'en croire en effet, le ministre ne serait venu se jeter dans la gueule du loup que pour dire en face à Hitler qu'il avait

saboté ses ordres ! À quoi l'autre n'aurait répondu que par un regard « rempli de larmes ».

Pourquoi ce soudain parti pris de franchise envers un homme contre lequel il prétend comploter ? Pourquoi, surtout, venir le provoquer, au péril de sa vie, alors que tout est fini ? Voilà qui serait bien aux antipodes de la prudence par laquelle Speer a toujours brillé ! Ne connaît-il pas mieux que quiconque les inépuisables ressources de vengeance dont Hitler est prodigue ? Il en fera d'ailleurs la démonstration quand, six jours plus tard – quarante-huit heures avant son suicide ! –, il enverra un commando derrière les lignes soviétiques pour en exfiltrer son propre beau-frère, Hermann Fegelein<sup>43</sup>, soupçonné de désertion, et le fera fusiller dans le jardin de la Chancellerie après l'avoir publiquement giflé !

Manfred von Poser, qui était alors l'officier de liaison de Speer, a défendu, lui, une interprétation de cette étrange visite aussi simple que convaincante. La vérité l'a assailli quand son patron, sorti tout rasséréné de cette ultime entrevue, lui lança en remontant en voiture : « Je n'aurai pas à jouer les Max de Bade ! » Bien oublié aujourd'hui, le grand-duc Maximilien de Bade fut le dernier chancelier impérial nommé par Guillaume II, le 3 octobre 1918... pour négocier l'armistice avec les Alliés ! Dans une ultime pirouette, Speer ne serait donc venu voir le Führer que pour l'encourager à coucher un autre nom que le sien sur son testament. En l'espèce, celui du grand amiral Dönitz, désigné le 29 avril par Hitler comme son successeur. Un choix qui pèsera lourd dans le destin de l'amiral, condamné à dix ans de prison à l'issue du procès de Nuremberg, mais reconnu non coupable de crimes contre l'humanité en dépit des convictions nazies dont il ne se cachait pas !

La peur de rester dans l'histoire comme le dernier Führer du III<sup>e</sup> Reich : voilà ce qui, selon Manfred von Poser, explique le risque calculé pris par Speer en rendant visite une dernière fois à son bienfaiteur. « Cela aurait été un fardeau supplémentaire pour lui, soit dans la manière dont les Alliés l'auraient jugé, soit en minant ses chances de se retrouver à la tête de la reconstruction de l'Allemagne – poste qu'il espérait toujours occuper après la guerre<sup>27</sup>... »

Trois jours plus tard, Speer se retrouve à Hambourg, où il a installé sa famille depuis le début avril, sachant que les Soviétiques n'atteindront pas la ville avant les Américains et les Britanniques. Ce qu'on apprendra bien plus tard, grâce notamment aux travaux de l'historien allemand Matthias

Schmidt, qui fut le premier à révéler, pièces comptables à l'appui, le vrai visage de l'architecte<sup>28</sup>, c'est qu'avant de rejoindre sa femme et ses enfants, il s'arrête brièvement dans la maison de campagne de son ami d'enfance, l'industriel Robert Frank. Il en repart avec 30 tableaux de maîtres acquis *via* le négociant Karl Haberstock, qui, depuis 1933, s'était fait la spécialité de dépouiller les Juifs pour revendre leurs objets d'art à prix d'ami aux principaux dignitaires du régime, Göring en particulier. De cela, Speer n'a, bien entendu, pas parlé à sa famille puisque les toiles à peine en sa possession allaient rejoindre une pièce secrète mise à sa disposition par Frank ! Cette fois, pourtant, il faut les abriter dans un lieu inviolable. Ce sera la Kommerzbank de Hambourg où ils atterrissent, le 25 avril, dans plusieurs coffres loués au nom de ce même Frank.

Le 1<sup>er</sup> mai, il rejoint ce qui reste de l'état-major de la Wehrmacht à Eutin, au nord de Hambourg. Il est en compagnie de Dönitz quand celui-ci apprend par la radio la mort de Hitler et sa propre nomination au poste de chef de l'État allemand. « Le soir, en défaisant ma valise, je découvris l'écrin de cuir rouge contenant le portrait de Hitler que ma secrétaire y avait glissé. J'étais à bout de nerfs. Quand, ayant ouvert la cassette, je mis la photo sur la table, une crise de larmes me secoua<sup>29</sup>. »

Reconduit dans ses fonctions par Dönitz, Speer est à Flensburg, non loin de la frontière danoise, où l'amiral a installé son gouvernement. Le 8 mai, l'Allemagne dépose les armes. Aussitôt, les Américains s'y présentent pour prendre contact avec lui, comme si l'administration Dönitz n'existait pas. Elle continuera d'ailleurs d'expédier les affaires courantes jusqu'au 23 mai, date à laquelle, sous la pression des Soviétiques, elle sera dissoute et ses membres arrêtés. S'il n'est plus formellement libre à partir du 15 mai, l'ancien ministre de l'Armement du Reich est placé sous un régime de résidence surveillée un peu particulier. D'abord logé au château de Glücksbourg, dans la banlieue de Flensburg, il est ensuite transféré au Luxembourg, dans le célèbre Hôtel Palace de Mondorf-les-Bains puis, de là, au Chesnay, non loin de Versailles, où le commandant suprême allié, Dwight Eisenhower, a établi son état-major, et enfin au château de Kramsberg, près de Francfort, où il apprend qu'il sera jugé comme criminel de guerre.

## Une autopromotion commencée en captivité

Mais entre-temps, que de rencontres ! Pour l'interroger sur l'organisation de l'économie de guerre allemande, le tout-puissant Franklin D'Olier, qui préside le *Strategic Bombing Survey*<sup>44</sup>, arrive spécialement de Washington, entouré de ses principaux collaborateurs, parmi lesquels le déjà célèbre économiste John Kenneth Galbraith, conseiller spécial du président Roosevelt, et le banquier Paul Nitze, qui deviendra, sous trois présidents<sup>45</sup>, l'un des architectes de la politique de défense américaine.

Armes secrètes, technologies avancées (comme l'essence synthétique), méthodes de management employées dans les *Speerbetriebe*<sup>46</sup> : tout y passe, que le technocrate, fier des réalisations menées sous son autorité, expose à l'envi. Tout sauf bien sûr l'essentiel : les esclaves sacrifiés de Mauthausen ou de Dora. Il n'oublie pas, en revanche, de transmettre aux autorités américaines les caisses d'archives classées et, comme on l'a vu, autant que possible expurgées, qui arriveront bientôt au greffe du tribunal de Nuremberg. On connaît la suite. Le procès, bien sûr, et sa défense menée de main de maître en adoptant la stratégie qu'on a dite. Mais aussi ses vingt ans de détention à Spandau, passés à écrire, à cultiver des fleurs et, en génie de l'organisation, à employer au mieux chaque seconde de son temps. Pour stimuler sa capacité d'abstraction, sa méthode, longuement exposée dans son journal, consiste à mesurer chaque jour l'équivalent en kilomètres du parcours réalisé dans le jardin de la prison et entreprendre ainsi un voyage imaginaire. À l'aide de récits de voyage, il en visualisait chaque étape, les reportant au fur et à mesure sur une carte du monde accrochée au mur de sa cellule. Commencé dans la banlieue de Berlin, son parcours virtuel s'acheva le 1<sup>er</sup> octobre 1966 à Guadalajara (Mexique) après avoir traversé la Sibérie, passé le détroit de Béring et traversé l'Amérique du nord vers le sud !

Speer, en revanche, est beaucoup plus discret sur les goûts de luxe qu'il développe... en prison, comme si cet isolement de vingt ans lui avait servi de sas entre deux vies : celle du faux ascète qu'il s'efforçait d'incarner dans l'ombre de Hitler et celle de l'homme d'argent qui s'apprêtait enfin à profiter des millions de marks qu'il avait accumulés. Ce qu'a découvert l'historien Matthias Schmidt est, de ce point de vue, assez effarant. Comme cette note à son ami et ancien associé Rudolf Wolters dans laquelle il demande qu'il lui fasse parvenir une demi-bouteille de champagne

quotidienne et plusieurs boîtes de foie gras et de caviar par mois. S'agissant du caviar, l'homme qui, dans ses Mémoires, raille Göring pour ses habitudes somptuaires est intraitable. Il n'accepte que le béluga et rabroue Wolters quand il a le malheur de lui faire tenir du sévruga pressé ! De même, quand il passe commande d'une pipe, c'est une Dunhill à 145 marks qu'il lui faut, non une ordinaire à 3,50 marks. Motif : celle à 3,50 n'est pas pourvue du célèbre point blanc sur le dessus du tuyau... qui fait toute la différence<sup>30</sup> !

Absorbé par la rédaction de ses Mémoires et distrait des pesanteurs de la prison par ses activités horticoles et la découverte du sybaritisme, l'ancien ministre de la Production de Hitler n'a guère de temps pour recevoir sa famille. Il n'accepte que rarement la visite de sa femme et de ses enfants et, quand c'est le cas, fait preuve d'une étrange froideur. S'est-il d'ailleurs jamais préoccupé de leur sort ? Au journaliste et historien Joachim Fest, qui s'étonnera que Speer ne parle jamais d'eux dans ses Mémoires, l'intéressé fera cet aveu étonnant : « C'est parce que la famille n'a jamais joué le moindre rôle dans ma vie<sup>31</sup>. » À Eugene Bird, le gouverneur américain de la prison de Spandau, il avait même confié que chaque rare visite de ses enfants était un calvaire, car après leur avoir demandé des nouvelles de leurs études, il ne trouvait plus rien à leur dire<sup>32</sup>.

Eux qui, sous Hitler, n'avaient pratiquement jamais vu leur père, excepté quelques heures, le week-end, à Berchtesgaden, avant de le perdre pratiquement de vue lorsqu'il était en prison, vont-ils enfin faire sa connaissance quand, à soixante-deux ans, il retrouvera la liberté ? Et leur mère, Margarete, qui, de notoriété publique, avait souffert de la passion exclusive que son mari vouait à Hitler, pourrait-elle compter sur un nouveau départ dans leur relation ? Pour elle comme pour ses enfants, le retour du prisonnier à une vie « normale » allait tourner au cauchemar.

À la stupéfaction des journalistes présents à sa sortie de Spandau, le 1<sup>er</sup> octobre 1966, il embrasse à peine ses enfants et serre froidement la main de Margarete qui s'apprêtait à se jeter dans ses bras ! Et il faut toute la persuasion de son avocat, Hans Fläschner, pour que Speer accepte qu'elle monte à ses côtés dans la Mercedes noire mise à leur disposition par Ernst Wolf Mommsen, l'un des principaux dirigeants de Thyssen, qui, pendant la guerre, avait été le numéro trois du ministère de la Production. Lors du cocktail qui suit sa conférence de presse à l'hôtel Gehrhus, l'ancien favori



du Führer ignore pareillement les siens pour ne parler qu'à ses avocats et aux journalistes admis à l'approcher. Le soir, les amis du couple ont réservé pour eux la plus belle chambre de l'établissement. Sèchement, il en demandera deux.

« Étranger au milieu des “sept de Spandau<sup>47</sup>”, Speer est désormais un étranger au sein de sa propre famille, résume Martin Kitchen. Vingt années de claustration ont aggravé l'introversion d'Albert. La routine de la prison lui manque, comme ses méditations et son tour du monde imaginaire. Il semble se désintéresser complètement de ce que pensent ses enfants, de ce qu'ils font, de leurs projets. Sa famille ne se remettra jamais du choc occasionné par cette froide distance qu'il met entre eux et lui, son total repli sur soi<sup>33</sup>. »

Un repli qui n'exclut pas, bien au contraire, sa propre promotion. À peine installé dans sa villa de Heidelberg, il commence à organiser méticuleusement celle de ses Mémoires, promis pour 1969 et qui paraîtront à l'heure dite. Son premier entretien est pour le *Spiegel*, qu'il se fait payer 25 000 marks (à peu près 30 000 euros d'aujourd'hui, soit plus de dix fois le salaire annuel moyen d'un Allemand de l'époque). Authentique rapacité ou manière de suggérer qu'il est dans le besoin ? Certes, le subterfuge ne fonctionne pas à tout coup, car certains journalistes refusent le marché, au motif qu'ayant récupéré la jouissance totale de ses biens (connus) dès 1953, le personnage n'est guère à plaindre. Mais qui se doute qu'en sus de ce qu'il a amassé, il écoule, sous un faux nom, toujours avec la complicité de Robert Frank, ses toiles de maîtres<sup>48</sup> dans les salles de ventes les plus réputées, sans parler des esquisses d'Adolf Hitler qu'il a gardées et qui peuvent atteindre des fortunes sur le marché parallèle des nostalgiques du III<sup>e</sup> Reich ? Continuant ainsi à faire fortune grâce au butin prélevé sur les victimes du nazisme, Speer peut bien léguer une partie de ses droits d'auteur (plusieurs millions de marks, ses livres étant traduits dans toutes les langues) à diverses associations juives qui, à l'instar du naïf Simon Wiesenthal, le tiennent pour un honnête repenté sans se douter de ce qui permet cette générosité !

Le chasseur de nazis n'est d'ailleurs pas le seul à se laisser abuser. Un rabbin, Robert Raphaël Geis, qui fut lui-même interné à Buchenwald en 1938 avant d'être autorisé à émigrer en Palestine en 1939, a également plaidé sa cause. Le pasteur Georges Casalis, l'aumônier de la prison de

Spandau, s'est lui aussi laissé abuser par ses protestations de bonne foi, de même qu'un moine, frère Athanase, prieur bénédictin de l'abbaye de Maria Laach, au sud de Bonn, dans laquelle le pseudo-pénitent avait pris l'habitude de faire retraite après sa libération... Mais c'est une religieuse, mère Miriam Pollard, de l'ordre des Cisterciens de stricte observance, qui est allée le plus loin dans l'édification du mythe Speer. Véritable révélation, la lecture de ses Mémoires et surtout de son *Journal de Spandau* l'a convaincue que « ses vingt années de réclusion quasi monastiques furent comme le difficile cheminement d'un disciple marchant sans le savoir à la rencontre du Christ rédempteur, sur la route d'Emmaüs, au cours d'un long voyage menant du remords à la réparation et à l'expiation ». Mieux, elle n'hésite pas à suggérer que l'homme qui réclamait toujours plus d'esclaves pour faire tourner la machine de guerre nazie était quasiment devenu un saint : « Racheté et rédempteur [*SIC*], écrit-elle, il déposait la culpabilité du monde entre les mains de Dieu, redevenu créateur<sup>34</sup>. »

Pour que cela fût vrai, il ne manquait qu'un détail, au demeurant essentiel : que Speer rompe avec son goût obsessionnel pour la dissimulation ! Quand, rentré à Heidelberg, l'auteur à succès ne se consacre pas à l'édification de sa nouvelle image, il déploie une incroyable énergie à faire disparaître les preuves qui pourraient l'incriminer. De même qu'il avait soigneusement expurgé ses archives avant de les remettre aux Alliés, il s'efforce par exemple, une fois libéré, d'accumuler de (faux) indices attestant qu'il ne se trouvait pas à Posen quand Himmler – qui pourtant s'adressa explicitement à lui ! – révéla, le 6 octobre 1943, aux cadres du Reich l'ampleur de la Solution finale. Avec la méticulosité d'un faussaire, il sollicite, « au cas où », des témoignages qui en disent long sur sa crainte d'être un jour confondu. Ainsi demande-t-il à un certain Harry Siegmund, ex-collaborateur du *Gauleiter* Arthur Greiser, présent à Posen, de rédiger une attestation rapportant qu'ayant pris quelques jours plus tôt la même voiture que Himmler, il avait été frappé par l'épaisseur de ses verres de lunettes... Preuve implicite que ce semi-aveugle avait parfaitement pu s'adresser au « camarade Speer » sans s'apercevoir qu'il n'avait pas regagné la réunion après le déjeuner !

Pour démontrer qu'il n'était plus présent cet après-midi-là, il prétend qu'il avait rendez-vous le soir même avec Hitler à Rastenburg et qu'il fallait, pour cela, que son avion décolle assez tôt pour être en mesure d'atterrir au Grand Quartier général, l'aérodrome étant impraticable de nuit.

Il demande donc une lettre dans ce sens à Hermann Nein, son pilote personnel... Las ! Quand Hans Baur, celui de Hitler, l'apprendra, bien plus tard<sup>49</sup>, il éclatera de rire, lui qui, de 1941 à 1944, s'y est posé par tous les temps, de jour comme de nuit ! Même démenti, plus formel encore, venu de l'aide de camp du Führer, Heinz Linge, qui notait scrupuleusement tous les rendez-vous de son maître : son agenda n'a gardé aucune trace d'une visite du « camarade Speer » ce soir-là ! Nettement plus embarrassant, ce même Linge a noté sa présence au GQG le lendemain soir, en compagnie de plusieurs participants à la réunion de Posen de la veille, dont tout indique logiquement qu'ils sont arrivés ensemble : Karl Wolff, le chef d'état-major de Himmler, Alfred Rosenberg, ministre des Territoires de l'Est et idéologue en chef du Parti, Martin Bormann, devenu à l'époque le collaborateur le plus influent de Hitler, et les *Gauleiter* Hanke (Basse-Silésie), Hofer (Innsbrück) et Rainer (Carinthie), sans oublier le commissaire du Reich à la main-d'œuvre, Fritz Sauckel, le « négrier de l'Europe ». Ce même Sauckel qui, on l'a vu, sera bientôt pendu à Nuremberg pour avoir fourni au ministre de la Production du Reich la main-d'œuvre qu'il lui demandait...

Mais le plus fin des Escobar n'est pas à l'abri d'une erreur. La sienne sera découverte en 2007, au hasard de la vente aux enchères d'une centaine de lettres adressées par Speer à Hélène Jeanty-Raven, une ancienne résistante belge remariée à un professeur de théologie de Cambridge<sup>50</sup> avec laquelle il entretenait une correspondance nourrie depuis la parution de ses Mémoires. L'une de ces lettres est datée du 23 décembre 1971, soit deux mois après que l'historien canadien Erich Goldhagen eut entrepris d'alerter l'opinion sur les mensonges par prétériorité qu'ils contenaient<sup>51</sup>. Dans cette lettre, l'auteur d'*Au cœur du Troisième Reich* admet avoir été présent lors du discours de Himmler à Posen et regrette de ne pas avoir joué le jeu de la vérité au lieu d'avoir dissimulé celle-ci « entre les lignes » de ses souvenirs. Trois ans plus tard, affolé de l'ampleur prise par la polémique, Speer tentera de récupérer ses lettres en renvoyant à Hélène Jeanty-Raven toutes celles qu'elle lui avait adressées. En vain.

Cette effarante duplicité, l'ancien favori du Führer en témoigne jusque dans sa vie privée. Ainsi son épouse Margarete apprend-elle un jour que, depuis quelques années, Albert entretient une liaison régulière avec une citoyenne britannique mariée qui n'a pas la moitié de son âge. C'est dans

ses bras qu'il mourra, à Londres, le 1<sup>er</sup> septembre 1981, après l'enregistrement d'un entretien télévisé sur son dernier livre, intitulé... *L'Immoralité du pouvoir*<sup>35</sup>.

De tous ses regrets, égrenés au fil de ses souvenirs et de tant d'entretiens, un seul est-il digne de foi ? En 1979, il avait consenti à ce demi-aveu face à l'historien Guido Knopp, l'un de ceux qui, avec la journaliste autrichienne Gitta Sereny<sup>36</sup>, réussissaient le mieux à le mettre en confiance : « Je me suis demandé des millions de fois si j'aurais agi autrement si j'avais vraiment été au courant de tout. La réponse que je me fais est toujours la même. J'aurais continué d'aider cet homme à gagner sa guerre, de quelque façon que ce soit<sup>37</sup>. »

1. Les 24 accusés de Nuremberg avaient à répondre de quatre chefs d'inculpation : complot contre la paix ; crimes contre la paix ; crimes de guerre ; crimes contre l'humanité. Or, des sept prévenus reconnus coupables des deux derniers, Speer fut le seul à échapper à la condamnation à mort, les autres peines de prison étant réservées aux accusés que le tribunal avait acquittés du chef de ce crime suprême, à savoir : les grands amiraux Erich Raeder et Karl Dönitz ; l'ancien ministre de l'Économie Walter Funk ; l'ancien « chancelier » du parti nazi, Rudolf Hess ; l'ancien ministre des Affaires étrangères, Konstantin von Neurath ; l'ancien vice-chancelier du Reich, Franz von Papen ; l'ancien chef des Jeunesses hitlériennes, Baldur von Schirach. À l'inverse de Speer, le libelliste antisémite Julius Streicher, reconnu coupable de crimes contre l'humanité, mais acquitté des trois autres chefs, dont celui de crime de guerre, fut lui exécuté...

2. Surnommé le « négrier de l'Europe », Sauckel était plénipotentiaire général pour la main-d'œuvre de guerre (*Generalbevollmächtigter für den Arbeitseinsatz*, ou GBA). Il était tout-puissant quant aux moyens employés pour remplir les usines, et sa fonction consistait à satisfaire à la fois les besoins de Speer, ministre de l'Armement, et ceux de Göring, numéro deux du régime, chef de la Luftwaffe, mais aussi responsable du plan de quatre ans (qui en abandonnera peu à peu la direction effective à Speer), en liaison avec Himmler, grand maître de l'univers concentrationnaire.

3. Par opposition à la « défense de rupture », qu'il inaugura pendant la guerre d'Algérie, en défendant les partisans de l'indépendance, stratégie qui consistait à délégitimer le tribunal en prenant l'opinion internationale à témoin des « crimes du colonialisme » dont les juges français étaient réputés complices.

4. Parmi lesquelles l'intégralité des ordres écrits de Hitler entre 1942 et 1945, et 5 000 pages de sténogrammes du Comité de planification centrale du Reich qu'il présidait à la même époque, documentation unique pour comprendre le mode de fonctionnement du régime et qu'aujourd'hui encore les historiens n'ont pas fini d'exploiter.

5. Morphinomane notoire, Göring, par ailleurs fin et cultivé, avait subi une solide cure de désintoxication lors de la période d'instruction du procès de Nuremberg. Ayant retrouvé la plénitude de ses moyens et se sachant condamné d'avance en sa qualité de numéro deux du régime, il donna plus d'une fois du fil à retordre à l'accusation, notamment grâce à sa connaissance parfaite de l'anglais qui lui permettait de rectifier, en direct, les erreurs de traduction des interprètes.

6. Détenu en Grande-Bretagne depuis sa fuite en Écosse et sa tentative ridicule de négocier une paix séparée avec Londres (mai 1941), Rudolf Hess, féru d'occultisme, était déjà considéré comme déséquilibré par Hitler, qui, bien qu'en ayant fait son dauphin officiel, le déchargea progressivement de toute responsabilité à partir de 1939. À Nuremberg, Hess fut plusieurs fois victime de bouffées délirantes, comme l'attestent les minutes du procès.

7. Directeur de l'hebdomadaire *Der Stürmer*, dont chaque une était un appel au meurtre antisémite, l'éditeur Julius Streicher, par ailleurs *Gauleiter* de Franconie, prétendit n'avoir jamais rien eu contre les Juifs.

8. Chef de l'état-major suprême de la Wehrmacht, surnommé *Lakeitel* (« laquais ») pour sa servilité envers Hitler.

9. Ministre des Affaires étrangères de 1938 à 1945.

10. Ce récit de Speer provoqua le seul sourire du procès de Nuremberg quand Göring s'esclaffa : « Ainsi, l'architecte de la Chancellerie et du bunker n'avait même pas d'échelle à sa disposition ! »

11. Surnom donné au milicien Francis André (fusillé en 1945), l'un des pires tortionnaires de la Gestapo de Lyon, qui servit, entre autres, d'auxiliaire à Klaus Barbie et reconnu, à son procès, le meurtre de 120 résistants (sur les 160 qui lui étaient reprochés). Ancien boxeur, il était atteint d'une paralysie faciale qui lui donnait la « gueule de l'emploi ».

12. Qui l'acquittera en 1949.

13. Dès 1932, Göring est élu président du Reichstag avant de devenir ministre de l'Intérieur du gouvernement de Prusse en sus de ses fonctions de ministre de l'Air, de *Reichsmarschall* et enfin de dauphin désigné de Hitler ; avant d'être nommé ministre de la Propagande, en 1933, Goebbels était, depuis 1927, le chef du NSDAP de Berlin, ville dont il restera *Gauleiter* jusqu'en 1945.

14. Publié en 1951, *Le Conformiste* raconte l'histoire d'un personnage devenu fasciste par souci de ne pas se différencier des autres en exerçant son ambition dans un cadre légal.

15. À ne pas confondre avec *Triumph des Willens* (« Le triomphe de la volonté »), sur le congrès du Parti de 1934, à l'occasion duquel la cinéaste donna toute sa mesure, et dont *Triumph des Glaubens* n'est que l'ébauche.

16. Il est ainsi nommé « délégué pour la présentation artistique et technique des rassemblements et des défilés du Parti », premier poste officiel qui en fait le metteur en scène officiel des grandes manifestations du régime.

[17.](#) Né en 1878, Paul Troost, héritier de l'école néoclassique prussienne, incarnée, notamment, par Karl Friedrich Schinkel (1781-1841), était l'architecte favori de Hitler, qui, tout au long de l'année 1933, lui passa de nombreuses commandes de bâtiments officiels, dont la célèbre Maison de l'art allemand (*Haus der Kunst*) de Munich.

[18.](#) Morte en 2003 (à quatre-vingt-dix-neuf ans), Gehraldine (« Gerdy ») Troost, architecte comme son mari, faisait alors partie (avec Madga Goebbels, Leni Riefenstahl, Winifred Wagner, ou encore la Britannique Unity Mitford) de l'entourage féminin « rapproché » de Hitler. Après la mort de Troost, elle devint la conseillère attitrée du Führer pour l'architecture du Reich.

[19.](#) Ce dont conviendra Speer, bien après la publication de ses Mémoires, lors de ses entretiens avec la journaliste Gitta Sereny (lire *infra*).

[20.](#) Titre du remarquable documentaire réalisé sur Speer par le cinéaste allemand Heinrich Breloer (Canal Plus éditions, 2006), qui l'avait longuement rencontré avant sa mort.

[21.](#) Aujourd'hui *Ebertstraße*.

[22.](#) À l'élection présidentielle de 1925, le général Ludendorff, candidat des nazis en lieu et place de Hitler, frappé d'inéligibilité, n'a recueilli que 1,1 % des voix ! Ce dernier, qui vient de passer l'année 1924 en prison à la suite du putsch manqué du 9 novembre 1923, doit en outre faire face à une menace de scission du NSDAP. Celui-ci ne sera définitivement réorganisé qu'en 1926 et ne relèvera la tête, électoralement, qu'à partir de 1930.

[23.](#) Sur la fascination de Hitler pour Rome (contrairement à Himmler, dont il moquait les prétentions pseudo-scientifiques à sublimer l'héritage des tribus germaniques), voir notamment Johann Chapoutot, *Le Nazisme et l'Antiquité*, Paris, PUF, 2008, et la réédition des *Propos de table d'Hitler*, sous la direction et d'après la traduction de François Delpla (Paris, Nouveau Monde éditions, 2016).

[24.](#) Le *cardo* (nord-sud) étant la voie d'accès principale (*cardo* signifiant au premier degré : gond ou charnière, autrement dit l'axe du monde) et le *decumanus*, l'axe est-ouest (qui en coupant le *cardo* forme la croix du chiffre X, *decem* en latin).

[25.](#) Laquelle aurait été léguée à Rudolf Hess, en tant que « chancelier du Parti » (*Parteikanzler*).

[26.](#) Roi de Prusse de 1740 à 1786.

[27.](#) 1849-1919.

[28.](#) La GBI, diminutif de *Generalbauinspektor* (inspecteur général de la construction), également appelée « administration Speer », ce qui donne la mesure de son autonomie par rapport à l'administration de l'État !

[29.](#) Les Speer auront six enfants : Albert, né en 1934, suivi de Hilde (1936), Fritz (1937), Margret (1938), Adolf – devenu Arnold en 1945 – (1940), et Ernst (1942).

[30.](#) Voir à ce sujet l'enquête de Thierry Lentz, *Le Diable sur la montagne, Hitler au Berghof*, Paris, Perrin, 2017, et aussi le dernier roman de Philippe Kerr, *Bleu de Prusse*, Paris,



Seuil, 2018.

[31.](#) Après avoir succédé à Rudolf Hess, en 1933, comme secrétaire personnel de Hitler, Martin Bormann devint rapidement l'intendant de l'Obersalzberg en même temps que le maître d'œuvre des travaux gigantesques commandés par son maître (construction de casernes pour les SS veillant à la sécurité du complexe, creusement de galeries souterraines et de bunkers sous la montagne) ou par lui-même, comme le « nid d'aigle » du Kehlstein, bâti à 1 000 mètres au-dessus du Berghof, observatoire grandiose inauguré en 1938, mais où Hitler ne se rendit quasiment jamais, préférant en laisser la libre disposition à Eva Braun, à sa famille et à ses nombreux amis.

[32.](#) Au nord de l'Obersalzberg se trouve l'*Untersberg*, où selon une chronique du XII<sup>e</sup> siècle attribuée au poète Wolfram von Eschenbach, dormirait un empereur attendant le moment opportun pour se réveiller en entraînant dans son sillage les peuples germaniques. Charlemagne ? Frédéric Barberousse ? Hitler lui-même n'a jamais tranché, préférant laisser ses visiteurs deviner eux-mêmes de qui il serait la miraculeuse réincarnation...

[33.](#) Le plus souvent des exploitants agricoles, très généreusement indemnisés, contrairement aux Juifs de Berlin.

[34.](#) *Der Chef* : c'est ainsi que ceux qui avaient l'habitude de travailler avec Hitler le désignaient entre eux, de préférence à *Führer*, plus solennel.

[35.](#) Après une tournée d'inspection en Russie à la suite de l'échec de la Wehrmacht devant Moscou (décembre 1941), Todt était rentré convaincu que l'armée allemande aurait beaucoup de mal à venir à bout des Soviétiques si elle devait se battre sur deux fronts (ce qui se dessinait, depuis que le Reich avait déclaré la guerre aux États-Unis, le 11 décembre 1941). Il avait donc conseillé à un Hitler ulcéré de chercher à tout prix un arrangement avec l'Ouest afin d'avoir définitivement les mains libres à l'Est.

[36.](#) Créée en 1938 par l'ingénieur Fritz Todt, qui, depuis 1933, portait le titre d'inspecteur général des routes allemandes (*Generalinspektor für das deutsche Straßenwesen*), l'organisation éponyme supervisa, au départ, la construction des autoroutes du Reich, avec pour main-d'œuvre les conscrits du Service général du travail (*Reichsarbeitsdienst*, ou RAD) qui effectuaient six mois de service civil obligatoire avant leur service militaire. Dès 1939, elle ne se cantonna plus au génie civil et prit en main l'ensemble des infrastructures militaires, de la construction des usines d'armement aux bases de sous-marins en passant par les abris antiaériens, les bases logistiques souterraines et les lignes de fortification (ligne Siegfried en Allemagne, ligne Gustav en Italie, etc.). C'était un empire dans l'Empire nazi, qui, à partir de 1940, eut de plus en plus recours aux prisonniers de guerre puis aux déportés.

[37.](#) Grâce à ses connexions familiales avec les industriels de la Ruhr, Göring avait largement contribué, à la fin des années 1920 et au début des années 1930, à alimenter les caisses du parti nazi.

[38.](#) Speer n'avait que treize ans en 1918 et Hitler ne rétablira le service militaire obligatoire qu'en 1935 (en violation des clauses du traité de Versailles). En outre, Speer était, comme Hitler, un ennemi juré de la chasse, ce qui le faisait mal voir de Göring, « grand veneur du Reich » en plus de ses nombreuses autres fonctions.

[39.](#) On dispose d'un message de Speer adressé à Himmler après qu'en mai 1943 ses adjoints Desch et Sander eurent effectué une autre tournée : « Je me réjouis que l'inspection des autres camps de concentration ait donné un résultat tout à fait positif. » On peut donc en inférer que les conseils dispensés en mars avaient été suivis d'effet !

[40.](#) *Wirtschafts-Verwaltungshauptamt* ou WVHA.

[41.](#) Lire chapitre 11, « Wernher von Braun, ou la fuite dans les étoiles ».

[42.](#) C'est là que, devant tous les *Gauleiter* et *Reichsleiter* du Parti, Himmler choisit de révéler l'existence de la Solution finale, perpétrée notamment à Auschwitz. On sait aujourd'hui, grâce notamment aux travaux de Florent Brayard (*Auschwitz, études sur un complot*, Paris, Seuil, 2012), que le secret sur la Shoah fut gardé jusqu'à ce que la déportation à l'Est de la quasi-totalité des Juifs présents en Allemagne soit achevée. Après quoi Hitler tint à en informer l'intégralité des dirigeants nazis afin, sans doute, de les rendre solidaires de sa décision. C'est tout le sens du discours de Himmler à Posen : « Je vous demande d'écouter ce que je vais vous dire aujourd'hui, mais de ne jamais en parler. Nous sommes, voyez-vous, confrontés à la question : que faire des femmes et des enfants ? Eh bien, j'ai décidé d'adopter une solution sans équivoque. Car je ne trouvais pas justifié d'exterminer les hommes, tout en laissant grandir leurs enfants pour qu'ils prennent un jour leur revanche sur nos enfants ou petits-enfants. Il a fallu prendre la terrible décision de faire disparaître ces gens de la surface de la terre. » Après la guerre, Speer prétendit qu'il avait quitté la réunion quand Himmler prononça ce discours. Pourquoi, alors, ce dernier le cite-t-il plusieurs fois comme s'il était présent au premier rang ? Argument pitoyable de Speer : parce que, souffrant d'une mauvaise vue, le *Reichsführer* ne s'était pas aperçu de son départ ! Ce qui obligerait donc à admettre que Speer s'abstint de demander à quiconque ce qui s'était dit en son absence.

[43.](#) Officier d'ordonnance de Himmler, Hermann Fegelein (1906-1945) s'était marié en juin 1944, au Berghof, avec Gretl Braun, la sœur cadette d'Eva, ce qui en fera, l'espace de quelques heures, l'éphémère beau-frère de Hitler quand le Führer épousera cette dernière.

[44.](#) Commission créée par Roosevelt pour évaluer l'impact des bombardements stratégiques, tant en Europe qu'en Asie, sur les économies visées, mais aussi sur le moral des populations.

[45.](#) Truman (1945-1953), Kennedy (1961-1963) et Johnson (1963-1968).

[46.](#) Lire à ce sujet le passionnant essai de Johann Chapoutot, *Libres d'obéir : le management, du nazisme à aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 2020.

[47.](#) Outre Speer, il s'agissait de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Konstantin von Neurath (libéré en 1954), des amiraux Erich Raeder et Karl Dönitz (libérés respectivement en 1955 et 1956).

[48.](#) Transférées au Mexique, en 1948, pendant sa détention.

[49.](#) À l'occasion d'un entretien avec le documentariste allemand Heinrich Breloer et l'historien Rainer Zimmer pour la publication de leur livre *Die Akte Speer : Spuren eines Kriegsverbrechens* (« Le dossier Speer, les traces d'un criminel de guerre »), Berlin, Propyläen, 2006.

[50](#). Après que son premier mari eut été fusillé par les Allemands.

[51](#). Le premier article de Goldhagen sur la question de Posen fut publié dans la livraison d'octobre 1971 de *Midstream*, la revue de la Fondation Theodor-Herzl, et s'intitule « Albert Speer, Himmler and the Secrecy of the Final Solution ».

## 2

# Walter Schellenberg, le gentleman assassin

Si son éducation bourgeoise n'était pas ce qu'elle est, il se serait volontiers présenté les mains dans les poches devant le tribunal de Nuremberg. Ne faisant l'objet d'aucune inculpation, il est présumé innocent... et aussi libre que les rescapés des camps de concentration qui, chaque jour, défilent à la barre pour témoigner de leurs souffrances ! Marie-Claude Vaillant-Couturier par exemple, qui, un an plus tôt, était encore à Auschwitz, où elle fut déportée en 1942 pour faits de résistance. Ou l'ancien doyen de la faculté de médecine de Strasbourg, Robert Waitz, survivant de Buchenwald.

Cité comme témoin à charge par l'accusation, Walter Schellenberg, qui, en ce 4 janvier 1946, s'apprête à fêter ses trente-six ans, n'est pourtant pas une victime du régime national-socialiste. Voilà moins de neuf mois, il était le plus jeune général de la SS (*Oberführer*), en même temps que l'un des plus proches collaborateurs de Heinrich Himmler, chef suprême de l'Ordre noir, dont il dirigeait le service d'espionnage, le redoutable SD<sup>1</sup> ! Certes, son élégant costume gris anthracite, son élocution parfaite et son éternel demi-sourire le font davantage ressembler à un jeune premier d'avant guerre soigneusement gominé qu'à un exterminateur patenté. Tout juste ses yeux légèrement cernés et un col de chemise trop large trahissant un brusque amaigrissement suggèrent-ils que le témoin Schellenberg n'est pas au mieux de sa forme. Mais qui l'est vraiment en cette année zéro de

l'Allemagne d'après guerre où victimes et bourreaux se retrouvent face à face au milieu des ruines ?

Pourtant, les faits sont là, aussi effarants qu'incontestables : entre un million et 1,5 million de civils russes furent exécutés, sinon sur son ordre, au moins selon les procédures qu'il avait imaginées !

## **L'architecte juridique de la Shoah par balles**

C'est Schellenberg, en effet, que Reinhard Heydrich, numéro deux de la SS et chef du RSHA<sup>2</sup>, délégua, au printemps de 1941, pour finaliser l'accord conclu avec Eduard Wagner, *Generalquartiermeister*<sup>3</sup> de la Wehrmacht, aux fins de « sécuriser » (*sicheren*) les territoires conquis sur l'Union soviétique, dont l'invasion allait débiter le 22 juin. « Sécuriser » ? Traduire : liquider, le plus souvent d'une balle dans la nuque, tout individu susceptible de nuire à la bonne administration des zones occupées. Parmi ces indésirables : les partisans, bien évidemment, mais aussi les cadres du parti communiste (en particulier les commissaires politiques), sans oublier les Juifs et les Tziganes, mais aussi toute personne appartenant à une « élite » (intellectuels, ingénieurs, médecins, etc.) contraire, par son existence même, aux buts de guerre du Reich – lesquels consistaient, au terme de cette table rase, à transformer la Russie en un réservoir de matières premières et sa population en main-d'œuvre corvéable à merci par les colons allemands. Instruments de cette « sécurisation » : les *Einsatzgruppen* (« groupes d'intervention »), dont on doit la conception à Heydrich... et l'organisation à Schellenberg.

Quelques semaines ont suffi à ce juriste émérite autant que minutieux pour transposer dans les textes l'ordre de Hitler du 3 mars 1941 : intégrer la SS aux opérations générales de la Wehrmacht en déposant cette dernière du monopole de juridiction militaire sur les territoires russes qu'elle sera amenée à contrôler. Ce qui signifie qu'en dehors des affaires internes à la troupe, laissées à la discrétion de l'armée régulière, les SS régneront en maîtres sur les populations. Subdivisés en *Sonderkommandos* (« groupes spéciaux ») auxquels sont confiées les opérations de tuerie mobiles, les *Einsatzgruppen* sont eux-mêmes rassemblés en quatre groupes : groupe A pour le nord du front et les pays Baltes (Franz Walter Stahlecker puis Heinz Jost) ; groupe B pour la région de Moscou (Arthur Nebe puis Erich Naumann) ; groupe C pour l'Ukraine (Otto Rasch puis Max Thomas) ;

groupe D pour le Sud, la Crimée et le Caucase (Otto Ohlendorf puis Walther Bierkamp). Si le bilan des *Einsatzgruppen* devient moins précis à partir de la deuxième offensive d'été de la Wehrmacht en URSS (1942), leurs chefs ont pris soin de chiffrer eux-mêmes leurs « performances » pour la période comprise entre le 22 juin et le 31 décembre 1941 : 250 000 exécutions pour le groupe A ; 50 000 pour le groupe B ; 100 000 chacun pour le groupe C et le groupe D. Soit 500 000 meurtres perpétrés par moins de 3 000 hommes en six mois ! Une macabre comptabilité qui vaudra à la plupart des officiers ayant participé à ces massacres d'être condamnés à mort, à quelques exceptions près, en 1945.

Par quel prodige celui qui, à la demande de Himmler et de Heydrich, avait rédigé la feuille de route de ces hommes-là a-t-il donc pu se présenter à Nuremberg en toute quiétude ? De même qu'il avait suffi à Speer de s'excuser pour échapper à la corde, aurait-il suffi à Schellenberg de témoigner à charge contre son chef, Ernst Kaltenbrunner<sup>4</sup>, pour s'affranchir de toute sanction ? Comme pour l'ancien architecte du Führer, dûment « débriefé » par les services américains avant d'être déféré (et sauvé) à Nuremberg, c'est ailleurs qu'il faut évidemment chercher l'explication de cette étrange clémence des juges. Et d'abord dans la qualité de maître chanteur de l'intéressé, qui n'avait pas manqué de prendre de solides assurances avant de se présenter à la barre du tribunal. Ce qui fait dire à l'un de ses biographes, Jean-Paul Picaper, que si certains criminels de guerre durent leur salut à l'Église<sup>5</sup> ou aux Américains, lui ne dut le sien qu'à « sa propre intelligence et à l'*Intelligence* britannique, aux deux sens du terme<sup>1</sup> ».

## Un orfèvre de la manipulation

Si, dès 1933, Reinhard Heydrich mit tous ses espoirs en Schellenberg, n'est-ce pas qu'il avait décelé en lui l'un de ses plus fidèles émules ? Les deux hommes n'en sont alors qu'au début de leur carrière, mais le premier, qui n'a pas trente ans, est déjà le numéro deux de la SS. C'est lui qui, à la demande de Himmler, a créé le SD, à la tête duquel Schellenberg lui succédera. Encore limité à la collecte d'informations pour le compte du parti nazi, ce service qui deviendra bientôt tentaculaire bénéficie de l'expérience acquise par Heydrich dans les services de renseignements de la



Marine, qu'il a quittée en 1931. Officiellement pour ses mœurs dissolues<sup>6</sup> – plus certainement parce qu'il fichait ses supérieurs !

En cette année 1933 qui voit Hitler entrer à la Chancellerie, Schellenberg n'a, lui, que vingt-trois ans. Fils d'un facteur de piano naguère prospère mais ruiné par la crise, il a dû abandonner son rêve – la diplomatie – et de brillantes études de droit et de sciences politiques pour passer son diplôme d'avocat et gagner sa vie au plus vite. Prudent, il adhère aussi au NSDAP et intègre en même temps la SS, ce qui requiert de solides aptitudes physiques. Lors d'une conférence devant des étudiants, il est bientôt repéré par un proche de Heydrich, le professeur Heinrich-Josef Nelis, pédagogue de son état... mais aussi et surtout principal analyste international du SD naissant. Fasciné par la confiance que suscite l'orateur – avantage apprécié pour un futur espion ! –, il lui propose un marché que l'autre accepte d'emblée : travailler comme informateur pour son service, lequel prendra en charge la fin de ses études de droit. Promesse tenue, puisque trois ans plus tard Schellenberg deviendra officiellement *Regierungsassessor* (« conseiller juridique ») au ministère de l'Intérieur sitôt son doctorat d'État obtenu.

Mais entre-temps, quelle ascension ! Dès la fin de 1933, Heydrich a reçu personnellement Schellenberg pour lui dire tout le bien qu'il pensait de ses rapports. Les deux hommes ont à coup sûr beaucoup de points communs – leur goût pour la musique en particulier –, mais surtout ils se complètent parfaitement. Froids et calculateurs, passionnés par la psychologie des organisations, ils ne vivent cependant pas au même rythme. Quand Schellenberg peut travailler sans fatigue vingt heures d'affilée, ne fume ni ne boit et mène une vie privée des plus rangées, Heydrich est par nature imprévisible : la rigueur qu'il impose aux autres n'empêche pas cet athlète accompli d'organiser sans crier gare de gigantesques beuveries dont il se remet par des périodes de sport intensif qui désorganisent son emploi du temps. Quand il ne disparaît pas deux ou trois jours d'affilée sans que l'on sache où et avec qui.

## **L'homme invisible**

Pendant ce temps, Schellenberg n'oublie pas de se rendre indispensable. Comprenant parfaitement où veulent en venir, sans le dire, Himmler et Heydrich – et plus encore Heydrich, si l'on en croit le surnom donné alors à

ce dernier : « HHhH » (*Himmlers Hirn heißt Heydrich* : « le cerveau de Himmler s'appelle Heydrich<sup>7</sup> »), il met son talent de juriste au service de leur plan : faire du SD l'instrument du noyautage de l'État par la SS et le Parti, auxquels appartient conjointement leur service. À bas bruit, au fil de textes en apparence anodins, le piège se referme sur ce qui subsistait encore des institutions policières traditionnelles. Jusqu'à ce qu'en février 1939, entre deux missions de surveillance des universités et l'installation de micros dans certaines maisons closes « stratégiques<sup>8</sup> », Schellenberg transmette à ses chefs une note proposant non pas que la police absorbe le SD, mais que le SD absorbe la police ! Dans l'édition critique des Mémoires de Schellenberg qu'il a supervisée et commentée<sup>2</sup>, l'historien du renseignement Clément Tibère démontre combien cette note a joué un rôle déterminant dans la physionomie définitive de l'État policier hitlérien qui donnera toute sa mesure avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Il résume : « En constatant que la police et le SD assument deux missions différentes, l'une traitant les cas individuels, l'autre travaillant de manière systématique pour constituer "l'instrument mobile, l'organe sensoriel du corps du peuple", Schellenberg trace les contours de la future organisation, établit le profil idéal de ses cadres et propose même un nom : *Reichssicherheitsdienst* ou Service de sécurité du Reich. » Himmler lui en trouvera un autre, mais sans changer quoi que ce soit au plan général proposé par son subordonné. Ce sera l'Office central de sécurité du Reich, ou RSHA (*Reichssicherheitshauptamt*)<sup>9</sup>, créé le 27 septembre 1939 pour fusionner sous le contrôle des SS, et spécialement du SD, les autres services policiers, en particulier la Sipo<sup>10</sup>, organisme d'État qui, jusqu'alors, chapeautait en théorie la Gestapo<sup>11</sup> et la Kripo<sup>12</sup>. Heydrich en prend la tête, tandis que Schellenberg est nommé, à vingt-neuf ans, numéro deux de l'Amt IV-E, autrement dit le contre-espionnage de la Gestapo. Il en deviendra le chef dès 1940.

Organisateur hors pair, Schellenberg ne dédaigne pas pour autant l'action. En 1937, il est envoyé en Italie pour jauger de la solidité et surtout de la sincérité de l'allié fasciste ; en 1938, il s'introduit clandestinement en Autriche pour préparer le terrain à l'Anschluß, ce qui lui permettra, aussitôt celui-ci réalisé, le 12 mars, de s'emparer des archives et des codes des services secrets autrichiens puis d'organiser leur transfert dans les coffres du SD. Un homme qui deviendra tristement célèbre l'aide dans cette tâche :

un certain Adolf Eichmann, future cheville ouvrière de la Solution finale. L'été suivant, il part pour l'Afrique du Nord avec un visa de tourisme pour y recruter des agents et dresser les plans des bases navales françaises. Ce qui ne l'empêche pas de s'investir parallèlement dans la crise tchèque qui, en septembre 1938, aboutira aux accords de Munich : c'est grâce à Schellenberg que Konrad Heinlein, le « Führer » des Allemands des Sudètes, qui milite pour le rattachement de sa région au Reich, obtient un approvisionnement régulier en armes et en argent frais<sup>13</sup>.

Mais sa spécialité, c'est l'intoxication. Un art dont les Alliés, et spécialement les Britanniques, feront bientôt les frais. Ce qui leur permettra paradoxalement de fixer à son juste prix la valeur du personnage... considérable s'il advenait qu'un jour Schellenberg se retrouve sur le marché des espions !

## **Le maître d'œuvre de l'affaire Toukhatchevski**

Dès 1937, les Soviétiques ont été les premières victimes de l'homme de confiance de Heydrich. L'affaire mérite qu'on s'y arrête, car elle résume à elle seule son exceptionnel savoir-faire. À la fin de l'année précédente, le SD a appris par un Russe blanc exilé à Paris, le général Nicolaï Skobline, que le maréchal Mikhaïl Toukhatchevski, l'un des principaux architectes de la nouvelle Armée rouge, aurait eu des contacts avec des officiers supérieurs de la Reichswehr<sup>14</sup> en vue de renverser Staline. Toukhatchevski, de fait, n'est pas inconnu des services allemands. À trois reprises, il a accompli des stages d'état-major à Berlin, en application du fameux traité de Rapallo (1923)<sup>15</sup>. C'est même lui qui a signé avec le général von Seeckt l'accord permettant à l'Allemagne de se réarmer et de s'entraîner secrètement en Russie pour contourner les clauses du traité de Versailles. Issu d'une famille aristocratique dont le nom figurait sur le « Livre de velours » de la noblesse moscovite, Toukhatchevski rêve de devenir le Bonaparte de la Russie nouvelle. Engagé sans états d'âme dans la révolution communiste – il s'est illustré pendant la guerre civile en utilisant les gaz toxiques contre les armées blanches avant de mater dans le sang la mutinerie des marins de Kronstadt (1921) –, cet ambitieux, à coup sûr, ne s'arrêtera pas là. Conscient de son prestige, Staline le craint et, semble-t-il, cherche des preuves pour l'éliminer. D'où l'idée de Heydrich, qui en confie l'exécution à Schellenberg : pourquoi ne pas fournir au dictateur soviétique un dossier

clé en main ? Son calcul est simple : la disparition d'un stratège aussi brillant que Toukhatchevski ne peut que désorganiser en profondeur l'Armée rouge, jusqu'alors épargnée par les purges qui, depuis plusieurs mois, déciment le parti communiste ; dans le même mouvement, l'affaire peut servir symétriquement de prétexte à Hitler pour remplacer à la tête de la Wehrmacht les officiers d'« ancien régime<sup>16</sup> » qui complotent dans son dos (même si ce n'est pas encore contre lui) et qui se trouvent être – heureuse coïncidence pour Himmler et Heydrich – les plus opposés à la montée en puissance de la SS.

Comme le dossier transmis par le général Skobline est plutôt mince, mission est confiée à Schellenberg de lui donner une consistance... sans appel ! En quelques mois, celui-ci parvient à ses fins. Puisqu'il existe dans les archives de l'état-major allemand de la *Bendlerstraße*<sup>17</sup> plusieurs documents revêtus de la signature de Toukhatchevski et d'autres officiers soviétiques, il suffit de se les procurer, de les falsifier dans le sens désiré et de les faire parvenir à Staline par des voies détournées mais sûres qui ne risqueront pas d'éveiller le moindre soupçon sur leur authenticité.

Qu'à cela ne tienne, Schellenberg organise donc avec la bénédiction de ses chefs et de Hitler en personne le cambriolage des coffres-forts de l'état-major ! Il provoque même un incendie « accidentel » afin d'effacer les traces de l'effraction et, surtout, de masquer aux militaires l'absence des documents volés. Deuxième phase : leur falsification. Le dossier comprend une quinzaine de rapports relatifs aux contacts entre certains membres de l'état-major allemand et des officiers soviétiques liés au maréchal rouge ; la transcription de fausses conversations téléphoniques ; des copies de notes censément interceptées ; et aussi une fausse lettre de Toukhatchevski. Pour ajouter à la vraisemblance, l'ensemble du dossier porte le cachet du bureau de l'amiral Wilhelm Canaris, chef des services de renseignements de l'armée allemande (l'Abwehr). Schellenberg y ajoute une note personnelle adressée par l'amiral à Hitler lui proposant de prendre contact avec les officiers suspects et de leur prêter leur concours afin d'être en mesure, en s'infiltrant au sein du complot, d'en connaître en détail plans et objectifs. Seule pièce authentique de ce gigantesque artefact : la réponse de Hitler approuvant chaudement la (fausse) proposition de Canaris. Dans un souci supplémentaire d'authenticité, le Führer y appose sa vraie signature et quelques annotations de sa main ! Pour couronner le tout, et pour bien montrer à Staline que Hitler désapprouve la participation d'officiers

allemands au complot Toukhatchevski, une note de Martin Bormann, secrétaire général de la Chancellerie, est jointe au dossier. Elle demande à Heydrich de faire surveiller discrètement par le SD un certain nombre d'officiers de la Wehrmacht dont la liste figure en annexe !

Reste le plus ardu : transmettre le dossier à Staline. C'est Schellenberg qui, là encore, trouve la solution en proposant le portrait-robot de l'intermédiaire idéal : un chef d'État démocratique, à la fois anticomuniste et antiallemand. Ce sera Edvard Beneš, le président tchécoslovaque, qui s'efforce alors de maintenir de bons rapports personnels avec Staline pour dissuader l'Allemagne de s'en prendre à son pays. Averti par les services secrets tchèques, préalablement intoxiqués, Beneš tombe dans le panneau. Si les militaires soviétiques parviennent à s'entendre avec l'Allemagne, c'en sera fait, pense-t-il, de l'alliance russo-tchèque et, par suite, de la Tchécoslovaquie elle-même. Effrayé par cette perspective en même temps qu'animé par le désir illusoire de faire de Staline son obligé, il l'informe des rumeurs de complot et lui indique le nom d'un agent tchèque à Berlin qui pourra lui en fournir les preuves. Sur-le-champ, Staline y dépêche un émissaire en le chargeant de négocier l'achat du dossier. Heydrich n'est pas dupe. Il sait qu'en proposant une transaction en liquide, les services soviétiques entendent « tracer » ceux à qui profite cette transmission d'informations. Mais il joue le jeu en faisant monter les enchères à trois millions de roubles. Aussitôt en possession de l'argent, Schellenberg prendra bien soin de le brûler, afin qu'aucun agent du SD opérant en URSS ne s'avise d'utiliser un jour des billets de banque qu'il sait dûment répertoriés !

Dès lors, tout va très vite. Le 1<sup>er</sup> mai 1937, Toukhatchevski est encore aux côtés de Staline sur le mausolée de Lénine pour le défilé traditionnel de la fête du Travail. Le 12 juin, il est arrêté, le 22 jugé, et le soir même fusillé. Dans les semaines qui suivent, 35 000 officiers seront conduits au peloton d'exécution. Hitler a réussi son pari – gagner provisoirement la confiance de Staline – et Schellenberg ses galons, dans l'ombre de Heydrich et de Himmler... Même si ses faux documents n'ont servi à rien puisque Staline, comme le rappelle François Kersaudy, avait de toute façon décidé de liquider les chefs de l'Armée rouge, quel qu'en soit le prétexte<sup>3</sup>.

## Schellenberg contre l'Intelligence Service

C'est ensuite au tour des Britanniques de faire connaissance avec ses stratagèmes. L'affaire, restée dans l'histoire comme l'« incident de Venlo », est aussi couronnée de succès que l'opération Toukhatchevski, mais, cette fois, son concepteur n'hésite pas à exposer sa vie pour qu'elle réussisse. Deux officiers du SD, proches comme lui de Heydrich, l'accompagnent dans sa mission : Alfred Naujoks<sup>18</sup> et Helmut Knochen<sup>19</sup>. Leur but est d'entrer en contact avec des agents britanniques identifiés comme majeurs par le contre-espionnage allemand : le commandant Richard Henry Stevens et le capitaine Sigismund Payne Best, lesquels opèrent en territoire néerlandais, officiellement neutre. En octobre 1939, alors qu'après la chute de la Pologne s'installe la « drôle de guerre », Schellenberg, Naujoks et Knochen parviennent à leurs fins. Sous couvert de fausses identités d'officiers de la Wehrmacht soi-disant opposés à Hitler, ils rencontrent une première fois leurs cibles, qui, après moult vérifications, mordent à l'hameçon. L'armée, leur explique Schellenberg *alias* « Schaemmle » (le nom d'un véritable major de la Wehrmacht), a été très éprouvée par la campagne de Pologne, et ses chefs réfléchissent au meilleur moyen d'arrêter la guerre... en déposant Hitler.

Rentré en Allemagne avec une première liste d'agents britanniques opérant sur le territoire même du Reich, Schellenberg a bien l'intention de poursuivre ce petit jeu si brillamment entamé. Mais voici que, le 9 novembre, le Führer échappe de peu à un attentat alors qu'il vient de quitter la *Burgerbraukeller* de Munich où il commémorait comme chaque année l'anniversaire de son putsch manqué de 1923. La réaction de Himmler est immédiate. L'homme qui a été arrêté (un ébéniste du nom de Georg Elser<sup>20</sup>) ne peut avoir agi seul. Les services britanniques, il en est persuadé, sont nécessairement derrière l'attentat. Ordre est donc donné à Schellenberg, qui prépare son troisième rendez-vous avec les Anglais, de profiter de l'occasion pour les kidnapper puis de les ramener sains et saufs en Allemagne pour les faire parler. Le 10 novembre, c'est chose faite, au terme d'une fusillade nourrie qui entraîne la mort d'un officier de renseignements de l'armée hollandaise. Enlevés en territoire néerlandais, Steven et Best ne reverront la Grande-Bretagne qu'en 1945. Non sans avoir satisfait l'inextinguible curiosité du SD... La torture n'y est sans doute pas pour rien.



Non seulement Schellenberg obtient une liste impressionnante d'agents – dormants ou actifs – de l'*Intelligence Service* en Europe, mais il parvient, grâce à leurs informations, à dresser une cartographie très précise des personnalités stratégiques à arrêter ou à éliminer dans l'hypothèse d'une invasion de la Grande-Bretagne. Les conséquences de ce coup de maître furent durables, comme le souligne Jean-Paul Picaper : « Devenus méfiants envers toute approche allemande professant une quelconque forme de résistance antinazie, les Britanniques refusèrent désormais de coopérer avec des opposants allemands, ce qui gêna énormément les conjurés du 20 juillet 1944. Cet incident servit aussi de prétexte à Hitler pour attaquer les Pays-Bas, taxés d'avoir rompu leur neutralité<sup>4</sup>. »

Encouragé par ce succès, Hitler confie au maître espion une mission plus périlleuse encore : organiser l'enlèvement du duc et de la duchesse de Windsor, alors semi-exilés au Portugal. Connaissant la proximité personnelle de l'ancien roi Édouard VIII avec le Führer<sup>21</sup>, Churchill a cru bon de faire surveiller de près le couple par un solide détachement de l'*Intelligence Service*. Ayant été avisé d'allées et venues suspectes autour de sa résidence, le Premier ministre britannique aura tout juste le temps d'organiser, en septembre 1940, le départ du duc vers les Bahamas, dont il vient d'être opportunément nommé gouverneur. Il y restera jusqu'en 1945, soigneusement éloigné des affaires européennes, pour son premier et dernier poste officiel, preuve que cette affectation n'était qu'une relégation déguisée. À vingt-quatre heures près, Schellenberg a manqué son coup. Mais le Führer ne lui en tiendra pas rigueur, tant il excelle dans les autres missions que Heydrich lui a confiées. Sa plus grande réussite est le démantèlement de plusieurs réseaux d'espionnage soviétiques en Allemagne (alors que l'URSS n'est pas encore en guerre avec elle), ce qui lui permettra de remonter, en 1942, jusqu'à leur organisation centrale en Europe de l'Ouest, le célèbre Orchestre rouge, implanté depuis les années 1930. Mais c'est surtout l'efficacité avec laquelle il organise les *Einsatzgruppen* qui lui vaut l'admiration de Hitler. Quand Heydrich est assassiné à Prague en juin 1942 par un commando de résistants entraînés par les Britanniques, c'est tout naturellement qu'il pense à lui pour succéder à l'« ange de la mort<sup>22</sup> ». Mais Himmler, que l'ascension météorique de Schellenberg fascine et inquiète à la fois, obtient qu'il ne devienne, pour l'instant, que chef du contre-espionnage SS. Comme successeur de

Heydrich, le *Reichsführer* SS fait appel à un Autrichien au « savoir-faire limité mais expéditif<sup>23</sup> » : Ernst Kaltenbrunner.

Schellenberg en dresse un portrait au vitriol dans ses Mémoires :

« Kaltenbrunner était un géant, lourd dans tous ses mouvements, un vrai bûcheron. Son gros menton carré était l'expression même du caractère de l'homme. Sa nuque épaisse, qui prolongeait en droite ligne l'arrière de la tête, accroissait encore cette impression de brutalité primitive. Il vous regardait fixement de ses vilains petits yeux bruns qui ressemblaient à ceux d'une vipère cherchant à fasciner sa proie. Chaque fois que l'on attendait une réponse de Kaltenbrunner, son visage anguleux, taillé à coups de serpe, demeurait totalement inexpressif ; puis, après quelques secondes d'un silence oppressant, il donnait un coup de poing sur la table et commençait à parler. J'avais toujours le sentiment de voir s'agiter les mains d'un vieux gorille. Elles étaient trop petites pour son corps, avec le bout des doigts jaune et décoloré, car Kaltenbrunner fumait un minimum de cent cigarettes par jour. [...] Il me donna tout de suite la nausée. Il avait de très mauvaises dents, dont beaucoup manquaient, et parlait très indistinctement – de toute façon, j'avais peine à comprendre son très fort accent autrichien. Himmler aussi trouvait cela fort désagréable et lui intimait souvent l'ordre d'aller chez le dentiste. »

Qu'au diabolique Heydrich succède pareille brute constituée, on s'en doute, une double aubaine pour l'homme affable et cultivé que s'efforce d'incarner Schellenberg. D'abord parce qu'il va profiter de la médiocrité foncière de son chef pour agir à sa guise en traitant directement avec Himmler et Hitler ; ensuite et surtout parce qu'il lui sera facile, à Nuremberg, de se défaire de ses propres crimes sur cet autre criminel qui, non content d'avoir la tête de l'emploi, était devenu son supérieur direct. Pour le dire autrement, sa relative disgrâce allait lui sauver la vie !

## **Tombeur de l'amiral Canaris...**

Nommé directeur du SD-Ausland, l'impétrant va donner toute sa mesure dans deux directions apparemment contradictoires, mais parfaitement complémentaires pour le pragmatique absolu qu'est Schellenberg : mettre hors jeu l'Abwehr, truffée d'opposants au régime, au profit exclusif de la SS ; et multiplier les ouvertures en direction des Alliés, en accord avec Himmler.

Sous les ordres de Heydrich, déjà, il avait travaillé à déstabiliser les services secrets de la Wehrmacht, par essence rivaux, mais sans pouvoir obtenir la tête de leur chef, l'amiral Canaris, en raison des liens qu'il conservait avec ce même Heydrich, son ancien subordonné dans la Marine. Le chef du RSHA disparu et son successeur bien incapable de percer à jour ses manœuvres, Schellenberg peut enfin se servir de l'impressionnant dossier à charge qu'il a constitué contre le patron de l'Abwehr. Étrange personnage que cet amiral Canaris ! À cinquante-trois ans, il en fait facilement dix de plus, avec ses cheveux blancs et son allure frêle. Mais ce « petit homme de 1,60 mètre » a beau avoir « le regard bleu rêveur d'un philosophe, un train de vie des plus modestes, de vagues nostalgies monarchistes, de profondes convictions religieuses teintées de mysticisme, un amour immodéré des chiens et des chevaux, une grande réserve naturelle et des ambitions restreintes à une fin de carrière paisible en tant que commandant de la forteresse de Swinemünde<sup>24</sup> » (François Kersaudy)<sup>5</sup>, c'est un redoutable manœuvrier.

Hostile à la politique expansionniste du Führer en général et à ses obsessions raciales en particulier, le « petit amiral », comme le surnomme Hitler, joue double jeu. Si ses services excellent à traquer les résistants dans l'Europe occupée – en France, notamment, où les agents de l'Abwehr n'ont rien à envier, en fait de répression, à ceux de la Gestapo –, il a pris contact, dès 1941, avec les Américains, en la personne du chef du bureau de l'OSS de Berne, Allen Dulles, auquel il fournit des renseignements. Et pas n'importe lesquels puisque, selon le témoignage même de Dulles, déclassifié par la CIA en 1983<sup>25</sup>, Canaris le renseignait sur les essais de missiles guidés réalisés sur le site secret de Peenemünde<sup>26</sup>, informations qui permirent aux Alliés de le bombarder par surprise dans la nuit du 18 au 19 août 1943 (opération « Hydra »).

De cela, en particulier, Schellenberg ne sait évidemment rien, mais son flair redoutable l'a rendu quasi certain de la trahison de Canaris, sur lequel il a déjà accumulé beaucoup de preuves, en ciblant notamment son adjoint, le général Hans Oster, soupçonné (à juste titre) de comploter contre Hitler depuis 1937. Et voici que, coup sur coup, l'amiral essuie trois échecs inespérés pour ses ennemis : le démantèlement éclair du seul réseau d'espionnage que l'Abwehr ait réussi à implanter sur le sol américain ; le débarquement allié en Afrique du Nord du 8 novembre 1942, que le contre-espionnage militaire n'a pas vu venir ; et surtout la déposition de Mussolini,

en juillet 1943, dont l'Abwehr n'a pas davantage décelé les prémices, à la grande colère de Hitler, contraint d'occuper militairement le nord de l'Italie au moment même où la Wehrmacht perd définitivement l'initiative sur le front de l'Est<sup>27</sup>. Pour Schellenberg, aucun doute n'est permis : comme Canaris est tout sauf un incompetent, il ne peut être qu'un saboteur. L'argument est d'autant plus convaincant que, sous sa direction, l'Abwehr ne fournit pratiquement plus d'informations stratégiques à l'OKW... tandis que sous celle de Schellenberg, le SD se surpasse ! En février 1944, ses services réussissent par exemple à se « brancher » sur l'un des câbles téléphoniques sous-marins reliant les États-Unis à la Grande-Bretagne et à intercepter une conversation entre Churchill et Roosevelt, laquelle ne laisse aucun doute sur l'imminence d'un débarquement allié en France. C'est l'erreur de trop. Canaris est chassé de l'armée, tandis que l'Abwehr, soigneusement purgée de ses membres suspects, disparaît pour être intégrée au SD !

Et quand, sorti indemne de l'attentat du 20 juillet, Hitler réclame des coupables en sus des conjurés identifiés, ce même Schellenberg est chargé d'aller arrêter le « petit amiral » à son domicile. Ce qu'il trouve dans le coffre de son bureau l'accable aux yeux du Führer : la liste des contacts suisses l'ayant mis en rapport avec Allen Dulles, mais aussi les preuves que le général Oster avait, au début de 1940, transmis aux services secrets néerlandais et belges les dates, vingt fois repoussées mais originellement exactes, de l'attaque allemande à l'Ouest ! Un zèle qui, paradoxalement, l'avait rendu suspect aux yeux des Alliés, las de ne rien voir venir<sup>28</sup>, mais qui, à ceux du SD, vaut condamnation à mort.

Contre toute attente, Canaris repousse cependant le revolver que lui tend Schellenberg pour qu'il en finisse, ce que le maréchal Rommel lui-même acceptera de faire quelques semaines plus tard<sup>29</sup>. Croit-il que la guerre finira assez tôt pour lui permettre de survivre à une incarcération ? Il se trompe : interrogé sous la torture, puis déporté à Flossenbürg, il sera pendu le 9 avril 1945. Un mois jour pour jour avant que le canon ne se taise en Europe.

## ... pour mieux le remplacer comme interlocuteur secret des Alliés !

Et voici bien la rouerie suprême de Schellenberg : tandis qu'il travaillait sans relâche à faire tomber Canaris, lui-même prenait contact avec les Alliés pour se refaire sinon une virginité, à tout le moins un visage qui non seulement puisse lui épargner la corde, mais pourquoi pas lui permettre de reprendre du service dans le camp des vainqueurs. L'homme qui, pour « sécuriser » les territoires conquis par la Wehrmacht en URSS, avait minutieusement organisé la mort de centaines de milliers de Juifs au moyen des *Einsatzgruppen* – cette « Shoah par balles » si bien décrite par Patrick Desbois<sup>6</sup> et Marie Moutier<sup>7</sup> – n'hésite pas un instant à prendre contact directement avec des représentants du Congrès juif mondial<sup>30</sup> pour leur proposer de libérer, à l'insu de Hitler, un nombre maximum de déportés ! Parallèlement, il prend l'initiative de faire des ouvertures de paix séparée aux Alliés, *via* l'ancien président de la Confédération helvétique, Jean-Marie Musy<sup>31</sup>, le chef des services secrets suisses, Roger Masson<sup>32</sup>, et le diplomate suédois Folke Bernadotte, vice-président de la Croix-Rouge internationale et neveu du roi Gustave V. En 1943, n'avait-il pas tenté en vain d'approcher Churchill par l'intermédiaire de la célèbre couturière Coco Chanel ? Abordé pour la première fois par Edmonde Charles-Roux dans sa biographie de Chanel<sup>8</sup>, l'épisode est aujourd'hui connu dans le détail depuis la déclassification du dossier Schellenberg par la CIA en 2003. L'affaire est peu reluisante pour la créatrice de mode, qui, sous l'Occupation, avait tenté de profiter de l'aryanisation des biens juifs pour récupérer sa marque de parfum, vendue avant la guerre à la maison Wertheimer. Mais elle en dit long sur les méthodes de Schellenberg, qui, en contrepartie de son aide, avait demandé à « Coco » de transmettre un message à Churchill<sup>33</sup>.

Jouant cette fois son va-tout, il prend le risque inouï mais habilement calculé de mettre Himmler dans la boucle de ses négociations secrètes. À sa stupéfaction, le *Reichsführer* SS feint à peine de s'offusquer. Convaincu de la défaite de l'Allemagne, le maître des SS caresse l'espoir insensé de devenir celui du III<sup>e</sup> Reich ! Loin de faire arrêter Schellenberg, il l'encourage vivement à pousser ses feux. Devant lui, il échafaude même les termes du grand marché qu'il se voit déjà offrir aux Anglo-Saxons : l'évacuation par l'Allemagne de tous les territoires occupés par elle depuis

le 1<sup>er</sup> septembre 1939 (ce qui implique la fermeture des camps d'extermination, tous situés en dehors des frontières du Reich<sup>34</sup>) en échange de la mise sur pied d'une grande alliance contre l'Union soviétique. Seule divergence : le sort de Hitler, que Schellenberg conseille à son chef de déposer pour donner confiance aux Alliés (il ira même, début 1945, jusqu'à proposer son empoisonnement) et que Himmler, tétanisé, refuse d'évoquer, se faisant fort de convaincre le Führer du bien-fondé de son plan. On sait que le chef de la SS se gardera bien de lui en parler, attendant que le dictateur soit définitivement encerclé dans Berlin, donc hors d'état de le faire fusiller, pour tenter, *in extremis*, de s'imposer comme interlocuteur ultime des Anglo-Saxons.

Même durant les premiers mois de 1944 où l'Allemagne dispose encore de solides gages à offrir aux Alliés (la France, le nord de l'Italie et toute l'Europe centrale qui demeurent sous son joug), Schellenberg croit-il seulement à la possibilité d'un tel retournement d'alliance ? Le réaliste qu'il est, doublé d'un analyste international chevronné, sait pertinemment que si Roosevelt et Churchill, à la conférence de Casablanca (janvier 1943), ont mis un point d'honneur à proclamer que la guerre ne s'achèverait que par une capitulation sans condition du III<sup>e</sup> Reich, ce n'est pas pour laisser l'Allemagne aux mains du chef suprême des SS, l'homme le plus haï du monde après Hitler !

Quoi qu'il en soit, le succès conjoint du Débarquement et de l'offensive soviétique à l'Est de l'été 1944 règle la question. La fin du Reich millénaire n'est plus qu'une question de mois. Mais en convainquant le *Reichsführer* de sortir du bois, Schellenberg le piège autant qu'il se sauve. Si l'un des deux doit survivre au conflit, pense-t-il, ce sera forcément lui, pas le maître de l'Ordre noir. Aussi s'efforce-t-il de se présenter sous son meilleur jour à ses interlocuteurs – le plus souvent en civil, quand Himmler persiste à les rencontrer en grand uniforme, avec sa chevalière ornée d'une tête de mort – et, autant que faire se peut, à les charmer par ses bonnes manières. Il faut dire qu'en la personne de Felix Kersten, masseur personnel de Himmler, il dispose d'un allié de poids. Estonien d'origine, Kersten a fait fortune en soignant, dans les années 1930, de nombreux représentants de l'élite politique européenne, la famille royale néerlandaise, des acteurs en vue, des représentants du monde de la finance et, bien sûr, de la politique. À partir de 1938, moyennant des émoluments substantiels, il s'est attaché



personnellement à Himmler sur la recommandation de l'industriel allemand August Diehn. Rapidement, le *Reichsführer* ne peut plus se passer de ce guérisseur dont les méthodes d'origine tibétaine font disparaître comme par miracle ses douleurs d'estomac – d'origine vraisemblablement psychosomatique...

En échange, Kersten obtient à peu près tout ce qu'il veut : la liberté pour ses amis juifs arrêtés par la Gestapo et parfois pour des groupes entiers, en particulier des otages. Mais fin 1944, la jalousie que suscite cette proximité quotidienne avec Himmler est telle que Kaltenbrunner projette de le faire assassiner. Schellenberg, à qui décidément rien n'échappe, prévient aussitôt Kersten. Quelques semaines plus tard, le chef du SD fait valoir sa dette : après avoir obtenu des Suisses la promesse d'accueillir 20 000 Juifs libérés des camps, il charge le masseur de convaincre Himmler d'en relâcher un premier contingent de 3 000. Mais les émissaires du Congrès juif mondial, au courant de l'état sanitaire déplorable des déportés, font évoluer leurs exigences : qu'aucun camp ne soit plus évacué afin que les détenus puissent attendre sur place leur libération par les Alliés. Pressé par Schellenberg, Himmler s'engage, le 12 mars 1945, à contrevenir aux ordres de Hitler qui exigeait cette évacuation par tous les moyens (y compris à pied). Il promet, en outre, qu'aucun Juif ne sera plus molesté sur le territoire du Reich. Si cette résipiscence tardive n'a, on s'en doute, aucune chance de faire évoluer l'attitude des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France à l'égard de l'organisateur de la Solution finale, on imagine le bénéfique qu'en tire Schellenberg, grâce à la double caution des Suisses et de Bernadotte !

Le 20 avril 1945, Norbert Masur, représentant du Congrès juif mondial, de nationalité suédoise (donc neutre) comme Bernadotte, accepte de venir rencontrer clandestinement Himmler au domicile personnel de Kersten, au nord de Berlin. Rendez-vous surréaliste : le matin même, le chef des SS était présent à la Chancellerie pour le dernier anniversaire de Hitler, auquel il a fait ses adieux. Le lendemain, il partira pour Hambourg puis Lübeck, pour prendre langue avec les Alliés. Et d'un moment à l'autre, les chars soviétiques peuvent surgir de nulle part ! Dans son best-seller *Les Mains du miracle*, Joseph Kessel, devenu après la guerre l'ami de Kersten, dont il aurait souhaité faire un Prix Nobel de la paix<sup>35</sup>, reconstitue de manière saisissante cette rencontre d'anthologie :

« Masur buvait du thé, Himmler du café. Il n’y avait entre eux que des petits pots de beurre, de miel, de confiture, des assiettes qui portaient des tranches de pain bis et des gâteaux. Mais, en vérité, six millions d’ombres, six millions de squelettes séparaient les deux hommes. Masur n’en perdait pas le sentiment un instant, lui qui, par les organisations auxquelles il appartenait, avait connu et suivi pas à pas le martyr sans égal, sans précédent, des hommes, des femmes, des enfants juifs... Surtout, il se trouvait dans un pays où sa qualité raciale était un crime capital, en pleine crise de débâcle, d’hystérie, de folie, où les instincts les plus sauvages étaient portés au paroxysme et où, Juif étranger introduit en fraude, il était à la merci d’un revirement, d’une peur, d’un caprice de Himmler<sup>9</sup>. »

Convaincu par Kersten et Schellenberg qu’un nouveau destin s’ouvre à lui s’il tient parole, le *Reichsführer* s’exécute cependant : ordre est donné, à l’insu de Hitler, de hisser le drapeau blanc sur tous les camps de concentration. À l’aube du 21 avril, Masur, escorté par un détachement de SS, regagne Berlin sous le feu de l’artillerie soviétique et s’envole pour Stockholm en compagnie de Kersten, quelques heures avant que l’aéroport de Tempelhof ne soit rendu définitivement inutilisable. Quant à Schellenberg, il part dans la voiture de Himmler, qui se rêve déjà en nouveau Führer d’une Allemagne absoute de ses péchés !

On connaît la suite. La rencontre de Himmler avec Bernadotte, au consulat de Suède de Lübeck, le 23 avril, sa proposition de conclure une paix séparée avec les Alliés de l’Ouest et, le 26 avril, leur réponse qui tombe comme un couperet – jamais ! – deux jours avant que Hitler, apprenant la trahison du *Reichsführer*, ne le démette de ses fonctions avant de se suicider. Himmler l’imitera trois semaines plus tard, reconnu par les Britanniques alors qu’il errait sur les routes, moustache rasée, déguisé en réfugié.

Jouant toujours un coup d’avance, Schellenberg s’est bien gardé de le suivre dans ses pérégrinations. Faisant fi de la disgrâce de Himmler et du refus de Dönitz, successeur de Hitler, de l’intégrer dans son éphémère gouvernement de Flensburg, il a pris, dès le 3 mai 1945, le chemin de la Suède pour y négocier de son propre chef, et avec l’appui de Bernadotte, la reddition des unités allemandes intactes qui occupent encore le Danemark et la Norvège. La capitulation sans condition de l’Allemagne intervient-elle le 8 mai ? Qu’à cela ne tienne, il reste en Suède en compagnie de ses secrétaires, de son chauffeur et de son aide de camp, et entreprend de

rédiger une longue note sur ses initiatives en faveur de la paix et de la libération des Juifs... qu'il avait tant contribué à persécuter ! Connu sous le nom de « mémorandum de Trosa » (la station balnéaire, au sud de Stockholm, où il s'est réfugié), ce texte servira de base à la rédaction de ses Mémoires, publiés pour la première fois en Grande-Bretagne en 1956.

## Comparution éclair à Nuremberg

Ces « vacances » suédoises sont-elles seulement consacrées à l'écriture ? On peut en douter, tant la Suède regorge alors d'agents britanniques et américains. À la mi-juin 1945, en tout cas, Schellenberg prend la décision de se rendre aux Anglais... qui n'ont pourtant formulé aucune demande d'extradition à son encontre ! Il est aussitôt transféré dans la banlieue de Londres, à Latchmere House, la base 020 du MI5, le contre-espionnage britannique, qui, en octobre, le libère et l'envoie témoigner au tribunal de Nuremberg... pour le compte de l'accusation ! Peut-on croire une seconde au rapport de débriefing (déclassifié en 2003) que transmet alors le service au gouvernement ? Schellenberg y est présenté comme une personnalité « incohérente », loin de « produire la preuve du génie dont il a été généralement gratifié » et son service, l'Amt IV, comme une institution « surestimée » composée d'agents « insignifiants » ! Et d'ajouter : « L'autopsie [de l'Amt IV] est terminée ; une plus ample dissection du corps ne présente plus aucun intérêt<sup>10</sup>. »

Tout laisse supposer au contraire que, durant ces quelques mois au contact des services britanniques, le maître espion a fait fructifier ses années d'investissement dans les secrets de la Couronne. Et sans doute proposé ses services en échange de la dormition de ses archives, probablement disséminées en plusieurs lieux et autant d'exemplaires, mais prêtes à resurgir au cas où il lui arriverait un « accident » ! Seule chose certaine : les détails rocambolesques sur les aventures germaniques du duc de Windsor, mais aussi sur la compromission, aujourd'hui attestée, de nombreuses familles de l'aristocratie britannique avec la diplomatie du III<sup>e</sup> Reich ne feront surface que bien longtemps après la mort de Schellenberg, en 1952<sup>36</sup>. Au reste, quel meilleur moyen de détourner l'attention du renseignement américain que de présenter l'ancien chef du SD comme une fausse valeur ?

Quand Schellenberg débarque au tribunal de Nuremberg, le 4 janvier 1946, pour accabler – à juste titre sans doute, mais en occultant ses propres responsabilités ! – son ancien chef Kaltenbrunner, c’est peu dire que le tribunal ne le bouscule pas. Aucun contre-interrogatoire n’a lieu, pas même une confrontation avec Kaltenbrunner. Mieux : demandée par le procureur soviétique, Roman Rudenko, celle-ci est rejetée par les Anglo-Saxons, qui se contentent des affidavits<sup>37</sup> fournis par le « témoin » ! Bref, tout se passe comme si une main invisible agissait pour le protéger, à l’instar de Speer, en détournant l’attention du public sur les criminels emblématiques : là Sauckel, ici Kaltenbrunner. Quand ces derniers sont « cuisinés » comme il convient – un traitement auquel seul Göring a assez de force pour résister et, parfois, sortir vainqueur –, les juges se contentent de bien peu d’explications dès que Schellenberg est sur la sellette.

Exemple : « Avez-vous une fois réfléchi au fait que votre propre activité et celle de vos collaborateurs pouvaient infliger des souffrances à une grande quantité de personnes, disons des Juifs, alors que ces personnes étaient innocentes ? », lui demande Kurt Kauffmann, l’avocat de Kaltenbrunner.

Réponse de Schellenberg : « Je ne peux pas m’imaginer que mon activité officielle pouvait avoir de telles conséquences. J’avais uniquement un service d’information. »

La suite est édifiante et donne ceci :

« **Dr Kauffmann** :

Votre service d’information n’avait donc rien à voir avec de tels crimes ?

**Témoin Schellenberg** :

Non.

**Dr Kauffmann** :

Alors, sur ce point, Kaltenbrunner ne peut pas davantage être accusé ?

**Témoin Schellenberg** :

Si, car il était en même temps chef de l’Amt IV de la police d’État.

**Dr Kauffmann** :

J’ai dit “sur ce point”, voulant ainsi penser à votre service.

**Témoin Schellenberg** :

Je ne représente que le service de l’Amt VI et l’Amt militaire.

**Dr Kauffmann** :

Mais Kaltenbrunner était également le chef de l'Amt VI ?

**Témoïn Schellenberg :**

Il était le chef du RSHA et de huit bureaux que vous devez connaître. J'en dirigeais moi-même un ou deux, l'Amt VI et l'Amt militaire. Ces deux services n'avaient rien à voir avec les services exécutifs de la police d'État.

**Dr Kauffmann :**

Si votre service...

**Le président :**

Si je vous ai bien compris, vous avez dit que vous étiez dans une section qui n'était qu'un bureau d'information. Est-ce exact ?

**Témoïn Schellenberg :**

Oui.

**Le président :**

Et Kaltenbrunner était votre supérieur immédiat. C'est bien cela ?

**Témoïn Schellenberg :**

Kaltenbrunner était le chef du *Reichssicherheitshauptamt*.

**Le président :**

Il était le chef non seulement de votre secteur, mais de toute l'organisation ?

**Témoïn Schellenberg :**

Oui, c'est cela<sup>11</sup>. »

Après quoi l'interrogatoire dévie sur les effectifs du SD et son organisation administrative... avant que le « témoïn Schellenberg » ne se retire définitivement des débats.

## **Enfin jugé, mais rapidement libéré... pour motif sanitaire !**

N'est-ce que partie remise ? Pas vraiment. Le procès de Nuremberg achevé (octobre 1946), Schellenberg repart pour la Grande-Bretagne. Officiellement pour se faire soigner : il souffre de calculs biliaires. Mais pourquoi ne pas se rendre en Suisse où sa famille l'attend, sous la protection du chef des services secrets helvétiques, Roger Masson ? Là encore, le mystère reste entier, bien qu'il ne soit pas difficile d'imaginer une collaboration étroite entre l'ancien chef du SD et les services britanniques. Mais en janvier 1948, le voici à nouveau convoqué en Allemagne. Cette

fois en qualité d'inculpé. Il serait cependant exagéré de dire que le vent tourne, car si les chefs d'accusation qui le visent sont largement passibles de la peine capitale<sup>38</sup>, un nouveau « miracle » se produit : jugé au procès dit des « ministères<sup>39</sup> », il comparait comme simple fonctionnaire du gouvernement. Un comble pour le juriste qui, en 1939, avait théorisé l'incorporation de la fonction publique policière dans le RSHA, émanation de la SS ! Curiosité supplémentaire : en dépit de sa qualité d'organisateur en chef des *Einsatzgruppen*, il échappe, en 1947, au procès de ses donneurs d'ordre, parmi lesquels son *alter ego* au SD du temps de Heydrich, le général SS Otto Ohlendorf, condamné à mort, lui, et exécuté.

De tous les accusés, il est celui qui bénéficie du plus grand nombre de témoins de moralité : Folke Bernadotte, bien sûr, mais aussi l'ancien président suisse Jean-Marie Musy et son fils Benoît, qui avait participé aux négociations avec Himmler du début 1945 ; l'ancien chef des services secrets helvétiques déjà cité, Roger Masson ; et aussi Jacob Wallenberg, frère de Raoul, arrêté et liquidé en 1945 par les Soviétiques comme agent américain et qui, lui aussi, avait contribué à sauver des Juifs dans le cadre des pourparlers Himmler-Bernadotte. Sans oublier un témoignage écrit du général Giraud, gravement malade<sup>40</sup>, dont la famille, arrêtée par la Gestapo en 1943, fut promptement libérée et exfiltrée en Suisse par les soins de Schellenberg... en échange d'une attestation favorable – et anticipée ! – du général ! De Steven et Best, les deux agents britanniques enlevés par lui aux Pays-Bas en 1939 et qui ont passé toute la guerre en Allemagne, il reçoit aussi de chaleureux remerciements ! Ce grand humaniste n'a-t-il pas veillé à ce qu'ils ne soient pas fusillés ? Étrangement, aucun porte-parole de l'accusation ne souligne que l'ancien chef du SD n'aura épargné que des gens qui, un jour, pourraient témoigner en sa faveur. Contrairement aux sans-grade de la « Shoah par balles » enterrés par dizaines de milliers dans les fosses communes d'Ukraine et de Biélorussie...

Et voici l'heure du verdict, prononcé en avril 1949 : six ans d'emprisonnement. Mais les médecins britanniques qui le soignent depuis 1945 sont formels : la détention est incompatible avec son état. Quelques mois plus tard, il bénéficie d'une grâce médicale et part retrouver sa famille en Suisse. Affaibli, Schellenberg l'est certainement par ses calculs biliaires compliqués d'un ictère. Mais le grand malade qui ne pouvait séjourner en prison a tout de même assez de force pour s'envoler pour l'Espagne en



mai 1951 ! Selon une note de la CIA, il y aurait rencontré d'anciens cadres du RSHA<sup>12</sup>. Peu après, son état s'aggravant, il s'installe à Billens, dans le canton de Fribourg, pour se faire soigner par un ami de Roger Masson, le docteur Francis Lang. Mais le brigadier, qui a quitté la tête des services secrets helvétiques, n'est plus en mesure de résister à la pression de ses collègues, lesquels jugent déplacée la protection qu'il offre à son ami « Schelli ». Masson lui fait alors un dernier cadeau : un faux passeport au nom de Louis Kowalki qui, à l'été de 1951, permet à « Schelli » de s'installer à Pallanza, l'un des plus beaux villages du lac Majeur, non loin de Stresa. Comment l'ancien chef du SD finance-t-il cette villégiature italienne ? Grâce à la solidarité des rescapés du RSHA qu'il est allé rencontrer à Madrid ? Ou en sollicitant la générosité de quelque obligé d'autrefois craignant l'exhumation d'un dossier gênant ? Seule information vérifiée : le nom de celle qui règle son séjour à la prestigieuse clinique Fornaca de Turin où il s'éteint, le 20 mars 1952. La même qui s'acquittera de la facture de ses obsèques : une certaine Coco Chanel.

1. *Sicherheitsdienst.*

2. Lire *infra*.

3. Quartier-maître général, autrement dit responsable suprême de l'approvisionnement et des transports de l'armée de terre.

4. Condamné à mort et pendu à Nuremberg, Ernst Kaltenbrunner succéda à Heydrich à la tête du RSHA après l'assassinat de celui-ci en mai 1942.

5. Comme le colonel SS Walter Rauff qui, au sein des *Einsatzgruppen*, testa des camions à gaz pour éliminer 97 000 personnes à Chelmno (Pologne) et parvint à prendre la fuite, en 1945, grâce à l'appui de l'évêque autrichien Alois Hudal (lire *infra*).

6. Grand séducteur, Heydrich fut poursuivi en justice par une jeune fille avec laquelle il s'était fiancé après que celle-ci eut appris son mariage avec Lina von Osten, fille d'un aristocrate ruiné du Schleswig, ardente national-socialiste.

7. Anagramme qui a inspiré le titre du roman éponyme de Laurent Binet (*HHhH*, Paris, Grasset, 2010), dont a été tiré le film du même nom de Cédric Jimenez (2017).

8. Dont le célèbre Salon Kitty, situé au 11 de la *Giesebrechtstraße*, dans le quartier berlinois de Charlottenburg, dont une vingtaine de pensionnaires appartenaient au SD avec pour mission de soutirer des renseignements aux diplomates étrangers ou de compromettre de potentiels adversaires du régime. Détruit par un bombardement en 1942, l'établissement

n'était pas le seul de ce genre à Berlin, Munich, Francfort ou Hambourg. Tous étaient contrôlés par Schellenberg en personne.

9. Le RSHA se déclinait en sept services (*Ämter*) : l'Amt I (service du personnel), l'Amt II (administration et économie), l'Amt III (ou SD *Inland*, voué au renseignement intérieur), l'Amt IV (la Gestapo, dont les activités seront étendues à la traque des Juifs et des opposants dans l'Europe occupée), l'Amt V (la Kripo), l'Amt VI (ou SD-Ausland, spécialisé dans le renseignement extérieur), et l'Amt VII (documentation, analyse et synthèse), dit aussi *Weltanschaulichforschung Amt*, ou Service de recherche sur la vision du monde.

10. *Sicherheitspolizei*, ou police de sécurité, dirigée jusqu'alors par Himmler.

11. *Geheimstaatspolizei*, ou police secrète d'État, dirigée par Heinrich Müller.

12. *Kriminalpolizei*, ou police criminelle, dirigée par Arthur Nebe.

13. Suivant les instructions précises transmises par Schellenberg, les sympathisants de Heinlein s'infiltraient dans toutes les organisations régionales ou locales, sociétés sportives, clubs nautiques, sociétés de musique ou associations de choristes, sociétés d'anciens combattants ou associations culturelles, pour en faire autant de foyers hitlériens. Ces organisations rassemblaient une telle masse de renseignements que le SD devra installer en deux points de la frontière germano-tchèque des lignes téléphoniques spéciales pour les transmettre à Berlin.

14. L'armée d'armistice, créée en 1919, et devenue la Wehrmacht en mai 1935, à la suite du rétablissement par Hitler du service militaire obligatoire.

15. Traité signé le 16 avril 1922 par la jeune Russie soviétique et la république de Weimar, dont les clauses secrètes permettaient à la Reichswehr de s'entraîner en URSS pour échapper au contrôle des puissances victorieuses de la Grande Guerre en échange de l'aide apportée par des ingénieurs et formateurs allemands à la nouvelle Armée rouge.

16. Par ce terme, Hitler avait coutume de désigner à la fois la caste prussienne de l'ancienne armée impériale, mais aussi ceux qui avaient servi la république de Weimar.

17. Siège de l'état-major de l'armée de terre (OKH) à Berlin.

18. Né en 1911, Alfred Naujoks, ingénieur de formation, fut l'un des meilleurs agents du SD. C'est lui qui exécuta la « provocation de Gleiwitz » (l'attaque d'une station radio allemande située non loin de la frontière polonaise par des détenus de droit commun revêtus d'uniformes polonais), laquelle servit de prétexte à l'invasion de la Pologne à l'aube du 1<sup>er</sup> septembre 1939. D'où son surnom : « l'homme qui déclencha la Seconde Guerre mondiale ». Il fut ensuite, en liaison avec Schellenberg, le maître d'œuvre de l'opération « Bernhardt », qui consistait à faire fabriquer par des détenus prélevés dans les camps de concentration de fausses coupures de livres sterling destinées à inonder le marché britannique. Capturé par les Américains en 1945, il s'évada de prison en 1946 et mourut vingt ans plus tard, sous une identité clandestine.

19. Universitaire d'origine (docteur en philosophie et angliciste), Helmut Knochen, né en 1910, a rejoint le SD en 1936. Remarqué, comme Schellenberg, pour l'excellence de ses notes de synthèse, il devient rapidement un analyste réputé du SD, mais aussi un agent de terrain efficace. Dès l'été 1940, il organise le renseignement de la Gestapo en France occupée, et

devient l'adjoint de Schellenberg comme chargé de l'investigation au sein de l'Amt VI-Ausland. Arrêté en 1945, condamné à mort pour crimes de guerre, il sera gracié par le président Coty (en 1958) et libéré en 1962. Il mourra en 2003 après avoir exercé le métier de courtier en assurances.

20. Georg Elser (1903-1945), auquel Olivier Hirschbiegel (le réalisateur de *La Chute*, en 2003) a consacré, en 2014, son film *Un héros ordinaire*, semble avoir agi seul, malgré tous les efforts de la Gestapo pour prouver le contraire. Le mécanisme d'horlogerie très sophistiqué qu'il avait placé sous la tribune où Hitler devait prendre la parole l'aurait tué à coup sûr (puisque huit personnes ont trouvé la mort dans l'attentat qui en a blessé 63 autres) si le Führer n'était pas parti précipitamment huit minutes avant la fin programmée de son discours. Cette « heureuse » coïncidence, comme le fait qu'après son arrestation Elser n'ait pas été exécuté, mais envoyé en camp de concentration où il fut relativement bien traité jusqu'à sa mort, mal élucidée, en avril 1945, ont conduit certains à soupçonner qu'il n'était qu'un agent provocateur manipulé par le SD afin de prouver l'invincibilité du Führer. Parmi les tenants de cette thèse : le pasteur Martin Niemöller, figure de proue de la résistance chrétienne à Hitler, déporté de 1937 à 1945.

21. Après avoir abdiqué en décembre 1936, au terme de onze mois de règne, pour épouser l'Américaine Wallis Simpson, l'ex-souverain Édouard VIII avait été reçu comme un chef d'État en Allemagne, en octobre 1937. Invité à Berchtesgaden par Hitler, le couple Windsor avait multiplié les marques de sympathie pour le Führer et son régime, s'affichant comme des partisans inconditionnels de la politique d'apaisement de Chamberlain. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale n'interrompt nullement les contacts entre le duc et le Führer, lesquels passaient par l'Espagne et le Portugal (neutres), comme le montrent les documents des services secrets britanniques aujourd'hui déclassifiés. Les derniers en date (rendus publics en juillet 2017) prouvent que ces contacts sont allés très loin puisque Hitler avait prévu, en cas d'invasion de la Grande-Bretagne, de faire déposer George VI pour le remplacer par son frère, au profit duquel de nouvelles règles constitutionnelles auraient été inaugurées afin de renforcer les prérogatives de la monarchie. Si le duc de Windsor avait été exfiltré comme prévu vers l'Allemagne dans l'attente de sa restauration, une dotation de 50 millions de livres sterling lui aurait été offerte, préalablement versée sur un compte suisse par les soins de Schellenberg.

22. Ainsi les Tchèques surnommaient-ils Heydrich, qui, en plus de la direction du RSHA, occupait les fonctions de *Reichsprotector* de Bohême-Moravie (la partie de l'ancienne Tchécoslovaquie occupée directement par la Wehrmacht, tandis que la Slovaquie, devenue « indépendante », était érigée en État satellite du Reich).

23. Pour reprendre l'expression fameuse appliquée par de Gaulle aux tueurs de l'OAS.

24. Aujourd'hui Świnoujście, en Poméranie polonaise.

25. Témoignage secret effectué sous serment devant une commission spéciale de la Chambre des représentants en 1947, quand Allen Dulles s'apprêtait à devenir l'un des principaux dirigeants de la CIA, créée cette même année, et dont il deviendra le directeur de 1953 à 1961. La teneur en sera publiée pour la première fois par le *New York Times* le 6 janvier 1983.

26. Voir chapitre 11, « Werhner von Braun, ou la fuite dans les étoiles ».

27. Après l'échec de son offensive de l'été 1943 sur le saillant de Koursk, dernière chance pour l'Allemagne de reprendre l'initiative après la défaite de Stalingrad (février 1943).

[28](#). La dernière information transmise par Oster à l'attaché militaire néerlandais à Berlin, Bert Sas, était la bonne : « Offensive fixée dans la nuit du 9 au 10 mai 1940 » !

[29](#). Le 14 octobre 1944, Rommel, dont les liens avec les conjurés du 20 juillet 1944 avaient été découverts, acceptera de se suicider contre la promesse que sa famille ne serait pas inquiétée et sa réputation préservée... Il aura droit, en conséquence, à des funérailles nationales.

[30](#). Le Lituanien Hilel Storch et le Suédois Norbert Masur.

[31](#). Président de la Confédération helvétique de 1925 à 1930, Jean-Marie Musy (1876-1952) est alors l'homme politique suisse le plus favorable à l'Allemagne.

[32](#). Brigadier (général) de l'armée suisse, Roger Masson quittera la tête du renseignement helvétique en 1946, en partie à cause de sa proximité affichée avec Schellenberg.

[33](#). Convoquée à Berlin par Schellenberg, puis envoyée à Madrid pour y réclamer une audience privée à Churchill, *via* l'ambassadeur d'Angleterre en Espagne, Gabrielle Chanel avait vu sa demande éconduite au prétexte – bien réel – que le *Prime Minister* était alors gravement malade. Ayant déclaré une pneumonie gravissime à son retour de la conférence de Casablanca (janvier 1943), il fut l'un des premiers patients à être sauvés par la pénicilline.

[34](#). Mais ce qui implique aussi le maintien dans ces mêmes frontières de l'Autriche, annexée en mars 1938, et du territoire des Sudètes, soustrait à la Tchécoslovaquie par les accords de Munich du mois de septembre suivant.

[35](#). À huit reprises, de 1952 à sa mort en 1960, Felix Kersten, naturalisé suédois en 1953, fut nommé pour le prix Nobel de la paix, mais ne l'obtint jamais, en dépit des milliers de témoignages produits par les déportés qu'il avait sauvés.

[36](#). Parmi les personnalités britanniques influentes acquises à une entente avec l'Allemagne, citons, outre le ministre des Affaires étrangères de Churchill, lord Halifax (limogé en décembre 1940), son adjoint au Foreign Office, Richard Butler, le duc d'Hamilton, chez lequel était censé atterrir Rudolf Hess lors de sa mystérieuse équipée de mai 1941, ou l'amiral Barry Domville, qui poussa à conclure les accords de Munich. Sans compter un certain nombre de membres influents de la Chambre des lords, parmi lesquels le propriétaire du *Daily Mail* et du *Daily Mirror*, lord Rothermere, ses collègues David Mitford-Redesdale, père des célèbres sœurs Mitford (dont l'une, Unity, fut la maîtresse supposée de Hitler, et l'autre, Diana, l'épouse d'Oswald Mosley, fondateur du Parti fasciste britannique), lord Nuffield, né Richard Morris, président fondateur de la marque automobile du même nom, ou encore lord Horace Kemsley...

[37](#). Déclarations écrites sous serment.

[38](#). « Planification, préparation, initiation et poursuite d'une guerre d'agression ; conspiration en bande organisée ; crimes de guerre et crimes contre l'humanité ; atrocités et violences commises contre les populations civiles ; participation à une organisation criminelle. »

[39](#). Onzième des douze procès pour crimes de guerre organisés par les États-Unis dans leur zone d'occupation – dans la même salle que celui de Nuremberg, mais devant un tribunal militaire américain et non devant le Tribunal international du même nom, le procès des ministères, dit aussi de la Wilhelmstraße (en raison de son accusé vedette, Ernst von Weizsäcker, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères), jugea 21 ministres et hauts

fonctionnaires du gouvernement allemand. Deux furent acquittés et aucune peine prononcée ne dépassa dix ans. Tous les condamnés furent graciés en 1952 par le chancelier Adenauer.

40. Il mourra le 11 mars 1949, quelques semaines avant la fin du procès de Schellenberg.

# 3

## Reinhard Gehlen, l'espion indispensable

Tandis que les Britanniques « débriefaient » Walter Schellenberg à Latchmere House, les Américains interrogeaient avec le même soin un militaire avec lequel le bras droit de Heydrich avait été en rapport constant de 1942 à 1945 : le général Reinhard Gehlen, ancien chef du renseignement militaire pour le front de l'Est, la FHO *Abteilung*<sup>1</sup>.

Limogé de ses fonctions par Hitler quelques jours avant la chute du Reich (puisque ledit front de l'Est venait alors d'atteindre la banlieue de Berlin !), Gehlen a fui l'avancée des Russes pour se porter au-devant des Américains, auxquels il s'est rendu. Il sait en effet que, dans le sillage de l'Armée rouge, des dizaines d'officiers du GRU (le renseignement militaire soviétique)<sup>2</sup> ont ordre de le retrouver coûte que coûte pour le ramener à Moscou. Moins pour l'interroger, puisque, par définition, les secrets qu'il détient n'en sont pas pour le Kremlin, que pour l'empêcher de les divulguer à l'Ouest ! Et accessoirement pour lui faire payer les dégâts effroyables que son action a infligés à l'URSS.

Contrairement aux Américains, qui, en accueillant sa reddition, n'évaluent pas d'emblée l'importance du personnage, les Soviétiques n'ignorent aucun détail de son pedigree. Ils savent que Reinhard Gehlen, né en 1902 à Erfurt (Thuringe), d'un père éditeur et d'une mère d'origine flamande, s'est engagé dans la Reichswehr dès 1920, et que, marié en 1931 à Herta von Seydlitz, une aristocrate prussienne au nom prestigieux<sup>3</sup>, ce brillant officier d'état-major, comme la plupart des gens de sa caste, n'a



jamais porté Hitler dans son cœur. Mais le GRU sait aussi que, comme beaucoup d'entre eux, son aversion pour le Führer n'est devenue une question « morale » qu'à partir de ses premières défaites. En l'espèce, pendant l'hiver 1941-1942, quand, affecté à la section des opérations de l'état-major de l'armée de terre<sup>4</sup>, Gehlen a fait la connaissance du général Henning von Tresckow, qui entrera bientôt dans l'histoire comme l'un des principaux organisateurs de l'attentat du 20 juillet. Pour les deux hommes, en effet, ce n'est nullement l'invasion de la Russie qui est condamnable, mais la faute stratégique, majeure à leurs yeux, de l'opération « Barbarossa » : avoir visé Moscou en priorité et non, d'entrée de jeu, les champs pétrolifères du Caucase. Entre-temps, Gehlen a convaincu le général Adolf Heusinger<sup>5</sup>, chef de la section des opérations (*Operationabteilung*) de l'armée de terre, de créer, au profit des unités engagées à l'Est, un service de renseignements spécialement dédié à l'URSS. Il soupçonne en effet l'Abwehr de sous-estimer le potentiel productif soviétique, et surtout de ne pas posséder une vision claire de ce qu'on appellerait aujourd'hui l'« intelligence économique et territoriale » du pays. D'où la mise sur pied de la FHO, dont Gehlen prend la tête en avril 1942 pour en faire un auxiliaire de la conquête à l'Est, dont il reste un ardent partisan.

## L'aide précieuse de l'Institut Wannsee

Et quel auxiliaire ! Par l'un de ces paradoxes dont l'histoire est prodigue, l'antinazi présumé va, pour briser la machine de guerre soviétique, collaborer avec la fine fleur du renseignement de la SS, l'Institut Wannsee, dirigé par le professeur d'économie Michael Achmeteli<sup>6</sup>, puis par l'Autrichien Hans Koch<sup>7</sup>. Le premier, d'origine géorgienne, est un universitaire de grande renommée, mais aussi un proche d'Alfred Rosenberg<sup>8</sup>, doctrinaire passionné de la suprématie aryenne et idéologue en chef du régime ; le second, un professeur de civilisation russe dont Himmler a fait, parallèlement, le directeur de l'Institut d'études sur l'Europe orientale des universités de Vienne et de Munich. Grâce à eux, l'Institut Wannsee, créé en 1936, intégré au RSHA puis placé sous la responsabilité de Heydrich et de Schellenberg<sup>9</sup>, est devenu l'une des banques de données les plus fiables du moment sur l'économie et la société soviétiques. Attirés par

des conditions financières exceptionnelles, économistes, statisticiens, géographes, linguistes ou anthropologues issus des meilleures universités d'Allemagne (mais aussi parfois des pays occupés) travaillent pour ce centre de recherche civil sans savoir, pour la plupart, qu'il est contrôlé par la SS. Quand, sous l'impulsion de Gehlen, l'Institut Wannsee est mobilisé pour préparer la grande offensive de la Wehrmacht de l'été 1942<sup>10</sup>, le résultat est spectaculaire. Ses chercheurs établissent que la plupart des cartes routières de l'URSS sont erronées et ses statistiques générales encore plus fausses ! Si les résultats de certains secteurs sont surévalués, d'autres sont non moins volontairement sous-estimés, spécialement en ce qui concerne la production d'armement. Même chose pour la localisation des principales ressources minières, des industries de transformation, et même pour la distribution géographique des populations, bouleversée par les transferts de masse ordonnés par Staline depuis le début des années 1930.

Nul doute que sans cette mise à niveau de son information, l'armée allemande, mise en échec devant Moscou en décembre 1941, n'aurait pu pousser si loin et si facilement ses feux l'année suivante. Déclenchée le 28 juin 1942 par la conquête de la Crimée, l'offensive de la Wehrmacht s'achèvera début septembre au bord de la Volga (devant Stalingrad) et, fin novembre, aux portes de Grozny, en Tchétchénie, non sans que, le 17 août, la division *Edelweiß* du général Robert Martinek<sup>11</sup> eût planté le drapeau à croix gammée sur l'Elbrouz, point culminant du Caucase et plus haut sommet d'Europe. Grâce à la cartographie et aux données fournies par l'Institut Wannsee, la 1<sup>re</sup> *Panzerarmee* du général Kleist, partie le 25 juillet de Rostov, peut ainsi atteindre la ville pétrolière de Maïkop le 9 août, après avoir conquis 500 km en moins de quinze jours !

## **Divergences sur les moyens d'asservir la Russie**

Mais à mesure que le FHO s'impose comme une structure décisive du renseignement, une divergence de fond se creuse au sein de l'administration nazie à propos de la politique à mener dans les territoires soviétiques occupés. Comme les dirigeants de l'Institut Wannsee, mais aussi Rosenberg et, dans une certaine mesure, Heydrich et Schellenberg, le général Gehlen pense que le Reich ne gagnera la partie qu'en s'appuyant sur les

nationalismes mis sous le boisseau par la répression stalinienne. L'indépendantisme ukrainien en particulier, que le Reich a régulièrement subventionné avant guerre et dont le chef, Stepan Bandera, ne cache pas son admiration pour Hitler. À la tête de l'OUN (l'Organisation des nationalistes ukrainiens), cette tête brûlée qui fanatise ses partisans par son courage physique et ses dons oratoires s'est rendue célèbre en organisant, entre 1933 et 1935, une campagne d'attentats meurtriers dans la partie ukrainienne de la Pologne. Emprisonné et condamné à mort en 1936 par un tribunal de Varsovie, Bandera est libéré en 1939 par les troupes allemandes et enrôlé par Heydrich au service du SD. Tenu pour un héros par de nombreux Ukrainiens victimes de la répression stalinienne<sup>12</sup>, ne ferait-il pas un parfait chef d'État fantoche ?

Contrairement à Guillaume II, qui, après la paix de Brest-Litovsk (1917) mettant fin à la guerre entre l'Allemagne et la Russie, avait suscité la création d'un État ukrainien indépendant<sup>13</sup>, Hitler n'a pas d'idée arrêtée sur la question. Mais Himmler, si ! Échappant, pour une fois, à l'influence de Heydrich, le *Reichsführer* SS est opposé à tout régime particulier pour les Ukrainiens. Il y a longtemps, dit-il, que ces derniers ont perdu tout lien avec les Vikings qui, au IX<sup>e</sup> siècle, avaient fondé la dynastie Riourikide<sup>14</sup> puis, en s'installant à Kiev, la première Russie<sup>15</sup>. À l'exception des descendants de colons allemands<sup>16</sup>, les Ukrainiens, dans leur grande majorité, sont devenus des Slaves comme les autres. Donc des esclaves potentiels. Quant à l'Ukraine, qu'elle serve de grenier à blé à la « Nouvelle Europe » !

Entre les deux camps, Hitler n'a pas tranché. Mais, le 1<sup>er</sup> juillet 1941, Bandera commet l'erreur fatale : se croyant détenteur d'un blanc-seing du Führer, il proclame l'indépendance politique de l'Ukraine, où la Wehrmacht a pris pied une semaine plus tôt, dans le cadre de l'opération « Barbarossa ». Furieux qu'on cherche à lui forcer la main, Hitler fait arrêter l'impétrant et les principaux dirigeants de l'OUN. La ligne Himmler peut triompher : à partir de ce moment, une autonomie ukrainienne, même à moyen terme, n'est plus évoquée en haut lieu. Même l'influent Heydrich se tait.

Accueillis sous les fleurs, comme le montrent les images d'actualité de l'époque, les Allemands vont perdre en quelques mois le crédit que leur avaient procuré par défaut les horreurs staliniennes. De libérateurs présumés, ils endossent le statut d'opresseurs détestés.

Si une frange substantielle mais minoritaire des nationalistes ukrainiens s'engage à leurs côtés – dans les forces de police, comme auxiliaires de la Wehrmacht<sup>17</sup>, mais aussi, pour certains jugés ethniquement « purs », dans le terrible bataillon SS *Nachtigall* (« rossignol » !)<sup>18</sup> –, beaucoup rejoignent l'Armée insurrectionnelle ukrainienne qui, distincte de la résistance communiste, mais à ses côtés, va harceler l'occupant. Au total, la période 1941-1944 se révélera aussi meurtrière pour l'Ukraine que l'entre-deux-guerres : 5,5 millions de victimes civiles (dont 1,5 million de Juifs) et 2,5 millions de morts au combat sur une population, en 1939, de 39 millions d'habitants, sans compter les villes et les villages détruits par les Allemands – 714, dont 250 à titre de représailles.

De même échouera le projet de Gehlen de mettre sur pied une nouvelle « armée blanche » de volontaires russes désireux de combattre les communistes aux côtés des Allemands. Mais là encore, le spectacle des exactions commises par les *Einsatzgruppen* contre le peuple russe était-il le meilleur ressort pour susciter des vocations ? Seule restera la pitoyable aventure de l'armée Vlassov, du nom de ce général soviétique qui, fait prisonnier, lèvera 100 000 hommes pour combattre, fin 1944, aux côtés des Allemands<sup>19</sup>.

Sauvés par l'intransigeance même de leurs ennemis, les Soviétiques ont néanmoins senti le vent du boulet<sup>20</sup>. Si la politique raciste de Himmler n'avait pas soudé le peuple russe, Ukrainiens compris, autour de Staline, l'Armée rouge l'aurait-elle finalement emporté ? On peut sérieusement en douter. C'est cette frayeur rétrospective qui, en 1945, suscite chez le dictateur le désir de s'emparer à tout prix de Reinhard Gehlen, l'homme qui avait été à deux doigts de dynamiter l'URSS de l'intérieur après avoir percé beaucoup de ses secrets. Il faut dire que, jusqu'à la fin de 1944, l'homme en question ne s'est pas contenté de faire « plancher » sur la question soviétique les cohortes de chercheurs de l'Institut Wannsee. Il a utilisé une arme aussi simple qu'efficace pour parfaire sa connaissance de la patrie fondatrice du communisme : l'interrogatoire minutieux des prisonniers de guerre. Tandis que, jusqu'alors, n'étaient passés au crible que les officiers censés détenir des renseignements stratégiques ou tactiques sensibles, Gehlen exploite minutieusement ce que rapportent les simples soldats. Sujets abordés ? Tous, pourvu qu'ils fournissent des renseignements sur la vie en Union soviétique, la psychologie des masses, l'organisation du

système politique et économique, ses forces et surtout ses failles. Des centaines de milliers de fiches sont ainsi constituées, organisées par thèmes et précieusement archivées, à destination de l'état-major aussi bien qu'à l'intention des fonctionnaires du ministère de l'Économie ou de celui de la Propagande.

## **Un trésor inestimable... en prévision de la guerre froide**

Quand le Reich s'effondre, ce ne sont pas moins de 50 caisses d'archives en acier que Gehlen emporte avec lui en Bavière afin de les mettre en lieu sûr dans plusieurs cachettes différentes. « C'est seul, et sans cette monnaie d'échange soigneusement gardée en réserve, que Gehlen se rend aux Américains », raconte Rémi Kauffer dans son *Histoire mondiale des services secrets*<sup>1</sup>. Ses premiers contacts sont décevants : pas plus les officiers « G2 » (en charge du renseignement militaire auprès des états-majors américains) que ceux du *Counter Intelligence Corps* (le contre-espionnage militaire) ne connaissent son nom ni ne saisissent l'importance des fonctions qu'il occupait !

Mais bientôt, un personnage important s'aperçoit de la bétise de ses subordonnés : le général Edwin Sibert, chef du renseignement militaire américain en Allemagne. Lors des premières conférences interalliées organisées après la capitulation allemande, l'insistance mise par les Soviétiques à retrouver Gehlen l'a en effet alerté. « “Qu'on recherche ce type qui inquiète tellement les Russes !”, ordonne-t-il. Pas difficile, puisque le général gît dans une prison américaine d'où on l'extrait pour une première confrontation avec Sibert. Ancien attaché militaire, l'Américain possède des notions géopolitiques<sup>2</sup>. » Et il adhère immédiatement à la thèse de Gehlen : l'adversaire du monde libre (dans lequel l'intéressé s'inclut sans la moindre gêne !) sera demain l'Union soviétique. C'est elle qu'il faut abattre. Et lui, Gehlen, dispose des matériaux pour cela !

En août 1945, il exige et obtient l'élargissement de ses principaux subordonnés. Puis il s'envole avec six d'entre eux pour les États-Unis aux fins de « contrôle » et d'« habilitation ». Un deuxième avion les suit, chargé des 50 coffres bourrés de microfilms préalablement récupérés. Direction Fort Hunt, en Virginie. Entouré de son ancien adjoint au FHO, le colonel

Gerhard Wessel, de son analyste en chef (russophone) le major Heinz « Danko » Herre, du spécialiste des interceptions radio Fritz Scheibe, et de leurs adjoints Horst Hiemenz, Albert Schöller et Konrad Stephanus, le transfuge réussit haut la main son examen de passage ! Au même moment, le procès de Nuremberg est en pleine instruction, et l'activité des *Einsatzgruppen* au cœur de l'accusation de crime contre l'humanité. Bien qu'il ait, dit-il, désapprouvé ces massacres, Gehlen n'en est pas moins l'homme dont les informations ont permis de cibler en un temps record les groupes et les personnalités à éliminer sans délai, à l'arrière du front. Mais le sujet n'intéresse nullement le renseignement militaire américain... Et durant les deux cent dix-huit jours que dure le procès de Nuremberg (novembre 1945-octobre 1946), son nom n'est pas cité une seule fois ! Ceci explique-t-il cela ? Outre la communication de ses archives, le ci-devant chef du renseignement sur les armées étrangères de l'Est a rédigé un cours de tactique soviétique à l'intention des néophytes de l'US Army. Peut-on rêver d'un collaborateur plus complaisant ?

## **Le « général sans visage »**

Dès juillet 1946, le voici de retour en Allemagne accompagné de son ancien état-major, « blanchi » tout comme lui. Mission : réactiver la FHO *Abteilung* ! Placée sous le contrôle direct de l'OSS, qui a entamé sa mue pour devenir la CIA, la structure est baptisée tout simplement par les Américains « organisation Gehlen » (*Gehlen Organisation*, ou GO). D'abord installée au château de Kramsberg (Taunus), occupé par l'état-major du général Eisenhower, qui, quelques mois plus tôt, avait déjà accueilli Albert Speer<sup>21</sup>, celle-ci recrute tellement d'agents qu'il lui faut déménager. Début 1947, l'Organisation ouvre une première annexe à Oberursel, à 25 km de là et, le 6 décembre 1947, jour de la Saint-Nicolas, s'installe définitivement à Pullach, dans un ancien centre de formation de la Jeunesse hitlérienne, au sud de Munich. Aussitôt baptisé par les Américains le « camp Nicolas » (*Nikolaus Camp*), le complexe s'étend sur près de 70 hectares, entouré de barbelés et hérissé d'antennes radio. Gehlen y gagne aussi un surnom : le « général sans visage » – ou, pour les Français, le « général gris<sup>22</sup> ». Les Soviétiques n'ayant pas renoncé à le retrouver, aucune photo de lui n'est en effet publiée, et les autorités d'occupation américaines veillent à ce que la presse allemande oublie jusqu'à son nom !



« Sans visage » peut-être, mais pas sans oreilles ! La bride sur le cou, à condition qu'il renseigne sa maison mère d'outre-Atlantique au même rythme qu'il alimentait naguère l'OKH<sup>23</sup>, Gehlen a toute licence pour s'attacher les services de qui il veut, sans limitation de critères, d'effectifs, ni de budget. Bien sûr, il ouvre grandes ses portes aux anciens de l'Abwehr quand il les juge compétents, tel son ami Oscar Reile, l'ancien chef adjoint du renseignement militaire en France, spécialisé dans l'infiltration des réseaux de résistance qui eut à son actif la capture de certains de ses chefs, parmi lesquels l'emblématique Jean Moulin. Mais le « général gris » est un pragmatique qui n'a guère été convaincu par les performances des services de Canaris sur le front de l'Est, constat qui a conduit, comme on l'a vu, à la création de la FHO début 1942. Aussi puise-t-il largement dans le vivier qu'il juge le plus compétent : les anciens du sulfureux SD.

Il y a les intellectuels, comme les deux anciens directeurs de l'Institut Wannsee, Michael Achmeteli et Hans Koch, déjà cités, ou encore l'ethnologue en chef du RSHA, Wilfried Krallert<sup>24</sup>, dont le « général sans visage » a obtenu la libération par les Alliés. Mais aussi des personnages encore moins reluisants comme le « boucher de Lyon » Klaus Barbie<sup>25</sup>, son ancien adjoint Emil Augsburg<sup>26</sup> qui, entre deux passages à l'Institut Wannsee, a dirigé un *Einsatzgruppe* en Pologne, l'ancien numéro deux de la Gestapo Wilhelm Krichbaum<sup>27</sup>, l'ex-tortionnaire du SD Friedrich Busch<sup>28</sup>, recherché au même moment par la justice française pour les sévices qu'il fit subir, à Paris, aux résistants tombés entre ses mains et, à Angers, à 824 Juifs dont il ordonna la déportation.

Voici encore Wilhelm Höttl, collaborateur direct de Heydrich et ami personnel d'Adolf Eichmann, l'homme-orchestre de la Solution finale. Certes, à Nuremberg, Höttl fut appelé, comme Schellenberg, à témoigner à charge contre ses chefs : c'est lui qui, pour la première fois, révéla le chiffre de six millions de Juifs exterminés<sup>29</sup>. Mais cela suffisait-il à l'absoudre de ses propres responsabilités ? Entre mai et juin 1944, ce major zélé de la SS, alors en poste à Budapest, organisa la déportation de 44 000 Juifs hongrois vers Auschwitz... Un passif jugé apparemment négligeable face à ce que Höttl apporte à l'organisation Gehlen, donc aux États-Unis : une connaissance très précise des réseaux communistes implantés en Europe de l'Est sous l'occupation allemande et dont beaucoup de rescapés sont devenus des hommes clés des administrations locales prosoviétiques. Il

mourra en 1999 sans être inquiété, comme avant lui Krallert, Krichbaum, Busch ou Augsburg.

Et revoici surtout l'inoxydable Stepan Bandera qui, à défaut d'être devenu le Führer des Ukrainiens, reprend du service au sein de l'Organisation avec pour mission de ressusciter leur nationalisme. Ce sera le seul véritable échec de Reinhard Gehlen, les Soviétiques déjouant ses plans de subversion les uns après les autres avant de parvenir, en 1959, à éliminer Bandera<sup>30</sup>.

Mais dans l'ordre du renseignement, que de succès ! Conformément aux objectifs de l'opération « Rusty<sup>31</sup> », nom de code donné par la toute jeune CIA à l'enrôlement des anciens de la FHO au service des États-Unis, les hommes de Gehlen remplissent sans démériter leur mission consistant à « fournir aux autorités américaines des renseignements à propos des forces militaires, politiques et économiques russes, en suivant cet ordre de priorité<sup>32</sup> ». Non seulement les archives de la FHO sont minutieusement exploitées, mais Gehlen réédite avec les prisonniers de guerre allemands libérés d'URSS l'opération qu'il avait menée sur une grande échelle avec les prisonniers russes détenus en Allemagne – les « débriefers » systématiquement. Pour l'Organisation, en effet, rien n'est anodin : chaque détail collecté sur l'Union soviétique est analysé, mis en relation avec d'autres, comme autant de pièces d'un gigantesque puzzle que l'informatique naissante se charge d'exploiter. C'est l'opération « Hermès », dont les résultats stupéfient les Américains : grâce au témoignage d'un ancien prisonnier allemand affecté à la construction d'une usine dans la région industrielle de Dzerjinsk, à l'est de Moscou, Gehlen transmet, par exemple, des informations décisives sur l'avancement du programme nucléaire soviétique<sup>33</sup>. Le résultat ne se fait pas attendre : dès 1948, la CIA met à disposition de l'Organisation 200 millions de dollars de fonds secrets. De 350 en 1946, ses agents dépassent maintenant les 5 000, disséminés dans toute l'Europe, celle de l'Est en particulier. Au point qu'à la fin des années 1940, 70 % des renseignements dont disposent les États-Unis sur le bloc de l'Est proviennent des réseaux Gehlen<sup>3</sup> !

## Les réseaux Stay Behind

Mais l'Ouest n'est pas négligé : grâce aux dossiers établis quelques années plus tôt par la Gestapo de Paris, Gehlen a averti Washington qu'il fallait surveiller particulièrement les Français, qu'il juge gravement menacés par le communisme. Et comme il serait contre-productif d'envoyer des agents allemands en France si peu de temps après la fin de l'Occupation, c'est à la CIA que le « général sans visage » conseille d'ouvrir l'œil. Même chose pour l'Italie, où le parti communiste est très puissant et où il lui est difficile d'implanter son organisation directement sans réveiller de mauvais souvenirs.

C'est dans ce contexte que Reinhard Gehlen inspirera aux Américains l'idée des réseaux dits *Stay Behind*, (littéralement, qui « restent à l'arrière ») censés à la fois préparer la résistance européenne à une éventuelle invasion de l'Armée rouge, mais aussi et surtout infiltrer le monde politique et militaire pour le prémunir de l'influence communiste. Maître d'œuvre de cette stratégie : le chef de la planification de la CIA, Frank Wisner<sup>34</sup>, qui ne décidait d'aucune action clandestine en Europe sans prendre l'avis de Gehlen, comme le lui avait demandé son chef, Allen Dulles.

Pour Daniele Ganser, l'historien suisse le plus au fait de la question<sup>4</sup>, le « général gris » fut non seulement le « père spirituel » de ces réseaux clandestins qui, à partir de 1949, deviendront les « armées secrètes de l'OTAN », il fut aussi et surtout leur principal pourvoyeur en « techniciens » rescapés du III<sup>e</sup> Reich. Dans son édition du 10 octobre 1952, le *New York Times*, relayé dix jours plus tard par *Newsweek* et le 29 par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, publie la déposition d'un ancien officier SS, Hans Otto, arrêté par la police fédérale de Francfort. Celui-ci y décrit avec force détails comment un mouvement apparemment anodin, lié à la démocratie chrétienne, le *Bund Deutscher Jugend* (« Ligue de la Jeunesse allemande »), dissimule en fait un réseau clandestin doté d'une branche armée, le *Technischer Dienst* (TD, « service technique »), recrutée par un certain... Klaus Barbie. Non contents d'entraîner militairement leurs troupes en s'affranchissant de tout contrôle gouvernemental, les chefs du TD, écrit le *New York Times*, « ont dressé des listes noires de citoyens à "liquider", ceux dont on pourrait douter de la fiabilité dans une guerre

contre les Russes<sup>5</sup> ». *Der Spiegel* précise : « Le *Technischer Dienst* allemand n'est que l'une des branches d'un réseau de partisans soutenu par les États-Unis et qui s'étend dans toute l'Europe. Ce réseau est très implanté en France, en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Italie et dans la péninsule Ibérique. En France, l'organisation a été créée dès 1948 sous l'impulsion du ministre de l'Intérieur socialiste Jules Moch<sup>6</sup> », très actif dans la répression de l'agitation communiste et des grèves qui paralysent alors le pays<sup>35</sup>.

Malgré ce scandale, Pentagone et Département d'État persisteront à démentir systématiquement l'existence des *Stay Behind* jusqu'à ce qu'en 1990, année précédant la dissolution *de jure* de l'Union soviétique, le Premier ministre italien, Giulio Andreotti, en convienne devant une commission d'enquête spéciale du Parlement... Non sans se féliciter de l'action passée du réseau *Gladio*<sup>36</sup> (nom donné à la branche italienne des *Stay Behind*) et décerner à leurs membres un *satisfecit* dans la lutte victorieuse contre le communisme. Un combat aux mille facettes puisque, dans la foulée du grand déballage crépusculaire d'Andreotti, bientôt traduit en justice pour collusion avec la mafia, allait apparaître une réalité moins glorieuse : la contribution des *Stay Behind* à la stratégie de tension élaborée par la CIA pour garder la main sur les gouvernements occidentaux bien après la fin de la guerre froide, *via* notamment des attentats imputés à l'extrême gauche.

## À la tête des services secrets allemands

En 1956, en tout cas, le « général sans visage » est récompensé de ses efforts pour organiser la résistance à l'invasion soviétique qu'il juge, comme tous les ans, imminente : le Département d'État obtient du chancelier Adenauer – qui n'était pourtant pas un antinazi d'opérette<sup>37</sup> – de nommer Gehlen chef des nouveaux services secrets allemands, le BND<sup>38</sup>. Privilège de la puissance occupante : de même qu'en Allemagne de l'Est Moscou n'avait guère laissé le choix au gouvernement de Pankow<sup>39</sup> quant au recrutement de ses agents de renseignements, triés sur le volet par le KGB, de même la CIA offre-t-elle à la République fédérale un service clé en main... peuplé d'anciens du RSHA ! Cette fois, Gehlen peut oser se montrer, même s'il n'en abuse guère.

Le premier journaliste qu'il accepte de rencontrer s'appelle Jürgen Thorwald, de *Welt am Sonntag*. De son véritable nom Heinz Bongartz, c'est un ancien de la Kriegsmarine qui n'est pas un inconnu pour le petit monde du renseignement allemand puisqu'il aida Walter Schellenberg à rédiger ses Mémoires... et s'est spécialisé, entre autres, dans la dénonciation des crimes de l'Armée rouge en Allemagne puis du KGB dans l'Europe de l'Est occupée, grâce aux informations fournies obligeamment par la CIA. Cette fois, la Centrale l'a financé – comme il le reconnaîtra lui-même plus tard<sup>7</sup> – pour rédiger une histoire édifiante de l'armée Vlassov<sup>40</sup>, et c'est pourquoi le « général sans visage » a accepté de le recevoir. Bongartz, *alias* Thorwald, raconte dans *Welt am Sonntag*, le 13 novembre 1955 :

« Il faisait déjà sombre lorsque apparut dans l'antichambre un jeune homme poli.

— Le Docteur vous attend dans la rue, dans sa voiture, me dit-il.

— Le Docteur ?, demandai-je.

— Oui, répondit-il en souriant, c'est ainsi que j'appelle mon chef, celui avec qui vous avez rendez-vous. Il voudrait vous emmener à Schwabing<sup>41</sup> pour dîner. »

Jürgen Thorwald suit l'inconnu, mais, arrivé dans la rue, celle-ci est déserte. Il poursuit :

« Le jeune homme m'emmena à quelques centaines de mètres de là, où, sous un arbre, une voiture stationnait, tous feux éteints – une Opel *Kapitan* sombre. La portière s'ouvrit à la droite du chauffeur, la lumière intérieure s'alluma très rapidement. Comme seul occupant, il y avait, derrière le volant, un homme assez mince, âgé d'une cinquantaine d'années et vêtu d'un costume gris sombre. Il me regarda d'un coup d'œil, me tendit sa main gantée de gris et serra la mienne.

— Gehlen, dit-il. »

Mais Thorwald ne découvre son visage en pleine lumière qu'une fois arrivé dans la salle de séjour d'un pavillon réquisitionné par les Américains.

« Il était d'une taille moyenne, mince mais puissant. Son costume était fort simple et on aurait pu le comparer à certains Anglais. Mais il apparaissait aussi comme un intellectuel habitué à un travail absorbant et se souciant relativement peu de son aspect extérieur. Avec le costume gris, il portait un pull-over de même couleur et des chaussures à semelles de crêpe.

La cravate avait été nouée rapidement. Mais à ses poches de pantalon ou à son aisselle, aucune boursouffure ne trahissait la présence d'un pistolet, comme c'est la coutume dans les films d'espionnage. Il ne portait pas non plus les lunettes noires dont on pare en général les agents secrets. Dans la poche gauche de son veston, il avait simplement un carnet de notes et quelques crayons à bille. Cette apparence extérieure anodine était déjà, à cette époque-là, une des choses qui m'avaient le plus impressionné. Rien dans son visage ne pouvait attirer l'attention : des cheveux blonds très fins, des joues à la peau claire, une courte moustache sans élégance... Mais cette sensation d'insignifiance cessait lorsqu'on regardait le front immense, les yeux puissants et profonds. D'un seul coup alors, on pouvait sentir que se mêlaient en lui d'extraordinaire façon la sensibilité d'un intellectuel, l'énergie d'un organisateur et la retenue d'un diplomate... »

Huit ans plus tard, c'est un Français, Georges Andersen<sup>42</sup>, chef de la rubrique étrangère du quotidien *Combat*, qui complète ce portrait :

« Comme il va de soi, le général n'aime pas l'uniforme, voyage toujours sous un nom d'emprunt et garde son incognito même au cours de ses déplacements officiels. Le numéro minéralogique de ses voitures est, selon un code savant, modifié tous les deux jours... Lorsqu'il se déplace, son énorme limousine noire, blindée, avec des rideaux aux glaces des portières, est précédée de motards et suivie par deux Jeeps bourrées de gorilles. Le "petit homme sans visage", comme l'appellent les Allemands, a le souci de l'incognito plus encore que le grand Staline quand il voyageait...

« C'est un fait, Reinhard Gehlen ne néglige rien pour mériter le titre d'ennemi n° 1 des Soviets. C'est un deuxième fait : depuis son installation à Pullach, le pont qui enjambe l'Isar est appelé "Pont de la Mort"... Dans la jungle meurtrière de l'espionnage, Gehlen est le roi du safari<sup>8</sup>. »

Désormais mieux protégé que tous les ministres allemands réunis, il ne sort de Pullach que pour se rendre à la chancellerie de Bonn, où nul n'ignore le nom du seul donneur d'ordre auquel il obéisse vraiment : Allen Dulles ! Il est vrai qu'à l'exception de la parenthèse ouverte par l'idylle de Gaulle-Adenauer (1958-1963) et refermée par l'éviction du chancelier, coupable de s'être par trop éloigné des canons de l'OTAN en signant avec la France le traité de l'Élysée<sup>43</sup>, l'Allemagne d'alors ne revendique guère d'intérêts distincts de ceux des États-Unis. On ne s'étonnera donc pas de le



voir épauler en tout point l'intérêt de ses tuteurs. Notamment quand ceux-ci lui demandent de jouer contre la France, qui, en 1958, entame son éloignement de l'Organisation atlantique. Épousant les méandres suivis par la CIA, qui, après avoir soutenu le FLN au début de la guerre d'Algérie, aide les partisans de l'Algérie française quand elle juge que tel est le meilleur moyen d'affaiblir de Gaulle, Gehlen est de tous les coups fourrés ourdis par la Centrale américaine contre la V<sup>e</sup> République naissante<sup>44</sup>.

Ainsi demande-t-il à l'ancien SS Richard Christmann, qui, sous l'Occupation, manipulait déjà les mouvements nationalistes maghrébins, d'aider le FLN à trouver les cibles de ses attentats en région parisienne, ou de mettre sur pied une filière de désertion pour les Allemands engagés dans la Légion étrangère mais aussi pour les officiers français d'origine algérienne désireux de rejoindre la rébellion<sup>9</sup>. À l'inverse, le BND n'hésite pas, en 1962, à aider certains terroristes de l'OAS à s'exfiltrer. Par exemple le colonel Argoud, accueilli à Munich, où les services français le « fixeront » en 1963 avant de le rapatrier à Paris *manu militari*...

Le KGB, cependant, n'a pas renoncé à prendre sa revanche sur cet homme resté, même après la mort de Staline (1953), l'ennemi numéro 1 de l'URSS. Bien avant Dulles et la CIA, adversaires déclarés du communisme mais chargés d'infiniment moins de symboles que l'ancien chef du renseignement militaire allemand sur le front de l'Est ! Si les services soviétiques ne sont pas parvenus à l'éliminer physiquement<sup>45</sup>, ils ont en effet réussi à infiltrer profondément le BND. Leur cheval de Troie, « retourné » dès 1950, s'appelle Heinz Felfe, un ancien SS de l'Amt VI de Schellenberg dont Gehlen a fait, en 1956, son chef du contre-espionnage contre les Soviétiques ! Comme son homologue Kim Philby, qui occupait alors les mêmes responsabilités au sein des services secrets britanniques, Felfe provoquera l'élimination par le KGB de 94 agents ou informateurs du BND en poste dans le bloc de l'Est. Il fut découvert en 1961<sup>46</sup>, et sa chute entraînera indirectement celle de Gehlen. Celui-ci ne quittera la tête du contre-espionnage d'Allemagne de l'Ouest qu'au jour de sa retraite, le 3 avril 1968, mais son influence n'avait cessé de diminuer à mesure de ce qu'on découvrait des ravages provoqués par Felfe. Réclamé par Willy Brandt, alors vice-chancelier de la République fédérale<sup>47</sup>, un audit approfondi du BND sera alors mené par une commission *ad hoc* présidée par le haut fonctionnaire Reinhold Merker. Plus d'un demi-siècle après sa

rédaction, son rapport n'a toujours pas été déclassifié... Les seules fuites jamais publiées le furent en 1995 par *Der Spiegel*, qui confirmait l'intrication structurelle des services allemands et de l'administration américaine mais n'en citait entre guillemets que deux mots : le BND est une « organisation corrompue<sup>10</sup> ».

À cette date, le « général sans visage » s'est éteint depuis six ans dans sa maison de Starnberg, gardée comme une forteresse, sans que nul, jamais, ne soit venu lui demander de comptes. À son départ en retraite, il avait eu le temps de transmettre ses dossiers à un successeur qu'il connaissait bien : Gerhard Wessel, son adjoint de jadis à la tête du renseignement militaire pour le front de l'Est ! Celui-ci restera suffisamment longtemps en poste pour protéger son ancien patron. Et quand il partira à son tour en retraite, le 31 décembre 1978, Gehlen aura la bonne idée de ne pas lui survivre six mois...

1. Pour *Fremde Heere Ost Abteilung*, littéralement « Service des armées étrangères de l'Est ».

2. Créé en février 1942.

3. Son ancêtre, Friedrich-Wilhelm von Seydlitz (1721-1773), créa le corps des hussards de Frédéric II et passe, à ce titre, pour l'un des plus grands généraux prussiens.

4. *OKH Operationabteilung*.

5. Voir chapitre 9, « Adolf Heusinger, de la Tanière du loup au commandement de l'OTAN ».

6. 1895-1963.

7. 1894-1959.

8. Né en 1893 à Reval (l'actuelle Tallinn, en Estonie, alors sous domination russe), Alfred Rosenberg, issu d'une famille germano-balte, adhéra au NSDAP dès 1920, avant de devenir le principal idéologue du parti. *Le Mythe du XX<sup>e</sup> siècle*, qu'il publia en 1930, devint le deuxième ouvrage de référence du régime après *Mein Kampf*, mais ne convainquit jamais totalement Hitler, qui, à en croire ses proches, le trouvait « fumeux ». Ce qui ne l'empêcha pas en 1941 de nommer Rosenberg ministre des Territoires de l'Est, poste qui lui valut d'être condamné à mort à Nuremberg, bien qu'il ait été, dans les faits, totalement dépossédé du pouvoir au profit de Himmler et de son représentant en Ukraine, Erich Koch. « Sa tâche, écrit l'historien du III<sup>e</sup> Reich, Joachim Fest, se réduisit bientôt à rédiger des textes que personne ne lisait, des mémorandums qui ne franchissaient pas les portes de ses services, des protestations dont nul ne

prenait plus connaissance : un compagnon oublié à la tête d'un service non moins oublié » (*Les Maîtres du III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Grasset, 2011).

9. Voir chapitre précédent.

10. L'opération « Fall Blau » (« Plan bleu »), qui a pour objectif la conquête du Caucase et, au-delà, des puits de pétrole irakiens.

11. La 1<sup>re</sup> division de montagne de la Wehrmacht, dite *Edelweiß* en l'honneur de la fleur préférée de Hitler.

12. À peine arrivé au pouvoir, Staline a procédé en Ukraine à une socialisation forcée particulièrement violente, avant de piller sa production agricole, ce qui déboucha sur la monstrueuse famine de 1932-1933 qui fit entre 7 et 10 millions de victimes. Un holocauste que les Ukrainiens ont baptisé *Holodomor* (« la mort par la faim »).

13. État dont l'existence avait pris fin en 1921, en vertu du traité de Riga signé entre la Pologne et la jeune Russie soviétique qui se partagèrent l'Ukraine. Aux Polonais la Galicie et la Volhynie (environ un quart du territoire) ; aux Soviets, tout le reste.

14. Celle du roi viking Riourik I<sup>er</sup>, dont le descendant, Vladimir I<sup>er</sup> (928-1015), grand-prince de Kiev, considéré comme le fondateur de la Russie, se convertira au christianisme.

15. La *Rous'*, soit, en protoslave, le « pays des rameurs », dérivé du scandinave *Rodslagen*.

16. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, beaucoup d'agriculteurs allemands, attirés par la fertilité des terres à blé d'Ukraine, s'y sont installés, encouragés et parfois subventionnés par leur gouvernement. Ils étaient 500 000 à la veille de la Première Guerre mondiale.

17. Les *Hiwis*, diminutif de *Hilfswilliger*, soit « désireux d'aider » dans la terminologie national-socialiste si bien étudiée par le linguiste Victor Klemperer dans son célèbre essai *LTI (Lingua tertii imperii)*, Paris, Pocket, 2003.

18. Créé clandestinement dès le mois de février 1941 dans la partie polonaise de l'Ukraine occupée par les Soviétiques, le bataillon *Nachtigall* sortit de l'ombre dès le déclenchement de « Barbarossa » en aidant les SS à purger de leurs Juifs les premières villes conquises. Dirigé par le « capitaine » Roman Choukhevytch (un compagnon de Bandera), ce détachement de fanatiques se distingua en massacrant 4 000 Juifs à Lviv (l'ancienne Lemberg, autrichienne jusqu'en 1918) que l'Armée rouge avait abandonnée sans combattre. Mais le refus de Hitler de donner l'indépendance à l'Ukraine tarira bientôt les vocations et Himmler, méfiant, intégrera *Nachtigall* dans la *Schutzmannschaft*, un corps multinational de supplétifs de la SS composé d'Ukrainiens, mais aussi de Lituaniens, d'Estoniens, de Lettons, de Biélorusses et de Polonais, essentiellement chargé de lutter contre les partisans.

19. Fait prisonnier en février 1942 lors d'une contre-offensive malheureuse pour briser le siège de Leningrad, Andreï Vlassov (1900-1946) fait aussitôt savoir au gouvernement allemand qu'il se met à sa disposition pour abattre le communisme en Russie. Reçu par Ribbentrop, Goebbels, Göring et même Hitler, le général se voit promettre la présidence d'une Russie libérée

du bolchevisme, mais attendra deux ans avant que le recrutement de prisonniers de guerre soviétiques dans la Wehrmacht ne se concrétise, si ce n'est pour assurer le maintien de l'ordre en France occupée, notamment contre les maquis. Rendu méfiant par la promesse de Vlassov de recruter un million de volontaires, Hitler doute en effet de leur loyauté et hésite à mobiliser des officiers compétents pour les instruire. Il se résoudra, en novembre 1944, à en armer 50 000, étroitement contrôlés par les SS. Engagée dans les derniers jours de la guerre face à l'Armée rouge qui menace Prague, l'armée Vlassov se retournera finalement contre les Allemands... avant de se rendre aux Américains. Qui, à la demande de Staline, livreront Vlassov et ses hommes aux Soviétiques. Le général sera pendu à Moscou en 1946 et la plupart de ses soldats ne reviendront pas du goulag.

[20](#). En 1945, Staline ne commettra pas la même erreur que dans les années 1930 : changeant de stratégie, il liquide les collaborateurs des Allemands mais promeut Kiev, Odessa, Kertch et Sébastopol au rang de « héros de l'Union soviétique ». Et s'il satisfait la fierté des Ukrainiens en leur rendant les territoires annexés par les Polonais, c'est pour mieux organiser l'implantation massive sur leur territoire de non-Ukrainiens. Une politique qui ne cessera vraiment qu'avec la chute du communisme mais sera à l'origine de la sécession de la Crimée, devenue, de fait, plus russe qu'ukrainienne...

[21](#). Voir chapitre 1, « Albert Speer, le technocrate esclavagiste ».

[22](#). Titre donné à la biographie que lui a consacrée le journaliste communiste Alain Guérin, en 1968, et sous-titrée : *Comment le général Gehlen peut-il diriger, depuis 26 ans, l'espionnage allemand ?* (Paris, Julliard).

[23](#). Le haut commandement de l'armée de terre (*Oberkommando des Heeres*).

[24](#). Comme président de la Fondation du Reich pour les études géographiques, Wilfried Krallert (1912-1969) avait la haute main sur les statistiques servant à Himmler pour organiser l'« aménagement » des territoires conquis... en faisant place nette.

[25](#). Recruté par le renseignement militaire américain en 1947, et aussitôt versé dans l'organisation Gehlen, alors qu'il est activement recherché par les services français pour les crimes qu'il a commis à Lyon (évalués à 4 000 exécutions et 15 000 déportations, indépendamment des tortures infligées à Jean Moulin), Barbie officiera en Allemagne sous une fausse identité jusqu'en 1951, date à laquelle les États-Unis organiseront son exfiltration vers la Bolivie, où il sera localisé au début des années 1970 avant d'être finalement extradé vers la France en 1983 et jugé en 1987. Il mourra en prison en 1991.

[26](#). Jugé par contumace pour crimes de guerre en Pologne, Emil Augsburg (1904-1981) échappa à la justice en se cachant jusqu'en 1947 dans le monastère bénédictin d'Ettal, non loin de Garmisch-Partenkirchen (Bavière). Il fut ensuite recruté par les services de renseignements de l'armée américaine avant de rejoindre l'organisation Gehlen.

[27](#). Malgré ses fonctions éminentes de chef d'état-major de la Gestapo, Wilhelm Krichbaum (1896-1957) ne fut jamais jugé. En 1948, il réapparaît comme témoin lors du procès intenté aux membres de l'état-major de la Wehrmacht, avant d'intégrer aussitôt après l'organisation Gehlen.

[28](#). 1905-1970.

29. « À la fin du mois d'août 1944, Eichmann m'a dit que, dans différents camps d'extermination, approximativement quatre millions de Juifs ont été tués et que deux autres millions ont été liquidés d'autres façons. Il a ajouté que ce chiffre était un secret d'État », déclara Höttl à la barre du tribunal, le 21 mars 1946.

30. Malgré une fausse identité, il sera repéré à Munich par un commando du KGB et éliminé d'une balle au cyanure, *nec plus ultra* de la technologie soviétique d'alors.

31. « Mouchard » en argot américain.

32. « *To deliver to American authorities information on Russian military, political, and economic strength in that order of priority* », dit un document de cadrage de la CIA en date du 6 mai 1947, déclassifié en 2003 dans le cadre de l'IWG (*Interagency Working Group*), la commission d'enquête du Congrès américain créée en 1999 sous l'administration Clinton pour mettre en lumière, entre autres, le recrutement par les agences de renseignements américaines d'anciens criminels de guerre allemands. Tous les documents déclassifiés sont disponibles et téléchargeables sur le site <https://www.archives.gov/iwg/...> Même si certains contiennent des pages censurées.

33. La première bombe atomique soviétique sera testée le 29 août 1949.

34. Né en 1909, Frank Wisner fut directeur des Opérations de l'OSS avant de prendre en main la planification stratégique de la CIA lors de sa création en 1947. Outre l'organisation de plusieurs coups d'État en Amérique du Sud, on lui doit, entre autres, l'opération « Mockingbird » (« oiseau moqueur ») qui consista, dans les années 1950, à recruter, contre rémunération, des journalistes en poste dans les médias influents. Un projet qui, au plus fort de la guerre froide, employa jusqu'à 4 000 personnes. Atteint de troubles mentaux après la répression par l'URSS de l'insurrection de Budapest (novembre 1956), financée en vain par la CIA, Wisner fut poussé à la démission en 1959. Il resta interné jusqu'à sa mort, en 1965. Il est le père de Frank Wisner Jr., futur secrétaire d'État adjoint au Contrôle des armements et à la Sécurité internationale de George Bush père (1992-1993) puis sous-secrétaire à la Défense de Bill Clinton (1993-1994).

35. Comme le démontre Daniele Ganser, le véritable chef de la branche française des *Stay Behind* n'était autre qu'Antoine Pinay, fondateur du très atlantiste CNIP (Centre national des indépendants et paysans), et futur ministre des Finances du général de Gaulle, dont celui-ci se séparera après qu'il eut désapprouvé la création par la France d'une force de frappe indépendante de l'OTAN...

36. « Glaive. »

37. Catholique et rhénan, tenté par l'autonomisme dans sa jeunesse, Konrad Adenauer (1876-1967) fut maire de Cologne jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir, qui, dès 1933, le destitua, puis, de 1935 à 1944, assigné à résidence. Soupçonné de complicité avec les conjurés de l'attentat du 20 juillet 1944, il est alors jeté en prison, où il demeure jusqu'à ce qu'en mars 1945 les Alliés le trouvent et, *in extremis*, lui sauvent la vie.

38. *Bundesnachrichtendienst* (Service fédéral de renseignement).

39. Le quartier de Berlin-Est où s'est établi le gouvernement de la DDR.

[40.](#) Intitulé *Wen sie verderben wollen* (« Ceux qu'on veut salir »), Stuttgart, Steingrüben, 1952, l'ouvrage est réédité en 1974 sous un angle moins apologétique (*Die Tragödie der Wlassow-Armee*, Munich, Droemer Knauer, 1974).

[41.](#) Quartier résidentiel de Munich.

[42.](#) Hongrois d'origine, son anticommunisme a fait de lui un défenseur farouche de l'Alliance atlantique et, dans *Combat*, un contempteur régulier de la politique étrangère du général de Gaulle. Ce qui peut expliquer qu'il ait fait partie des rares journalistes admis à rencontrer Gehlen.

[43.](#) Signé le 14 janvier 1963, ce traité se concentre sur trois objectifs, pas un de plus. Mais ils sont essentiels : l'éducation, la politique étrangère et la défense. Dans ce dernier chapitre, deux dispositions ont alerté Washington : la création d'instituts franco-allemands de recherche stratégique et l'élaboration de programmes communs d'armement. En outre, le traité ne comporte alors aucune référence à l'OTAN. Décidé à empêcher l'adoption du texte en l'état, le gouvernement américain charge alors Jean Monnet de proposer à la CDU (le parti du chancelier Adenauer) un *addendum* vidant le texte de son contenu sans en changer une ligne. Le 16 mai 1963, la ratification du texte tourne au camouflet pour Adenauer puisqu'il est voté précédé d'un préambule spécifiant que le présent traité ne modifie en rien « les droits et les obligations découlant pour la République fédérale des traités multilatéraux auxquels elle est partie ». Et pour qu'aucun doute ne subsiste, il précise qu'avant même le « rétablissement de l'unité allemande », le but poursuivi par la RFA consiste en une « étroite association entre l'Europe et les États-Unis d'Amérique ». Cinq mois plus tard, Adenauer démissionnait.

[44.](#) Voir notamment du même auteur *L'Ami américain, Washington contre de Gaulle, 1940-1969*, Paris, Perrin, 2017.

[45.](#) Ce n'est pas faute d'avoir essayé, *via* notamment les services spéciaux d'Allemagne de l'Est dont le chef, Ernst Wollweber, avait mis à prix la tête de Gehlen pour un million de marks.

[46.](#) Contrairement à Philby, la taupe la plus célèbre de l'*Intelligence Service*, qui s'exila en URSS en 1962 avant qu'on puisse l'arrêter, Felfe passa huit ans en prison avant d'être échangé, en 1969, contre 21 agents de la CIA arrêtés en RDA. Ce qui donne une idée de l'importance que lui accordaient les Soviétiques !

[47.](#) De 1966 à 1969, dans le cadre du gouvernement de « grande coalition » dirigé par Kurt Kiesinger, avant de devenir lui-même chancelier à partir de 1969 et jusqu'en 1974.



# 4

## **Rudolf Diels, ou la Gestapo « utile »**

Katzenelnbogen (Rhénanie), 18 novembre 1957. Le soleil est encore haut dans le ciel en cet après-midi d'automne quand un coup de feu retentit dans la campagne déserte. Puis un cri de femme. Et le bruit d'un moteur qui démarre en trombe.

Dans la voiture, un homme agonise. Sa veste de chasse est ensanglantée mais il reste conscient. Au volant de l'Opel bleue dont les pneus crissent dans les virages, la conductrice parvient à rejoindre l'hôpital de Limburg an der Lahn, distant de 20 km, en moins d'un quart d'heure. Un prodige sur cette route tortueuse qui traverse la forêt. Refusant qu'on le transporte immédiatement en salle d'opération pour tenter d'extraire les plombs qui se sont logés dans son estomac et ses poumons, l'homme demande une dernière cigarette avant qu'on l'aide à descendre de voiture. Sans illusion sur son état, les médecins acceptent. Quelques minutes plus tard, il s'effondre la tête la première, emporté par une hémorragie interne.

Champion de tir et grand collectionneur d'armes à feu, Rudolf Diels, cinquante-sept ans, premier chef de la Gestapo, passé jusqu'alors entre toutes les mailles de tous les filets, est mort comme un débutant. Alors qu'il pique-niquait au bord d'un lac en compagnie de sa compagne, Lisa Breimer, il n'a pu résister à la tentation de tirer quelques canards. Comme il s'emparait de son fusil – toujours chargé – par la fenêtre ouverte de l'Opel, son chien l'a bousculé, et le coup est parti.

Lorsqu'il est enterré, quelques jours plus tard, dans le cimetière de Berghausen, son village natal qui jouxte la petite ville de Katzenelnbogen, peu nombreux sont les journaux qui mentionnent le rôle historique qui fut le sien quand, en 1933-1934, il fut propulsé par Hermann Göring à la tête de la Gestapo. Dans les nécrologies qui fleurissent dans la presse locale, on se contente d'indiquer ses dernières fonctions : haut fonctionnaire du gouvernement régional de Basse-Saxe. Sans oublier de rappeler que ce Nemrod impénitent était aussi un fin botaniste, doublé d'un grand connaisseur des champignons.

Huit ans plus tôt, Diels avait pourtant publié des Mémoires au titre éloquent, *Lucifer ante portas* (« Lucifer arrive »), où rien n'était occulté de son *cursus* sous le III<sup>e</sup> Reich, même si, à chaque page, l'auteur tentait de se donner le beau rôle. Assurément, l'exercice était moins périlleux que pour un Speer, un Schellenberg ou un Gehlen, dont l'action avait débouché sur des centaines de milliers de morts. Mais au moins ces derniers pouvaient-ils se réfugier derrière l'argument commode de tous les criminels de guerre : celui de n'avoir été que des « rouages » du conflit le plus meurtrier de l'histoire humaine, où l'holocauste d'innocents ne fut pas l'apanage des vaincus<sup>1</sup>.

## L'inventeur de la police politique nazie

D'excuse – si tant est que la folie des hommes puisse en constituer une – Rudolf Diels, lui, n'en possède aucune. Car s'il n'aligne à son actif « que » quelques centaines de victimes, ces dernières sont mortes en temps de paix. Elles furent sacrifiées pour permettre la mise en place de la dictature national-socialiste, après que, le 30 janvier 1933, Adolf Hitler fut, on ne peut plus légalement, devenu chancelier. Au poste clé à l'instant T, Diels n'a fait certes qu'obéir aux ordres. Mais avec le double savoir-faire du juriste et du policier sachant où et comment frapper pour rendre irréversible le processus enclenché. Un art qui, dans la psychose anticommuniste de la guerre froide, allait redevenir précieux pour les Alliés de l'Ouest.

Né en 1900 dans une famille de riches agriculteurs de Berghausen, Diels est un élève brillant devenu un étudiant exemplaire. Grand et mince, ce brun aux yeux bleus est aussi un coureur de jupons invétéré qui ne néglige pas de sacrifier au rituel traditionnel des universités d'alors : le *Mensur*, autrement dit le duel au sabre, interrompu au premier sang...

Non sans, parfois, de sérieux dégâts, le but étant d'attester son courage par une plaie au visage assez profonde pour être indélébile. Cette épreuve, censée attirer les conquêtes féminines, que le bretteur en sorte victorieux ou non pourvu que sa cicatrice soit spectaculaire, revêtait, dit-on, une autre utilité pour les juristes appelés à plaider : les dresser à garder leur sang-froid dans l'adversité. De ce point de vue, Rudolf Diels est servi : nanti de deux longues balafres horizontales (une sur chaque joue) qui ont miraculeusement épargné son nez « grec », il collectionne les conquêtes et fait preuve, en toutes circonstances, d'un flegme impressionnant. Le même qui, au seuil de la mort, lui permettra de fumer tranquillement sa dernière cigarette.

En 1924, le voici juge assesseur à Neuruppin et à Teltow (Brandebourg) puis à Peine (Basse-Saxe). Se tenant à distance des partis politiques, et spécialement des nazis, il est jugé assez fiable pour intégrer en 1930 l'administration du ministère de l'Intérieur de Prusse, alors dirigé par le social-démocrate Carl Severing. Quand, deux ans plus tard, celui-ci est révoqué par le nouveau chancelier fédéral, Franz von Papen, qui négocie déjà secrètement avec Hitler<sup>2</sup>, Diels est versé dans la structure de direction de la police prussienne, avec pour mission de lutter contre la subversion bolchevique... et national-socialiste. Mais son bilan est tellement déséquilibré qu'il s'attire la haine des communistes, dont il démantèle les unes après les autres les cellules d'action clandestines, et l'attention de Hermann Göring, numéro deux du NSDAP devenu, en juillet 1932, président du Reichstag. Rapidement, les deux hommes deviennent inséparables et quand, dans la foulée de l'arrivée de Hitler à la Chancellerie, le 30 janvier 1933, Göring est nommé ministre de l'Intérieur de Prusse, Diels est promu conseiller d'État, chef du bureau 1-A de la police prussienne. Autrement dit, sa section politique.

D'emblée, il s'attache les services de nombreux criminalistes, ce qui démontre l'angle pour le moins particulier sous lequel il conçoit les opposants à l'ordre nouveau. La section grossit vite : de 60 hommes au départ, elle en compte bientôt 250. Göring lui assure une entière autonomie au sein de l'administration prussienne. Il crée pour lui un bureau politique de renseignements qui, en avril 1933, est baptisé police secrète d'État : *Geheime Staatspolizei*. L'acronyme Gestapo est né et, avec lui, un instrument de répression dont la compétence se limite théoriquement à la

Prusse mais qui va progressivement s'étendre à l'État fédéral tout entier, sous l'autorité originelle du dauphin de Hitler.

## **L'incendie du Reichstag, visa pour la dictature**

Mais c'est l'incendie du Reichstag par le communiste Marinus van der Lubbe qui, deux mois plus tôt, a permis à Diels de se rendre indispensable au nouveau régime. Le chef de la police prussienne l'a-t-il organisé de bout en bout sur ordre de Göring ou s'est-il contenté d'instrumentaliser les pulsions d'un maniaque de manière à rendre leurs conséquences irréversibles ? Aujourd'hui encore, les deux thèses, largement conciliables, gardent leur légitimité, tant il est vrai que la troisième – celle défendue par les nazis d'un complot bolchevique visant à renverser l'État – n'a jamais convaincu personne. Pareil projet était en effet contraire à la stratégie du Parti communiste allemand de l'époque<sup>3</sup>, qui, fidèle aux instructions de Moscou, tenait les sociaux-démocrates pour l'ennemi prioritaire à abattre. Et non le NSDAP que Thälmann<sup>4</sup> espérait encore pouvoir vaincre dans les urnes, non sans avoir récupéré une partie de ses électeurs. Seule chose certaine : en amont comme en aval, le policier favori de Göring aura géré de main de maître cette séquence essentielle dans l'établissement de la dictature hitlérienne.

Qu'on en juge. Le 18 février 1933, Diels est avisé pour la première fois de l'arrivée à Berlin d'un personnage atypique, Marinus van der Lubbe, vingt-quatre ans, exclu du Parti communiste néerlandais en avril 1931 pour déviationnisme « conseilliste » (comprendre : partisan des conseils ouvriers, opposé au « centralisme démocratique » institué par Lénine et Staline). Parti de Leyde le 2 février, après s'être distingué lors de la grève des chauffeurs de taxi néerlandais, il a été signalé à Clèves, Düsseldorf, Essen, Bochum, Dortmund, Braunschweig, Magdebourg et Potsdam. Soit près de 700 km franchis par la route, en auto-stop ou à pied. C'est que ce professionnel de l'activisme n'en est pas moins discipliné : bien que fiché par les services néerlandais (donc potentiellement connu des polices d'Europe qui échangent leurs informations sur les activistes du Komintern), il pointe chaque soir au commissariat pour trouver une place dans un asile de nuit, comme le veut la loi sur les étrangers héritée de la république de Weimar. De quoi attirer l'attention sur lui en ces semaines où les opposants à Hitler ont davantage tendance à quitter l'Allemagne qu'à y

faire du tourisme... et moins encore de l'agitation. Or c'est ce qu'il fait ! Le 19, il est repéré à proximité des bureaux d'aide sociale de Lichtenberg, Wedding et Neukölln, trois faubourgs ouvriers de Berlin, où il tente d'organiser des manifestations de chômeurs. Mais il se heurte au refus du parti communiste et des syndicats, qui savent trop ce qui les attend au moindre incident. Quel peut bien être, alors, l'intérêt de van der Lubbe à provoquer les nazis qui viennent tout juste d'accéder au pouvoir ? Le *Livre brun*<sup>1</sup> rédigé par le « Comité international d'aide aux victimes du fascisme hitlérien » et qui paraîtra, quelques mois plus tard, à Paris, Londres et Zurich<sup>5</sup>, n'y va pas par quatre chemins : c'est qu'il était, tout simplement, devenu l'un de leurs agents ! À l'appui de leur thèse : l'homosexualité de van der Lubbe, qui, deux ans plus tôt, l'aurait secrètement rapproché de l'état-major d'Ernst Röhm, le *Stabschef* des Sections d'assaut hitlériennes, lors de plusieurs voyages en Allemagne en 1931 et 1932. À l'époque, de fait, le parti nazi recrutait beaucoup d'anciens communistes par l'intermédiaire des SA, sa composante la plus « prolétarienne ». En outre, selon les témoignages recueillis par les enquêteurs du *Livre brun* auprès des journalistes exilés du *Münchner Post* et de l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*<sup>6</sup> qui, l'année précédente, avaient révélé la vie privée de Röhm<sup>2</sup>, Marinus van der Lubbe figurait bien, sous le pseudonyme de « Rinus », sur la liste des amants du *Stabschef*. Lesquels lui étaient le plus souvent présentés par son « rabatteur » attitré, Georg Bell<sup>7</sup>, un ingénieur allemand d'origine écossaise que van der Lubbe avait rencontré à Munich en septembre 1931<sup>8</sup>.

Une semaine après être arrivé à Berlin, l'ancien communiste ne décolère pas d'avoir été éconduit par les chômeurs. C'est en tout cas ce qu'il déclare dans sa déposition faite devant Rudolf Diels, juste après son arrestation. Il lui confie que, le 25 février en fin d'après-midi, il est entré dans une droguerie pour acheter quatre paquets d'allume-feu destinés aux poêles à charbon – du naphthalène dont on se sert, aujourd'hui encore, pour allumer les barbecues. À 18 h 30, il enflamme un paquet entier et le jette par une fenêtre ouverte du bureau d'aide sociale de Neukölln. Mais la fumée alerte des passants, qui, avec l'aide d'un policier, éteignent rapidement l'incendie. Une heure plus tard, l'apprenti pyromane arrive devant la mairie de Berlin. Toujours selon sa déposition, il réitère l'opération par un soupirail, entrouvert lui aussi. Mais il ne parvient à

enflammer qu'un portemanteau et une porte en bois... À 19 h 30, le voici devant l'ancien château des Hohenzollern, le *Stadtschloß*, qu'il trouve en pleine réfection, tout hérissé d'échafaudages. Parvenu sur le toit, il jette ses deux derniers paquets d'allume-feu par un vasistas qu'on avait opportunément oublié de fermer. En ce mois de février glacial où la température est descendue à  $-10$  °C dans le centre de Berlin, que de fenêtres ouvertes, décidément ! Cette fois, des flammes s'échappent des combles, mais l'incendie n'en est pas moins rapidement maîtrisé. C'est d'ailleurs le seul dont parlera la presse du lendemain.

Le soir même, van der Lubbe se rend dans un asile de nuit du quartier de Spandau, où il ne manque pas de pointer à la police. Mais celle-ci, dira-t-il après son arrestation, lui enjoint de rentrer aux Pays-Bas dès le lendemain, 26 février, son visa pour l'Allemagne étant expiré. C'est alors, toujours selon ses dires, qu'il entre dans une violente colère et se promet... d'incendier le Reichstag ! Le 27 février, vers 17 heures, il est en vue du Parlement. Après avoir acheté quatre nouveaux paquets d'allume-feu, il fait dix fois le tour du bâtiment, bien gardé en cette période de transition politique agitée. Et à 21 heures, encore et toujours selon son interrogatoire, il trouve enfin le moyen d'y pénétrer, *via* le restaurant des députés puis par une porte-fenêtre qu'il ouvre d'un coup de pied ! Une heure plus tard, l'hémicycle est un brasier. À 22 heures, l'immense verrière s'effondre, provoquant un gigantesque effet de cheminée qui laisse monter les flammes si haut qu'on peut les apercevoir à des kilomètres à la ronde. Peu avant minuit, van der Lubbe, hagard, est arrêté alors qu'il court en tous sens, une torche improvisée faite d'un morceau de tapisserie à la main.

Le lendemain matin, il signe sa déposition sous le regard satisfait de Rudolf Diels. Son leitmotiv : « J'ai agi seul, absolument seul. » Exactement ce que le chef de la police politique prussienne veut entendre puisque cela protège les vrais commanditaires de l'incendie – ses propres hommes, qui, depuis dix jours, ont guidé chaque pas de l'exalté... Tout en désignant les communistes puisque vingt bidons d'essence vides, que van der Lubbe n'a pu transporter seul et que Göring s'empresse de montrer aux journalistes étrangers en poste à Berlin, ont été retrouvés, et pour cause, à l'intérieur du Reichstag !

Vingt bidons d'essence ? Cela ne représente, en fait, qu'une très faible partie de ce que les hommes de Diels ont dû disposer à l'intérieur du vénérable palais. On sait, depuis l'enquête rendue publique en janvier 1983



par la Commission internationale sur l'incendie du Reichstag, dirigée par Walther Hofer, directeur de l'Institut d'études historiques de l'université de Berne, que pour obtenir une montée en température en mesure de faire sauter la verrière du Reichstag, pas moins de 20 kg de phosphore ont été nécessaires<sup>3</sup> ! Dans sa magistrale *Histoire de la Gestapo*<sup>4</sup>, le commissaire Jacques Delarue<sup>2</sup> a, d'autre part, clairement identifié les deux chefs du commando ayant mené à bien cette préparation : Helmut Heines et Karl Ernst, adjoints de Röhm à la tête des SA. Tous deux seront assassinés, l'année suivante, à l'occasion de la Nuit des longs couteaux, par la Gestapo. Surtout, les recherches qu'a menées Delarue en passant au crible les archives de Diels dans le cadre de la Commission Hofer ont permis d'établir que van der Lubbe a passé la nuit précédant celle de l'incendie, soit celle du 26 au 27 février, en compagnie d'un certain Paul Watschinski dans les locaux de la police de Hennigsdorf. Qui était ce Watschinski ? L'un des plus anciens et des plus fidèles informateurs de Diels ! Lors du procès de van der Lubbe<sup>10</sup>, pas moins de 180 témoins défileront. Sauf ce même Watschinski !

Grâce au professionnalisme du bras séculier de Göring, la manipulation a fonctionné au-delà de toute espérance : rares sont les médias internationaux qui doutent alors de la culpabilité des communistes dans l'incendie du Reichstag, et surtout du bien-fondé de la répression déclenchée immédiatement par Hitler<sup>11</sup>. Dès les premières heures du 28 février 1933, ce dernier a fait signer au président de la République, le vieux maréchal Paul von Hindenburg, le *Reichstagsbrandverordnung* (« décret de l'incendie du Reichstag »), édicté en vertu de l'article 48 de la Constitution de Weimar qui autorise le chef de l'État à prendre toutes les mesures nécessaires au rétablissement de l'ordre public. Parmi celles-ci, la suspension des sept articles de cette même Constitution garantissant les droits fondamentaux du citoyen allemand. En conséquence de quoi disparaissent *ipso facto* les principes d'*habeas corpus*, de liberté d'expression, de liberté de la presse, mais aussi du droit à l'association et du droit de réunion, de même que la confidentialité des postes et des téléphones, la protection de la propriété privée et du domicile. Le jour même, 10 000 personnes sont arrêtées, principalement des communistes, mais aussi des sociaux-démocrates et des opposants au régime de toutes origines. Provisoire par définition, le *Reichstagsbrandverordnung* restera

en vigueur jusqu'en 1945, puisque le 23 mars 1933 Hitler fera voter la loi sur les pleins pouvoirs qui inaugure la *Gleichshaltung* (« mise au pas ») de la démocratie<sup>12</sup>.

## Dans l'ombre de Hermann Göring

Mais toute victoire à son revers. Désormais identifié à Göring, Diels s'attire, par son succès même, l'hostilité de Himmler. Ne pouvant s'en prendre de front au président du Reichstag qui a tant fait pour installer Hitler au pouvoir et que celui-ci a désigné comme son successeur, le chef de la SS convainc le Führer que son dauphin ne peut mener de front toutes les tâches qui lui incombent, à commencer par la planification du réarmement allemand. En mai 1934, le dictateur, qui s'apprête à nommer Göring responsable du plan de quatre ans<sup>13</sup>, tranche en faveur de Himmler et offre à la SS la responsabilité pleine et entière de la Gestapo. Le travail fait par Göring pour étendre la juridiction de celle-ci sur l'ensemble du territoire du Reich (et plus seulement sur la Prusse) profite donc à Himmler, qui, aussitôt, nomme Heydrich à la place de Diels. Sentant venir le coup, ce dernier a bien tenté de se rapprocher de Himmler en s'engageant dans la SS, où il a immédiatement obtenu le grade de *Standartenführer* (« colonel »), en septembre 1933, mais sans parvenir à s'attirer davantage ses bonnes grâces. Fidèle à son ami, Göring le fait cependant nommer président du gouvernement de Cologne, poste exclusivement honorifique, la réalité du pouvoir étant désormais concentrée entre les mains des *Gauleiter*. Mais, entré en conflit avec celui d'Essen, Josef Terboven, il doit plier bagage, ayant affaibli sa position par sa vie de séducteur reprise de plus belle après qu'il eut quitté la direction de la Gestapo. C'est ainsi qu'il se met en ménage avec l'actrice de théâtre Gudrun Genest<sup>14</sup>, dont il aura une fille en 1938, la future vedette de la télévision allemande Corinna Genest<sup>15</sup>, tout en devenant l'amant d'Ilse Göring, une cousine de Hermann, qu'il épousera finalement en 1943...

En 1936, le voici président du gouvernement de Hanovre, poste auquel il se maintient jusqu'en 1941, date à laquelle son protecteur lui trouve un emploi moins exposé politiquement mais parfaitement en phase avec ses besoins financiers : directeur de la branche navale des *HG Reichswerke*

(les usines Hermann Göring, combinat géant placé sous la responsabilité du *Reichsmarschall* en vertu du plan de quatre ans).

À ce moment, et quelque dépit qu'il nourrisse encore de s'être fait éjecter de la direction de la Gestapo, Rudolf Diels a presque réussi à faire oublier ses premières fonctions tant Himmler s'y identifie désormais... et pour la postérité ! Mieux : comme des milliers d'Allemands accusés de défaitisme, l'ancien chef de la police politique prussienne est arrêté après l'attentat du 20 juillet 1944 et retrouve brièvement les geôles de la *Prinz-Albrecht-Straße*<sup>16</sup> où, onze ans plus tôt, il avait interrogé Marinus van der Lubbe ! Mais son ami Hermann veille au grain, et obtient aussitôt sa libération puisque, à part quelques propos « séditieux » d'après-boire, rien de sérieux ne peut être retenu contre lui. C'est donc nanti du sésame d'ancien « suspect de la Gestapo » qu'il voit les Alliés frapper à sa porte en mai 1945.

## **Salarié du gouvernement militaire américain en Allemagne**

D'emblée, ces derniers ne voient pas en lui l'homme dont les manœuvres ont permis à Hitler d'installer son pouvoir, mais, à l'instar de Gehlen ou de Schellenberg, un spécialiste de la lutte anticommuniste, utilisable à condition qu'il les aide à punir les nazis les plus « irrécupérables ».

À ce petit jeu, l'élégant balafre va se révéler expert. Loyal envers Göring, en faveur duquel il déposera à Nuremberg, il passera l'essentiel de son temps à témoigner à charge, jusqu'en 1948, dans tous les procès de dénazification. Non sans devenir l'amant de plusieurs femmes du monde qui l'aideront à se « réinsérer », en particulier la richissime comtesse Katharina von Faber-Castell (propriétaire de la fabrique de crayons du même nom), qui, heureux hasard, se trouve être la cousine du capitaine américain Drexel Speicher, bras droit du procureur Justice Jackson, représentant du ministère public au procès de Nuremberg ! C'est par la grâce de ce dernier que le bienheureux Diels, d'abord logé à la spartiate dans la « Maison des témoins » accueillant les personnes citées par l'accusation<sup>17</sup>, eut le privilège de prendre ses quartiers, pendant quasiment

toute la durée du procès, dans le château familial des Faber-Castell à Feucht, au sud de Nuremberg.

À partir de 1948 (mais sans doute plus tôt, officieusement), l'incendiaire du Reichstag et premier chef de la Gestapo devient salarié de l'OMGUS (*Office of Military Government for Germany*), le gouvernement militaire américain pour l'Allemagne occupée<sup>5</sup>. Son rôle : surveiller les adhérents du KPD renaissant (5,7 % pour les communistes aux législatives de 1949), suspects, souvent à juste titre, d'obéir aux ordres du « grand frère » d'Allemagne de l'Est. Ses investigations déboucheront sur une saisine du Tribunal constitutionnel fédéral, qui, en 1956, mettra ce parti hors la loi<sup>18</sup>. En récompense, l'OMGUS parraine, dès 1949, la réintégration de Diels dans l'administration du *Land* de Basse-Saxe puis dans celle du ministère de l'Intérieur, dont il deviendra un retraité en 1955.

Avec sa dernière conquête, Lisa Breimer, il s'installe alors dans l'ancienne ferme de ses parents, à Berghausen. Il en fait un élégant relais de chasse qui, en moins imposant, n'est pas sans rappeler Carinhall, le somptueux manoir au toit de chaume d'un certain... Hermann Göring !

<sup>1</sup>. Ce qu'on sait aujourd'hui du caractère « expérimental » de certains bombardements opérés sur des villes allemandes non stratégiques, peuplées exclusivement de civils, le prouve amplement, comme l'a montré l'historien Jörg Friedrich dans son étude magistrale sur le sujet, *Der Brand*, Munich, Propylaën Verlag, 2002 (trad. française : *L'Incendie*, Paris, De Fallois, 2004).

<sup>2</sup>. Franz von Papen (1879-1969), chancelier de juin à novembre 1932. Exclu du Zentrum pour avoir provoqué la chute de son prédécesseur Brüning, il sera l'un des principaux artisans de la « solution Hitler » en janvier 1933. Pour le récompenser, celui-ci en fera son vice-chancelier jusqu'en août 1934, avant de le disgracier à l'issue de la Nuit des longs couteaux et de le nommer ambassadeur à Vienne puis à Ankara. Cité devant le tribunal de Nuremberg, il fera l'objet d'un étonnant non-lieu.

<sup>3</sup>. Le KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands*).

<sup>4</sup>. Successeur de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht (assassinés en 1919) à la tête du Parti communiste allemand, fondé en 1918, Ernst Thälmann (1886-1944) est l'homme de toutes les polémiques ; emprisonné dès 1933 puis déporté à Buchenwald où il mourra quelques mois avant la fin de la guerre, il sera célébré en martyr dans tout le bloc de l'Est, et spécialement en RDA, jusqu'à sa dissolution ; mais pour la gauche allemande non communiste, il reste celui qui en refusant de s'allier aux sociaux-démocrates, et même en les renvoyant dos à dos avec les nazis, a objectivement permis l'arrivée au pouvoir de ces derniers.

5. Éditée sous les auspices d'Albert Einstein et de Thomas Mann, cette contre-enquête avait reçu la caution des plus grands juristes internationaux. Elle fut préfacée par le ténor du barreau de Paris Vincent de Moro-Giafferi, l'un des meilleurs pénalistes français d'alors, qui avait organisé, en septembre 1933, un contre-procès retentissant de l'incendie du Reichstag dont Göring était le principal accusé. Paru dans la plupart des capitales d'Europe (sauf bien sûr en Allemagne et en Italie), l'ouvrage fut parrainé en France par Henri Barbusse, Romain Rolland, André Gide et André Malraux.

6. Deux journaux qui, au printemps 1932, tentèrent de déstabiliser le parti nazi en publiant la correspondance que Röhm échangeait avec son ami Karl-Günther Heimsoth, à propos de ses aventures privées. Cet étalage de l'homosexualité non seulement du *Stabschef* des SA, mais de la plupart des membres de son état-major, avait mis en grande difficulté Hitler, alors candidat à l'élection présidentielle, dont le parti promettait en toute occasion de châtier les « invertis ». Les pièces produites par la presse de gauche ne furent cependant pas perdues pour tout le monde puisqu'elles permirent deux ans plus tard au Führer de justifier l'élimination de Röhm et de son entourage lors de la Nuit des longs couteaux.

7. Réfugié en Autriche après l'incendie du Reichstag, Bell y fut assassiné quelques semaines plus tard, le 3 avril 1933, lors du cambriolage en règle de son domicile...

8. À l'occasion de leur contre-enquête, les rédacteurs du *Livre brun* ont recueilli le témoignage d'un motocycliste hollandais, Gert Ploegk, que van der Lubbe a rencontré à Bacharach (Rhénanie) et qui a accepté de le conduire jusqu'à Munich. Ploegk dit : « Il me raconta ce que son séjour à Munich avait eu d'agréable. Il me parla d'un certain docteur B. qui l'avait adopté et qui lui avait fait connaître bien des gens. Il laissa entendre que le docteur B. l'avait mis en rapport avec un homme influent. Il me parla avec enthousiasme du docteur B... » (*Livre brun*, p. 55.)

9. Ancien résistant, Jacques Delarue (1919-2014) fut l'un des policiers français les plus engagés dans la lutte anti-OAS au début des années 1960. Il eut, entre autres, à enquêter sur les attentats perpétrés contre le général de Gaulle, dont celui du Petit-Clamart. À sa retraite, il devint l'un des animateurs de l'Association pour les études de la Résistance intérieure et passa plus de vingt ans à étudier les archives de la Gestapo, notamment dans le cadre de la Commission Hofer.

10. Organisé à Leipzig, en septembre 1933, le procès acquitta, faute de preuves, les coaccusés du pyromane, dont le secrétaire général du Komintern, le Bulgare Georges Dimitrov, en transit en Allemagne au moment de l'incendie du Reichstag. Au cours des débats, ce dernier se montra au moins aussi violent que les nazis contre le Hollandais, qu'il traita de « dégénéré », ennemi de la classe ouvrière. Lequel fut condamné à mort et décapité en janvier 1934.

11. Voir à ce sujet, d'Éric Branca, *Les Entretiens oubliés d'Hitler, 1923-1940*, Paris, Perrin, 2019.

12. À partir de ce jour, aucune force légalement constituée ne s'oppose plus à l'autorité de Hitler, hors celle, toute théorique, du président Hindenburg, quatre-vingt-six ans, dont la santé se dégrade rapidement et qui, en disparaissant le 2 août 1934, laisse à Hitler les mains libres pour ajouter à sa fonction de chancelier le titre de Führer du peuple allemand. Le 31 mars, la structure fédérale de l'État s'efface au profit d'une réorganisation hypercentralisée transposant au niveau des *Länder* les principes de la loi des pleins pouvoirs et, le 7 avril, une loi sur la « restauration de la fonction publique » permet au gouvernement de radier les fonctionnaires

juifs ou réputés hostiles au régime. Le 2 mai, enfin, les syndicats ont le choix entre deux solutions : être dissous ou s'incorporer au Front du Travail créé pour remplacer la Confédération des syndicats allemands. Le 14 juillet, l'édifice est parachevé par la constitution du NSDAP comme parti unique, pendant à l'intégration de toutes les organisations de jeunesse existantes dans la Jeunesse hitlérienne et des mouvements paramilitaires de la république de Weimar dans la SA ou la SS.

[13.](#) Voir chapitre 1, « Albert Speer, le technocrate esclavagiste ».

[14.](#) 1914-2013.

[15.](#) Elle joua notamment dans deux séries allemandes diffusées en France dans les années 1970 et 1980 : les célèbres *Derrick* et *La Clinique de la Forêt-Noire*.

[16.](#) Le siège berlinois de la Gestapo.

[17.](#) Voir à ce sujet le passionnant récit de Christiane Kohl, *La Maison des témoins* (Paris, Payot, 2009) qui raconte l'étonnante cohabitation, dans un petit hôtel de la rue Novalis, à Nuremberg, des anciens bonzes du régime restés libres mais placés à la disposition du Tribunal international.

[18.](#) Clandestin jusqu'en 1968, le KPD redeviendra légal en 1968 mais changera de nom pour devenir le DKP (*Deutsche Kommunistische Partei*), qui restera groupusculaire jusqu'à son éclatement en tendances maoïstes ou néotrotskistes dans les années 1970.



# 5

## Otto Skorzeny, le « James Bond » du Führer

Avant même la fin de la guerre, la presse anglo-saxonne l'avait surnommé l'« homme le plus dangereux d'Europe ». Une distinction aussi précieuse à ses yeux que celle de chevalier de la croix de fer avec feuilles de chêne que Hitler lui avait décernée, en 1943, après son raid de légende pour libérer Mussolini détenu sur un sommet des Abruzzes. Auréolé du prestige offert par cette opération d'une audace inouïe, l'orgueilleux SS pouvait, dès lors, jouer les modestes : jusqu'à sa mort, en 1975, son exercice favori consistait à étaler devant ses hôtes les coupures de presse relatant ses exploits... imaginaires ! De la fondation d'une principauté nazie dans le Sahara à l'attaque du train postal Glasgow-Londres, en passant par le vol des bijoux de la Bégum, c'est peu dire que, dans les années 1950 et 1960, rares sont les « scoops », chimériques ou réels, derrière lesquels la presse ne décèle pas l'ombre de Skorzeny, devenu, par la grâce des médias, l'enfant naturel de Fantômas et du héros de *La Marque jaune*.

Il faut dire qu'avec sa stature d'athlète de 1,95 mètre qu'adoucit un début d'embonpoint, l'ancien chef balafre des opérations spéciales de la SS est ce qu'on appelle un « bon client ». Aussi à l'aise en français qu'en anglais, en espagnol ou en italien, il ne décline aucune invitation à la télévision et ne ferme jamais sa porte à une demande d'entretien, émane-t-elle du plus obscur des folliculaires. Mais en prenant congé de ses hôtes, son naturel reprend toujours le dessus. Ayant refermé le dossier de ses aventures fictives censé attester de l'inventivité des journalistes, il ne

manque jamais d'ajouter de sa voix grave, enrouée par les stigmates de deux paquets de cigarettes quotidiens : « Quand vous pensez que certains me soupçonnent de travailler aussi pour Israël, c'est vraiment cocasse, non ? » Puis, posant la main sur l'épaule de son visiteur, dans un rire sonore dont on ne sait s'il se veut communicatif ou inquiétant : « Il est vrai qu'on ne prête qu'aux riches<sup>1</sup> ! »

## Preuves accablantes et vrais soupçons

Aurait-il persisté dans l'ironie s'il avait vécu assez longtemps pour découvrir la une du grand quotidien israélien *Haaretz* en date du 27 mars 2016 : « L'étrange cas d'un nazi devenu tueur à gages israélien<sup>2</sup> » ? Suivait une longue enquête signée de deux journalistes d'investigation renseignés aux meilleures sources, Dan Raviv et Yossi Melman, coauteurs de plusieurs ouvrages de référence sur les services secrets de leur pays. Ils révélaient qu'afin d'échapper à la vengeance de l'État hébreu qui multipliait alors les opérations « chirurgicales » pour capturer et traduire en justice les criminels de guerre en fuite – comme Eichmann – ou éliminer les rescapés du Reich susceptibles de reprendre du service contre Israël comme Skorzeny, celui-ci avait scellé un pacte faustien avec le Mossad. La paix jusqu'à la fin de ses jours en échange de la livraison de certains de ses anciens amis ! Et *Haaretz* de raconter par le menu comment, le 11 septembre 1962, fut liquidé Heinz Krug, un ancien collaborateur de Wernher von Braun (le père des fusées V1 et V2 puis du programme spatial américain)<sup>3</sup> qui avait mis son savoir-faire au service de l'Égypte.

Localisé par le Mossad à Munich, où il agissait sous couverture d'une entreprise d'import-export (la *Intra Handelsgesellschaft mbH*), Krug fut d'abord l'objet d'une opération de harcèlement téléphonique l'avertissant que s'il ne cessait pas ses activités, Israël se chargerait de son cas. Craignant pour sa vie et celle de ses proches, Krug fit alors appel au seul homme qui, à ses yeux, pouvait le tirer de ce mauvais pas en lui procurant une fausse identité, comme il l'avait fait pour plusieurs autres chercheurs de ses amis : Otto Skorzeny. Aussitôt, ce dernier avait répondu présent et, le 11 septembre 1962, Krug quittait son bureau de Munich pour prendre contact avec l'homme censé le sauver. Sa Mercedes 300 SE sera retrouvée vide quelques jours plus tard, dans un chemin forestier. Forts des

confidences recueillies auprès de vétérans des services israéliens, Raviv et Melman affirment que Skorzeny l'aurait abattu avant de remettre son corps à trois agents du Mossad qui l'auraient aspergé d'acide. Nul doute qu'entre l'heure de son enlèvement et celle de son exécution, Krug fut contraint de se montrer loquace...

Nous n'en sommes pourtant qu'au début de nos surprises. Car voici qu'en 2018, un historien militaire américain va encore plus loin en affirmant que, passé depuis 1948 au service de la CIA, Skorzeny aurait joué un rôle central dans l'attentat qui a coûté la vie au président Kennedy, le 22 novembre 1963<sup>1</sup> ! L'identité même de l'auteur plaide pour le sérieux de l'enquête : *major* (lieutenant-colonel) dans l'US Air Force, rompu à l'examen critique des archives, Ralph Ganis est tout sauf un amateur trouvant dans le complotisme un substitut aux preuves qu'il ne détient pas. Docteur en histoire de l'université de Charlotte (Caroline du Nord), il s'est fait connaître par plusieurs enquêtes sur le hors-la-loi Jesse James<sup>4</sup>, bâties exclusivement sur l'exploitation des archives judiciaires. En 1994, ses travaux sur l'histoire de l'armée américaine firent de lui le premier titulaire du prix Admiral Nimitz, décerné par la fondation du même nom, la *National Defense University*, et la *Defense Intelligence Agency*. C'est dire si, avant d'engager son crédit dans une investigation de plus sur l'assassinat de Kennedy, Ganis y a réfléchi à deux fois. Tout comme Dick Russel, l'un des éditorialistes les plus respectés du *New York Times*, qui a préfacé de manière louangeuse le livre de Ganis. Certes, ce dernier ne peut fournir la preuve absolue de l'implication directe de Skorzeny dans l'assassinat du Président – preuve impossible à fournir par définition dans le cadre d'une opération secrète couronnée de succès ! Mais il démontre, en exploitant méthodiquement une partie des archives personnelles de l'ancien reître<sup>5</sup>, que celui-ci fut en contact étroit et régulier non seulement avec la plupart des suspects cités dans la procédure officielle, mais encore et surtout avec ses commanditaires potentiels, mis au jour par la contre-enquête du procureur Garrison. Laquelle a, comme on sait, invalidé la thèse d'un assassin unique – le célèbre Lee Harvey Oswald<sup>6</sup> – et par là même suggéré l'existence d'une deuxième équipe de tueurs<sup>7</sup>. Celle-là même, selon Ganis, qu'aurait recrutée Skorzeny !

Comment et surtout pourquoi l'ancien chef des commandos SS s'est-il retrouvé intégré dans l'appareil de renseignements des États-Unis avant

d'être recruté par les Israéliens puis – semble-t-il – mêlé à l'assassinat d'un président américain ? La réponse vaut aussi pour le statut d'intouchable qui fut le sien jusqu'à son dernier souffle : parce qu'il était devenu, depuis 1945, un pion entre les mains des services occidentaux engagés dans la guerre froide. Lesquels furent – et restent – moins contrôlés par le gouvernement et le Congrès des États-Unis, soumis au balancier démocratique, que par la structure informelle mais permanente du *Deep State*, cet « État profond » dont l'universitaire canadien Peter Dale Scott, professeur à Berkeley, qui travaille depuis de longues années sur la question, a popularisé le concept. Il en a donné cette définition en 2013 dans *Diplomatie Magazine* : « Ni une institution formelle ni une équipe secrète, mais plutôt un cercle de contacts de haut niveau, souvent personnels, où le pouvoir politique est susceptible d'être dirigé par des gens très riches dont la plupart se connaissent un minimum sans nécessairement avoir toujours les mêmes intérêts. » Leur influence débouche sur ce qu'il nomme la « politique profonde », qui elle-même peut déclencher des événements « inattendus ou inexplicables comme l'assassinat du président Kennedy ou le Watergate »<sup>2</sup>.

On hésite à rappeler ici, tant ils furent racontés en long et en large, y compris par l'intéressé lui-même, les faits d'armes exceptionnels qui firent d'Otto Skorzeny un mythe vivant non seulement pour la propagande nazie qui l'avait érigé en héros, à l'égal des aviateurs Adolf Galland<sup>8</sup> et Hans-Ulrich Rudel<sup>9</sup>, de l'officier de chars Michael Wittmann<sup>10</sup> ou du commandant de *U-Boot* Günther Prien<sup>11</sup>, mais aussi et peut-être davantage encore aux yeux de ses adversaires. Un comble quand on sait que le colonel SS fut l'un des inventeurs de la guerre secrète, rompu aux attaques sous faux drapeau. Tout l'inverse, en somme, d'un combattant conventionnel.

Quand, accompagné de trois de ses camarades, Skorzeny se rend volontairement aux Américains, le 20 mai 1945, sa réputation est telle que ces derniers croient d'abord à une « ruse de guerre ». On se demande bien laquelle, puisque voilà déjà deux semaines que les armes se sont tuées ! Bref, le sergent qui l'accueille est tellement stupéfait de se trouver en sa présence qu'il oublie de désarmer les quatre hommes, lesquels s'offrent le luxe de l'inviter à boire du vin dans une auberge. Ayant repris un peu d'assurance, l'Américain leur lance, avant de les conduire à ses supérieurs : « Profitez-en, vous serez pendus ce soir ! »

C'est que, pour lui comme pour la plupart des GI, Skorzeny reste l'homme de l'opération « Griffon ». Le maître ès infiltrations qui, lors de la contre-offensive allemande des Ardennes de décembre 1944, a plongé l'armée d'Eisenhower dans le chaos en parvenant, durant quelques jours, à désorganiser sa chaîne de commandement *via* de fausses informations, répercutées par de *faux* soldats, porteurs de *faux* ordres, mais revêtus de *vrais* uniformes américains et parlant l'anglais avec l'accent de Brooklyn ! Une opération montée en quelques semaines et dont le succès, aussi spectaculaire qu'éphémère, renforça la réputation d'audace et d'inventivité qui précédait son concepteur depuis la libération de Mussolini. Deux qualités auxquelles il convient d'ajouter un sang-froid d'exception, sans lequel Skorzeny ne serait jamais parvenu à sauver sa peau.

## Un pur produit du nazisme autrichien

Né autrichien en juin 1908, Otto exerce, comme son père, le métier d'ingénieur quand, en mars 1938, survient l'Anschluß. Sept ans plus tôt, il est sorti premier de l'École polytechnique de Vienne (spécialité génie mécanique), non sans avoir mené la vie mouvementée des étudiants pangermanistes, enchaînant, comme leurs camarades allemands qu'ils espèrent retrouver un jour au sein d'un Reich unitaire, banquets arrosés, sport intensif, et duels au sabre<sup>12</sup>. Sévèrement couturé, Skorzeny, champion universitaire de tir, excelle dans toutes les disciplines, en particulier l'athlétisme, l'aviron et la natation. En septembre 1932, Joseph Goebbels, futur ministre de la Propagande de Hitler, passe les Alpes pour venir s'adresser, à Vienne, aux militants du DNSAP<sup>13</sup>, le parti nazi autrichien. Otto y adhère immédiatement et devient un fervent militant de l'absorption de son pays dans le III<sup>e</sup> Reich. Mais en juillet 1934, ce mouvement, qui, faute d'avoir pu contraindre le chancelier Engelbert Dollfuss à la démission, l'a assassiné, est interdit par son successeur, Kurt Schuschnigg. Devenu clandestin, le parti nazi autrichien jouera cependant un rôle moteur dans la préparation de l'Anschluß et, en son sein, Otto Skorzeny, que son charisme mêlé d'efficacité va, le 11 mars 1938, faire sortir pour la première fois de l'anonymat.

Ce jour-là, le président de la République autrichienne, Wilhelm Miklas, consent enfin à renvoyer Schuschnigg et à nommer chancelier l'homme que

lui a fermement « suggéré » Göring<sup>14</sup> : l'avocat Arthur Seyß-Inquart, chef de file des nazis autrichiens, dont la mission est de proclamer l'union avec l'Allemagne. Mais avant que ce dénouement ne devienne officiel, les SA viennois ont encerclé le palais présidentiel, défendu par un détachement de la garde fédérale. Comment éviter l'affrontement qui s'annonce imminent et que Hitler veut éviter à tout prix, opinion internationale oblige ? Trop tard pour arrêter les SA, qui défoncent les portes du palais tandis qu'en face la garde arme ses fusils. Bruno Weiss, le chef de la section de gymnastique qui sert de couverture à la section clandestine du DNSAP à laquelle appartient Skorzeny, ne voit qu'un homme pourvu d'assez de calme et d'autorité naturelle pour convaincre les SA déchaînés que la donne a changé et qu'il faut désormais assurer la sécurité du président : Otto le balafre en personne ! Lequel s'acquitte parfaitement de la tâche et permet, *in extremis*, au coup d'État hitlérien de se dénouer plus pacifiquement que celui, manqué, de 1934<sup>15</sup>.

## De la garde du corps de Hitler aux commandos spéciaux

Remercié personnellement par le nouveau chancelier Seyss-Inquart – qui ne le restera qu'un mois, l'Autriche devenant, à partir du 10 avril 1938, un *Gau* comme les autres, baptisé *Ostmark* (« la marche de l'Est ») –, Skorzeny franchit alors de manière accélérée les degrés du *cursus honorum* national-socialiste. Refusé dans la Lufwaffe (à cause de sa taille et en dépit de son brevet de pilote), il se porte candidat dans la SS en 1939. Reçu haut la main (avec neuf de ses camarades autrichiens sur une centaine de postulants), il intègre, en février 1940, la prestigieuse division *Leibstandarte*<sup>16</sup> Adolf Hitler, commandée par une tête brûlée de son acabit (la culture technique en moins) : Sepp Dietrich<sup>17</sup>. Cet hitlérien fanatique a gagné ses galons auprès du Führer en exécutant minutieusement le massacre de la Nuit des longs couteaux<sup>18</sup> et sera l'un des maîtres de l'Autrichien pour les techniques de combat rapproché.

Pendant la campagne de France, Skorzeny, versé dans le régiment d'artillerie de la 2<sup>e</sup> division SS (qui deviendra la redoutable *Das Reich*<sup>19</sup> en 1941), fait connaissance avec la chance insolente qui ne le quittera plus.



Juste après avoir enfoncé la ligne Weygand sur la Somme, le 7 juin, les pièces d'artillerie qu'il sert sont prises sous un violent bombardement français. Un camion de munitions explose, son capitaine est déchiqueté. Lui s'en sort sans une égratignure. Il racontera par la suite ne s'être jamais servi de son fusil pendant l'invasion de la France, sauf à son grand regret... pour tuer un tigre ! L'animal s'était échappé d'un cirque dans les faubourgs de Bordeaux et dévorait consciencieusement les réserves d'un boucher, qui, terrorisé, fit appel à l'occupant pour régler le problème.

Au printemps de 1941, le voici capitaine, engagé dans la campagne éclair des Balkans puis dans l'opération « Barbarossa », où il brille déjà par des opérations de commando qui permettent à son unité de s'emparer sans coup férir d'un nombre impressionnant de prisonniers. Plusieurs fois blessé, il s'en sort miraculeusement. Mais au début de 1942, il doit être évacué sur Smolensk en raison de crises aiguës de coliques hépatiques. Remarqué pour ses innovations tactiques autant que pour ses talents de meneur d'hommes, il est affecté, entre deux hospitalisations, à l'instruction technique des officiers ingénieurs de la SS. Rongeant son frein, le colosse momentanément affaibli tire vite parti de cette convalescence forcée : de toutes parts affluent les compliments pour ses méthodes d'entraînement qui, à peine appliquées sur le terrain, produisent des résultats inespérés. Privilégiant l'initiative par rapport à la discipline (un choix aux antipodes des vieilles traditions prussiennes qu'il qualifie ouvertement de sclérosées, ce qui n'est pas pour déplaire à Hitler, jamais las d'en remonter à ses généraux), il n'hésite pas à introduire dans la Waffen SS d'authentiques méthodes de guérilla. D'une efficacité redoutable à l'Ouest, la *Blitzkrieg*, plaide-t-il, a montré ses limites à l'Est, où manquent les voies rapides et s'étirent indéfiniment les lignes de communication. Le monopole de l'embuscade, de l'infiltration, de la surprise et du leurre ne doit pas, selon lui, être réservé aux partisans. Adaptées à l'immensité russe, ces tactiques doivent aussi servir au soldat allemand.

L'ingénieur Skorzeny bombarde aussi ses supérieurs de recommandations techniques. Prenant en exemple la fiabilité du matériel soviétique qu'il s'est fait une spécialité de capturer et de désosser, il leur démontre facilement que les incessants problèmes d'approvisionnement en pièces détachées dont souffrent les unités combattantes connaîtraient un début de résolution si le matériel utilisé était moins divers. Il racontera par la suite : « Ce qui je crois intéressa surtout l'état-major de la SS, c'est que je

savais à la fois conduire et réparer les derniers types de chars allemands, les chars américains<sup>20</sup> et les robustes T34 russes, sur lesquels il fallait parfois passer les vitesses à coups de marteau, piloter un avion, une vedette rapide, évoluer dans l'eau, tirer assez bien au fusil et au revolver, commander un tir d'artillerie, diriger une unité de reconnaissance, construire un pont, écrire un rapport clair, etc.<sup>3</sup>. » Mais aussi, ce qu'il oublie de dire : ne reculer devant aucune ruse pour obtenir un résultat, disposition d'esprit parfaitement en adéquation avec celle de Hitler.

En janvier 1943, c'est la consécration : il devient responsable du centre d'entraînement de Friedenthal, près de Berlin. Sa mission : égaler et si possible dépasser en efficacité les commandos SAS<sup>21</sup> du colonel Stirling qui, en Afrique du Nord, ont détruit davantage d'appareils allemands au sol que la RAF dans le ciel. Grâce à l'appui de trois protecteurs qui le tiennent pour un génie – les généraux Hans Jüttner et Paul Hausser, respectivement chef d'état-major de la Waffen SS et commandant du 2<sup>e</sup> *Panzerkorps* SS, ainsi que le colonel Hansen, qui commandait son régiment sur le front de l'Ouest puis dans les Balkans –, Skorzeny ne se voit refuser aucun moyen. Alors qu'il n'est que capitaine, on met à sa disposition des colonels chargés de lui fournir le matériel et les hommes qu'il réclame !

De toutes les armes (Luftwaffe, Wehrmacht, Kriegsmarine) affluent les volontaires venus s'entraîner aux techniques de la guerre secrète. Ils seront 10 000 en 1945, dont la moitié issus des régiments étrangers de la SS (Hollandais, Belges, Français, Croates, etc.). Friedenthal possède ses écoles spécialisées : celle du lac Majeur entraîne les hommes-grenouilles et les pilotes de vedettes rapides ; celle de Schwaz, au Tyrol, les troupes de montagne, tandis qu'on se forme au combat rapproché en Forêt-Noire. Dès qu'une arme nouvelle est conçue, elle équipe les hommes de Skorzeny, qui améliore aussi celles des autres. C'est ainsi que, jugeant le fusil-mitrailleur Sten (britannique) supérieur à son homologue allemand, il le fait copier et équiper d'un silencieux. A-t-il aussi, comme on l'a fortement soupçonné, testé de nouvelles munitions – en particulier des balles empoisonnées – sur les détenus du camp de concentration d'Orianenburg-Sachsenhausen ? D'anciens détenus l'affirment. Lui l'a toujours farouchement nié.

Ses expériences en tout cas se multiplient tous azimuts. Il obtient du maréchal Milch, inspecteur général de l'aviation et homme de confiance de Göring, l'autorisation de faire piloter les bombes volantes V1 par des

volontaires de Friedenthal afin de transformer ce missile bon marché en avion d'interception. Défi relevé grâce aux essais réalisés par l'aviatrice Hanna Reitsch<sup>22</sup>, mais qui tournera court en raison du rationnement du carburant qui réservera l'engin aux missions de destruction sur Londres. Sur mer (ou plutôt sous l'eau), les hommes de Skorzeny s'illustrent au même moment lors du débarquement américain d'Anzio (janvier 1944), en envoyant par le fond 30 000 tonnes de matériel grâce aux torpilles pilotées *Neger* et *Marder*. Un exploit qui ne sera pas pour rien dans l'enlèvement des Américains en Italie, jusqu'à ce que les Français du général Juin leur ouvrent, cinq mois plus tard, la route de Rome grâce à l'éclatante victoire de Monte Cassino.

## De la gratitude inconditionnelle du Führer...

Éblouis par ses succès, les supérieurs de Skorzeny lui en demandent toujours plus. Disponible pour les opérations les plus périlleuses, quitte à échouer (comme en Yougoslavie, où il ne parvient pas à faire prisonnier Tito), il n'hésite pas pour autant à refuser tout net un projet qu'il sait voué à l'échec – attitude inimaginable dans la plupart des armées du monde et spécialement, *hic et nunc*, dans le contexte nazi ! C'est le cas lorsqu'on lui demande d'assassiner de concert Roosevelt, Staline et Churchill, réunis à Téhéran, en novembre 1943. Ou quand, quelques mois plus tard, Himmler pense à lui pour organiser un raid sur les hauts-fourneaux de Magnitogorsk et sur trois centrales électriques de l'Oural central qui alimentent les grands combinats métallurgiques et chimiques de la région... à plus de 2 000 km à l'avant des lignes allemandes !

C'est ce mélange de hardiesse et de rationalité qui pousse Hitler à lui confier, le 25 juillet 1943, la mission qui fera entrer son compatriote autrichien dans la légende : la libération de Mussolini, démis de ses fonctions le matin même par le roi d'Italie et placé au secret dans l'attente d'être livré aux Alliés<sup>23</sup>. Menée à bien le 12 septembre 1943, l'opération n'est pas seulement un chef-d'œuvre tactique longtemps étudié dans la plupart des écoles de guerre du monde : comment investir par surprise un haut plateau environné de précipices, neutraliser sans un coup de feu une garde lourdement armée, puis repartir en compagnie du prisonnier libéré à bord d'un avion littéralement jeté dans le vide faute d'avoir l'espace suffisant pour décoller. C'est aussi un cas d'école en matière de

renseignement. Car entre son arrestation, le 25 juillet 1943, et sa libération, le 12 septembre suivant, le Duce a changé trois fois de lieu de détention ! Avant de pouvoir le localiser dans un sanatorium désaffecté, isolé au pied du Gran Sasso<sup>24</sup>, Skorzeny et son équipe ont dû mobiliser tout leur savoir-faire pour éviter les pièges tendus par Canaris et l'Abwehr, qui, jouant désormais pleinement la carte alliée, leur ont fourni de faux renseignements<sup>25</sup>.

Après cette prouesse, qui lui vaut la gratitude inconditionnelle de Hitler, et avant l'opération « Griffon », déjà citée, de décembre 1944 dans les Ardennes, viendront d'autres coups de main, certes moins médiatisés, mais tout aussi couronnés de succès. C'est Skorzeny qui, sous les ordres du général Otto-Ernst Remer, commandant de la place de Berlin, neutralise les putschistes du 20 juillet 1944 ; lui encore qui, en octobre suivant, enlève le fils de l'amiral Horthy, régent du royaume de Hongrie, jusqu'alors allié de l'Allemagne, qui s'apprêtait à négocier une paix séparée avec les Soviétiques. Sans parler d'incursions spectaculaires derrière les lignes russes qui lui permettent de ramener nombre d'unités allemandes prises au piège par la marée montante soviétique de l'automne 1944.

Puis vient l'apothéose crépusculaire de l'hiver 1945 : un mois durant, du 28 janvier au 28 février 1945, Skorzeny et ses commandos, qui encadrent 15 000 hommes, parviennent à stabiliser le front de l'Oder, dernier rempart avant Berlin, en tenant la tête de pont de Schwedt contre des forces russes quinze fois supérieures (225 000 hommes). Laisse libre de choisir ses méthodes, il innove chaque jour, au point de laisser penser aux Rouges qu'une contre-offensive allemande d'importance se prépare. La nuit, il déplace ses batteries d'artillerie sur des bateaux ou sur des porte-chars pour faire croire à l'ennemi qu'il dispose d'une puissance de feu bien supérieure à son potentiel réel ; et quand le jour se lève, des *snipers* embusqués sur des blocs de glace dérivant sur l'Oder déciment les tireurs soviétiques insuffisamment camouflés... comme à Stalingrad deux ans auparavant, mais en sens inverse ! Que faire, pourtant, quand les munitions et le carburant viennent à s'épuiser ? Début mars, Skorzeny est rappelé par Hitler et, lors d'une ultime entrevue avec lui, se voit intimer l'ordre de gagner Munich pour y préparer le « réduit alpin » autour de Berchtesgaden et de Salzbourg. Celui-ci, on le sait, ne verra jamais le jour, puisque le Führer décidera au dernier moment de mourir dans les ruines de Berlin.

## ... à l'admiration des services secrets anglo-saxons

Mais à Washington comme à Londres, les derniers exploits sur l'Oder des hommes de Friedenthal ont excité les imaginations. Dans sa préface au livre de l'Américain Charles Foley, *Commando Extraordinary, the Spectacular Exploits of Otto Skorzeny*, paru en 1954, le général britannique Robert Laycock, chef des forces spéciales du Royaume-Uni de 1943 à 1947, place l'Autrichien balaféré sur un pied d'égalité avec le créateur des SAS, David Stirling : « Ils font penser à ces joueurs d'échecs qui, se moquant des défenses de l'adversaire, s'emparent de la reine en deux coups aussi rapides qu'inattendus<sup>4</sup>. » Dans l'édition américaine du même ouvrage, parue en 1955, le colonel américain Telford Taylor ajoute :

« Le nom du colonel Otto Skorzeny est associé à des entreprises où les facteurs psychologiques ont été la clef du succès... Il a remis en honneur des méthodes généralement tombées en désuétude, démontré l'unité essentielle des objectifs politiques et militaires et obtenu avec audace, imagination et une grande économie de moyens des résultats vraiment sensationnels. Compte tenu de l'époque et des circonstances, il est équitable de dire qu'ils sont uniques. C'est la raison pour laquelle sa renommée dépasse celle de tous les autres aventuriers de la Deuxième Guerre mondiale, en éclat comme en durée<sup>5</sup>... »

Coïncidence ? Taylor, qui fut l'un des assistants du procureur Justice Jackson au procès de Nuremberg, est le même homme qui, en septembre 1947, acquitta Skorzeny lors de sa comparution pour crimes de guerre devant un tribunal de Dachau. Il est aussi un proche du chef de l'OSS pour l'Europe, Allen Dulles, qui, depuis 1943, tisse sa toile dans la perspective du « monde d'après »... Or Dulles comme Taylor pensent exactement la même chose : dans le conflit qui se profile entre l'Est et l'Ouest après la défaite hitlérienne, ne serait-ce pas une faute majeure que de laisser un tel homme inutilisé ? Voilà pourquoi, en un mot comme en cent, le James Bond hitlérien ne fut pas pendu comme le lui promettait le GI qui, le 20 mai 1945, reçut sa reddition.

Détenu à Nuremberg dans la même prison que les accusés déférés au tribunal international du même nom, Skorzeny n'est certes pas inculpé de crimes contre l'humanité mais « seulement » de crimes de guerre. Deux

griefs le visent : son équipée dans les Ardennes sous « faux pavillon » et un soupçon de participation au massacre de Malmedy – plusieurs centaines de prisonniers américains abattus par le *Panzergruppe* Peiper, au plus fort de la contre-offensive allemande. Pas un mot, en revanche, de la plainte déposée au même moment par d'anciens déportés pour son rôle présumé à Orianenburg-Sachsenhausen. À cette première curiosité s'en ajoute une autre : la longue visite que lui rend William Donovan, fondateur de l'OSS et supérieur direct d'Allen Dulles, alors qu'il attend son procès. Dans ses souvenirs, Skorzeny dit seulement : « L'entrevue fut très cordiale : il n'y avait plus ni vainqueur ni vaincu ; seulement deux soldats [*sic*] quelque peu hardis et ingénieux qui avaient servi leur patrie de leur mieux. » Pourquoi un tel compliment alors que, contrairement au *condottiere* autrichien, Donovan n'a jamais risqué sa vie dans les opérations spéciales qu'il se contentait d'imaginer, ni *a fortiori* sur un champ de bataille de la Seconde Guerre mondiale ? La réponse tient peut-être dans le verdict du procès, rendu le 9 septembre 1947 : acquittement général pour Skorzeny et ses hommes ! De fait, ceux-ci n'eurent aucun mal à prouver, grâce notamment à de nombreux témoignages de GI engagés dans les Ardennes, que les commandos formés à Friedenthal, occupés qu'ils étaient à désorganiser les arrières américains, n'avaient rien à voir avec le massacre de Malmedy ; quant à l'accusation d'avoir combattu sous faux drapeau, elle fut abandonnée grâce au témoignage du lieutenant-colonel britannique Forrest Yeo-Thomas, membre éminent des SAS, qui détailla, à la grande gêne du tribunal, les opérations *False flag* menées par ses hommes contre les Allemands...

Pas une fois, en revanche, ne fut prononcé, même incidemment, le nom d'Orianenburg-Sachsenhausen. Peut-être Skorzeny dira-t-il la vérité en prétendant, après la guerre, n'avoir jamais expérimenté de nouvelles munitions sur des détenus ? Mais sans doute aurait-il fallu, pour en être certain, enquêter sur la question ! Or quand, en 1948, un tribunal autrichien déclare recevable la plainte déposée à ce sujet par d'anciens détenus assurant le contraire, le suspect s'est volatilisé. Lavé d'accusations que paradoxalement il ne craignait pas, il n'a pas attendu son procès en dénazification<sup>26</sup> pour prendre le large. Interné à Darmstadt dans un camp modérément gardé, il a prévenu son commandant que la procédure se déroulerait sans lui. Le 28 juillet 1948, on apprend en effet qu'il s'est



« évadé » en s'introduisant dans le coffre arrière d'une voiture laissée sans surveillance<sup>27</sup>. Puis quatre ans plus tard, en 1952, qu'il a été dénazifié par la grâce d'une procédure *in abstentia* !

## Homme d'affaires à Madrid

Et voici que cette même année, il réapparaît en pleine lumière, installé en Espagne, à la tête d'une prospère entreprise d'import-export en matériel ferroviaire et outillage industriel, la société Atlantico, domiciliée en toute transparence 28 Calle Jorge Juan, à Madrid. Où se cachait-il entre-temps, et se cachait-il vraiment ? En 1993, l'agent de la CIA Arnold Russel, l'un des principaux artisans de l'opération « Paperclip<sup>28</sup> », a donné la réponse dans la très officielle revue de l'agence de renseignements américaine, *Studies of Intelligence* : loin d'être recherché, le fugitif se trouvait sur la base secrète américaine d'Oberursel, non loin de Francfort-sur-le-Main, aussi surnommée « Camp King<sup>6</sup> », puis, immédiatement après, muni de faux papiers, dans un chalet de l'Obersalzberg sous le nom de Rolf Steinert-Art, président d'une société de chasse. La propriétaire du chalet n'était autre qu'Ilse von Finckenstein, une nièce de l'ancien ministre des Finances de Hitler, Hjalmar Schacht. Celle-ci se maria avec Skorzeny en 1950, à Madrid, et restera sa femme jusqu'à sa mort, un quart de siècle plus tard.

Acquitté au procès de Nuremberg, Schacht a repris, alors, sa carrière de banquier<sup>29</sup>. Et c'est avec son aide que l'ancien colonel SS lance ses premières affaires madrilènes. Mais derrière elles se profile l'ombre d'une organisation autrement plus importante : la World Commerce Corporation, multinationale servant à distribuer, sous couvert de contrats commerciaux, les fonds secrets de l'OSS, devenu, en 1948, la CIA. Ceux-ci sont répartis sous le contrôle de sa direction des Opérations secrètes, l'OPC (*Office of Policy Coordination*), que dirige Frank Wisner, patron de la planification de l'Agence. Soit, pour reprendre les termes exacts de la directive signée par le président Truman le 18 juin 1948<sup>30</sup>, les « activités décidées et financées par le gouvernement américain contre des gouvernements ou groupes étrangers hostiles, ou en soutien à des groupes ou des États étrangers amis, conçues ou exécutées de manière que son implication n'apparaisse pas aux personnes non autorisées<sup>7</sup> ». À la création officielle de la CIA, en 1948, l'OPC compte 300 employés et sept antennes à l'étranger.

« Trois ans plus tard, en 1951, ses effectifs regroupaient 2 812 employés travaillant sur le territoire américain et 3 142 agents rattachés à l'une des 47 antennes réparties dans le monde entier, et son budget était passé de 4,7 à 82 millions de dollars<sup>8</sup>. »

## Au service de la CIA...

C'est dire combien, d'emblée, les activités commerciales de l'ancien SS sont intriquées avec celles de la CIA. Dans son enquête sur l'assassinat de Kennedy, Ralph Ganis a clairement établi que Skorzeny fut recruté, en janvier 1949 – quelques mois, donc, après sa prétendue « évasion » – par le colonel Boris Pash, chef des opérations « sous couvert » (*under cover*) de la Centrale américaine : la PB7 (pour *Planning Branch 7*) de l'OPC<sup>31</sup>. Sa principale mission : entraîner des commandos spécialisés dans la lutte anticomuniste afin de les mettre à la disposition des réseaux *Stay Behind*. Pour financer cette activité, sa société d'import-export reçoit non seulement des fonds de la World Commerce Corporation, mais aussi de deux multinationales servant de « lessiveuses » à la CIA : le géant de l'acier Armco Steel (aujourd'hui AK Steel), dont il devient dès 1950 le représentant officiel pour l'Espagne, et la General American Oil Company, propriété du tycoon Algur Meadows, principal fournisseur du régime franquiste en pétrole brut américain. Avec lui, Skorzeny a conclu un *joint-venture* dont le maître d'œuvre n'est autre que son oncle par alliance, Hjalmar Schacht, associé à la firme BRW (Brown-Raymond-Walsh), constructeur de la plupart des bases américaines en Espagne. Coïncidence ? Le vice-président de la General American Oil Company est l'ancien juge Gordon Simpson, celui-là même qui, à la tête de la commission d'instruction du procès intenté contre Skorzeny pour crimes de guerre, demanda son non-lieu... en ignorant délibérément la plainte des anciens déportés d'Orianenburg !

En même temps qu'il fait fortune grâce aux contrats que lui procurent ses commanditaires – mais aussi grâce à la bienveillance de l'administration franquiste –, l'ancien homme de confiance de Hitler s'investit dans l'action clandestine : en France, il prend contact, grâce au truchement personnel de Dulles, avec Roger Wybot<sup>32</sup>, patron de la DST, et Pierre Bertaux, directeur de la Sûreté nationale<sup>33</sup>. Pour eux, il met en place des centres

d'entraînement secrets destinés aux membres français des *Stay Behind*. Non sans organiser, à leur demande, de discrètes opérations d'élimination d'agents communistes, en Afrique comme en Indochine française. Surtout, il est chargé de parfaire la formation commando des membres du 11<sup>e</sup> bataillon parachutiste de choc (dit « 11<sup>e</sup> choc »), le bras armé du SDECE, qui, à partir de 1961, jouera un rôle essentiel dans l'encadrement de l'OAS, avant d'être dissous par le général de Gaulle en 1963. Pour ses patrons américains, Skorzeny organise aussi le recrutement et la formation de mercenaires afin de soutenir la sécession du Katanga (riche en mines d'or) lors de l'indépendance du Congo belge, en 1960<sup>34</sup>.

Un personnage joue alors un rôle décisif pour coordonner l'action des hommes de Skorzeny : l'avocat new-yorkais Clifford Forster, président des Amis américains de l'association Paix et Liberté. Créée en 1950 par des membres français des *Stay Behind* (notamment René Pleven<sup>35</sup>) pour lutter contre l'influence communiste en Europe, cette association à vocation « culturelle » est alors financée à cent pour cent par des fonds provenant de la CIA. Et selon l'historien Bernard A. Cook, détenteur de la chaire d'histoire de l'Europe contemporaine de l'université Loyola (La Nouvelle-Orléans), elle ne s'est pas contentée de dessiner des affiches ou de publier des brochures : « Les plus activistes de ses chefs ont été directement impliqués dans des actes de violence et des complots antigouvernementaux, comme l'assassinat du leader communiste belge Julien Lahaut, en 1950<sup>9</sup>. »

Mais, en 1960, les choses évoluent. Si Clifford Forster reste actif dans la lutte anticommuniste, il embrasse un autre combat : la défense de l'Algérie française. Il est, en cela, en parfaite adéquation avec les stratégies de la CIA, qui, après avoir favorisé l'indépendance algérienne en armant et en finançant le FLN, ont progressivement compris que ce dernier, pour peu qu'il prenne le pouvoir, n'était pas prêt à laisser l'industrie pétrolière américaine disposer du Sahara. Aussi prend-il désormais fait et cause pour ceux qui contestent la politique de désengagement choisie par de Gaulle. En septembre 1960, juste après que le Général eut laissé entrevoir pour la première fois sa préférence pour l'« Algérie algérienne », il lance à New York un bulletin de liaison<sup>36</sup> destiné à tous ceux qui veulent garder l'Algérie en « Occident » [*sic*]. « Nous nous sommes créés, écrit-il, pour expliquer au peuple américain pourquoi nous, également citoyens américains, croyons que, dans l'intérêt de l'humanité et de la civilisation

occidentale, les intérêts politiques américains et ceux de nos alliés seront mieux servis par une Algérie intégrée à la France. »

Aussitôt, Forster donne le feu vert à Skorzeny pour qu'il entraîne à outrance les *desperados* de l'Algérie française. Quand, quelques mois avant de créer officiellement l'OAS, le général Salan s'installe à Madrid, à l'hôtel Princesa, pour en faire son QG, son premier visiteur n'est autre que l'ancien colonel SS, raconte l'historien britannique Alistair Horne dans sa magistrale histoire de la guerre d'Algérie<sup>10</sup>. Autour de lui affluent les chefs de cette nouvelle « Armée secrète » qui, par cette terminologie, cherchent à s'inscrire dans la cosmogonie de la Résistance française – la vraie – sans se demander s'il est bien cohérent de faire ainsi allégeance au plus farouche paladin encore vivant d'Adolf Hitler<sup>37</sup> pour renverser Charles de Gaulle, symbole vivant de la France libre ! L'étudiant Jean-Jacques Susini, le cafetier Joseph Ortiz, le médecin Jean-Claude Perez viennent s'entraîner dans des camps du Pays basque espagnol et, plus au sud, à Valladolid. Les méthodes de combat sont celles de la SS ; le décor, un étrange mélange de folklore pied-noir et de croix celtiques (sans doute pour complaire à leur nouveau chef), comme le raconte Anthony Clayton<sup>11</sup>.

Mais le sens du secret n'a jamais été l'apanage de l'OAS. Le 26 février 1961, quelques semaines avant le putsch d'Alger, le journaliste Waverley Root révèle l'existence de ces camps à la une du *Washington Post* et pose la question en désignant les fidèles de Salan : « Dirigés par Skorzeny ? » L'intéressé s'abstient de démentir, et quelques années plus tard il confirmera lors de plusieurs entretiens télévisés qu'il a effectivement « aidé » l'OAS... Mais, on s'en doute, sans dire comment. En février 1963, quand l'Organisation entrera en agonie et que l'Espagne de Franco acceptera enfin de collaborer avec Paris pour débusquer ses tueurs les plus dangereux, *Le Figaro* et *Combat* révéleront les noms d'une dizaine d'activistes arrêtés qui s'étaient entraînés, notamment, dans le camp clandestin de Valladolid.

## **... et au cœur de la galaxie impliquée dans l'assassinat de Kennedy !**

L'un d'eux échappera à la rafle : le capitaine Jean-René Souètra, un parachutiste qui, un an plus tôt, s'est évadé du camp de Saint-Maurice-

l'Ardoise en creusant un tunnel de 30 mètres de long ! Souètra est l'homme que Ralph Ganis place au cœur de son enquête sur l'assassinat de John Kennedy, allant même jusqu'à le désigner comme le deuxième tireur de l'attentat de Dallas. Pas de preuve dirimante, certes, mais un solide faisceau de convergences : outre sa présence dans les camps d'entraînement espagnols de Skorzeny, Souètra est désigné par les papiers de ce dernier comme l'une de ses relations d'affaires régulières, *via* le Centro Mondiale Commerciale, filiale italienne de la World Commerce Corporation déjà citée. Plus troublant encore : on sait par un document déclassifié en 1977 par la CIA que, le 22 novembre 1963, le tueur de l'OAS était présent à Dallas et que, arrêté le lendemain en situation irrégulière à Fort Worth, il fut renvoyé en Espagne par cette même CIA... alors qu'un mandat d'arrêt international avait été lancé contre lui par la police française qui le recherchait activement ! Dans sa contre-enquête sur l'assassinat de Kennedy, le procureur Garrison démontrera que le Centro Mondiale Commerciale servait à recycler les fonds secrets de la CIA et que son actionnaire principal, Clay Shaw (qui bénéficiera en 1967 d'un non-lieu pour vice de forme), se servait d'une de ses filiales, la Permindex, pour financer l'OAS...

Faut-il en conclure avec Ganis, et avant lui Garrison, mais aussi, dès 1963, le général de Gaulle lui-même, que les hommes ayant téléguidé l'attentat se trouvaient au cœur de la CIA<sup>38</sup> ? Deux choses sont certaines : depuis le renvoi de son directeur Allen Dulles par Kennedy<sup>39</sup>, les grands chefs de la Centrale américaine considéraient l'hôte de la Maison-Blanche comme un ennemi structurel – ce qui n'empêchera pas Johnson, le successeur de JFK, de nommer ce même Dulles au sein de la Commission Warren chargée d'établir la vérité sur l'attentat ; quant à Skorzeny, il avait prouvé, depuis son acquittement de 1948, qu'il n'avait rien à leur refuser. Bref, qu'on souscrive ou non aux conclusions de Ganis, la cartographie détaillée qu'il dresse des relations entretenues par l'ancien SS avec la plupart des protagonistes de l'attentat – jusqu'à Oswald lui-même, protégé par George de Mohrenschildt, autre associé en affaires de l'Autrichien ! – ne peut qu'alimenter la suspicion à son endroit.

## L'éliminateur

Aventurier dans l'âme, le reître avait cependant conservé une certaine autonomie. Collaborant avec les Américains par nécessité vitale autant que par anticommunisme, il n'en avait pas moins continué à aider ses anciens amis nazis. Et c'est ce qui, paradoxalement, devait faire de lui, contre son gré, l'instrument du Mossad. C'est ainsi que, dès le début des années 1950, il organisa, de sa propre initiative, l'exfiltration d'ex-officiers de la Wehrmacht ou de la SS vers l'Égypte du général Néguib, successeur du roi Farouk et prédécesseur de Nasser. Parmi eux : le général Wilhelm Fahrmbarer, ancien défenseur de la poche de Lorient, le général de panzers Oskar Munzel, mais aussi plusieurs SS activement recherchés comme Leopold Gleim, ancien responsable du SD en Pologne, ou Joachim Deumling, transfuge du RSHA qui dirigea la Gestapo à Düsseldorf. Quand Nasser prend le pouvoir en 1954, Skorzeny le rencontre même deux heures durant. Il raconte longuement l'entrevue dans *La Guerre inconnue*<sup>12</sup>, mais sa relation reste, comme tout ce qu'il a écrit, empreinte de suspicion. Selon lui, le Raïs lui aurait révélé l'appui financier offert par l'URSS pour aider l'Égypte à construire le barrage d'Assouan, manière assez directe de lui faire savoir que si les États-Unis lui proposaient mieux, il resterait l'allié de l'Occident dans la région. Comment expliquer que Nasser ait pris un tel risque s'il n'était pas lui-même convaincu d'être en face d'un intermédiaire de premier plan des services de renseignements américains ?

Auparavant, l'ancien chef des commandos de la SS a aussi séjourné plusieurs fois en Argentine pour des missions de « conseil » auprès du dictateur Juan Perón, qui a recueilli, comme on sait, beaucoup d'anciens cadres nazis devenus indésirables en Europe. L'Autrichien est-il pour autant, comme certains ont pu l'écrire, l'un des organisateurs du fameux réseau Odessa, censé avoir organisé la fuite de centaines de criminels de guerre grâce au « trésor des SS<sup>40</sup> » ? Se réfugiant derrière sa formule fétiche « on ne prête qu'aux riches », Skorzeny l'a toujours nié. Et l'on sait aujourd'hui qu'Odessa n'a jamais existé sous la forme d'une structure unifiée. Son nom même est emprunté au roman de Frederick Forsyth, *The Odessa File*, Odessa étant l'acronyme de *Organisation der ehemaligen SS-Angehörigen*, autrement dit « Organisation des anciens membres de la SS ». On a fait mieux en termes de clandestinité ! La vérité est que sous cette dénomination passée dans le langage commun pour désigner « le »



réseau d'exfiltration des criminels de guerre allemands se dissimulaient nombre de filières bien réelles : celles du CIC<sup>41</sup>, de l'OSS et du Vatican – en particulier le réseau Hudal, du nom de l'évêque autrichien qui permit, entre autres, la fuite de Joseph Mengele<sup>42</sup> –, sans parler de celles inhérentes aux réseaux Gehlen ou organisées par Skorzeny *intuitu personae*, auxquelles les services français donnèrent pour nom de code *Spinne* (« l'araignée », en allemand), les Américains baptisant l'ensemble *Ratlines* (« les routes des rats »)...

Toujours est-il qu'à tant faire pour mettre en sûreté des nazis activement recherchés par Israël, l'ancien colonel SS a rapidement attiré l'attention sur lui. Après une brève étude psychologique du personnage, le Mossad a tranché : son goût immodéré de l'action mais aussi le cynisme dont il fait preuve en s'enrichissant grâce à cette Amérique contre laquelle il s'était tant battu peuvent en faire un précieux allié. Et puis Skorzeny n'est ni Eichmann ni Mengele : tout SS qu'il fut, il n'a jamais participé à la Shoah. Début 1962, le contact est pris dans un bar de Madrid. En voici le récit publié dans *Haaretz* par Dan Raviv et Yossi Melman, d'après l'entretien qu'ils ont eu avec Rafi Eitan<sup>43</sup>, l'un des plus prestigieux agents du Mossad, qui mit l'opération au point avec Joe Raanan, son chef de poste en Allemagne qui allait devenir l'officier traitant de Skorzeny :

« Un soir des premiers mois de 1962, Skorzeny [...] se trouvait dans un bar huppé de Madrid en compagnie de sa femme, nettement plus jeune que lui, Ilse von Finckenstein [...]. Ils savouraient des cocktails et se détendaient quand le barman les présenta à un couple germanophone qu'il venait de servir. La femme était jolie et avait dans les 28-29 ans et son compagnon, un homme élégant, près de 40. Ils dirent être des touristes allemands et évoquèrent l'histoire pénible qui leur était arrivée : on venait de les dépouiller complètement dans la rue.

« Leur allemand était parfait, même si l'homme avait un léger accent autrichien, qui rappelait celui de Skorzeny. Ils donnèrent leurs noms, de faux noms, il s'agissait, en fait, d'un agent du Mossad dont l'identité ne peut pas encore être révélée et son "assistante", Anke. Ils prirent quelques verres de plus, puis on commença à flirter sans retenue, et la femme de Skorzeny ne tarda pas à inviter le jeune couple, qui avait tout perdu, argent, passeports et bagages, à passer la nuit dans leur somptueuse villa. [...] Après qu'ils eurent pénétré dans la maison, au moment crucial où ce flirt

espiègle semblait près de passer à l'étape suivante, Skorzeny, cet hôte si charmant, braqua un revolver sur le jeune couple et déclara : “Je sais qui vous êtes et je sais pourquoi vous êtes là. Vous êtes des agents du Mossad et vous êtes venus pour me tuer.”

« Le jeune couple ne broncha pas. L'homme déclara : “Vous avez à moitié raison. Nous sommes effectivement du Mossad mais si nous étions venus pour vous tuer, vous seriez mort depuis des semaines.”

« “À moins, dit Skorzeny, que ce ne soit moi qui vous tue.”

« Anke intervint : “Si vous nous tuez, ceux qui nous suivent ne vont pas se donner la peine de prendre un verre avec vous. Vous ne verrez même pas leur visage avant qu'ils ne vous fassent sauter la cervelle. Nous vous demandons seulement de nous aider.” »

Apparemment convaincu par l'argument, l'ancien SS se radoucit et demande au chef du commando d'en dire plus sur ses intentions. À quoi l'autre répond qu'Israël a besoin de renseignements et que son gouvernement est prêt à le payer grassement. Mais Skorzeny le coupe brusquement : « L'argent ne m'intéresse pas, j'en ai suffisamment. »

« L'homme du Mossad, poursuivent Raviv et Melman, fut encore plus étonné d'entendre ce qu'il voulait réellement : “J'ai besoin que Wiesenthal enlève mon nom de sa liste.” Simon Wiesenthal, le célèbre chasseur de nazis basé à Rome, l'avait mis sur sa liste de criminels de guerre, mais voilà que l'accusé soutenait n'avoir commis aucun crime. L'Israélien ne croyait pas aux protestations d'innocence des officiers supérieurs nazis, mais le recrutement d'un espion exige mensonges et subterfuges. “OK, dit-il, ce sera fait. On va s'en occuper.”

« Skorzeny finit par baisser son arme et les deux hommes se serrèrent la main<sup>13</sup>. »

Peu après, Skorzeny, pris en charge par Raanan, part en Israël sous une fausse identité. Interrogé comme il se doit par la direction du Mossad, l'Autrichien passe avec succès les différentes étapes de son incroyable recrutement et rencontre longuement Isser Harel<sup>44</sup>, le patron du service. Sa mission : éliminer, capturer ou, *a minima*, obtenir le départ d'Égypte des ingénieurs allemands travaillant sur les missiles.

Les Israéliens n'auront pas à se plaindre de leur nouvelle recrue : lors de plusieurs voyages en Égypte, elle met au jour les coordonnées des ingénieurs qui, pour la plupart, s'y étaient installés grâce à lui et en localise d'autres, arrivés depuis. Et quand ce n'est pas lui-même qui se charge de les

éliminer (comme Krug à Munich), c'est le Mossad qui officie. Toujours selon *Haaretz*, « Skorzeny a continué à surprendre les Israéliens par l'intensité de sa coopération. Pendant un voyage en Égypte, il a même envoyé par la poste des colis remplis d'explosifs, et une bombe fabriquée par des Israéliens a tué cinq Égyptiens sur le site militaire consacré aux fusées, Factory 333<sup>45</sup>, où travaillaient des savants allemands<sup>14</sup> ».

Nanti de cette solide assurance-vie, l'« homme le plus dangereux du monde » peut désormais se consacrer sans partage à ses affaires, jusqu'à ce qu'en 1970 on lui découvre deux tumeurs cancéreuses à la colonne vertébrale. Opéré aux États-Unis, il apprend qu'il restera paralysé des membres inférieurs. Un an plus tard, grâce à une rééducation adéquate et aux efforts surhumains que lui permet une musculature encore impressionnante, il remarche comme si rien ne s'était passé, multipliant les entretiens pour divers documentaires télévisés consacrés à la Seconde Guerre mondiale, à lui-même ou à ses exploits. Il reçoit indifféremment dans son bureau madrilène de la Calle Jorge Juan, dans sa somptueuse villa de Majorque ou dans son cottage de Martinstown House, au cœur de l'immense propriété qu'Ilse et lui ont achetée en Irlande, et où ils passent de plus en plus de temps, au milieu de leurs moutons. Pierre Bellemare, qui l'interroge en septembre 1973 pour son émission *Témoins* consacrée à la libération de Mussolini, est reçu, lui, dans son appartement de Madrid : Skorzeny a soixante-cinq ans, s'exprime dans un français parfait, et l'on a peine à croire que trois ans plus tôt les médecins ne donnaient pas cher de sa survie. En février 1975, il est invité à Paris pour participer à un débat des *Dossiers de l'écran*. Cinq mois plus tard, le 6 juillet 1975, on apprend qu'il est mort. Un cancer foudroyant des poumons l'a emporté.

Quelques jours plus tard, un service religieux a lieu dans une église catholique de la banlieue de Madrid, juste avant que la dépouille du guerrier préféré de Hitler ne soit transférée à Vienne, dans le cimetière familial des Skorzeny. En Autriche, les caméras ne furent pas admises, mais en Espagne, la télévision était là. Tandis que toutes les décorations du défunt, disposées sur un velours rouge, étaient présentées à l'assistance, on chanta, bras tendu, *Cara al Sol*<sup>46</sup>, l'hymne de la Phalange franquiste, et *Ich hatt' einen Kameraden*<sup>47</sup>, le chant funèbre de l'armée allemande. Au fond de l'église se tenait un homme discret que nul n'avait jamais vu et qui, de sa vie, n'avait jamais côtoyé autant de nostalgiques du III<sup>e</sup> Reich : Joe Raanan,

désormais retraité du Mossad. Comme son ancien agent, il s'était reconverti dans les affaires.

1. Rituel rapporté par le journaliste et producteur Pierre Bellemare, qui rencontra Skorzeny en Espagne, pour l'ORTF, en 1973.

2. « The Strange Case of a Nazi Who Became an Israeli Hitman » dans l'édition en anglais. *Haaretz*, 27 mars 2016, enquête téléchargeable sur <https://www.haaretz.com/jewish/holocaust-remembrance-day/the-strange-case-of-a-nazi-who-became-a-mossad-hitman-1.5423137>.

3. Lire chapitre 11, « Wernher von Braun, ou la fuite dans les étoiles ».

4. 1847-1882.

5. À la mort de Skorzeny, son épouse, Ilse von Finckenstein (1918-2002), brûla, à sa demande, certains de ses papiers personnels. Sauf ceux ayant trait à ses activités commerciales, qu'elle offrit à un associé espagnol de son mari, lequel les transmit à son petit-fils, qui lui-même les mit en vente en 2012, ce qui permit à Ganis de les acquérir. Ces documents, qui dessinent une cartographie parfaite des relations d'affaires de Skorzeny, révèlent que les structures avec lesquelles il travaillait étaient des « couvertures » de la CIA et que leurs représentants figuraient, à un titre ou à un autre, dans l'enquête sur l'assassinat de Kennedy.

6. Censé avoir tiré trois balles, parmi lesquelles la fameuse « balle magique » dont la Commission Warren, détentrice de la version « officielle », admet qu'elle ait pu pénétrer dans le dos du Président, ressortir à l'avant du cou après avoir changé de direction... puis pénétrer dans le corps du gouverneur Connally par l'épaule droite, lui briser une côte et le radius et revenir se loger dans sa cuisse gauche ! Une thèse qu'a toujours réfutée Connally, placé en face de Kennedy dans la voiture officielle, et qui n'a cessé, jusqu'à sa mort, d'affirmer qu'il avait été touché par un tir séparé.

7. Voir à ce sujet la remarquable enquête de Thierry Lentz, *L'Assassinat de Kennedy, histoire d'un mystère d'État*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010.

8. Mort en 1996, l'as des as de la Luftwaffe (104 victoires homologuées et une cinquantaine d'autres probables) commanda la chasse allemande de 1942 à 1945, non sans tester, comme pilote d'essai, les prototypes les plus avancés, tel le Messerschmitt 262 à réaction.

9. L'officier allemand le plus décoré de la Seconde Guerre mondiale puisqu'il reçut la croix de chevalier de la croix de fer avec feuilles de chêne, glaives en or et brillants pour avoir participé, à bord de son Stuka, à 2 530 missions de combat et détruit plus de... 2 000 cibles terrestres ou maritimes !

10. Le plus célèbre des officiers de panzers qui, à bord de son Tigre, détruisit 130 chars russes puis américains, et autant de pièces d'artillerie avant d'être tué, en août 1944, à la fin de la bataille de Normandie, non sans avoir détruit à lui seul une trentaine de chars britanniques.

[11.](#) Disparu en mars 1941, Günther Prien fut l'un des commandants de *U-Boot* les plus titrés, pour avoir envoyé par le fond 31 navires ennemis en moins de dix-huit mois (dont le cuirassé britannique *Royal Oaks*, en octobre 1939, à Scapa Flow).

[12.](#) Voir chapitre 4, « Rudolf Diels, ou la Gestapo “utile” ».

[13.](#) Pour *Deutsche Nationalsozialistische Arbeiterpartei* (DNSAP), autrement dit Parti allemand des travailleurs nationaux-socialistes. Après l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, le DNSAP sera absorbé par son inspirateur, le NSDAP (*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei*), ou Parti national-socialiste des travailleurs allemands.

[14.](#) À l'appui de sa « suggestion », Hermann Göring avait pris soin de signaler au président Miklas que, quelle que soit sa décision, la Wehrmacht franchirait, le lendemain matin à 5 heures, la frontière austro-allemande. Le soir même, Schuschnigg fit lire ce communiqué à la radio : « Le gouvernement allemand a remis aujourd'hui au président Miklas un ultimatum lui ordonnant, dans un délai imposé, de nommer au poste de chancelier une personnalité désignée par le gouvernement allemand ; en cas de refus, les troupes allemandes envahiront l'Autriche. [...] Le président Miklas m'a demandé de faire savoir au peuple d'Autriche que nous avons cédé à la force parce que nous refusons, même en cette heure terrible, de verser le sang. Nous avons donc décidé d'ordonner aux troupes autrichiennes de n'opposer aucune résistance. Je prends donc congé du peuple autrichien, en lui adressant cette formule d'adieu allemande, prononcée du plus profond de mon cœur : Dieu protège l'Autriche. »

[15.](#) En apparence seulement puisque si le consentement des Autrichiens à l'union avec l'Allemagne ne fait aucun doute (99,9 % des voix pour l'Anschluß, lors du référendum du 10 avril 1938), les persécutions contre les Juifs et les opposants politiques débutent dès le lendemain de sa proclamation.

[16.](#) Garde du corps.

[17.](#) Joseph, dit « Sepp » Dietrich (1892-1966), finira la guerre avec les plus hautes décorations gagnées au combat (dont la rarissime croix de chevalier de la croix de fer avec feuilles de chêne, glaives et brillants), mais sera brusquement disgracié par Hitler, peu avant son suicide, pour avoir ordonné à sa division de battre en retraite devant la gigantesque offensive soviétique lancée sur Vienne, en avril 1945. Nommé commandant de la fantomatique VI<sup>e</sup> *Panzerarmee*, Dietrich avait eu le front de plaisanter : « On nous appelle la “Sixième” armée blindée parce qu'il ne nous reste que six panzers. » Fait prisonnier le 11 mai suivant par les Américains, il sera condamné à la prison à perpétuité pour le massacre de prisonniers de guerre britanniques à Wormhout (mai 1940) et celui de soldats américains capturés à Baugez (décembre 1944), près de Malmedy, pendant l'offensive des Ardennes. Amnistié en 1956, il participera jusqu'à sa mort, dix ans plus tard, à de nombreuses réunions de nostalgiques du III<sup>e</sup> Reich et autres néonazis.

[18.](#) Voir chapitre 1, « Albert Speer, le technocrate esclavagiste ».

[19.](#) Celle du massacre d'Oradour-sur-Glane, en juin 1944.

[20.](#) Capturés aux Britanniques par l'*Afrikakorps*, à partir de 1941.

[21.](#) *Special Air Service*.

[22.](#) Lire chapitre 12, « Hanna Reitsch, l'ange des maudits ».

[23.](#) Skorzeny écrit dans *La Guerre inconnue, op. cit.* : « J'ai eu dans mon existence trois chances énormes. La première fut d'être choisi par Adolf Hitler pour libérer le Duce. La seconde fut de ne pas laisser ma vie dans l'aventure, et la troisième d'avoir réussi. »

[24.](#) Sur le plateau dit *Campo Imperatore*, situé à 1 800 mètres d'altitude, que les Italiens surnomment le « petit Tibet ».

[25.](#) Voir chapitre 2, « Walter Schellenberg, le gentleman assassin ».

[26.](#) Formalité alors obligatoire pour les anciens membres du NSDAP, *a fortiori* pour les anciens SS désireux d'exercer une profession dans l'Allemagne d'après guerre.

[27.](#) Vu les presque 2 mètres et les 110 kg de Skorzeny, cette version a laissé rêveurs beaucoup d'historiens, certains penchant pour une libération classique... mais discrète.

[28.](#) La récupération des principaux savants du III<sup>e</sup> Reich au profit des États-Unis (voir chapitre 11, « Wernher von Braun, ou la fuite dans les étoiles »).

[29.](#) Voir chapitre 8, « Hjalmar Schacht, le “docteur miracle” ».

[30.](#) Dite directive NSC (pour *National Security Council*) 10/2 du 18 juin 1948.

[31.](#) En tant qu'organisme de planification des opérations secrètes de la CIA, l'OPC comprend sept « branches » : la PB1 (*Planning branch* 1), dédiée à l'action politique, la PB2 (action psychologique), la PB3 (guerre économique), la PB4 (exfiltration), la PB5 (guérilla), la PB6 (sabotage) et la PB7 (opérations sous couvert, incluant l'élimination physique).

[32.](#) De 1946 à 1959.

[33.](#) De 1949 à 1951.

[34.](#) Quand la sécession du Katanga prendra fin, en 1963, son chef, Moïse Tshombe, l'exécuteur de Lumumba, sera exfiltré par les hommes de Skorzeny vers la Rhodésie puis l'Espagne.

[35.](#) Ministre (de l'Économie, des Affaires étrangères) ou président du Conseil sans interruption de 1944 à 1954, René Pleven (1901-1993) fut avant guerre collaborateur de Jean Monnet à la Chase Manhattan Bank puis directeur pour l'Europe de la multinationale américaine Automatic Telephone Company. Rallié à de Gaulle en 1940, il rompit avec lui en 1946 pour créer l'UDSR, parti charnière de la IV<sup>e</sup> République. Cofondateur avec Monnet du Comité pour les États-Unis d'Europe, il combattit le Général jusqu'en 1969, date à laquelle, comme beaucoup de centristes, il rallia Georges Pompidou, qui en fera son garde des Sceaux.

[36.](#) *Bulletin of the American Committee.*

[37.](#) Avec le chef rexiste belge Léon Degrelle (1906-1994), réfugié en Espagne, et qui vivra jusqu'à sa mort dans une semi-clandestinité.



[38](#). Le 27 novembre 1963, à son retour de l'enterrement de Kennedy, de Gaulle dira à son porte-parole Alain Peyrefitte : « La police a fait le coup, ou bien elle l'a fait faire, ou bien elle l'a laissé faire. » Peyrefitte, qui notera immédiatement la phrase dans son journal, la publiera trente-quatre ans plus tard dans sa somme *C'était de Gaulle* (Paris, Fayard, 1997). À l'issue du Conseil des ministres du même jour, le Général précisera sa pensée à propos d'Oswald, l'assassin « officiel » : « C'était l'homme qu'il leur fallait. Un merveilleux accusé. La fable était de faire croire que le type avait agi par amour du communisme. Ça aurait permis de déclencher une chasse aux sorcières communistes et de détourner l'attention. Vous avez vu comment ils l'ont arrêté ? Ils le gardaient en réserve ! Ils se sont emparés de lui dès qu'il a fallu le trouver. Le type s'est enfui, car il devait se méfier. Ils ont voulu l'abattre sur-le-champ, sans même que la justice ait pu se saisir de lui. Malheureusement, ça ne s'est pas passé exactement comme ils l'avaient sans doute prévu. Le type s'est défendu. Un policier a été tué. Il y a eu des témoins. Par suite, on était obligé de le poursuivre en justice. On ne pouvait pas le descendre sans autre forme de procès... Alors, la police est allée chercher un indicateur qui n'avait rien à lui refuser et qu'elle tenait parfaitement en main ; et ce type s'est dévoué pour tuer le faux assassin, sous prétexte qu'il fallait défendre la mémoire de Kennedy ! » Et encore, Peyrefitte ne savait pas tout : dans son enquête *L'Amérique contre de Gaulle, 1961-1969, l'histoire secrète* (Paris, Seuil, 2000), Vincent Jauvert révèle qu'au moment du putsch des généraux (avril 1961), c'est Kennedy qui, par l'intermédiaire de notre ambassadeur à Washington, Hervé Alphand, avait demandé de l'aide à de Gaulle pour y voir plus clair sur le jeu de la CIA en Algérie : « Selon Kennedy, écrit alors Alphand dans une note au Général, la CIA est une machine si vaste et si mal contrôlée que les manœuvres les plus invraisemblables peuvent cependant être vraies. »

[39](#). Le 29 novembre 1961, après l'échec du débarquement anticastriste de la baie des Cochons (17 avril 1961), planifié avant l'arrivée de Kennedy au pouvoir et dont ce dernier reprochera à Dulles de lui avoir caché les détails. Malgré l'éviction de Dulles et son remplacement par John McCone, Kennedy s'opposera une nouvelle fois à la CIA, en mars 1962, après que celle-ci lui a proposé, sous le nom d'opération « Northwoods », d'organiser des attentats imputés aux castristes afin de justifier une nouvelle intervention américaine à Cuba. Son refus portera à son comble l'hostilité de la Centrale à son endroit.

[40](#). Il est désormais établi que ledit « trésor » (terme qui inspira le film de Franz Antel, sorti en 1959, *Le Trésor des SS*) ne fut jamais déposé en un seul lieu, ni *a fortiori* détenu par quiconque, ce qui explique qu'une partie des lingots et billets de banque (vrais ou faux) accumulés par l'Ordre noir pendant la guerre put d'autant mieux s'évaporer dans la nature que ses détenteurs étaient nombreux. Une partie de ce butin fut d'ailleurs retrouvée par l'armée américaine, en 1945, sous forme de lingots (250 tonnes) et de métaux stratégiques (platine, palladium) dans une mine de sel désaffectée de Thuringe, en même temps que des centaines de tableaux volés à des collections publiques et privées.

[41](#). Le *Counter Intelligence Corps* de l'armée américaine (voir chapitre 2, « Walter Schellenberg, le gentleman assassin »).

[42](#). Surnommé l'« ange de la mort », Mengele (1911-1979) fut l'un des médecins du camp d'Auschwitz où il pratiqua des expériences particulièrement atroces sur les prisonniers. Parvenu à prendre la fuite en Amérique du Sud, il se cacha sous diverses identités pour échapper aux services spéciaux israéliens. Lesquels eurent moins de chance avec lui qu'avec Eichmann, puisque Mengele mourut d'une attaque cérébrale lors d'une baignade au Brésil.

[43.](#) Rafael Etan (1926-2019) fut l'homme qui, entre autres, captura Eichmann en Argentine.

[44.](#) Isser Harel (1912-2003) fut directeur du Mossad de 1952 à 1963.

[45.](#) Notamment un ancien de Peenemünde, Paul Goerke, spécialiste dans le guidage des missiles, et Otto Joklik, un atomiste autrichien qui travaillait sur le projet de munir ces derniers de têtes remplies de déchets radioactifs. En 1963, leur laboratoire clandestin, baptisé « Factory 333 » par le Mossad, fut dissous après que Joklik, effrayé par les colis piégés reçus par ses collaborateurs, eut décidé de rentrer chez lui, non sans avoir été préalablement « débriefé » par les services israéliens.

[46.](#) « Face au soleil. »

[47.](#) « J'avais un camarade. »

# 6

## **Ernst Achenbach, du pillage de la France au Parlement européen**

Contrairement à Otto Skorzeny, qui, en quelques minutes, pouvait démonter et remonter n'importe quel fusil d'assaut les yeux fermés, Ernst Achenbach n'avait aucun goût pour les armes à feu. Mais il sacrifiait volontiers au Meccano industriel quand cela pouvait lui rapporter gros. La France en sait quelque chose, qui fut son terrain de jeu privilégié de 1937 à 1943.

Né en 1909 à Siegen (Rhénanie), il est comme Albert Speer, son aîné de quatre ans, trop jeune pour participer à la Grande Guerre, et trop vieux pour faire son service militaire sous le III<sup>e</sup> Reich. Comme lui encore, il profite donc du désarmement de l'entre-deux-guerres pour obtenir de solides diplômes universitaires, objectif auquel son père, simple directeur d'école, sacrifie tout. Son bac en poche en 1927, il commence des études de droit qui le mènent de Bonn à Hambourg et de Berlin à Paris, où il perfectionne son français, qu'il parlera quasiment sans accent. En 1932, le voici docteur en droit et en 1936 docteur d'État, attaché au ministère des Affaires étrangères. En 1937, il retrouve avec plaisir Paris, où il intègre l'ambassade d'Allemagne comme attaché juridique auprès de Johannes von Welczeck, un nazi convaincu<sup>1</sup>. En cette période de grandes manœuvres internationales qui voient le Reich avancer ses pions partout en Europe au point d'obtenir pacifiquement l'annulation de la plupart des clauses économiques et

territoriales du traité de Versailles, l'ambassadeur von Welczeck confie à Achenbach une tâche qu'on qualifierait aujourd'hui de lobbying : convaincre les milieux industriels et financiers français du bien-fondé d'une entente avec l'Allemagne.

Il faut dire que, malgré sa jeunesse, le « docteur » Achenbach, comme il aime à se faire appeler des Français, est déjà l'ami de beaucoup de patrons d'outre-Rhin. Membre actif du NSDAP, il s'est beaucoup investi, dès 1933, dans l'*Adolf-Hitler-Spende der deutschen Wirtschaft*<sup>2</sup> (AHSDW), organisme créé par Gustav Krupp, patron du géant de l'acier du même nom, et les principaux industriels de la Ruhr<sup>3</sup> pour financer le parti nazi et son entreprise de « reconstruction nationale ». La manne est gigantesque, puisqu'elle représente 0,5 % de la masse salariale annuelle versée par chaque firme, soit 30 millions de Reichsmarks par an, selon les évaluations minimales établies par l'historien belgo-canadien Jacques Pauwels dans son étude *Big Business avec Hitler*<sup>1</sup>. Les banques et les grands propriétaires fonciers allemands doivent aussi apporter leur contribution, laquelle peut revêtir bien des formes, du don enthousiaste à l'extorsion pure et simple en passant par l'aide opportuniste. Dans son livre *Les Allemands en France*, Lucien Steinberg révèle, en s'appuyant sur les procès-verbaux de plusieurs réunions de l'organisation, qu'Achenbach était passé maître dans l'art de changer de casquette : le militant national-socialiste utilisait sa position pour obtenir un maximum de fonds à destination du Parti, et l'avocat son savoir-faire pour obtenir de ses clients la défiscalisation de leurs dons ! Quand il fut appelé à Paris, il ne cessa pas pour autant ses activités au sein de l'AHSDW. Le 7 mars 1939, raconte Steinberg, il organise encore une réunion à la Maison de l'art allemand de Munich pour la levée de fonds de 50 000 marks auprès de 77 entreprises<sup>2</sup>.

C'est ainsi qu'à moins de trente ans, Achenbach siège déjà dans plusieurs conseils d'administration importants, ce qui lui confère la surface requise pour aller à la rencontre du patronat français. Ses représentants, en particulier les dirigeants de la banque Worms, avec lesquels il tisse d'emblée des liens *via* l'un de ses directeurs, Jacques Barnaud, futur délégué général aux Relations économiques franco-allemandes sous l'Occupation, sont fréquemment reçus dans les salons de l'ambassade d'Allemagne, le somptueux hôtel Beauharnais du 59, rue de Lille<sup>4</sup>.

## Prédateur en temps de paix

En 1938, Achenbach remporte sa première victoire de taille, même s'il n'est pas seul à la manœuvre : convaincre le groupe Schneider de renoncer à ses intérêts en Tchécoslovaquie, en l'espèce aux usines Skoda, en contrepartie d'un substantiel dédommagement. L'affaire, minutieusement étudiée par l'historienne Annie Lacroix-Riz dans sa somme sur *Les Élités françaises dans les années 1930*<sup>3</sup>, vaut qu'on s'y arrête car elle démontre combien la Collaboration inaugurée en 1940 plonge ses racines dans la politique suicidaire menée par la III<sup>e</sup> République finissante.

Fleuron de l'industrie d'armement autrichienne jusqu'en 1918, Skoda avait été acquis par Schneider lors de la création de la Tchécoslovaquie, en 1920. On dit même qu'Eugène Schneider en personne avait convaincu le Quai d'Orsay de fixer les frontières du nouvel État conformément à ses intérêts métallurgiques et miniers, en y intégrant notamment le territoire de Teschen, riche en charbon, sur lequel lorgnait aussi la Pologne. Pivot de l'alliance de revers préventive contre l'Allemagne conçue par la France entre les deux guerres, la Tchécoslovaquie devint donc pour Hitler l'État à détruire par excellence, et Skoda un fleuron industriel à neutraliser. Et ce, de manière d'autant plus urgente que la plupart de ses unités de production étaient situées dans le territoire des Sudètes, lequel deviendra l'enjeu des accords de Munich de septembre 1938, premier pas vers la suppression pure et simple de l'État tchécoslovaque.

Or les Sudètes n'étaient pas seulement ce lieu peuplé majoritairement d'Allemands que Hitler avait promis de rattacher au Reich au même titre que l'Autriche ou le corridor de Dantzig : c'est aussi là que se situaient les redoutables fortifications érigées par la Tchécoslovaquie pour se protéger d'une invasion allemande par le nord. Construits à partir de 1935 avec l'appui d'ingénieurs français, ces ouvrages étaient, de son aveu même, le cauchemar du Führer, qui remarquait avec raison que, contrairement à la ligne Maginot, interrompue à la frontière belge, celles-ci n'étaient contournables ni par l'ouest ni par l'est... Son premier acte après l'arrangement de Munich fut de se rendre sur le site en compagnie de ses généraux, et de constater *de visu* la redoutable efficacité de cette ligne de défense. Des essais y furent aussitôt organisés pour mettre au point et tester les munitions à charge creuse qui, en juin 1940, seront utilisées pour réduire les forts français de la ligne Maginot. On comprend pourquoi, juste après

que le président du Conseil français, Édouard Daladier, et le Premier ministre anglais, Neville Chamberlain, eurent paraphé le document livrant les Sudètes à l'Allemagne, Hitler se précipita dans le bureau de ses secrétaires, les embrassa et leur dit : « C'est le plus beau jour de ma vie<sup>5</sup> ! »

Renoncer à Skoda revenait donc pour la France à renoncer à défendre la Tchécoslovaquie, donc à se défendre tout court ! C'est à cette défaite sans morts préfigurant celle, sanglante, de 1940 que consent pourtant Schneider – et le gouvernement Daladier avec lui – en acceptant de vendre ce groupe stratégique à un consortium allemand de droit tchèque contrôlé par Krupp et la Dresdner Bank ! Affaire en or pour Schneider, qui voit ses actions achetées au cours de 1930 (le plus haut de son histoire !), cette cession qui s'apparente, côté français, à de la haute trahison n'aurait pu être menée à bien sans les relations d'Achenbach avec le Comité des forges et son principal relais dans la presse, *Le Temps*<sup>6</sup>.

C'est ainsi que, dès le 11 avril 1938, soit près de six mois avant Munich, ce quotidien très lu des milieux financiers avait publié une tribune du professeur de droit Joseph Barthélemy expliquant que le traité franco-tchécoslovaque de 1925 n'était plus valable et qu'en conséquence la France n'était pas tenue de faire la guerre dans l'hypothèse où la Tchécoslovaquie serait envahie par l'Allemagne !

Renvoi d'ascenseur ? Quand, en janvier 1941, ce même Joseph Barthélemy est nommé ministre de la Justice du maréchal Pétain, on découvrira que c'est Ernst Achenbach, devenu numéro deux de l'ambassade d'Allemagne à Paris, qui a « proposé » son nom au nouveau président du Conseil, Pierre-Étienne Flandin ! Il expliquera quelques mois plus tard dans un télégramme destiné à Hans Strack, un collaborateur de Ribbentrop : « Barthélemy s'est fait connaître de l'opinion publique par son article sensationnel du *Temps* pour une solution pacifique de la question des Sudètes<sup>4</sup>. » Il est vrai que Barthélemy ne manquait pas de parrains : la banque Worms, qui aidait alors activement l'occupant à « restructurer » à sa main l'économie française, l'avait aussi chaudement recommandé<sup>5</sup>.



## Mandataire des intérêts économiques allemands en temps de guerre

Ayant quitté Paris avec l'ensemble des diplomates allemands le 3 septembre 1939, jour de la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, Achenbach, de fait, n'est pas resté longtemps absent. Il réinvestit son bureau de la rue de Lille dès le mois de juillet 1940, dans les bagages du nouvel ambassadeur du Reich à Paris, le sémillant Otto Abetz. Mais cette fois, le mot « ambassadeur » a changé de sens et sa fonction de contenu : il n'est plus là pour servir d'intermédiaire entre son gouvernement et celui du pays qui l'accueille... mais pour transmettre les ordres que le vainqueur adresse au vaincu. Quant à Achenbach, il n'est plus seulement un conseiller influent, mais le chef tout-puissant de la section politique de l'ambassade d'Allemagne. Et même, prétendent certains, celui qui décide dans l'ombre tandis qu'Abetz se consacre aux mondanités. « Rue de Lille, raconte dans ses souvenirs le deuxième secrétaire d'ambassade Rudolf Rahn, régnait au début une agitation proche de la bohème. Des visiteurs arrivaient et partaient en foule, traînaient dans l'immeuble et le jardin, mangeaient et buvaient quand ils en avaient envie, et bavardaient du matin jusque tard dans la nuit<sup>6</sup>. »

Pendant ce temps, Achenbach travaille. Dès le 13 août 1940, il présente à Abetz sa première contribution à l'Ordre nouveau : l'arsenal réglementaire par lequel l'Allemagne prend le contrôle complet de la presse, de la radio, de l'édition, du cinéma et du théâtre français. Puis vient la deuxième : la préparation technique de l'entrevue de Montoire entre Hitler et Pétain. Fin septembre, il est à Vichy, en compagnie du président du Conseil, Pierre Laval, qui se partage entre l'hôtel Matignon et son château fortifié de Châteldon. Voici le portrait qu'en dresse, dans ses précieux Mémoires, l'inspecteur des Finances Henry du Moulin de Labarthète, directeur de cabinet du Maréchal :

« La porte s'ouvre. Précédé d'un huissier, un grand gaillard en uniforme vert, la tête presque chauve, quelques frissons blond-gris dans le cou, s'avance. C'est le premier Allemand que je vois à Vichy depuis trois mois. Présentation rapide par Laval. "M. Achenbach, conseiller de légation, qui vient de faire le voyage avec moi." M. Achenbach, de toute évidence, est un des collaborateurs d'Abetz : trente-cinq à quarante ans, l'air moins allemand que scandinave, assez d'allure, beaucoup de courtoisie. Je fixe

l'œil gris de mon interlocuteur. Un œil caressant à certains moments, froid à d'autres, mais toujours fascinant. Et pour rompre les chiens, je lui demande s'il est depuis longtemps à l'ambassade, ce qu'ont été ses postes antérieurs. Il me répond qu'il n'appartient à la carrière que depuis peu. Il a, jadis, tiré le diable par la queue, faisant ses premières armes sur un chantier naval aux États-Unis, puis s'essayant au journalisme. Le type du "nazi d'exportation", du self-made-man, que l'hitlérisme a révélé à son propre destin. Un moniteur, sans doute, de la cinquième colonne<sup>7</sup>. »

Sur ce dernier point, le haut fonctionnaire pétainiste ne se trompe guère. Mais quelle naïveté de gober le CV sur mesure que lui sert Achenbach, juriste distingué, familier des magnats de la Ruhr, qui, pour endormir la méfiance du Français, n'hésite pas à se présenter comme un self-made-man et à s'inventer un passé de manœuvre aux États-Unis !

La vérité est que, à peine revenu à Paris, Achenbach a accentué son ingénierie dans l'économie française avec la puissance que lui confère son statut d'occupant. Plus besoin de biaiser pour trouver des solutions favorables aux intérêts allemands. Ses désirs sont désormais des ordres. C'est ainsi que, dès le 2 décembre 1940, la section économique du commandement militaire allemand en France (*Militärbefehlshaber in Frankreich*) émet une note, exhumée par Annie Lacroix-Riz, dans laquelle la cession de Skoda à Krupp est érigée en exemple pour les « achats allemands en cours de titres et de participations dans les sociétés françaises<sup>8</sup> » !

Laissant à Abetz le soin de manipuler les collaborateurs français conformément aux ordres de Hitler<sup>7</sup>, le chef de la section politique s'illustre donc surtout dans les affaires économiques, secteur surveillé de près par ses mandants d'outre-Rhin, qui, semble-t-il, comptent beaucoup sur lui. Rares sont les prises de participation allemandes dans l'industrie et la finance françaises où le nom d'Achenbach n'apparaît pas, des négociations les plus amiables aux *diktats* les plus brutaux. En compagnie de Carl Schäfer, observateur de la Reichsbank auprès de la Banque de France, il ne manque jamais un déjeuner de la Table ronde, cette association vouée à la collaboration économique franco-allemande que préside François Dupré, président des Grands Hôtels associés, lequel réunit toutes les trois semaines au Ritz l'élite économique des deux rives du Rhin. Mais aussi, jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne (décembre 1941), des

représentants des grandes firmes américaines (Standard Oil, Ford, Opel, IBB, ITT)<sup>8</sup>.

Fait éloquent, révélé par Annie Lacroix-Riz : sur le carton d'invitation au banquet du 13 mai 1942, alors que, rappelons-le, l'Allemagne et les États-Unis sont en guerre depuis six mois, René de Chambrun, dont le beau-père, Pierre Laval, vient de revenir au pouvoir à la demande de Hitler, est toujours présenté comme « avocat des maisons de courtage américaines en France » et « avocat à la cour d'appel de New York et de Paris » ! Difficile de trouver, résume l'historienne, meilleure illustration de la « compatibilité entre les options allemande et américaine que l'Occupation semblait momentanément exclure<sup>9</sup> ».

## Scenarii pour un renversement d'alliances

Le temps passant, et la victoire allemande devenant de moins en moins probable, la Table ronde deviendra un laboratoire où s'échafauderont, sans tabou, hypothèses et plans d'avenir. À partir d'octobre 1942, l'association ne se réunira plus officiellement – sans doute pour ne pas alerter la Gestapo sur les *scenarii* envisagés, intégrant tous plus ou moins l'élimination de Hitler –, mais ses membres continueront plus que jamais à discuter. Jacques Lemaigre Dubreuil, un proche ami d'Ernst Achenbach, ira très loin dans le changement de pied, passant d'une fructueuse collaboration avec les Allemands au statut de poisson-pilote des Américains dans leur implantation économique en Afrique du Nord<sup>9</sup> et dans la recherche d'une solution politique permettant d'éviter l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Président des huiles Lesieur, administrateur de la banque Worms et de Royal Dutch, membre influent du Comité des forges par l'intermédiaire duquel, avant guerre, il finançait les liges d'extrême droite, et notamment la Cagoule<sup>10</sup>, Lemaigre Dubreuil a joué un rôle important en marge de la Commission d'armistice de Wiesbaden et, selon William Langer, « servi d'intermédiaire aux Allemands pour leurs achats en Afrique du Nord et de l'Ouest<sup>10</sup> ». Mais à partir de 1943, l'ancien fournisseur de l'*Afrikakorps* n'a plus qu'une idée en tête : mettre en contact Allemands et Américains pour obtenir une paix séparée débouchant sur l'évacuation par la Wehrmacht des territoires occupés à l'Ouest, en échange de quoi les États-Unis aideraient Berlin à contenir l'avancée soviétique !

Dans la deuxième moitié de l'année 1943, des discussions ont lieu dans ce sens à Paris entre des émissaires de Laval – notamment l'associé de la banque Worms Jacques Guérard, autre ami personnel d'Achenbach – et le chef des services de renseignements de la SS en France, Helmut Knochen, flanqué de son adjoint Roland Nosek. En Suisse, l'ancien directeur de cabinet de Laval, Jean Jardin, correspondant régulier du même Achenbach, travaille dans le même sens, en liaison avec le représentant de l'OSS à Berne, Allen Dulles, futur directeur de la CIA, qui, à ce titre, « blanchira » pour les utiliser contre l'Union soviétique nombre d'agents allemands<sup>11</sup>. Et à Madrid, c'est l'inévitable Lemaigre Dubreuil, exfiltré par les États-Unis du Maroc où de Gaulle l'avait fait placer en résidence surveillée, qui participe au versant économique des pourparlers : la cession future aux Américains des participations acquises en 1940 par les Allemands dans les grandes entreprises françaises. Ces dernières négociations iront très loin, en prenant comme modèle juridique les conditions de transfert aux Allemands des capitaux juifs en 1940-1941. Pour que les bénéficiaires de l'opération n'apparaissent pas au grand jour, Lemaigre Dubreuil propose aux Américains de passer par l'intermédiaire des banques espagnoles qui achèteront les titres avant de les revendre à certains clients.

Comme en témoigne une note révélée par Annie Lacroix-Riz, les Renseignements généraux parisiens ont eu vent d'au moins une de ces discussions : elle concernait l'avenir de Schneider-Creusot et le processus par lequel les Américains souhaitaient récupérer les actions passées en 1940 sous contrôle allemand, soit 70 % des droits de vote à l'assemblée générale du groupe. Cette offre, écrit le rédacteur de la note, démontre aux Américains qu'« ils auraient tout avantage à traiter directement avec l'industrie lourde et la grosse industrie françaises, et à se substituer aux Allemands auprès d'elles, trouvant auprès de ces gens, déjà habitués à collaborer, une compréhension bien plus grande qu'auprès du général de Gaulle<sup>11</sup> ».

Est-ce parce qu'on le soupçonne de participer de trop près à ces discussions qu'Achenbach est brusquement rappelé à Berlin fin 1943 ? Seule chose certaine, il réintègre l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères et son nom disparaît de l'actualité. Il est vrai qu'Abetz lui-même l'a précédé dans la disgrâce : mis en disponibilité de décembre 1942 à novembre 1943, il reprendra son poste en France jusqu'à la libération de Paris, mais ne retrouvera jamais l'influence qui était la

sienne, l'homme fort étant devenu entre-temps son adjoint Rudolf Schleier, sous le contrôle des SS Helmut Knochen et Herbert Hagen<sup>12</sup>.

## Avocat des cartels de la Ruhr et des criminels de guerre

Mais alors qu'à la chute du Reich, la plupart des responsables de l'ambassade d'Allemagne à Paris sont arrêtés et jugés par des tribunaux français – à commencer par Otto Abetz, reconnu coupable de complicité d'assassinats, séquestrations et pillages et condamné à vingt ans de réclusion<sup>13</sup> –, Achenbach, son ancien directeur des Affaires politiques, parvient à éviter le plus petit commencement de procédure ! Mieux : il s'installe, dès 1946, comme avocat à Essen, au cœur de cette Ruhr où il compte tant d'amis qui deviennent ou redeviennent aussitôt ses clients : Krupp mais aussi Stinnes, le premier armateur allemand, l'engagent comme conseil et le poussent à s'engager en politique au sein du FDP, le Parti libéral démocrate (*Freie Demokratische Partei*), lancé en 1948 dans un but de « réconciliation nationale » (*Nationale Sammlung*, littéralement : « recueil national »). Selon l'historien Kristian Buchna, « ce mouvement aurait servi d'interface entre nombre d'anciens nazis et les héritiers des cartels de la Ruhr », et Achenbach, sous le couvert de son cabinet, de « principal artisan de cette stratégie »<sup>12</sup>. Comment expliquer la stupéfiante immunité dont profite alors l'ancien bras droit d'Abetz, sinon par les protections dont il bénéficie côté américain ? Pendant qu'Achenbach ferraille, comme avocat, pour sauver les *Konzern* géants de la Ruhr de la « décartellisation » imposée par les Alliés dans le cadre de la dénazification, il trouve un soutien de poids en Allen Dulles. Résolument partisan de réarmer l'Allemagne pour équilibrer l'influence soviétique<sup>14</sup>, le créateur de la CIA n'a-t-il pas, lui aussi, côtoyé Achenbach avant la guerre ? Quand il était membre du cabinet Sullivan et Cromwell, le futur maître espion était en effet le conseil de la Banque du commerce et de la Marine (*Bank voor Handel en Scheevaart*), établissement de droit néerlandais propriété de la famille Thyssen, dont l'avocat allemand défendait les intérêts<sup>15</sup> ?

Grâce à Dulles (à Washington) et au fidèle Achenbach (dans les prétoires), les magnats de la Ruhr s'en sortent plutôt bien : les *Vereinigten*

*Stahlwerke*, cœur de l'empire Thyssen, sont certes démantelées en 1948, et leur propriétaire condamné à verser aux victimes du travail forcé 15 % de ses biens, mais cela n'empêchera pas le trust de se reconstituer dans les années 1960 avant de fusionner, en 1997, avec Krupp pour donner naissance au géant ThyssenKrupp AG. Quant à Gustav Krupp lui-même, inculpé de crime contre la paix et de crimes contre l'humanité<sup>16</sup>, il ne fera que deux ans de prison et se verra restituer l'entièreté de sa fortune et de ses biens en 1951. Pour le seconder dans son cabinet d'avocat, Achenbach a recruté comme associé un maître patenté de la manipulation : l'ancien chef du département I du RSHA<sup>17</sup>, Werner Best<sup>18</sup>, miraculeusement sorti indemne, lui aussi, de la dénazification, en dépit de la répression qu'il organisa en France de 1940 à 1942 et au Danemark jusqu'en 1945.

Mais Achenbach ne s'arrête pas en si bon chemin. Non content de profiter de l'immunité que lui procurent ses alliés américains, il se présente aux élections locales avec pour premier mot d'ordre l'amnistie des nationaux-socialistes poursuivis pour crimes de guerre. Il en défend d'ailleurs deux avec succès : l'ancien commandant en chef des forces d'occupation allemandes en Belgique, le général Alexander von Falkenhausen, et son adjoint, l'*Obergruppenführer* SS Eggert Reeder, condamnés chacun à douze ans de travaux forcés, mais dont Achenbach obtient l'amnistie dès 1951.

Fidélité idéologique ou manœuvre préventive destinée à s'éviter de possibles désagréments ? Son combat pour l'amnistie se concentre, de fait, sur un objectif bien précis : empêcher la conclusion de la convention franco-allemande sur les crimes de guerre que Paris réclame en vain depuis la naissance officielle de la République fédérale en 1949. En raison des procédures dilatoires orchestrées par Achenbach, celle-ci ne sera signée qu'en 1971 et ratifiée seulement trois ans plus tard. Soit trente ans après les faits !

## **Au cœur de l'affaire Naumann**

En 1953, pourtant, un scandale majeur manque de mettre fin à sa carrière renaissante : l'affaire Werner Naumann, du nom de l'ancien directeur de cabinet de Joseph Goebbels – et vingt-quatre heures durant son successeur comme ministre de la Propagande du III<sup>e</sup> Reich<sup>19</sup>. Reconverti



dans les affaires, il est devenu depuis 1950 le collaborateur d'Herbert Lucht, ancien chef de l'*Aussenstelle Wehrmachtspropaganda*<sup>20</sup> à Paris durant l'Occupation reconverti en prospère dirigeant d'une entreprise d'import-export installée à Bruxelles, la *Cominbel*. Si ses activités sont réelles, cette société sert surtout de couverture à une entreprise d'infiltration du gouvernement et de l'administration Adenauer. Naumann a en effet convaincu Achenbach et Best qu'avec 200 personnalités infiltrées dans des lieux stratégiques, notamment au FDP, parti charnière de la coalition gouvernementale, un retour progressif à certains principes du national-socialisme pourrait être envisagé. Mais à une condition : rompre avec la vulgate en vigueur avant 1945 pour ne pas attirer l'attention. Finie la sémantique guerrière et antisémite chère à Goebbels, mais pour mieux renouer avec la logique communicationnelle chère à ce dernier c'est par les mêmes mots, inlassablement répétés, qu'on mobilise ou qu'on endort l'opinion ! Place donc au vocabulaire sobre et lisse du management, qui cadre si bien avec les impératifs de la reconstruction.

Autour de Naumann, d'Achenbach et de Best gravitent rapidement une centaine de transfuges hitlériens en quête de reconversion : d'ex-*Gauleiter* comme Gustav Scheel (Salzbourg) ou Karl Kauffmann (Hambourg), d'anciens SS « techniciens » comme Paul Zimmermann, naguère *Brigadenführer* (général de brigade) spécialisé dans la « gestion » des camps de concentration, ou Heinrich Haselmayer, théoricien de la stérilisation forcée. Sans oublier des journalistes comme Wolfgang Diewerge, l'un des anciens rédacteurs en chef du *Völkischer Beobachter*, l'organe du NSDAP, et aussi Siegfried Zoglmann, qui dirigea la Jeunesse hitlérienne des Sudètes avant de fonder, en 1947, le quotidien nationaliste *Die deutsche Zukunft*<sup>21</sup>. En 1951, Achenbach devient le porte-parole du FDP pour les questions de politique étrangère. Et l'année suivante, les conjurés poussent l'un des leurs, l'éditeur Friedrich Middelhaue, à briguer la direction du parti, dont il dirige la puissante fédération de Rhénanie du Nord-Westphalie, qui assure à elle seule, grâce aux dons des industriels de la Ruhr, 75 % de ses ressources. Mais la manœuvre échoue et les Britanniques, maîtres de la zone d'occupation, se mettent à enquêter sur ce qu'ils n'ont pas tardé à identifier comme une conspiration néonazie. La seule, en fait, qu'ait jamais connue la RFA.

En janvier 1953, Naumann et plusieurs de ses complices sont arrêtés par les autorités militaires du Royaume-Uni. Mais pas Achenbach, qui, une fois de plus, semble bénéficier de très hautes protections. Non seulement l'avocat, dont la présence est attestée à chaque étape de l'opération, échappe aux poursuites, mais il organise la défense de Naumann, dont il obtient la libération au bout de six mois ! Mieux : cette même année, il prend la plume pour préfacier les Mémoires de son ancien patron à Paris, Otto Abetz, toujours emprisonné, et plaider pour son élargissement au nom de l'« amitié franco-allemande<sup>22</sup> » !

Décidément insubmersible, Achenbach échappe non seulement à la procédure d'exclusion du FDP lancée contre lui (on le suspend simplement, un an durant, de ses fonctions de responsable du parti pour la politique étrangère), mais il parvient à se faire élire, en 1957, député au Bundestag. Il le restera sans interruption jusqu'en 1976, non sans siéger parallèlement au Parlement européen de 1964 à 1977 ! Ce dernier n'étant pas encore élu au suffrage universel, ses membres sont alors désignés par les gouvernements. C'est dire l'honneur que lui fait le chancelier Ludwig Erhard<sup>23</sup> en l'envoyant y siéger.

## **L'ambition de trop**

Il faut attendre l'extrême fin des années 1960 pour qu'enfin on se penche sérieusement sur son cas... C'est que, désormais certain de son impunité, Achenbach ne se contente plus d'être à la fois député au Bundestag (où il préside la prestigieuse Commission des affaires étrangères et de la défense) et député au Parlement européen (où il s'investit dans la coopération avec l'Afrique et Madagascar), il vise toujours plus haut et veut maintenant devenir membre de la Commission européenne ! Il dispose alors d'un levier inespéré pour y parvenir. À l'issue des législatives allemandes de septembre 1969, ni la CDU, au pouvoir depuis vingt ans, ni le SPD de Willy Brandt n'ont obtenu de majorité absolue. Du haut de ses 5,8 %, le petit FDP dont Achenbach est devenu le vice-président décide donc de se vendre au plus offrant. Voyant là une occasion unique d'arriver au pouvoir, Brandt, qui fut pourtant irréprochable face aux nazis, cède au chantage : il s'allie au FDP contre l'engagement de parrainer la candidature d'Achenbach à la Commission européenne. Grâce à cette alliance inédite entre socialistes et « libéraux », il devient chancelier pour cinq ans. Et au

printemps de 1970, le gouvernement allemand présente officiellement Achenbach comme son candidat pour siéger à la Commission de Bruxelles.

Cette fois, c'en est trop. Car à Paris, le nom d'Achenbach a résonné aux oreilles de la Franco-Allemande Beate Klarsfeld, qui, avec son mari Serge, dont le père n'est pas revenu d'Auschwitz, s'investit dans la dénonciation des nazis « recyclés ». Après avoir frappé fort, en 1968, en dénonçant spectaculairement le passé de propagandiste hitlérien du chancelier allemand en exercice, Kurt Georg Kiesinger<sup>24</sup>, elle concentre désormais ses recherches sur les criminels de guerre impunis. Or dans plusieurs dossiers relatifs à l'occupation allemande en France, elle a, si l'on ose dire, souvent croisé l'ancien adjoint d'Otto Abetz, mais sans y prêter plus d'attention que cela, sa priorité légitime étant d'identifier les organisateurs des rafles antijuives. Historien de formation, Serge Klarsfeld s'est cependant souvenu de l'implication d'Achenbach dans l'affaire Naumann et de ses campagnes récurrentes en faveur de l'amnistie des crimes de guerre. Autant de jalons justifiant de s'intéresser de plus près au parcours du futur commissaire européen. Les Klarsfeld se plongent donc dans certaines archives encore inexploitées du Centre de documentation juive contemporaine (CDJC). Et ce qu'ils découvrent les horrifie. C'est que, non content de jouer au Meccano financier et industriel avec les entreprises françaises passées sous contrôle allemand, Achenbach s'est personnellement impliqué dans les persécutions raciales ! Son rôle dans la définition des grandes lignes de la Collaboration était même si important qu'il était présent dans le bureau de Pierre Laval quand celui-ci rédigea son discours du 22 juin 1942 dont les mots célèbres se paieront de douze balles dans la peau : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne. »

Abetz ne cherchait donc pas à se défaire quand, interrogé en 1945 par la police française, il déclarait que « la section la plus importante de [s]on ambassade était la section politique dirigée par M. Achenbach ». Et Karl Ritter, l'ancien collaborateur de Ribbentrop, ne mentait pas davantage quand, deux ans plus tard, il déclarait à Nuremberg : « Abetz dansait, mais c'est Achenbach qui écrivait la musique<sup>25</sup> » !

Qu'on en juge. Le 28 février 1941, prenant part à la première réunion importante de l'ambassade pour la préparation des mesures antijuives, il charge son subordonné, le commandant SS Carltheo Zeitschel, de faire la liaison entre l'*Obersturmbannführer* SS Kurt Lischka, chef de la Gestapo de Paris, et le délégué de Vichy, Fernand de Brinon<sup>26</sup>. Dans son livre sur la

traque des criminels nazis, Jacques Derogy a ainsi résumé les annales de son action, reconstituées par Beate Klarsfeld :

« 14 juin 1941 : selon un rapport d'Abetz, "la section politique de l'ambassade a donné l'impulsion en vue d'une nouvelle législation antijuive confié à Xavier Vallat".

« 28 février 1942 : Achenbach donne des instructions à Zeitschel pour demander à Brinon le remplacement de Vallat par Darquier de Pellepoix<sup>27</sup>.

« 18 mars 1942 : la section politique de l'ambassade exprime sa satisfaction de la nomination d'un SS de haut rang : Karl Oberg, à la tête de la police allemande en France, "ce qui aura des conséquences favorables pour la solution finale du problème juif".

« 26 août 1942 : l'adjoint d'Oberg, le *Sturmbannführer* SS Herbert Hagen, ancien supérieur d'Adolf Eichmann, signale un appel téléphonique de M. Achenbach, qui veut être tenu au courant de l'état exact de la déportation des Juifs apatrides.

« 4 février 1943 : Hagen rapporte qu'il a informé M. Achenbach des difficultés créées par les Italiens à la déportation des Juifs de la zone sud<sup>28</sup>, pour lui demander d'intervenir afin qu'ils cessent de protéger les Juifs. C'est alors qu'Achenbach signe de sa main une note secrète au chef de la section antijuive de la Gestapo en France, Heinz Röthke, lui transmettant "par ordre" le feu vert de son département<sup>13</sup>. »

Et ainsi de suite jusqu'à son rapport du 15 février 1943 dans lequel il se vante auprès de Ribbentrop d'avoir fait déporter 2 000 Juifs comme « première mesure de représailles » après un attentat commis à Paris contre deux officiers de la Luftwaffe.

Enfin, Achenbach est démasqué. Mais l'aurait-il été sans son ambition insensée de devenir commissaire à Bruxelles ? Le 13 avril 1970, le gouvernement Brandt fait savoir, *via* son porte-parole, Conrad Ahlers, que sa candidature était une « faute » et qu'elle n'est plus à l'ordre du jour. Le lendemain, les jeunes libéraux du FDP exigent sa démission. Mais ils ne l'obtiendront pas. Conservant tous ses mandats, l'ancien chef de la section politique de l'ambassade d'Allemagne à Paris entre 1940 et 1943 consentira seulement à ne pas se représenter aux élections générales de 1976. Il s'éteindra en 1991, à quatre-vingt-deux ans, après avoir mené jusqu'au bout sa prospère carrière d'avocat d'affaires au service des cartels qu'il servait fidèlement depuis 1933.

1. Contrairement à son prédécesseur, Roland Köster, mort en décembre 1935.
2. Qu'on peut traduire en français par « Don de l'économie allemande à Adolf Hitler ».
3. En particulier IG Farben, *Vereinigte Stahlwerke* (Thyssen), AEG et Siemens.

4. Propriété du gouvernement prussien (puis grand-allemand) depuis qu'en 1814 le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, vainqueur de Napoléon, en avait fait son pied-à-terre parisien. Construit cent ans plus tôt par Boffrand, cet hôtel particulier était jusqu'alors celui d'Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie et beau-fils de l'Empereur.

5. Satisfaction aussitôt nuancée par l'accueil triomphal réservé par les Allemands aux accords de Munich, lequel démontrait paradoxalement l'attachement de l'opinion au maintien de la paix !

6. Fondé en 1861, *Le Temps* fut longtemps la propriété de la famille du journaliste Adrien Hébrard, qui le vendit, en 1931, à un obscur sénateur du Pas-de-Calais, Louis Mill. Quand celui-ci mourut, en 1931, le règlement de sa succession fit apparaître qu'il n'était que le prête-nom d'un « consortium » d'organisations patronales, parmi lesquelles le Comité des forges, le Comité des houillères, l'Union des industries métallurgiques et minières et la Confédération générale du patronat français.

7. Lorsqu'il l'a reçu pour la première fois, à Berchtesgaden, le 1<sup>er</sup> août 1940, Hitler a recommandé à Abetz de ne favoriser aucune figure de la Collaboration, afin d'éviter qu'émerge un leader susceptible de se retourner contre l'occupant en réveillant le patriotisme français. D'où la zizanie qu'il s'efforcera d'entretenir non seulement entre les différents courants pro-allemands de zone occupée, mais aussi entre eux et Vichy.

8. Lesquelles seront ensuite représentées par les patrons de leurs filiales européennes qui, on le sait aujourd'hui, continuèrent à verser des dividendes à leurs actionnaires d'outre-Atlantique *via* les pays neutres, la Suisse en particulier.

9. Annie Lacroix-Riz a exhumé des Archives nationales de la police cette note des Renseignements généraux en date du 9 avril 1943 : « Des contacts étroits ont lieu en ce moment, entre M. Baudouin, ancien ministre, P-DG de la Banque d'Indochine, et M. Lemaigre Dubreuil [...]. Un gros travail est accompli par M. Baudouin, actuellement à Marseille, pour favoriser l'achat de sociétés africaines par des financiers américains. M. Baudouin est également en rapport avec M. Meyer, de la Banque Lazard, ainsi qu'avec M. Fullerton, ex-consul général des États-Unis à Marseille, actuellement à Alger. »

10. Sous un terme unique, la Cagoule désigne les groupes clandestins créés au milieu des années 1930 avec l'argent du patronat pour lutter contre la politique du Front populaire en général et l'influence du parti communiste en particulier. L'organisation la plus célèbre est le CSAR (Comité secret d'action révolutionnaire), qui se définissait lui-même comme une « franc-maçonnerie retournée » et avait pour principaux dirigeants le polytechnicien Eugène Deloncle, l'activiste Jean Fillol et le docteur Henri Martin. Les principaux faits d'armes de la Cagoule furent, avant guerre, l'attentat perpétré en 1937 contre le siège du patronat dans l'espoir d'en faire accuser les communistes, puis l'assassinat, à la demande de Mussolini et moyennant subsides, des frères Rosselli, deux antifascistes italiens réfugiés en France. En 1940, Deloncle devient un proche de Darlan et fonde le Mouvement social révolutionnaire (MSR) avant d'adhérer, en 1941, au Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat, tout en

devenant un correspondant privilégié de l'amiral Canaris, chef du contre-espionnage militaire allemand qui traque avec d'autant plus de zèle les résistants qu'il complotait par ailleurs contre Hitler. Deloncle sera assassiné par la Gestapo quand, en janvier 1944, elle découvrira qu'il était en relation avec les proches du général Giraud à Alger.

[11](#). Parmi lesquels le futur chef du contre-espionnage allemand, Reinhard Gehlen (voir chapitre 3, « Reinhard Gehlen, l'espion indispensable »).

[12](#). Membres du SD et adjoints directs du général Karl Oberg, « chef supérieur de la SS et de la Police » en France (*Höhere SS und Polizeiführer* ou HSSPf). Quand, en 1955, Hagen sera jugé par contumace à Paris pour crimes de guerre, Achenbach sera son avocat.

[13](#). Il n'en fera que neuf et sera libéré en 1954 avant, quatre ans plus tard, de trouver la mort dans un accident de voiture.

[14](#). En plein accord avec le secrétaire d'État américain de l'époque, Dean Acheson (1949-1953), qui au même moment prépare avec Jean Monnet et Robert Schuman le projet de CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) et surtout de Communauté européenne de défense (CED), repoussé *in extremis* en 1954 par le Parlement français. Voir à ce sujet, du même auteur, *L'Ami américain, Washington contre de Gaulle, 1940-1969*, Paris, Perrin, 2017.

[15](#). Dulles fut aussi l'avocat, jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis, du banquier Kurt von Schröder, l'un des principaux bailleurs de fonds de Hitler qui présidait, sous le III<sup>e</sup> Reich, la chambre de commerce et d'industrie de Rhénanie. Son rôle a été étudié avec beaucoup de précision par l'historien anglo-américain Antony Sutton dans ses travaux sur l'aide apportée par le monde de la finance, et Wall Street en particulier, au parti national-socialiste. Voir en particulier *Wall Street and the Rise of Hitler*, New York, GSG & Associates, 1976.

[16](#). Pour « le pillage, la destruction et l'exploitation des territoires occupés », mais aussi pour « la participation au meurtre, à l'extermination, à l'esclavage, à la déportation, à l'emprisonnement, à la torture et à l'utilisation du travail forcé de civils des territoires occupés par l'Allemagne ».

[17](#). Sur l'organisation du RSHA (*Reichssicherheitshauptamt*, ou Service suprême de sécurité du Reich, créé et dirigé par Heydrich, numéro deux de la SS de 1939 à 1942), voir chapitre 2, « Walter Schellenberg, le gentleman assassin », et surtout, par Édouard Husson, *Heydrich et la Solution finale*, Paris, Perrin, « Tempus », 2012.

[18](#). Né en 1903, ce docteur en droit de l'université de Heidelberg a adhéré au parti nazi en 1930 et à la SS en 1931. Remarqué par Himmler et Heydrich, il joue un rôle important dans l'organisation de la Gestapo en généralisant le recours au *Schutzhaft* (« internement de protection »), autrement dit la détention préventive des opposants au régime. Nommé *SS Obersturmbannführer* (lieutenant-colonel) en 1934, il deviendra rapidement l'un des principaux théoriciens du droit national-socialiste. En 1940, il est nommé chef de la section Administration (*Verwaltungsabteilung*) du commandement militaire de la France occupée (*Militärbefehlshaber*). C'est lui qui, notamment, convainc son chef, le général Otto von Stülpnagel, de réarmer la police française pour l'impliquer largement dans la répression des résistants et la déportation des Juifs. De même se sert-il de la centralisation administrative



française pour transmettre aux préfets les directives du *Militärbefehlshaber* et pour contrôler en retour les décrets pris par le gouvernement de Vichy, soumis à la censure d'une quarantaine de juristes allemands recrutés par ses soins. En 1942, Best, devenu *SS Obergruppenführer* (général), prend des fonctions analogues au Danemark, où il tente pareillement d'associer la police à l'action de l'occupant allemand. Mais c'est un échec qui le conduit à faire arrêter 2 000 policiers danois, aussitôt déportés en Allemagne. En 1945, Best sera pour cela condamné à mort par un tribunal de Copenhague, peine confirmée par la justice allemande, qui la commuera en 1951 en douze ans de réclusion... et le fera libérer cette même année pour raisons de santé ! Ce qui lui laissera tout le loisir de rejoindre le cabinet Achenbach jusqu'à sa mort, en 1989, à quatre-vingt-six ans. Pour plus de détails, voir sa biographie par Ulrich Herbert, *Werner Best, un nazi de l'ombre*, Paris, Tallandier, 2010.

[19.](#) Du 30 avril 1945, date du suicide de Hitler, au lendemain 1<sup>er</sup> mai, où il l'imita pour échapper aux Russes qui arrivaient à proximité du bunker, Goebbels lui succéda comme chancelier, le poste de Führer et président du Reich étant confié à l'amiral Dönitz, jusqu'à sa déposition par les Alliés, le 23 mai 1945.

[20.](#) L'antenne du ministère de la Propagande à Paris.

[21.](#) « L'avenir allemand. »

[22.](#) Dans cette préface, Achenbach écrit : « Peut-on parler sérieusement d'entente franco-allemande si l'un des combattants d'avant-garde de cette entente, l'ambassadeur du Reich à Paris pendant la guerre, se trouve encore en prison ? » (Otto Abetz, *Mémoires d'un ambassadeur. Histoire d'une politique franco-allemande, 1930, 1950*, Paris, Stock, 1953.)

[23.](#) Ludwig Erhard (1897-1977) a succédé à Konrad Adenauer en 1963, après avoir été son ministre des Finances depuis 1949, mais aussi le principal artisan de sa chute, en liaison avec le Département d'État américain, qui ne lui pardonnait pas d'avoir signé avec le général de Gaulle le traité franco-allemand, conçu comme l'embryon d'une possible alternative européenne à l'OTAN.

[24.](#) Voir chapitre suivant, « Kurt Georg Kiesinger, le chancelier giflé ».

[25.](#) Lors du procès dit « de la Wilhelmstrasse », tenu du 15 novembre 1947 au 18 novembre 1948.

[26.](#) Journaliste de profession, Fernand de Brinon (1885-1947) fut, avant guerre, aux côtés d'Otto Abetz, l'un des dirigeants du Comité France-Allemagne, qui servit de matrice à la future Collaboration. Nommé délégué du gouvernement de Vichy pour les territoires occupés, il ne cesse de dénoncer aux Allemands le « double jeu » du Maréchal. Il est récompensé de son zèle quand Hitler (qu'il avait interviewé dès 1933) le nomme, en 1944, à la tête de la Commission gouvernementale française de Sigmaringen, chargée de suppléer Pétain, qui, se considérant prisonnier des Allemands, s'est mis à l'écart de tout – comme Laval d'ailleurs. Témoin privilégié de ce théâtre d'ombres qui voit se déchirer les derniers grands fauves de l'ultra-Collaboration, Céline décrit Brinon, dans *Un château l'autre*, comme un « animal des ténèbres, secret, très muet, et très dangereux », personnage central de cette nef des fous qui, le 23 avril 1945, une semaine tout juste avant la mort de Hitler, sombre définitivement, au terme d'un dernier sauve-qui-peut. Il est fusillé au fort de Montrouge en 1947.

[27.](#) Louis Darquier de Pellepoix (1897-1980) fut, dès l'avant-guerre, un antisémite frénétique qui n'hésita pas à féliciter Hitler après la Nuit de cristal d'un retentissant « Bravo Fritz ! » à la une de son journal, *La France enchaînée*. Fait prisonnier en 1940, il est libéré deux mois plus tard par les Allemands qui financent son Union française pour la défense de la race, avant de l'imposer, en mai 1942, au gouvernement de Vichy comme commissaire aux Questions juives, en remplacement de Xavier Vallat, jugé trop modéré. C'est en vain, cependant, qu'il tente d'imposer le port de l'étoile jaune en zone libre, mesure à laquelle Laval s'oppose. Condamné à mort par contumace à la libération, Darquier parvient à s'enfuir en Espagne, où il meurt en 1980. Même après la fin du régime franquiste (1976), celle-ci avait refusé son extradition.

[28.](#) Depuis l'armistice de juin 1940, neuf départements français de zone sud étaient occupés en tout ou partie par l'armée italienne, qui n'appliquait pas les lois antijuives : la Savoie, la Haute-Savoie, l'Isère, la Drôme, les Hautes-Alpes, les Basses-Alpes, les Alpes Maritimes, le Var et la Corse.

# 7

## **Kurt Georg Kiesinger, le chancelier giflé**

« Nazi ! » Le cri a retenti en même temps que le bruit de la gifle, amplifié par le micro tout proche. À la tribune, l'homme aux cheveux blancs s'est caché le visage de la main, comme un enfant se protégerait d'un deuxième soufflet. Mais la jeune femme rousse qui a bondi sur la tribune est déjà loin, évacuée par le service d'ordre. Ce 7 novembre 1968, Beate Klarsfeld, vingt-neuf ans, vient d'entrer dans l'histoire en stigmatisant en direct à la télévision le chancelier allemand Kurt Georg Kiesinger. Alors qu'il s'apprêtait à clore le congrès de la CDU, réuni depuis deux jours à l'hôtel Hilton de Berlin, l'activiste franco-allemande a bondi sur la tribune et, avant que quiconque ne puisse réagir, a tenu la promesse faite le 11 mai précédent devant plusieurs milliers d'étudiants en grève de l'université technique de Berlin : « Celui-là, je le giflerai moi-même ! » Huit mois plus tôt, le 2 avril de cette même année 1968, elle l'avait déjà apostrophé, depuis les tribunes de la presse du Bundestag, aux cris de : « Nazi ! Démissionne ! » Mais l'affaire avait fait long feu et chacun pensait qu'elle s'arrêterait là.

C'est que, pour elle, Kiesinger est moins un criminel qu'un symbole. Celui d'une génération qui a failli et qui, même si elle n'est pas justiciable des tribunaux, doit impérativement être éliminée de la vie politique. Surtout à ce niveau suprême de responsabilités ! Avant de se rendre à l'hôtel Hilton pour y provoquer le scandale – seul moyen à ses yeux d'alerter l'opinion publique –, Beate Klarsfeld a laissé une courte lettre d'explication. Ce n'est

pas qu'elle craigne réellement pour sa vie, mais sait-on jamais ? Comment éliminer l'hypothèse qui verrait le service d'ordre du chancelier, la croyant armée, dégainer un peu vite ? Six mois plus tôt, après tout, Robert Kennedy a été assassiné par un fanatique, image qui hante les services de sécurité officiels depuis l'attentat qui, en 1963, a coûté la vie à son frère John, président des États-Unis. « Au cas où », elle a donc envoyé ce message à la presse :

« En giflant le chancelier Kiesinger, j'ai voulu témoigner qu'une partie du peuple allemand, et surtout sa jeunesse, est révoltée par la présence à la tête du gouvernement d'un nazi qui fut directeur adjoint de la propagande hitlérienne vers l'étranger. Le III<sup>e</sup> Reich a signifié une idéologie aussi stupide que cruelle, la guerre et ses dizaines de millions de victimes, le racisme, les camps de concentration, la chambre à gaz, le four crématoire, la culpabilité et la honte de l'Allemagne. Nous ne voulons plus de cette Allemagne et nous refusons aux Allemands qui ont joué un rôle dirigeant dans le III<sup>e</sup> Reich le droit de participer à la vie politique allemande. »

## **On l'appelait le « Goebbels de l'étranger »**

Chancelier depuis qu'en 1966 il a remplacé Ludwig Ehrhard, lui-même successeur d'Adenauer, Kurt Georg Kiesinger n'a certes jamais porté l'uniforme, pas même celui de la Wehrmacht. Il n'a pas davantage signé d'ordre déshonorant, brutalisé des civils, encore moins participé à des pogroms ou à des massacres comme ceux perpétrés sur le front de l'Est par les *Einsatzgruppen*. Mais il fut bel et bien, dès 1940, l'une des chevilles ouvrières de la propagande national-socialiste dans l'Europe occupée. Au point d'être surnommé le « Goebbels de l'étranger ».

Né en 1904 à Ebingen dans le Wurtemberg, d'un père protestant, directeur d'une usine textile, et d'une mère catholique qu'il n'a pratiquement pas connue, Kiesinger a adhéré au NSDAP en 1933. Après un passage au séminaire catholique de Rottweil, il a entamé des études de lettres puis finalement choisi le droit à l'université de Tübingen. C'est là qu'une influence déterminante s'est exercée sur lui : celle de l'historien des institutions médiévales Johannes Haller<sup>1</sup>, opposant patenté à la république de Weimar et fidèle soutien de Hitler dans le monde universitaire. Pour financer ses études, Kurt Georg sert alors de répétiteur aux étudiants plus jeunes. Il le restera jusqu'à son mariage, en 1932, avec la fille d'un riche

notaire de Berlin, Marie-Luise Schneider. En 1934, le voici avocat dans la capitale, où sa carrière débute dans la discrétion. Pas de prises de position publiques, encore moins d'adhésion à l'Association des juristes nationaux-socialistes, prisée des ambitieux. Il accepte cependant de devenir *Blockleiter* (« chef de bloc ») du Parti, fonction qui exige de prêter personnellement serment à Adolf Hitler<sup>2</sup>.

Mais brusquement, tout change. Alors qu'en 1940 il aurait dû être mobilisé dans la Wehrmacht après avoir suivi une formation militaire, il intègre le service radiophonique du ministère des Affaires étrangères. C'est l'un de ses anciens élèves, Karl-Heinz Gerstner, qui, semble-t-il, l'a recommandé au cabinet de Ribbentrop. Fils naturel de l'ambassadeur Karl Ritter, en charge des relations entre la Wilhelmstrasse et la Wehrmacht, Gerstner, handicapé par les séquelles d'une polio, a été réformé et officie comme traducteur pour le compte de la radiodiffusion du Reich. Est-ce lui qui a proposé à son ami cette « planque » pleine d'avantages, ou Kiesinger l'a-t-il sollicitée ? Malgré des recherches très fouillées, son biographe, Philipp Gassert, ne tranche pas, mais suggère que le futur chancelier avait une peur panique du feu<sup>1</sup>... D'où sa perte de sang-froid lors de la gifle administrée par Beate Klarsfeld ?

Devant un micro, en tout cas, Kiesinger ne manque pas de combativité ! Engagé en août 1940 comme « collaborateur scientifique auxiliaire » des émissions en langue allemande à destination de l'étranger, il devient, début 1941, le principal animateur de ce service de 300 personnes. Bien que dépendant de l'administration du ministère des Affaires étrangères (l'*Auswärtiges Amt*, ou AA), il se met pratiquement au service du ministère de la Propagande de Goebbels, en charge du contenu idéologique des programmes. Il prend également ses consignes auprès du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Martin Luther<sup>3</sup>. Ce triste homonyme du réformateur protestant est responsable des relations entre la Wilhelmstrasse et la SS, autre instance appelée à juger de leur « conformité ». Pour preuve de la confiance que Himmler place en lui, Luther participera à la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942, celle-là même où, pour la première fois, fut planifiée la Solution finale (*Endlösung*) pour les Juifs.

Signe que les services de Kiesinger sont appréciés aussi bien par Goebbels que par les SS, ses responsabilités ne cessent de croître. Fin 1941, il est nommé chef du département B de la *Rundfunkpolitische Abteilung*

(« service politique de la radio »), l'un des deux services généraux de la radiodiffusion du Reich, le département A étant dédié aux questions juridiques et techniques. À ce titre, il coordonne le contenu des onze stations émettant vers l'étranger, ce qui fait de lui, en pratique, l'un des principaux censeurs du régime.

En 1942, la récompense n'est plus seulement hiérarchique mais financière : l'ancien avocat entre au conseil d'administration d'Interradio, la holding créée conjointement par l'AA et le ministère de la Propagande pour adapter les programmes diffusés à chaque territoire occupé, mettre en service de nouveaux émetteurs et créer les sociétés pour les gérer. En quelques mois, le grand jeune homme un peu voûté qui végétait comme avocat a pris de l'assurance : son œil bleu acier a gagné en éclat et il veille à agrémenter ses costumes, confectionnés par les meilleurs tailleurs de Berlin, d'un brassard à croix gammée. Dans les soirées mondaines qu'il n'hésite plus à fréquenter, son profil d'aigle scrute volontiers l'horizon à la recherche d'une personnalité utile à aborder ou d'une proie féminine à séduire. Bref, l'ancien enfant de chœur du séminaire de Rottweil est devenu un manager envié et entend que cela se sache. Prudent, il évite tout de même de monopoliser l'attention quand, par hasard, il croise un officier du front qui pourrait en remontrer au fauve de salon qu'il est devenu.

Forte de 700 salariés, Interradio a vu ses objectifs fixés par un décret de décembre 1941 : « Les émetteurs étrangers possédés par l'Allemagne ou influencés par elle seront d'abord, sous la direction des services centraux de Berlin, un instrument de guerre pour effectuer par la suite un véritable travail d'avant-garde au service de la culture, de la science et de l'économie allemandes, soutenant ainsi les grands desseins politiques du Reich. » Et comme si cela ne suffisait pas, Kiesinger est nommé, début 1943, directeur adjoint du département A. Ce qui fait de lui, résumant les Klarsfeld dans leurs Mémoires, un « élément moteur de toute l'organisation de la propagande radiophonique nazie vers l'étranger. Il est le seul à évoluer dans tous les rouages politiques et administratifs de l'extraordinaire toile d'araignée. Kiesinger se trouve en position d'adjoint tout-puissant du *SS-Standartenführer* Rühle<sup>4</sup> ; il côtoie le nouveau chef du département de politique culturelle, le *SS-Brigadenführer* Franz Six<sup>5</sup>, de retour de Russie où il vient de procéder à la liquidation directe de commissaires politiques et



de milliers de Juifs, à la tête des *Einsatzgruppen*, les groupes d'intervention spéciaux<sup>2</sup> ».

Surtout, il devient l'ami d'Ernst Achenbach, qui, de retour de Paris pour onze mois, a réintégré l'administration centrale de l'AA. Fort de sa bonne connaissance de la France, ce dernier aide Kiesinger à trouver les montages financiers pour « aryaniser », au profit des collaborateurs français les plus « méritants », des stations indépendantes comme Radio Cité, Radio Monte-Carlo ou Radio Andorre. En novembre 1944 a lieu l'ultime promotion : Goebbels appelle le futur chancelier allemand au ministère de la Propagande comme directeur adjoint des programmes à destination de l'étranger.

## **Un tribunal de dénazification présidé... par son beau-père !**

C'est à ce poste que le trouvent en 1945 les Américains auxquels Kiesinger a pris soin de se rendre après avoir quitté Berlin juste avant son encerclement par les Russes. Comme la plupart des hauts fonctionnaires non recherchés pour crimes de guerre, il est interné quelques mois et passe devant un tribunal de dénazification un peu particulier puisque présidé... par son propre beau-père, Peter Schneider ! Pour ne pas (trop) attirer les soupçons des Américains qui l'ont désigné, Schneider classe cependant son gendre parmi les hauts fonctionnaires inaptes à le rester. Kurt Georg reprend donc pendant deux ans son métier d'avocat. Mais dès 1947, la politique le démange. Il adhère à l'Union chrétienne-démocrate (la CDU<sup>6</sup>) que vient de créer Konrad Adenauer et, pour être autorisé à briguer un mandat, réclame un deuxième procès en dénazification. Cette fois, le beau-père n'hésite pas et fait classer le mari de sa fille dans la dernière catégorie des nazis encartés : celle des « exonérés<sup>7</sup> » ! Sur quels critères ? Nul ne le saura jamais puisque quand Beate Klarsfeld voudra consulter le dossier de dénazification du chancelier en exercice, il sera déclaré « perdu » !

Dès 1949, an I de la République fédérale d'Allemagne, la voie démocratique est libre pour l'ancien maître censeur de la radio nazie. Le 14 août, il est élu député au Bundestag après avoir été désigné, en 1947, chef de file de la CDU pour le Bade-Wurtemberg. Reconduit en 1953 et en 1957, il démissionne pour devenir ministre-président de ce même *Land*,

faute d'avoir été appelé, comme il l'espérait, dans le gouvernement de Konrad Adenauer. C'est que les deux hommes sont loin d'être sur la même longueur d'onde, au propre comme au figuré. Paria depuis 1933 puis emprisonné pendant que Kiesinger vantait à la radio les mérites du Reich hitlérien, le fondateur de la RFA n'a rien à se faire pardonner. Il n'en est que plus à l'aise pour prôner la réconciliation entre les Allemands de bonne volonté, mais ne ménage pas son mépris pour les ex-hiérarques « blanchis au Persil<sup>8</sup> » par les Anglo-Saxons pour s'en faire des obligés. Il ne perd ainsi jamais une occasion de faire valoir aux puissances occupantes, et spécialement aux Américains, qu'être désormais alliée et membre de l'OTAN ne signifie pas pour l'Allemagne un statut ancillaire. D'où le conflit latent qui l'oppose à son vice-chancelier et ministre des Finances, Ludwig Erhard<sup>9</sup>, que le Département d'État lui a imposé, en même temps que Reinhard Gehlen à la tête du BND<sup>10</sup>. Or Erhard et Gehlen partagent avec Kiesinger une même conception des rapports germano-américains : ils doivent rester l'alpha et l'oméga de la politique étrangère allemande.

Aussi, quand le chancelier entame en 1958 son idylle avec Charles de Gaulle puis le soutient dans son refus d'admettre la Grande-Bretagne en Europe, comme l'auraient souhaité les États-Unis, la crise éclate au grand jour : en octobre 1963, Kiesinger et Erhard coordonnent leurs efforts pour pousser Adenauer à la démission après lui avoir imposé d'adjoindre au traité d'amitié franco-allemand un préambule rappelant que, dans l'ordre des fidélités, celle que doit l'Allemagne aux États-Unis et à l'OTAN prime toutes les autres.

Pour autant, Erhard ne prend pas Kiesinger dans son gouvernement. Obèse et fatigué, il craint que l'ancien play-boy aux tempes argentées dont les ambitions s'exacerbent n'utilise ce tremplin ministériel pour le marginaliser aux yeux de l'opinion. Mais l'autre l'attend au tournant. Avec son ami Achenbach, il tend un piège à Erhard : prenant prétexte d'une minicrise budgétaire, les quatre ministres FDP quittent brusquement le gouvernement. Or, sans le soutien du parti libéral, la CDU perd la majorité. Le 30 novembre 1966, Erhard démissionne à son tour et découvre la « surprise » que Kiesinger et Achenbach avaient préparée dans son dos : une « grande coalition » avec le SPD de Willy Brandt, qui devient ministre des Affaires étrangères... du cabinet Kiesinger !

## Washington fait valoir ses créances

À soixante-deux ans, Kurt Georg Kiesinger est enfin parvenu au faîte du pouvoir. « Dénazifié » dans les faits, après l'avoir été en droit dix-neuf ans plus tôt. La presse britannique évoque-t-elle à demi-mot son passé de haut fonctionnaire sous le III<sup>e</sup> Reich ? Il en faut plus pour l'impressionner, d'autant qu'en Allemagne même, l'opinion semble décidément hermétique à ce type de rappel. Aux États-Unis, en revanche, le Département d'État a la mémoire longue et ne tarde pas à faire valoir ses créances.

En ce début de 1967, les opérations américaines au Vietnam s'intensifient et Washington fait savoir à Bonn qu'il souhaite doubler la surface de ses bases aériennes. Un besoin d'autant plus urgent que l'année précédente, la France a quitté le commandement intégré de l'OTAN et prié les GI d'évacuer son territoire ! C'est donc prioritairement vers l'Allemagne qu'hommes et matériels vont devoir se replier, tandis que les aérodromes de l'OTAN prendront une importance logistique accrue, et même névralgique. Depuis Paris, de Gaulle ne ménage aucun effort pour convaincre Kiesinger que participer même indirectement à l'escalade voulue par Washington est dangereux pour l'Allemagne et néfaste à l'indépendance de l'Europe. En vain. Lors de chaque rencontre, le chancelier se montre aimable avec le Général mais en réfère aussitôt après à la Maison-Blanche. Et la réponse du président Johnson tombe, sempiternelle : « Ce n'est pas la France qui vous protégera, c'est l'Amérique ! » De l'Armée rouge, peut-être – et encore, puisque cette même année 1967 les États-Unis abandonnent la doctrine des représailles massives pour celle de la « riposte graduée » qui, avertit de Gaulle, équivaut à transformer l'Europe en champ de bataille entre les deux grands. Mais protéger Kiesinger de la gauche allemande, c'est une autre affaire !

Car en même temps que les États-Unis renforcent leur emprise sur la RFA, agrandissent leurs bases et les hérissent de nouveaux barbelés, la contestation étudiante croît proportionnellement à l'opposition générale de l'opinion européenne et même américaine à la guerre du Vietnam. À mesure qu'on se rapproche de l'explosion générale de mai 1968, chaque nouvelle implantation, chaque transport de troupes, et *a fortiori* chaque atterrissage de bombardiers B-52 venus se ravitailler avant d'aller réduire en cendres une école ou « traiter » un maquis Viêt-cong au défoliant est le prétexte de rassemblements hostiles. Et de plus en plus violents. En Allemagne plus

encore qu'en Italie, le slogan « US Go Home ! » scande l'actualité. Au point que le gouvernement Kiesinger envisage l'impensable depuis 1945 : l'adoption de lois d'exception lui permettant de rétablir l'ordre en suspendant momentanément les libertés publiques. Ce qui équivaut à ressusciter l'article 48 de la Constitution de Weimar qui, après l'incendie du Reichstag en février 1933, avait permis à Hitler d'installer définitivement son pouvoir !

Suggérée régulièrement par les Américains depuis les années 1950 dans une perspective de lutte anticomuniste, l'hypothèse s'était chaque fois heurtée au refus unanime des gouvernements allemands. Mais aussi à une impossibilité constitutionnelle dans la mesure où aucun d'eux ne disposait de la majorité parlementaire des deux tiers requise par la Loi fondamentale de 1949 pour adopter une telle réforme. Or l'impossible est soudain devenu possible puisque, grâce à la Grande Coalition, cette majorité théorique existe au Bundestag !

## **Kiesinger, cible de la jeunesse révoltée**

À l'annonce que le gouvernement prépare des « lois d'urgence », la jeunesse descend dans la rue. Étudiants socialistes, communistes, trotskistes, maoïstes, mais aussi « alternatifs », voire plus classiquement catholiques ou protestants, pacifistes et antinucléaires se mêlent aux associations des victimes du nazisme pour crier leur indignation, moins contre les lois elles-mêmes que contre l'odieuse symbiose entre le projet et l'ex- « Goebbels de l'étranger » ! C'est dans ce contexte de guerre civile larvée qu'émerge la figure du syndicaliste étudiant Rudi Dutschke et son slogan : « Ne faites jamais confiance aux plus de trente ans ! » Sur son seul nom, Kiesinger fédère toutes les oppositions et donne corps à une contestation généralisée de la société allemande prodigue en amalgames et en raccourcis mais terriblement efficace en termes de mobilisation ! Contestation du passé nazi, recyclé sous les espèces du « miracle économique » et de ses artisans ; contestation de l'autorité en général, dont le capitalisme incarne l'ultime avatar puisqu'il étouffe toutes les libertés hormis celle du marché ; contestation de l'impérialisme qu'illustre le soutien fourni par le chancelier à la guerre d'agression américaine au Vietnam... Et même du patriarcat puisque, à en croire la presse *people*,

Marie-Luise Kiesinger aurait arrêté ses études de médecine à la demande de son mari, et n'oserait pas prendre le volant en sa présence !

De manifestation en manifestation, les foules augmentent et la répression monte d'un cran. Le 3 juin 1967, la police abat l'étudiant Bruno Ohnesorg en marge de la visite à Bonn du chah d'Iran. Le 11 avril 1968, c'est Rudi Dutschke lui-même qui se fait tirer dessus à bout portant par un néonazi. Mais le chancelier Kiesinger tient bon et, le 30 mai, les lois d'urgence sont votées. Comme en France, ce sont les syndicats qui, craignant d'être débordés par les gauchistes, ont sifflé la fin de la partie : ils refusent de s'associer à un mot d'ordre de grève générale qui, de fait, fera long feu. Et comme en France, le mouvement de Mai donnera naissance, sur le long terme, à deux tendances opposées : une mouvance libertarienne – ultra-majoritaire – ralliée au capitalisme (Daniel Cohn-Bendit) et une frange d'irréductibles qui donnera naissance à la Fraction Armée rouge ou à Action directe.

Comme des millions d'Allemands et autant de Français, Kurt Georg Kiesinger peut partir en vacances le cœur léger : l'orage est passé et rien ne l'empêchera d'être reconduit comme chancelier à l'issue des législatives de septembre 1969. C'est compter sans Beate Klarsfeld, qui n'a pas oublié la promesse faite le 11 mai devant les étudiants de l'université technique de Berlin : « Celui-là, je le giflerai moi-même ! »

Elle attendra six mois pour tenir parole, mais le geste aura un tel retentissement qu'aux élections générales de l'année suivante, et alors que la situation économique est au beau fixe, la CDU perdra la majorité et Kiesinger, deux ans plus tard, le contrôle du parti. Lâché par son vieux complice Achenbach, qui, avant d'être lui-même dénoncé par Beate Klarsfeld, a préféré tenter l'aventure d'une coalition avec le SPD, le chancelier doit démissionner. Il ruminera cette trahison jusqu'à sa disparition, à quatre-vingt-quatre ans, en 1988. Devant ses visiteurs, il ne se lassait pas, dit-on, de démontrer le caractère « antidémocratique » de l'alliance initiée par Achenbach entre le SPD et les libéraux. Il est vrai qu'en matière de démocratie, les deux hommes étaient des orfèvres...

1. Allemand d'origine balte (1865-1947), Johannes Haller fut l'un des médiévistes les plus réputés de son temps, à l'image des Français Ferdinand Lot (1866-1952) et Louis Halphen (1880-1950). Protestant, spécialiste des conciles et de la papauté, il eut l'heur de plaire aux nazis pour avoir mis en évidence, entre autres, l'origine fréquemment germanique de l'aristocratie

régnant sur les pays slaves. Ce qui justifiait à leurs yeux l'idée que sans les Allemands pour les diriger (ou pour les coloniser), ces derniers étaient des peuples « sous-capables »... En désaccord avec la politique religieuse du Reich, il s'abstint cependant de donner trop de gages au régime.

2. Estimés à 60 000, les *Blockleiter* avaient, comme leur nom l'indique, la responsabilité d'un bloc d'immeubles urbains, soit entre 40 à 60 familles environ. Leur principale fonction était de signaler à leur hiérarchie les éléments non conformes à l'idéologie officielle ou critiques envers le régime. Ce qui explique qu'avant même 1945 *Blockleiter* soit devenu une insulte dans le langage courant allemand, synonyme d'indicateur ou de mouchard.

3. Proche de Joachim von Ribbentrop jusqu'à ce que celui-ci s'imagine qu'il complotait pour le remplacer, Martin Luther (1895-1945) sera déporté en 1944 à Sachsenhausen, où il mourra peu après sa capture par les Soviétiques. Il restera dans l'histoire pour avoir été le seul participant de la conférence de Wannsee à ne pas en détruire le compte rendu.

4. Né en 1905, Gerd Rühle était professeur de droit, détenteur de la carte n° 694 du NSDAP, ce qui en faisait aux yeux de Hitler un *alter Kämpfer* (« ancien combattant du Parti », autorisé, de ce fait, à tutoyer le Führer en privé). Il se suicida en 1949 pour échapper aux poursuites engagées contre lui pour son rôle dans la persécution des Juifs.

5. Franz Six (1909-1975) sera condamné à vingt ans de prison à l'issue du procès des *Einsatzgruppen*, mais amnistié en 1952. Membre de la SS, cet universitaire couvert d'honneurs (docteur à vingt-cinq ans, professeur à vingt-huit, il fonda en 1937 la chaire des « sciences du journalisme » de l'université de Königsberg) joignit la théorie à la pratique puisque, après avoir dirigé le département de « recherche sur les opposants » du RSHA (*Amt II*) et celui de la « recherche idéologique » (*Amt VII*), il participa aux exactions de l'*Einsatzgruppe B* en Russie. Grâce au soutien d'Ernst Achenbach et de Werner Best (voir chapitre précédent), il se lança à partir de 1953 dans l'édition, avant de devenir directeur de la publicité de Porsche en même temps que professeur de marketing à l'académie de Bad Harzburg (l'équivalent allemand de l'INSEAD français). Membre influent du FDP, il resta jusqu'à sa mort un ami proche de Kurt Georg Kiesinger. Voir à son sujet l'essai déjà cité de Johann Chapoutot, *Libres d'obéir, op. cit.*

#### 6. *Christlich Demokratische Union.*

7. Les chambres dites de « dénazification » mises en place par les Américains classaient les anciens membres du NSDAP en cinq catégories : les « principaux coupables » (*Hauptschuldige*), les individus « compromis » (*Belastete*), les « peu compromis » (*Minderbelastete*), les « suiveurs » (*Mitläufer*) et les « exonérés » (*Entlastete*).

8. Expression alors en vigueur en référence à la célèbre marque de lessive allemande créée en 1907.

9. Dire que Erhard est l'homme des Américains ne décrit que faiblement son allégeance envers eux. Il est surtout leur débiteur depuis qu'en 1945, ceux-ci ont passé l'éponge sur ses relations avec le général SS Otto Olendorf, nommé en 1943 secrétaire d'État délégué au ministère de l'Économie du Reich et exécuté pour crimes de guerre en 1951 pour son rôle en Pologne et en Russie à la tête de l'*Einsatzgruppe D*. Lui-même professeur d'économie, Erhard fut son collaborateur et ne dut son salut qu'à sa proximité – revendiquée seulement en 1945 – avec Carl Friedrich Goerdeler, l'un des principaux conjurés de l'attentat contre Hitler. Cet



antinazisme *a posteriori* mais surtout ses compétences financières lui vaudront de devenir, aussitôt après la chute du Reich, l'un des conseillers économiques du gouvernement militaire américain d'occupation de la Bavière, poste dont il tirera profit pour s'engager et s'élever en politique.

[10](#). Voir chapitre 3, « Reinhard Gehlen, l'espion indispensable ».

## 8

# Hjalmar Schacht, le « docteur miracle »

« Vous êtes bien le docteur Schacht ? » Malgré le sourire de l'homme qui s'adresse à lui, l'ancien ministre de l'Économie d'Adolf Hitler n'a pu s'empêcher de tressaillir. Vingt-quatre heures plus tôt, à New Delhi, ou le lendemain, à Rome, il eût été, comme toujours et partout, flatté qu'on le reconnaisse. En dépit de ses soixante-quatorze ans, il se serait sans doute levé d'un bond en accompagnant son salut à la prussienne d'un sonore *Ja Wohl !*. Mais en cette soirée de novembre 1951, c'est peu dire qu'il aurait préféré se trouver à quelques centaines de kilomètres plus à l'ouest. En l'occurrence au Caire, où son avion, en provenance d'Inde, aurait dû faire escale avant de gagner l'Italie. Au lieu de cela, la compagnie KLM a changé son plan de vol et c'est à Tel-Aviv, capitale du nouvel État d'Israël, que le Super Constellation s'est posé pour faire le plein ! Et voici qu'un Américain, reconnaissant soudain le plus célèbre des acquittés du procès de Nuremberg, s'avance pour lui demander un autographe, puis un Britannique, et maintenant un steward, provoquant bientôt un mini-atteupement... Tout ce que, *hic et nunc*, ne souhaite surtout pas Hjalmar Schacht !

Quinze mois plus tôt, le Parlement israélien a en effet déclaré qu'aucune décision d'aucun tribunal ayant eu à juger des nazis ne saurait s'imposer à l'État juif, celui-ci réservant à ses seuls tribunaux le droit exclusif de dire qui devait être traité en criminel de guerre et qui pouvait éventuellement échapper à ses poursuites. Quand ce n'est pas à

l'élimination, sans autre forme de procès. L'intéressé peut-il douter une seconde du sort qui l'attendrait pour peu que les autorités soient prévenues de la présence à Tel-Aviv de l'économiste qui permit à l'Allemagne de se réarmer puis d'envahir l'Europe avant de se lancer dans la persécution généralisée des Juifs, prélude à leur extermination ?

Heureusement pour Schacht, aucun officiel israélien n'assiste à la scène. Et quand le Super Constellation s'envole quelques heures plus tard pour Rome, celui que la presse allemande surnommait dans les années 1930 le « docteur miracle » peut, oubliant sa sobriété légendaire, commander une bouteille de champagne et la vider avec sa femme, encore transie d'émotion. L'historien Tom Segev, qui sera le premier à faire état de cet épisode<sup>1</sup>, raconte que le Premier ministre israélien David Ben Gourion, quand il l'apprit, entra dans une violente colère et jura que si on l'avait prévenu à temps, il aurait fait arrêter cet hôte involontaire pour le traduire en jugement au même titre qu'Eichmann.

Schacht, qui tout au long des débats de Nuremberg jura qu'il n'avait jamais souscrit à l'antisémitisme hitlérien, aurait-il alors été pendu comme le fut, en 1962, l'artisan le plus zélé de la Solution finale ? Il est certain qu'un tribunal israélien aurait examiné d'un œil moins favorable que les Anglo-Saxons le dossier de cet homme avec lequel le gouvernement américain était rompu à travailler depuis près d'un demi-siècle.

## **Né un an plus tôt, il eût été américain**

C'est en 1905, en effet, que le futur architecte du redressement économique allemand de l'entre-deux-guerres a été reçu pour la première fois à la Maison-Blanche. Il n'a pas vingt-neuf ans et le président Theodore Roosevelt<sup>1</sup> a tenu à rencontrer personnellement le jeune prodige qui, recruté deux ans plus tôt par la Dresdner Bank, vient de se distinguer en concluant un ambitieux accord de coopération avec JP Morgan. Il faut dire que la famille Schacht est un peu chez elle aux États-Unis. Bien qu'allemand d'origine, Wilhelm Schacht, père de Hjalmar, a mené une partie de sa carrière de négociant à New York. Il a même pris la nationalité américaine et s'est fait appeler William. Il s'est aussi engagé en politique en soutenant Horace Greeley, candidat malheureux du Parti libéral républicain à l'élection présidentielle de 1872. Déçu par cet échec, « William » Schacht rentre en Allemagne en 1876, juste après la naissance de son premier fils,

prénommé Eddy, et c'est à Tinglev, à quelques kilomètres du Danemark dont sa mère, Constanze, est originaire, que Hjalmar voit le jour en janvier 1877, ainsi que ses deux autres frères, Oluf et William Jr. Non sans que ses parents lui aient donné comme deuxième et troisième prénoms Horace et Greeley.

Quelques années plus tard, la famille s'installe à Hambourg, puis à Berlin, où William père rejoint l'antenne allemande de la prestigieuse Equitable Life Insurance, leader américain de l'assurance-vie, propriété de la Morgan. Faut-il s'étonner qu'élevé dans ce milieu à la fois bilingue et porté sur la finance, Hjalmar s'oriente naturellement vers l'économie ? À vingt-quatre ans, il est déjà docteur de l'université de Kiel. Sa thèse, dirigée par Wilhelm Hasbach<sup>2</sup>, porte sur « le contenu théorique du mercantilisme anglais<sup>2</sup> ».

L'année suivante, le fort en thème est embauché comme lobbyiste – officiellement comme « attaché de presse » – par le *Handelsvertragsverein*<sup>3</sup> que préside Georg von Siemens, fondateur de la Deutsche Bank, vouée au développement du commerce extérieur. Cette association qui aligne quelque 15 000 adhérents issus de la banque et de l'industrie et au conseil d'administration de laquelle siègent les dirigeants des principales entreprises exportatrices allemandes ne regroupe pas seulement la fine fleur du capitalisme germanique, elle est aussi l'inspiratrice économique de la *Weltpolitik*<sup>4</sup> de Guillaume II. Auteur d'une thèse sur Hjalmar Schacht soutenue en 2006 à l'université de Strasbourg<sup>3</sup>, l'historien Frédéric Clavert souligne combien cette première immersion dans le monde de la finance a influé sur les conceptions que le futur ministre des Finances de Hitler s'efforcera, non sans succès, de mettre en pratique sous la république de Weimar et de manière plus radicale encore à partir de 1933.

L'idée clé du *Handelsvertragsverein* est que le meilleur moyen de briser l'encerclement du Reich wilhelminien par une alliance continentale franco-russe consiste à multiplier les traités de commerce avec les puissances maritimes anglo-saxonnes. Les termes de l'échange sont conformes aux intérêts de l'Allemagne, qui jouit d'une avance technologique certaine sur ses principaux concurrents mais qui, contrairement aux États-Unis et aux empires coloniaux, manque de matières premières : obtenir celles-ci contre des produits manufacturés *made in*

*Germany* lui permet de trouver des débouchés tout en renforçant son industrie lourde. Une doctrine que Schacht promeut avec une telle opiniâtreté auprès de ses interlocuteurs qu'il est bientôt débauché par la Dresdner Bank où, d'attaché de presse, il devient l'un de ses principaux experts financiers et, en 1909, à trente-deux ans, son directeur adjoint. L'année précédente, le jeune économiste a parfait son intégration dans les milieux dirigeants du Reich en se faisant initier à la franc-maçonnerie au sein de la loge *Urania zur Unsterblichkeit*<sup>5</sup>, la plus influente de Berlin<sup>4</sup>.

## La Belgique comme terrain d'expérimentation

Myope, il échappe en 1914 à la mobilisation, ce qui lui fournit l'occasion d'être appelé pour la première fois à des responsabilités nationales. À la demande du gouvernement, la Dresdner Bank est chargée, en effet, de réfléchir aux buts de guerre allemands dans l'ordre économique. Schacht est en charge de deux dossiers majeurs : la Belgique et la France. Selon lui, la première doit être intégrée à une union douanière avec le Reich, et la seconde ravalée au rang d'une puissance de troisième zone, *via* le passage sous contrôle allemand de tous les avoirs et toutes les participations qu'elle détient à l'étranger. Dans l'hypothèse où elle serait battue, la France devrait en outre verser au vainqueur une indemnité de 50 milliards de francs-or – une somme énorme puisque, par comparaison, les « réparations » versées par Paris à Berlin en 1871 n'avaient été « que » de cinq milliards.

S'agissant de la Belgique, en revanche, le banquier se montre infiniment plus modéré. Inaugurant la politique qui, quatre ans plus tard, sera celle des Anglo-Saxons à l'égard de l'Allemagne vaincue, il propose de relever l'économie belge dévastée par les réquisitions afin que, la paix revenue, le pays ait les capacités de devenir l'un des principaux partenaires commerciaux du Reich. Favorable au pillage systématique du royaume belge, le haut commandement s'y oppose. Mais le gouvernement Bethmann-Hollweg<sup>6</sup> lui donne raison et laisse toute licence à la Dresdner Bank – donc, en pratique, à Schacht – pour organiser le sauvetage financier du pays. C'est l'occasion pour lui d'utiliser, pour la première fois *in vivo*, les deux outils qui feront sa réputation : la monnaie et la dette. Il obtient ainsi que les produits saisis par l'Allemagne soient payés aux industriels belges à leur juste valeur, en francs belges et non plus en bons de réquisition

(théoriquement) remboursables après guerre, système qui avait provoqué une brutale récession et fait exploser le marché noir. Mais comme il n'est pas question que le Reich débourse un mark pour régler ses achats, ce sont en réalité les Belges qui payeront ! Auteur d'une passionnante biographie de Schacht, l'historien Jean-François Bouchard, par ailleurs conseiller au FMI, décrit ce système d'une diabolique efficacité :

« La seule solution est que l'État belge lance un emprunt auprès de sa population qui a si bien thésaurisé sous ses matelas la monnaie officielle ! Ainsi, l'administration belge disposera de fonds en argent authentique pour payer directement les réquisitions ; les agriculteurs et les industriels pourront être payés avec de la vraie monnaie sonnante et trébuchante ; grâce à cette incitation, la population se remettra au travail ; elle recommencera à produire des biens sans les destiner systématiquement au marché noir ; enfin, l'armée allemande sera satisfaite car les réquisitions, désormais payées rubis sur l'ongle par l'État belge, seront facilitées. Et, cerise sur le gâteau, l'activité économique ainsi rétablie apportera à l'État belge des recettes fiscales qui lui permettront de payer la rente des emprunts... En bref, un cercle vertueux de la croissance économique renaîtra, en dépit de l'occupation allemande<sup>5</sup>. »

Seul « hic » : il n'y a plus d'État belge, le gouvernement du royaume étant en exil à Londres... Qu'à cela ne tienne, tranche Schacht, il existe encore une administration locale, en l'espèce neuf provinces qu'il va convaincre, une à une, de garantir l'emprunt. En quelques mois, celui-ci se révélera un succès et l'économie belge renaîtra de ses cendres malgré l'occupation.

## **L'alliance fondatrice avec la City**

Cet exploit accompli, qui ne comptera pas pour rien dans sa légende, le jeune banquier quitte en 1915 la Dresdner pour intégrer la Nationalbank. Il en profite pour cultiver et parfaire ses réseaux dans les milieux patronaux et politiques jusqu'à ce que surviennent l'armistice de novembre 1918 et le traité de Versailles. C'est alors que ses relations privilégiées avec les Anglo-Saxons vont faire de lui une pièce maîtresse de la stratégie de redressement puis de réarmement allemand. Aux financiers de Wall Street et à ceux de la City, l'homme qui, en 1914, voulait étrangler la France par d'astronomiques réparations explique désormais combien celles réclamées à l'Allemagne par

ses vainqueurs<sup>7</sup> sont non seulement injustes<sup>8</sup>, mais encore et surtout contre-productives : « Si l'Allemagne lève plus d'impôts pour payer les réparations, les entreprises allemandes auront moins de marge de manœuvre pour s'autofinancer, elles exporteront moins, ce qui entraînera une diminution de la capacité de paiement de l'Allemagne et donc un risque sur les Réparations<sup>6</sup>. »

À Londres, le banquier allemand dispose d'un allié de poids tout prêt à entendre cet argument : le tout-puissant gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman<sup>9</sup>, qui, rappelle Philippe Renoux dans sa somme irremplaçable sur la montée de Hitler<sup>7</sup>, « est le parrain d'un des enfants de Schacht et nourrit à l'égard de la France la haine qui fut celle d'un William Pitt pour Napoléon ». Convergence manifeste d'intérêts : pas plus que Pitt, jadis, Norman ne souhaite voir la France profiter de la défaite du Reich pour s'ériger en première puissance du continent. Or c'est bien ce qui est en passe de se produire quand, réagissant aux premiers défauts de paiement allemands (été 1922), le gouvernement de Raymond Poincaré décide, en janvier 1923, de saisir à titre conservatoire le charbon de la Ruhr.

Faisant valoir l'étendue de ses relations avec la finance anglo-saxonne, Schacht convainc alors le chancelier Gustav Stresemann<sup>10</sup> de l'appeler en renfort au seul poste qu'il juge digne de lui : la présidence de la Reichsbank. En novembre 1923, c'est chose faite. Aussitôt, la contre-attaque s'organise. D'un côté, la City et Wall Street attaquent le franc pour contraindre Poincaré à desserrer la pression sur la Ruhr ; de l'autre, Schacht met au point ce qui restera dans l'histoire comme son coup de génie : la création du *Rentenmark*, censé lutter contre l'inflation galopante mais qui, dans les faits, organise l'insolvabilité de l'Allemagne. Lui qui n'avait cessé de vanter les mérites de l'étalon-or décrète l'inconvertibilité du mark et laisse filer le déficit budgétaire dans des proportions inimaginables à l'époque... et encore aujourd'hui.

## **Naufrageur et sauveur du mark**

Qu'est-ce que le *Rentenmark* ? Rien d'autre qu'une monnaie parallèle couverte par l'hypothèque forcée d'une partie des biens privés et gagée sur la richesse nationale... à venir ! Dès lors que Washington et Londres en



acceptent l'augure, comment la France, tributaire des crédits américains pour sa reconstruction, pourrait-elle s'y opposer ?

D'autre part, à peine nommé à la tête de la Reichsbank, Schacht s'est rendu à Londres pour mettre au point l'arme secrète qu'il dégainera dès que Paris aura mis un genou à terre : la création de la Golddiskontbank, afin de préparer clandestinement le retour à la convertibilité du mark. Coprésidé par lui-même et Norman, cet établissement dont le capital est entièrement libellé en livres sterling appartient pour cinquante pour cent à la Banque d'Angleterre et, pour l'autre moitié, à un consortium de banques allemandes publiques et privées. Ayant pour unique but de canaliser les crédits anglo-saxons alloués à l'industrie allemande, ses créances seront escomptées à Londres, ce qui la rend totalement imperméable à tout contrôle effectif des autorités françaises.

Mais en attendant le « miracle », la population allemande boit le calice jusqu'à la lie. La livre, qui valait 305 marks en août 1921 et 8 000 en janvier 1923, en vaut 20 milliards un mois après l'arrivée de Schacht à la tête de la Reichsbank. À charge pour le gouvernement Marx<sup>11</sup> qui succède à celui de Stresemann de rejeter la responsabilité de l'hyperinflation sur les exigences françaises en matière de réparations alors que le collapsus monétaire n'a été provoqué que pour y échapper !

« Cette politique, résume Philippe Renoux, sert les intérêts des industriels et des grands propriétaires immobiliers qui voient ainsi le montant de leurs emprunts se réduire. Mais elle ruine les classes moyennes et les petits rentiers dont elle excite la rancœur, ouvrant ainsi la voie aux partis extrêmes<sup>8</sup>. » En particulier au NSDAP d'Adolf Hitler, dont l'essor originel est alors directement indexé sur les ravages de la grande inflation.

Celle-ci étant devenue paroxystique, le pyromane Schacht peut enfin jouer les pompiers et apparaître comme le sauveur du mark. Ayant solidement assuré ses arrières auprès des Anglo-Saxons, il prend trois mesures qui, en l'espace de trois mois, vont faire repasser l'inflation au-dessous de dix pour cent. D'abord l'interdiction de ce qu'il appelle les « monnaies privées », autrement dit les moyens de paiement parallèles émis par les entreprises, les coopératives (syndicats, chambres de commerce) et les institutions locales et régionales. Puis il bloque la spéculation sur les devises en ne fournissant plus de marks officiels aux spéculateurs mais en leur donnant à la place des *Rentenmark*. Enfin et surtout, il « congèle » le crédit en empêchant les entreprises de se financer par le réescompte, ce qui

les oblige à vendre les devises qu'elles avaient accumulées et permet ainsi au mark de se stabiliser.

En août 1924, il s'appuie sur les Britanniques et les Américains pour négocier le plan Dawes qui impose aux Français un premier rééchelonnement de la dette allemande et entraîne l'évacuation de la Ruhr, rendue au contrôle du gouvernement de Berlin. La Golddiskontbank peut enfin voir le jour officiellement et un Reichsmark à nouveau indexé sur l'or remplacer progressivement le *Rentenmark*.

## L'inexorable convergence avec Hitler

Auréolé de cette victoire, dont peu de commentateurs ont discerné ce qu'elle doit à l'appui des Anglo-Saxons, le président de la Reichsbank peut alors se concentrer sur l'autre volet de sa mission, qui va inexorablement le rapprocher de Hitler : obtenir l'extinction des réparations en échange d'investissements massifs, essentiellement américains. Entre 1925 et 1929, près de cinq milliards de dollars viennent ainsi irriguer l'économie allemande. « Pendant les six années allant de 1924 à 1930, l'Allemagne aura emprunté à l'étranger autant d'argent que les États-Unis pendant les quarante ans qui précédèrent la Première Guerre mondiale », se vantera Schacht dans ses Mémoires. Dès 1926, l'industrie minière et sidérurgique renaît de ses cendres, au point de redevenir, à la veille de la Grande Crise, la première du continent européen. En 1929, il croit enfin atteindre son but en s'investissant avec une énergie décuplée dans le plan Young<sup>12</sup>, dont il espère l'annulation définitive des dettes allemandes. Mais le gouvernement de Hermann Müller<sup>13</sup> ne suit pas ses recommandations et, bien qu'ayant obtenu de solides concessions des Alliés, ne résiste pas suffisamment à son goût aux exigences françaises. Le 7 mars 1930, le président de la Reichsbank démissionne avec fracas et publie un livre qui, cette année-là, talonne *Mein Kampf* en librairie : *Pour en finir avec les réparations*<sup>14</sup>. Cette fois, tout est prêt pour la grande convergence avec Hitler. Qui sait, au reste, si derrière cette rupture théâtrale avec la république de Weimar ne se dissimule pas aussi une volonté de fuir ses propres responsabilités ? Importée des États-Unis, la crise mondiale qui touche l'Allemagne de plein fouet n'est-elle pas la rançon de sa politique d'ouverture sans limites aux capitaux américains ?

Sidérée par le retour du chômage, l'opinion est bien loin de se poser ce genre de questions et voit dans cette démission spectaculaire le geste patriotique d'un grand serviteur de l'État las de composer avec des dirigeants indignes de confiance. Il faut dire qu'au physique, Hjalmar Schacht incarne la rigueur jusqu'à la caricature. Un comble pour ce manipulateur sans principes ni scrupules dont le pragmatisme se joue de toutes les orthodoxies ! Avec sa fine moustache début de siècle, ses lunettes rondes cerclées d'acier, sa raie au milieu, ses cols glacés et ses hauts-de-forme, il paraît vingt ans de plus que son âge, tel un émigré de 1793 qui en 1815 porterait encore culottes et perruque poudrée. Lui, c'est la cour du Kaiser ressuscitée en 1930, la « vieille Europe » version casque à pointe résistant vaillamment à l'essor du jazz, du nudisme et du surréalisme coalisés. Bref, ce qu'il faut de suranné pour rassurer la bourgeoisie, que deux crises économiques à répétition ont rendue nostalgique de la stabilité financière de la Belle Époque, mais aussi la caution qui manquait à Hitler, dont le mouvement souffre d'un déficit chronique de respectabilité, avec ses hordes de SA vomissant le « système » à l'unisson du parti communiste – dont ils sont souvent issus.

Le premier contact direct entre les deux hommes a lieu le 5 janvier 1931, au domicile personnel de Hermann Göring, que Schacht a rencontré un mois plus tôt chez son ami Emil-Georg von Stauß, membre du conseil d'administration de la Deutsche Bank. Déjà bien introduit dans les milieux patronaux et financiers<sup>15</sup>, Göring réussit là un coup de maître. Car Schacht ne vient pas seul, mais accompagné du magnat de l'acier, Fritz Thyssen, qui, pas plus que lui, n'a encore rencontré Hitler bien qu'il subventionne déjà son mouvement, parmi beaucoup d'autres. Jusqu'alors, le patron des *Vereinigten Stahlwerke*<sup>16</sup> soutenait essentiellement les mouvements conservateurs allemands, plus ou moins nostalgiques de l'ordre impérial, comme les Stahlhelm<sup>17</sup> ou le DNVP<sup>18</sup>. Mais cette fois, le retour de la crise économique et la bipolarisation électorale qu'elle provoque en faveur des nazis et des communistes l'ont convaincu de concentrer ses immenses moyens sur un seul cheval. Dans ses Mémoires, Schacht ne cache rien du choix identique qui alors est le sien. Impressionné par le « patriotisme » de Hitler, dont le seul défaut, à ses yeux, est de « préférer le monologue à la conversation », il le juge seul capable de protéger l'Allemagne du chaos, mais, insiste-t-il, à condition qu'il soit bien « encadré ». Autrement dit par lui et ses amis du grand patronat ! Il ose même affirmer qu'il cherchait alors

à l'intégrer dans une coalition qui l'eût empêché de gouverner seul. Un comble quand on sait l'hostilité constante de Hitler à cette solution jusqu'à ce que le rapport de force tourne en sa faveur.

Il faut dire que, de son côté, le futur Führer fait tout pour être accepté par cette grande bourgeoisie que, par ailleurs, il exècre. Depuis sa sortie de prison, en 1925, il veille à ne plus mettre en avant les aspects les plus anticapitalistes du programme fondateur du NSDAP. Sur les conseils de Göring et de son attaché de presse, Ernst « Putzi » Hanfstaengl, véritable conseiller en image d'origine américaine qui le suit alors comme une ombre, il s'est littéralement métamorphosé. Jusqu'au putsch de novembre 1923 qui l'envoya pour treize mois en prison, il affectionnait particulièrement les tenues voyantes, adéquates au temps où, semi-clochard, il haranguait les passants en culotte de peau et cravache à la main, parfois même accompagné d'un berger allemand noir, son chien Wolf<sup>19</sup>. Cornaqué par Hanfstaengl, il s'habille désormais chez les meilleurs tailleurs de Munich et de Berlin pour aller démarcher ses mécènes. Plus besoin, dès lors, d'attirer l'attention, mais au contraire de se fondre dans le décor pour mieux rassurer.

## L'entremetteur

C'est cet homme-là, pétri d'exquise politesse viennoise, que, bientôt, Schacht va présenter à tout ce qui compte dans le monde de la banque, de la finance et de l'industrie. Lui qui, président de la Reichsbank, fréquentait plutôt le centre catholique et les libéraux, sans jamais rompre avec un certain parti pris d'apolitisme, n'hésite plus, désormais, à s'afficher aux côtés du sulfureux chef nazi. Quelques mois après leur rencontre, la presse le présente déjà comme son principal conseiller économique, au grand dam de Gottfried Feder, le seul professeur dont Hitler ait jamais suivi les cours à l'université de Munich quand, en 1919, un an avant de fonder le parti national-socialiste, il travaillait pour le renseignement militaire de la Reichswehr et avait pour mission de se cultiver en science politique afin de donner la réplique aux marxistes.

Aux antipodes de Schacht, qui voit dans la dette un levier essentiel de la croissance – à condition de ne jamais s'en acquitter ! –, Feder estime au contraire que celle-ci constitue le cancer des sociétés modernes, entre autres parce que la banque est « aux mains des Juifs ». Pour survivre, le système

capitaliste, professe-t-il, doit se débarrasser d'eux, qui, en « contrôlant la finance mondiale », réduisent les producteurs nationaux en esclavage par le biais de l'usure. « Lorsque j'entendis le premier cours de Gottfried Feder parlant de la servitude engendrée par les intérêts du capital, écrit Hitler dans *Mein Kampf*, je compris immédiatement qu'il s'agissait d'une vérité décisive pour l'avenir du peuple allemand. La séparation tranchée du capital boursier d'avec l'économie nationale présentait la possibilité d'entrer en lutte contre l'internationalisation de l'économie allemande, sans toutefois menacer les fondements d'une économie nationale indépendante par une lutte indifférenciée contre toute forme de capital. » Couvert d'honneurs sous le III<sup>e</sup> Reich et de compliments par son fondateur, qui reconnaîtra en lui l'un de ses principaux maîtres en antisémitisme, Feder n'aura cependant jamais l'influence d'un Schacht, pour la bonne raison... qu'il n'avait aucun contact parmi les banquiers et les capitaines d'industrie !

Entre 1931 et 1933, c'est leurs fleurons que Schacht, au contraire, fait défiler pour les présenter à Hitler dans son salon de Gahlen, l'immense propriété qu'il s'est offerte, en 1926, au nord de Berlin. Les Thyssen et les Krupp s'y succèdent, accompagnés de leurs principaux directeurs. Autres habitués : Friedrich Flick, des aciéries du même nom, Emil Kirdorf, qui règne en maître sur les mines de charbon de la Ruhr, ou encore Emil Helfferich, membre du conseil d'administration de la German American Petroleum Company, sans oublier la plupart des dirigeants d'AEG et de Siemens qui, en s'alliant avec l'Américain GE, viennent de créer, sous le nom d'Osram, le plus puissant cartel mondial de l'industrie électrique. Ni surtout l'énigmatique Wilhelm Keppler, fondateur du Cercle des amis de l'économie (dit aussi Cercle Keppler) et représentant du géant IG Farben qui, depuis 1929, participe au plus puissant des cartels pétrochimiques mondiaux, aux côtés de l'Anglo-Néerlandais Shell et des Américains Standard Oil et Dupont. C'est ce même Keppler qui, à la demande de Schacht, décide le 19 novembre 1932 de sauter le pas en prenant l'initiative d'une pétition signée par les plus éminents représentants de la finance et de l'industrie demandant solennellement au président Hindenburg de nommer Adolf Hitler chancelier du Reich.

## De Papen à Hitler

Mais Schacht ne s'arrête pas là. Premier signataire de la pétition, il intervient directement dans la crise politique pour forcer le destin. En cette fin d'année 1932, le système politique et parlementaire issu de la Constitution de Weimar est en effet bloqué. À l'élection présidentielle du mois de mars, Hitler, dont le parti aligne maintenant près d'un demi-million de membres, s'est présenté contre le maréchal Paul von Hindenburg, quatre-vingt-quatre ans, élu depuis 1925. Résultat : 11 millions de voix au premier tour (30 %), mais seulement 13,4 millions (36,8 %) au second. Rendu responsable par ses alliés de cette percée de Hitler, le chancelier Brüning<sup>20</sup>, dont la politique déflationniste a fait bondir le chômage, est remplacé par Franz von Papen, un diplomate opportuniste dont le premier acte est de lever l'interdiction des SA prononcée par Brüning et de proposer aux nazis de participer à un gouvernement de coalition pour s'offrir la majorité qui lui manque. Mais devant leur refus, il convainc Hindenburg de dissoudre le Reichstag. Le remède est pire que le mal puisque, aux législatives du 31 juillet, le NSDAP devient le premier parti d'Allemagne, avec 37,2 % des voix et 230 sièges. Pas assez, une fois de plus, pour obtenir la majorité. Nouvelles propositions à Hitler, qui, voyant dans cette paralysie du régime l'occasion suprême de confisquer le pouvoir à son seul profit, refuse encore une fois. Au pied du mur, le maréchal dissout derechef. À l'issue des élections du 6 novembre, les nazis ont certes perdu deux millions de voix, mais restent le premier parti du Reichstag avec 196 sièges. Ultimes ouvertures à Hitler, pareillement déclinées. Alors, Hindenburg renvoie Papen et, le 3 décembre 1932, appelle le général Kurt von Schleicher à la Chancellerie. Lequel ne dispose pas davantage de majorité qu'avant lui Papen et Brüning ! Pour dénouer la crise, Schleicher presse alors Hindenburg de lui confier les pleins pouvoirs, comme le prévoit l'article 48 de la Constitution de Weimar, qui sera bientôt utilisé par Hitler pour installer sa dictature. Mais, craignant une réaction violente des nazis et des communistes, Hindenburg refuse.

C'est alors que Schacht juge la situation mûre pour renverser la table. Il propose à Papen, qui rêve de prendre sa revanche, de s'allier avec Hitler en le laissant devenir chancelier, contre l'engagement de ce dernier de le nommer vice-chancelier et de n'appeler que deux nazis encartés au gouvernement. La rencontre a lieu le 4 janvier 1933, dans la villa berlinoise

du banquier Kurt von Schröder, trésorier du Cercle Keppler. Persuadé qu'il sera, de fait, l'homme fort du gouvernement, Papen accepte avec enthousiasme et présente la solution Schacht à Hindenburg, qui l'accepte avec soulagement. Le 28 janvier, Schleicher démissionne donc après avoir essuyé un refus du maréchal de dissoudre le Reichstag pour la troisième fois en six mois et, le 30 janvier, Adolf Hitler est appelé à la Chancellerie tandis que Papen devient, comme prévu, vice-chancelier. À ses côtés, deux nationaux-socialistes seulement, mais pas à n'importe quels postes : Hermann Göring, ministre sans portefeuille, devient également ministre de l'Intérieur du *Land* de Prusse, et Wilhelm Frick, ministre de l'Intérieur du Reich. Ils contrôlent donc la police, la presse... et les élections. Le soir, les SA défilent aux flambeaux sous les fenêtres de la Chancellerie. À son ami Göring, le nouveau maître de l'Allemagne lance devant plusieurs témoins : « Personne ne nous en fera sortir. Sauf les pieds devant ! » Il tiendra sa promesse.

## **Complice de la marche à la dictature...**

D'emblée, Adolf Hitler s'emploie à réaliser celle contenue dans le dernier des « 25 points » du NSDAP<sup>21</sup> : « La création d'un pouvoir central puissant. » Pour bâtir l'État totalitaire dont il a dessiné les contours depuis plus de dix ans, il tend un piège à Hindenburg dont la lucidité, certes, n'est plus qu'à éclipses, mais dans lequel vont aussi tomber les milieux conservateurs qui n'avaient choisi le « caporal bohémien » que pour écarter la menace communiste. Quitte, le travail accompli, à le renvoyer sans ménagement à ses aquarelles. Le calcul du nouveau chancelier est simplissime : obtenir une dissolution suivie de nouvelles élections législatives. Et déclencher, juste avant celles-ci, un événement qui aboutisse à ce qu'elles soient les dernières !

Le 2 février 1933, quarante-huit heures après l'entrée de Hitler à la Chancellerie, Hindenburg accepte de dissoudre et fixe les nouvelles élections au 5 mars. Mais alors que la campagne électorale bat son plein, le ciel de Berlin s'empourpre dans la nuit du 27 au 28 février : le Reichstag est en flammes ! À l'aube, il est en cendres. Accusés : les communistes, puisque l'un d'eux, un Hollandais nommé van der Lubbe, pris sur le fait, a avoué sans difficulté. Sans savoir que trois foyers ont été allumés simultanément au sien<sup>22</sup>...



Le soir même, le piège se referme. Hindenburg accorde à Hitler ce qu'il avait refusé à Schleicher : l'obtention des pleins pouvoirs dans le cadre de la Constitution.

Sans attendre le résultat des législatives, Hitler obtient du maréchal que le drapeau noir, rouge et or de la république de Weimar soit remplacé par la croix gammée, emblème du NSDAP depuis 1920. Le 5 mars, les élections donnent à ce dernier 44 % des voix et 288 sièges et à ses alliés de la droite et des conservateurs la majorité au Reichstag... mais pas celle des deux tiers qui lui permettrait, arithmétiquement, de réformer la Constitution et d'abolir la république. Qu'importe, l'intimidation fera le reste. Pendant que les Chemises brunes encerclent l'Opéra Kroll où, faute d'hémicycle disponible, s'est réuni le nouveau Reichstag, les députés obtempèrent. Le 23 mars 1933, par 441 voix contre 84 (celles des communistes) et 122 abstentions (essentiellement les sociaux-démocrates), Adolf Hitler pérennise ses pleins pouvoirs en vertu d'une loi d'habilitation dite *Zur Behebung der Not von Volk und Reich*, littéralement « pour l'élimination de la misère du peuple et du Reich ». Un blanc-seing absolu, trois fois renouvelé, en 1937, 1941, puis 1943, permettant au chancelier de se passer du Reichstag, ravalé au rang de chambre d'enregistrement.

## **... et récompensé pour services rendus**

Hjalmar Schacht, qui prétendait « encadrer » Hitler en l'obligeant à partager le pouvoir, se rend-il compte de la machine infernale qu'il a enclenchée en l'aidant, de manière décisive, à mettre le pied dans la porte ? Non seulement il ne proteste pas contre la confiscation des libertés publiques, l'emprisonnement des opposants et les prémices de la persécution des Juifs, mais il accepte, dès le 17 mars 1933, de redevenir président de la Reichsbank. Et comme cela ne suffit pas à son bonheur, le Führer le nomme, le 3 août 1934, lendemain de la mort de Hindenburg, ministre de l'Économie du III<sup>e</sup> Reich. Avec le général von Blomberg<sup>23</sup>, ministre de la Défense, il est désormais le seul membre du gouvernement à ne pas être issu du NSDAP. Fort de la loi sur les pleins pouvoirs et débarrassé de l'hypothèque Röhm par la Nuit des longs couteaux, Hitler a aussi remplacé tous les membres « conservateurs » de son cabinet par des nazis dûment estampillés. Quant à Papen, pièce maîtresse de la combinaison Schacht de janvier 1933 censée le remettre au pouvoir après

que le dictateur eut éloigné le péril communiste, il verra son poste de vice-chancelier supprimé. Il n'avait pas le choix : ou bien il acceptait de redevenir diplomate<sup>24</sup> – ce qu'il fit sans hésiter – ou bien il s'exposait à finir comme ses collaborateurs Herbert von Bose, Erich Klausener ou Walter Schotte, abattus par les SS en même temps que Röhm et les siens.

Pour autant, Hitler, habile, ne contraint pas Schacht à adhérer au NSDAP en échange de sa promotion. Il tient au contraire à ce qu'il apparaisse, vis-à-vis de l'extérieur, comme un expert indépendant apportant, par patriotisme, sa caution au national-socialisme. De fait, le crédit moral qu'il fournit au régime nazi est considérable. D'abord, bien sûr, grâce à sa réputation non usurpée de « sauveur du mark », ensuite par sa qualité, plus que jamais d'actualité, de cofondateur de la Banque des règlements internationaux (la BRI), mise en place au moment du plan Dawes, et dont il est redevenu, comme banquier central, l'un des directeurs aux côtés de Montagu Norman. Ce dernier, à l'unisson de la plupart des financiers américains, estime en effet que la présence de leur ami auprès du nouveau maître de l'Allemagne n'a pas été pour rien dans la liquidation des SA. Toute menace de « révolution permanente » écartée, les investissements anglo-saxons peuvent reprendre de plus belle, et dépasser, en ampleur comme en qualité stratégique, les niveaux atteints après la Grande Inflation.

## **Le pari autarcique**

Sous la république de Weimar, la Golddiskontbank imaginée par Schacht et Norman avait servi, en quelque sorte, à « privatiser » le traité de Versailles (Philippe Renoux) en faisant bénéficier les cartels allemands<sup>25</sup> de capitaux américains en échange de prises de participation croisées bénéficiant aux deux parties. Dans les années 1930, Schacht *regnante*, la BRI va aider le III<sup>e</sup> Reich à organiser son autarcie en lui permettant de fabriquer les produits de synthèse rendus indispensables par son manque structurel de matières premières. C'est ainsi par exemple que, grâce à sa coopération avec la Standard Oil de John D. Rockefeller, IG Farben parviendra à mettre au point son célèbre Buna, le caoutchouc synthétique sans lequel, à partir de l'entrée en guerre des États-Unis (décembre 1941), la Wehrmacht eût été privée de pneus, et aussi le processus d'hydrogénisation « Leuna », mis au point par IG Farben pour produire de l'essence à partir du charbon. Détail sinistre : le site du camp de

concentration d'Auschwitz, en territoire polonais, qui fut jusqu'en 1944 la principale unité de production de caoutchouc synthétique du Reich, fut choisi par le géant allemand de la chimie avant même l'invasion de la Pologne parce que la fabrication du Buna nécessitait de grandes quantités d'eau et de charbon, et que, adossé aux mines de Silésie, il était voisin de trois fleuves : la Vistule et ses deux affluents, la Przemsza et la Sola.

Toutes choses impossibles sans l'intercession permanente de Schacht, qui osera cependant prétendre, au procès de Nuremberg, que jamais sa politique n'avait visé à favoriser l'industrie de guerre ! Or il fit bien plus en transformant, dès 1933, la dette extérieure du Reich en arme diplomatique et commerciale au service du réarmement allemand. Dès son retour à la tête de la Reichsbank, il a en effet décidé que les créanciers extérieurs du Reich ne seraient plus remboursés dans leurs propres devises, mais en Reichsmarks. Ceux-ci n'ont donc que deux choix : réinjecter ces mêmes Reichsmarks dans l'économie allemande sous forme d'investissements dans les secteurs les plus rentables – tous liés peu ou prou à l'industrie de guerre – ou revendre à bas coût leurs titres de créance à la Reichsbank, ce qui contribue à alléger ce qui reste de la dette allemande ! Les financiers anglo-saxons auraient-ils accepté d'engager leurs capitaux dans un tel parcours fléché s'ils n'avaient pas eu l'assurance de beaux retours sur investissements ?

« Les capitaux de Wall Street et de la City tirent ainsi profit d'un système qu'ils alimentent, résume Philippe Renoux. Quel investisseur ne placerait sa confiance dans un système rénové, doté de volumineux plans de charge, garanti par la compétence des ingénieurs allemands, alors que les travailleurs, encadrés par le Service du travail, se pressent en ordre militaire, toute revendication syndicale abolie, la pelle ou l'outil à l'épaule, sur les chantiers et les usines<sup>9</sup>. »

Et c'est peu dire que, sous la direction de Schacht, l'Allemagne devient une pépinière d'infrastructures sans équivalent au monde, si ce n'est dans l'Amérique du New Deal. Que le Reich puisse, en quelques années, passer de sept millions de chômeurs au plein-emploi, construire plus de centrales électriques que l'immense URSS, s'offrir quelque 4 000 km d'autoroutes (soit le tiers du réseau en service en 2020 !), équiper les foyers allemands de davantage de téléphones que la France et la Grande-Bretagne réunies, ou se doter des ports et des aéroports les plus modernes d'Europe, voilà qui, incontestablement, doit beaucoup au génie de l'organisation déployé par

Schacht, puissamment aidé, ne l'oublions pas, par la discipline totalitaire. Mais l'un et l'autre auraient-ils pu atteindre ce degré d'efficience sans un recours massif aux capitaux internationaux ?

Tel est bien l'extraordinaire paradoxe de la politique de Schacht, avalisée par Hitler : intégrer l'Allemagne dans la mondialisation financière pour conquérir les moyens de sa propre autarcie ! Car si les capitaux américains sont chez eux en Allemagne comme les capitaux allemands le sont aux États-Unis – au point que, jusqu'en 1941, une partie des fonds secrets de la Gestapo étaient placés à l'Union Bank de New York<sup>26</sup>, filiale du groupe Thyssen que dirigeait un certain Prescott Bush, père du président américain George Bush et grand-père de son successeur George W. Bush –, les échanges internationaux ordinaires sont sévèrement réglementés. Tout achat à l'étranger doit donner lieu à un marché réciproque. Non seulement Schacht inaugure le système devenu courant des « compensations », mais il y ajoute un codicille contraignant : les fonds correspondants sont bloqués en Allemagne dans une « caisse de conversion » dont le taux est fixé par l'État selon la nature de l'achat effectué en « compensation ». Selon les pays concernés, la nature de l'échange, celle du produit et le sens de la transaction (importation ou exportation), il existe ainsi jusqu'à 237 cours de change. En sus de cette manipulation sans précédent du mark, Schacht va utiliser un système lui aussi totalement original pour financer le réarmement conformément au mot d'ordre de Hitler « Tout pour la Wehrmacht » : les bons ou effets MEFO. Rien d'autre qu'une monnaie parallèle émise par une société privée et garantie par l'État qui permettra au Reich de produire sur une grande échelle, dans la plus parfaite discrétion – tout au moins au début –, l'équipement militaire proscrit par le traité de Versailles. Sans recourir à la planche à billets, donc à l'inflation.

La MEFO (*Metallurgische Forschungsgesellschaft mbH*, autrement dit Société de recherche sur les métaux) est une petite structure dont le capital nominal ne dépasse pas un million de marks mais dont les actionnaires sont des géants : Krupp, Siemens, Gute Hoffnungshütte et Rheinmetall. « Ces entreprises fondatrices, résume Frédéric Clavert, livrent des marchandises destinées au réarmement et la MEFO mbH leur donne en échange des bons reconnaissant une dette. Formellement il s'agit de traites commerciales, puisqu'il y a un échange de marchandises. Ces titres portent deux signatures, celle du fournisseur et celle de la MEFO mbH. Mais si la première est considérée comme étant de “bonne qualité”, celle de la MEFO

ne l'est pas, car son capital est trop faible en comparaison de son endettement, c'est-à-dire du nombre de bons qu'elle émet. Le ministère des Finances garantit donc, pour le Reich, la signature de la MEFO, en s'engageant à rembourser en cas de défaut de paiement. Ces traites sont réescomptables par la Reichsbank après une circulation de trois mois<sup>10</sup>. »

C'est ainsi qu'en mobilisant seulement un million, Schacht, le « magicien », se met en situation d'injecter clandestinement près de 13 milliards de Reichsmarks dans l'industrie de guerre ! Et, grâce à l'intérêt des investisseurs pour les bons MEFO (qui rapportent 4 % d'intérêt par an), de remplir rapidement les caisses de l'État qui, bientôt, sera en mesure de payer directement ses commandes d'armements aux industriels. Entre 1933 et 1936, les dépenses militaires du Reich sont multipliées par dix, passant de 4 à 40 % des investissements publics ! Et c'est paradoxalement cette fuite en avant qui va éloigner Schacht de l'appareil nazi.

## Le retrait sur l'Aventin

Il considère en effet que cette proportion, déjà monstrueuse, ne saurait être dépassée sans provoquer une nouvelle inflation. Et s'il est parfaitement en phase avec les objectifs pangermanistes de Hitler (la révision des frontières héritées du traité de Versailles), il redoute une guerre avec la Grande-Bretagne, et plus encore avec les États-Unis. De plus, il est resté fidèle à ses conceptions wilhelminiennes et plaide, en vain, pour que l'Allemagne réclame la restitution de ses anciennes (et rares) colonies d'avant guerre<sup>27</sup>. Or l'on sait que le Führer n'en a cure, tout à son obsession de conquérir, à l'Est, l'espace vital et surtout les matières premières qui lui font défaut. Bref, après avoir contribué à donner au dictateur les moyens de son *ubris*, il doute soudain. C'est du moins ce qu'il prétendra dans ses Mémoires, après avoir défendu cette thèse avec acharnement au procès de Nuremberg en arguant de son départ du ministère de l'Économie en novembre 1937.

De fait, le banquier n'a jamais été renvoyé et a spontanément présenté sa démission à Hitler, fait unique sous le III<sup>e</sup> Reich. Mais l'aurait-il fait s'il n'avait été préalablement dépossédé de la direction de l'économie au profit de Hermann Göring, à la fin de l'année précédente ? En octobre 1936, le créateur de la Luftwaffe a été nommé coordinateur du plan de quatre ans, explicitement conçu pour placer l'Allemagne en position de conquérir son

*Lebensraum* à partir de 1940, ce qui, *ipso facto*, soumet Schacht à son autorité. En vain, celui-ci a bien tenté de démontrer à Hitler que le ministre de l'Air ne possédait aucune des compétences requises pour s'investir dans cette tâche, mais le Führer n'a rien voulu entendre, tout en demandant à Schacht de rester président de la Reichsbank. Il y demeurera jusqu'en janvier 1939, limogé, cette fois, pour avoir osé tenir tête à Göring. Tout juste Hitler le persuadera-t-il de rester au gouvernement comme ministre sans portefeuille, poste essentiellement honorifique qu'il conservera tout de même jusqu'en 1943.

Entre 1939 et l'entrée en guerre de l'Allemagne contre les États-Unis (décembre 1941), l'ancien président de la Reichsbank se partage entre Berlin, Bâle, siège de la BRI, et sa propriété de Gühlen. Mais dès 1942, son horizon se rétrécit. Et après Stalingrad, il commence à fréquenter certains des futurs conjurés du 20 juillet 1944. Comme eux, il découvre le caractère criminel du régime à mesure que se rapproche la perspective d'une défaite. L'ennui, c'est que la Gestapo n'ignore rien de son évolution. En 1935 déjà, alors qu'il était au faîte de sa puissance, il avait découvert des micros dans son bureau de la Reichsbank. Mais il faut croire que ses propos et ses fréquentations d'alors étaient « irréprochables » puisque, deux ans plus tard, Hitler l'avait décoré, pour ses soixante ans, de la médaille d'or (*Goldene Parteihhrenzeichen*) du NSDAP dont il n'était pas membre.

En janvier 1943, tout a changé. Renseigné par la Gestapo, Hitler le considère comme un opposant et le chasse de son ministère « sans portefeuille ». Mais il sursoit à son arrestation, sans doute pour laisser à Himmler le loisir d'accumuler plus de preuves... et de noms. En fait, les civils qui complotent contre Hitler, notamment le diplomate Ulrich von Hassel et l'ancien maire de Leipzig, Carl Friedrich Goerdeler, n'ont pas confiance en lui et se contentent de l'écouter, tout en déconseillant aux opérationnels du complot (les militaires) de s'afficher avec lui. C'est sans doute ce qui sauvera l'ancien président de la Reichsbank de la potence. Mais pas du camp de concentration. Dès le 23 juillet 1944, il est arrêté à son domicile et envoyé à Ravensbrück.

Curieusement, pourtant, il n'est pas maltraité. Autant dire qu'il est infiniment mieux traité que les autres détenus ! Bénéficiant d'une cellule individuelle, il peut recevoir des visites de sa famille. Aujourd'hui encore, le mystère reste entier sur ce qui a poussé Hitler à ne pas le liquider. La bienveillance n'étant pas précisément sa qualité primordiale – sauf avec les

animaux et ses ultra-proches, comme ses secrétaires, son personnel de maison ou ses aides de camp –, on n'ose imaginer qu'il se soit souvenu avec reconnaissance du rôle décisif joué par le banquier lors de son accession au pouvoir puis pour permettre à l'Allemagne d'entrer en guerre. Seule chose certaine : transféré de camp en camp jusqu'en mai 1945, Hjalmar Schacht s'étonnera jusqu'au bout que chaque nouvelle destination ne soit pas la dernière.

## **Sauvé par les Américains, mais accusé à Nuremberg...**

C'est en tout cas un homme amaigri mais en bonne santé et toujours cravaté que les Américains trouvent en face d'eux quand ils entrent en vainqueurs dans le camp autrichien de Niederndorf, non loin de la frontière bavaroise. Bien loin, assurément, des spectres à demi morts rescapés de *Nuit et brouillard* qu'ils découvrent à Dachau ou les Soviétiques à Auschwitz...

Schacht pense-t-il alors être traité en héros par les Alliés ? Ses espoirs seront vite douchés, car, à peine libéré, il apprend qu'il figure sur la liste des criminels de guerre appelés à comparaître devant le tribunal pénal international de Nuremberg.

Face aux Anglo-Saxons, le procureur adjoint français, Charles Dubost, résumera son rôle en une poignée de phrases limpides et écrasantes :

« Cet homme néfaste qui sut grouper autour de lui pour les conduire à Hitler toutes les puissances financières et industrielles pangermanisantes, qui aida Hitler à prendre le pouvoir, qui inspira par sa présence confiance en l'Allemagne nazie, qui sut doter par ses artifices financiers l'Allemagne de la plus puissante machine de guerre de l'époque, qui le fit pour permettre à l'appareil parti-État de se lancer à la conquête de l'espace, cet homme fut l'un des principaux responsables de l'activité criminelle de l'appareil parti-État. Son intelligence financière fut celle de l'État nazi, sa participation aux crimes de l'État n'est pas équivoque. Elle est capitale. Sa culpabilité, sa responsabilité sont entières. »

Impassible, Hjalmar Schacht, qui s'est présenté comme un serviteur de l'Allemagne abusé par Hitler, semble étrangement confiant. Il a raison. En coulisse, les magistrats britanniques et américains ont dissuadé les Français de réclamer la peine de mort. Mieux : ils les ont convaincus de voter son



acquittement, au scandale des Soviétiques, qui exigeront que leur « niet » soit annexé au verdict. Le mardi 1<sup>er</sup> octobre 1946, le juge américain Francis Biddle le lave donc de toutes les charges qui pesaient contre lui et annonce son acquittement, à la stupéfaction des autres accusés. Grand seigneur, Göring, condamné à mort, se lève pour lui serrer la main chaleureusement, esquissant un sourire qui semble dire : « Celui-là n'a pas fini de nous étonner. » Accablé d'être condamné, lui, à vingt ans de prison, Albert Speer quitte la salle sans saluer personne. Immortalisée par les caméras qui ont filmé le procès de bout en bout, la séquence mérite d'être vue pour ce qu'elle révèle de Schacht. Glacial, comme s'il en voulait encore à Göring d'avoir provoqué sa disgrâce, neuf ans plus tôt... Alors que cette mise à l'écart lui a sans doute sauvé la vie !

### **... et finalement « dénazifié » !**

Dans son immense orgueil, a-t-il d'ailleurs jamais douté qu'il en irait ainsi ? Le condamner, c'eût été condamner aussi les financiers anglo-saxons ayant aidé Hitler à conquérir le pouvoir, à le conserver, à faire la guerre. Il reste cependant à l'ancien président de la Reichsbank une ultime formalité à remplir avant de recouvrer sa totale liberté : comparaître devant un tribunal allemand. Cette fois, il sait que les risques sont nuls : les magistrats nommés par les Américains pour mettre en musique la dénazification oseront-ils aller plus loin que leurs mentors ? Le 1<sup>er</sup> septembre 1948, l'homme qui mobilisa financiers et industriels pour arracher à Hindenburg la nomination de Hitler comme chancelier est acquitté en appel<sup>28</sup>. En septembre 1950, il est officiellement déclaré « dénazifié ».

Un homme pourtant va s'opposer de toutes ses forces à son retour en politique : le chancelier Konrad Adenauer en personne. Pour les partisans de Schacht, la source de cette hostilité remonte aux années de Weimar, durant lesquelles le chancelier était maire de Cologne et fut contraint par le tout-puissant président de la Reichsbank de réduire drastiquement l'endettement de sa ville. Mais cette explication microcholine en dissimule une autre, qui n'est guère à l'avantage de l'ancien ministre de l'Économie du III<sup>e</sup> Reich. À peine « dénazifié », Schacht a saisi la moindre occasion pour critiquer la politique économique de la jeune République fédérale, trop à la remorque, ose-t-il accuser, des intérêts américains ! Pour Adenauer, opposant de la première heure à Hitler et qui connaît mieux que personne

les liens qui furent ceux de l'ancien banquier avec Wall Street et le rôle qu'il joua pour accélérer l'interpénétration entre la finance anglo-saxonne et les cartels allemands de l'armement, cet angle d'attaque est proprement scandaleux. Il s'oppose donc fermement à ce que la CDU, qu'il a créée en 1948, fasse de Schacht l'un de ses maîtres à penser, comme certains en rêvent déjà<sup>29</sup>. Ce « ci-devant » de l'hitlérisme peut bien multiplier les conférences pour saboter sa politique, lui aux manettes, on ne le laissera jamais revenir dans les cercles du pouvoir, fût-ce par la fenêtre !

## Au chevet des pays non alignés

À soixante-seize ans, en 1953, l'éternel revenant reprend donc son métier de banquier en créant la Düsseldorfer Außenhandelsbank Schacht & Co., qui aidera notamment Otto Skorzeny (marié avec sa nièce) à démarrer dans les affaires en Espagne<sup>30</sup>. Il prend aussi sa revanche sur Adenauer en entamant une brillante carrière de consultant international auprès des États du tiers-monde fraîchement émancipés de la tutelle coloniale. Dans la dernière partie de sa vie, lui, si lié à la finance anglo-saxonne – et dont la banque aide Skorzeny à monter des *joint-ventures* avec moult sociétés américaines –, va conseiller tous ceux qui refusent d'aliéner leur indépendance toute neuve par des liens trop étroits avec les États-Unis ! Vengeance envers ceux qui l'ont traduit devant le tribunal de Nuremberg et ont refusé de lui confier, comme dans les années 1920, le redressement économique de l'Allemagne ? Passion dévorante de l'action nourrie d'une exceptionnelle confiance en soi, quelle que soit la cause servie dès lors qu'elle lui permet de briller au firmament de l'économie mondiale ? Lors de son procès en dénazification, l'un des experts appelés à la barre pour témoigner de son rôle décisif dans le réarmement eut ce mot qui impressionna favorablement le jury : « Le Dr Schacht est resté toute sa vie absolument fidèle à un parti, celui d'un seul homme, Hjalmar Schacht<sup>11</sup>... »

Jusqu'à près de quatre-vingt-dix ans, l'inventeur des *Rentenmark* et des bons MEFO, ingénieur émérite en mécanismes de compensation et en manipulations monétaires, va ainsi sillonner le monde, à la demande de ce qu'on ne nomme pas encore les « puissances émergentes ». Des pays neufs et pour la plupart « non alignés » pour qui le souvenir de l'Holocauste n'est pas aussi prégnant qu'en Europe, et d'autant plus libres de travailler avec le

« sorcier » des finances d'Adolf Hitler que leurs élites sont indifférentes au jugement des opinions publiques occidentales en général, et d'Israël en particulier. Surtout quand il s'agit de l'Égypte, en guerre avec l'État juif depuis sa fondation en 1948 !

Contrairement à beaucoup d'anciens SS ayant trouvé asile au Caire en échange de leur expertise militaire, Schacht, semble-t-il, ne touche plus aux questions d'armement et se concentre sur le développement. En particulier la réforme agraire mise en place après la chute du roi Farouk (1952), par le général Néguib<sup>31</sup> puis sous l'autorité de son successeur Gamal Abdel Nasser. En Iran, il conseille le Premier ministre du chah, Mohammad Mossadegh, qui, en 1952, a osé nationaliser l'industrie pétrolière et sera renversé par l'un des plus célèbres coups d'État organisés conjointement par la CIA et le MI5 britannique<sup>32</sup>. Il aide également le gouvernement syrien, débarrassé de la tutelle britannique, à créer sa banque centrale. L'Inde de Nehru le consulte aussi régulièrement, habitude que maintiendra sa fille, Indira Gandhi, dans les années 1960. Après l'indépendance algérienne de 1962, il sera également mis à contribution par les frères ennemis Ahmed Ben Bella et Houari Boumedienne puis, à partir de l'année suivante, particulièrement écouté du président péruvien Fernando Terry (1963-1968) qui, à l'instar de Nasser, va très loin en matière de réforme agraire et lance d'ambitieux programmes d'infrastructures. Aux Philippines et surtout en Indonésie, l'ancien ministre des Finances de Hitler est également le bienvenu, régulièrement invité à la télévision, si bien qu'on le reconnaît dans la rue.

Lui qui à trente ans en faisait déjà cinquante n'a guère changé d'allure, et paraît maintenant bien plus jeune que son âge. Depuis 1945, il consent enfin à ne plus porter des cols glacés, mais a conservé ses lunettes rondes et sa raie au milieu. Sportif, il ne perd jamais aucune occasion de nager et c'est au bord d'une piscine que se place, au milieu des années 1950, cette anecdote rapportée par Jean-François Bouchard :

« De nombreux baigneurs l'entourent et les jeunes Indonésiens viennent gentiment (le) saluer [...]. On se met à discuter économie, monnaie, développement... Des thèmes que Schacht affectionne. Puis l'un des baigneurs lui lance : Vous savez, il y a trois ans, discuter avec vous ici aurait été impossible ! – Ah bon ? s'étonne Schacht. Et pourquoi ? – La piscine nous était interdite, à nous autres, les gens de couleur. Elle était

réservée aux Blancs, ou aux dirigeants du pays. Aujourd'hui, on peut venir et parler avec vous<sup>12</sup>. »

Fervent défenseur de la colonisation quelque vingt ans plus tôt, l'ancien président de la Reichsbank en était-il venu, au soir de sa vie, à penser... comme Hitler ? « La seule réussite à l'actif des colonisateurs, confiait-il encore le 7 février 1945, est d'avoir partout suscité la haine. Cette haine qui pousse tous ces peuples, réveillés par nous de leur sommeil, à nous chasser. Il semble même qu'ils ne se soient réveillés que pour cela ! » Et d'ajouter : « Les Blancs ont toutefois apporté quelque chose à ces peuples, le pire qu'ils pussent leur apporter, les plaies du monde qui est le nôtre : le matérialisme, le fanatisme, l'alcoolisme et la syphilis. Pour le reste, ce que ces peuples possédaient en propre étant supérieur à ce que nous pouvions leur donner, ils sont demeurés eux-mêmes. Ce qui fut tenté par la contrainte donna des résultats pires encore<sup>13</sup>. »

Ni plus ni moins ce que, dans une ultime pirouette, Hjalmar Schacht proclame désormais aux quatre coins de ce jeune tiers-monde qui, à l'exception des États communistes, l'accueille en prophète, comme s'il n'avait pas servi l'État le plus ouvertement raciste que la terre ait connu. Quand, en juin 1970, il s'éteindra subitement, dans sa quatre-vingt-quatorzième année, beaucoup d'ambassadeurs venus d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Sud ou du Moyen-Orient assisteront à ses obsèques à Munich. Ils étaient devenus sa seconde famille.

<sup>1</sup>. Oncle par alliance en même temps que lointain cousin de Franklin Roosevelt, Theodore a été président des États-Unis de 1901 à 1909.

<sup>2</sup>. Wilhelm Hasbach (1849-1920) était alors le principal représentant de l'école libérale allemande qui, contrairement à la pensée britannique héritée d'Adam Smith, assignait un rôle moteur à l'État en tant que garant non seulement des règles du marché, mais, le cas échéant, des intérêts supérieurs de la communauté (*Volksgemeinschaft*).

<sup>3</sup>. Littéralement, « Union pour les traités commerciaux ».

<sup>4</sup>. Cette « politique mondiale » peut se résumer en trois axes : pangermanisme en Europe, expansion coloniale (à laquelle Bismarck, renvoyé en 1890, était hostile) partout où c'est encore possible, contestation de la primauté navale britannique.

<sup>5</sup>. « Le chemin d'Uranus vers l'immortalité. »

<sup>6</sup>. Theobald von Bethmann-Hollweg, chancelier de 1909 à 1917.

7. L'article 231 du traité de Versailles ayant déclaré l'Allemagne « seule responsable, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés », celle-ci fut condamnée à payer, pendant trente ans, des « réparations » correspondant aux dommages subis. Évalué à 132 milliards de marks-or (un montant qualifié de « chimérique » par la plupart des économistes de l'époque, dont John Maynard Keynes), ce montant fut aussitôt ramené à 50 milliards, en vertu de l'article 232 de ce même traité reconnaissant que « les ressources de l'Allemagne ne sont pas suffisantes [...] pour assurer complète réparation de toutes ces pertes et de tous ces dommages ». Au total, la plupart des historiens s'accordent à évaluer le montant des réparations effectivement payées par l'Allemagne à 20 milliards de marks-or jusqu'en 1932, date de la conférence de Lausanne qui mit fin au système au terme d'un ultime versement... qui ne sera jamais honoré, en raison de la prise du pouvoir par Hitler.

8. Ce qui peut assurément se discuter tant la responsabilité exclusive imputée au II<sup>e</sup> Reich passe sous silence celle, écrasante, de la Russie tsariste, dont le panslavisme a mis le feu aux Balkans dans l'espoir d'entraîner l'éclatement de l'Empire austro-hongrois... Voir à ce sujet la somme magistrale de l'Australien Christopher Clarke, *Les Somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre (The Sleepwalkers)*, traduit de l'anglais par Marie-Anne du Béro, Paris, Flammarion, 2015.

9. Montagu Norman (1871-1950) fut gouverneur de la Banque d'Angleterre de 1920 à 1944. Dans leur œuvre majeure, *La France et le Royaume Uni, des ennemis intimes* (Paris, Armand Colin, 2012), les universitaires britanniques Robert et Isabelle Tombs citent une lettre éloquent de l'intéressé proclamant qu'il « ajoute les Français à sa liste de brebis galeuses à côté des Juifs, des experts-comptables et des Écossais ».

10. Chancelier du 13 août au 23 novembre 1923, Stresemann était en même temps ministre des Affaires étrangères et le restera jusqu'à sa mort, le 3 octobre 1929, dix jours avant le krach de Wall Street. Partisan d'une entente poussée avec la France, Stresemann, marié à une Juive, fut, jusqu'à sa mort, l'ennemi juré des nazis, qui l'accusaient d'avoir capitulé devant Poincaré au moment de l'occupation de la Ruhr. Mais depuis les travaux de l'historien Raymond Poidevin (1928-2000), l'image longtemps cultivée du Stresemann francophile détesté des nazis a été partiellement révisée au vu de sa correspondance privée, qui démontre que ses buts à long terme demeuraient proches de ceux du pangermanisme : en dépit de son entente réputée idyllique avec Aristide Briand, Stresemann adressa par exemple, en 1925, une lettre au Kronprinz dans laquelle il prônait la suppression du corridor de Dantzig et l'*Anschluss* de l'Autriche, objectifs ne pouvant être atteints qu'au prix d'une entente avec la France en forme de neutralisation. Il précisait : « L'essentiel est la libération de notre sol. Il faut tout d'abord que nos étrangleurs lâchent prise ; c'est pourquoi la politique allemande devra pour commencer suivre la formule que Metternich, je crois, adoptait en Autriche après 1809 : finasser et se dérober aux grandes décisions. » De fait, lors de la conclusion du traité de Locarno (1925), considéré comme son grand œuvre, Stresemann défendit le principe de l'inviolabilité des frontières, non celui de leur intangibilité, ce qui laissait la porte ouverte à leur révision, ambiguïté juridique que Hitler, arrivé au pouvoir, ne se priva pas d'exploiter.

11. Wilhelm Marx, chancelier de novembre 1923 à mai 1924.

12. Prolongement du plan Dawes permettant à l'Allemagne de rééchelonner à la fois le paiement du restant des réparations de guerre et les remboursements liés à sa dette publique.

[13.](#) Chancelier de juin 1928 à mars 1930. Cofondateur du SPD, Müller (1876-1931) s'était fait connaître en 1914 en déployant, parallèlement avec Jaurès, de vains efforts pour arrêter la marche à la guerre. À l'abdication du Kaiser, en 1918, il fut ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Gustav Bauer, qui signa, au nom de l'Allemagne, la paix de Versailles.

[14.](#) *Das Ende der Reparationen*, Oldenburg, Gerhard Stalling Verlag, 1930.

[15.](#) À la fin des années 1920, le futur *Reichsmarschall* avait déjà obtenu de l'avionneur Heinkel et du motoriste BMW qu'ils financent le NSDAP.

[16.](#) Les Aciéries réunies, consortium présidé par Fritz Thyssen et qui, avec Krupp, régnait en maître sur le marché européen (voir chapitre 6, « Ernst Achenbach, du pillage de la France au Parlement européen »).

[17.](#) Littéralement, les « casques d'acier », mouvement paramilitaire issu des corps francs de 1919 qui, après plusieurs tentatives d'alliance avec les nazis, fut finalement dissous en 1935 et ses membres intégrés au NSDAP.

[18.](#) Le *DeutschNationale Volkspartei* (pour Parti national du peuple allemand) était dirigé par le magnat des médias Alfred Hugenberg (1865-1951), qui fera cause commune avec les nazis jusqu'à ce que ceux-ci dissolvent son mouvement et s'emparent de son groupe de presse.

[19.](#) Loup, un berger allemand noir.

[20.](#) Heinrich Brüning (1885-1970), membre du Zentrum, chancelier de mars 1930 à mai 1932. Sa politique déflationniste fera passer, en deux ans, le nombre de chômeurs de trois à six millions, au point de faire écrire à Pierre Mendès France que son credo libéral censé renforcer la compétitivité de l'Allemagne fut la cause la plus directe de l'accession de Hitler au pouvoir (*Science économique et lucidité politique*, Paris, Gallimard, 1973). Remplacé par Papen, il émigrera en 1934 aux États-Unis pour enseigner l'économie à Harvard.

[21.](#) Élaborés dès 1920, ceux-ci promettaient, entre autres, la « constitution d'une "Grande Allemagne" réunissant tous les Allemands sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » (point 1), l'abrogation du traité de Versailles (point 2), l'exclusion des Juifs de la communauté nationale (point 4) et toute une série de mesures économiques comme la nationalisation des trusts (point 13) qui, contrairement aux premières, furent mises sous le boisseau dès 1933.

[22.](#) Voir chapitre 4, « Rudolf Diels, ou la Gestapo "utile" ».

[23.](#) Blomberg sera chassé du gouvernement en 1938 à la suite de la révélation, par la Gestapo, de son mariage avec une ancienne prostituée. Son ami Werner von Fritsch sera au même moment contraint de quitter le commandement de l'état-major de l'armée, au motif qu'il aurait été homosexuel. L'un et l'autre avaient eu la mauvaise idée de s'opposer à Hitler quand, le 5 novembre 1937, celui-ci avait exposé les buts de guerre de l'Allemagne lors d'une réunion secrète.

[24.](#) De 1934 à 1938, il fut ambassadeur du Reich en Autriche (où il contribua activement à préparer l'*Anschluß*, comme Hitler le lui avait demandé), puis de 1938 à 1944 en Turquie où, durant la Seconde Guerre mondiale, il joua un rôle clé dans l'espionnage des Alliés, *via* l'affaire

Cicéron, cet agent de l'Abwehr infiltré comme valet de chambre au service de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Ankara.

25. Les *Vereignigte Stahlwerke* pour le charbon et l'acier ; AEG pour l'électricité ; IG Farben pour la chimie.

26. Celle-ci ne sera dissoute que le 20 octobre 1942 – soit dix mois après l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne ! –, en application de la loi américaine réprimant le commerce avec l'ennemi. Ce qui laissera le temps aux nazis de rapatrier tranquillement leurs capitaux *via* la Suisse et d'autres pays neutres.

27. Essentiellement le Togo et le Cameroun.

28. En première instance, il avait cependant été condamné à... un an de prison.

29. En particulier le *Rhein-Ruhr-Club* de Düsseldorf, qui critique la politique étrangère d'Adenauer, et notamment son rapprochement avec la France, entamé sous la IV<sup>e</sup> République, avant même le retour de De Gaulle au pouvoir.

30. Voir chapitre 5, « Otto Skorzeny, le “James Bond” du Führer ».

31. Mohammed Néguib (1901-1984) fut, de 1952 à 1954, le premier président de la République d'Égypte avant d'être lui-même renversé par Nasser, chef de l'État de 1954 à sa mort en 1970.

32. L'opération « Ajax », en août 1953.



## 9

# Adolf Heusinger, de la Tanière du loup au commandement de l'OTAN

En cette matinée glaciale du 7 décembre 1982, il faut disposer d'un laissez-passer pour accéder aux abords de la cathédrale de Cologne. Depuis les obsèques de Konrad Adenauer, qui, quinze ans plus tôt, réunirent la plupart des chefs d'État du monde, l'antique capitale de la Germanie romaine n'avait pas connu pareil déploiement de police. Seule différence : à l'enterrement de l'ancien chancelier, 30 000 personnes se recueillaient sur le parvis ; il est désert, cette fois, quand apparaît sous l'immense portail gothique le cercueil du général Adolf Heusinger, recouvert du drapeau noir, rouge et or de la République fédérale d'Allemagne.

Mais sous la nef, quelle affluence ! La plupart des ambassadeurs accrédités en Allemagne, à commencer par celui des États-Unis, Arthur Burns ; le secrétaire général de l'OTAN, Joseph Luns, entouré d'une imposante délégation d'officiers des trois armes venus des seize pays membres de l'Organisation intégrée<sup>1</sup> ; le ministre allemand de la Défense, Manfred Wörner, représentant le chancelier Helmut Kohl, sans parler des corps constitués nationaux et régionaux au grand complet. Tous seront bientôt au garde-à-vous quand, avant l'inhumation au cimetière d'Oppenheim am Rhein, un orchestre de la Bundeswehr jouera la marche funèbre de l'ancienne Wehrmacht, devenue exceptionnelle depuis 1945, *Ich hatt' einen Kameraden*.

Composé en 1825 par Friedrich Silcher<sup>2</sup>, cet hymne traditionnel n'a rien de nazi. Mais pour beaucoup d'Allemands qui ont connu la guerre (des millions, encore, au début des années 1980), il reste lié à un souvenir indélébile : celui des cérémonies funèbres – de plus en plus fréquentes à partir de l'invasion de la Russie, en 1941 – organisées à la mémoire des soldats tombés au front. Quand, le 3 février 1943, la radio allemande diffusa un communiqué du quartier général du Führer annonçant la défaite de Stalingrad, trois jours de deuil furent décrétés durant lesquels *Ich hatt' einen Kameraden* accompagna chaque bulletin d'information...

## L'homme qui rencontra 700 fois Hitler

Rejoué aux obsèques d'Adolf Heusinger, ce morceau fait soudain se rejoindre l'espace et le temps, comme dans un roman de Philippe K. Dick. Celui qu'on met en terre n'était-il pas l'homme le plus intrinsèquement lié au front de l'Est et à Stalingrad qui subsistât dans l'Allemagne de 1982 ? Honoré comme ancien chef d'état-major de la Bundeswehr (1957-1960) puis comme président du Comité militaire de l'OTAN jusqu'à sa retraite en 1964, il fut aussi, aucun participant à cette cérémonie ne peut l'ignorer, l'un des collaborateurs les plus proches d'Adolf Hitler d'août 1940 à juillet 1944. C'est lui qui, en sa qualité de chef de la section des opérations de l'OKH<sup>3</sup>, fut chargé, entre autres, de préparer dans le plus grand secret l'invasion de l'URSS et les modalités pratiques de son occupation. Lui encore qui coordonna l'offensive de l'été 1942 sur Stalingrad puis celle de l'année suivante sur le saillant de Kursk (juillet 1943), avant d'organiser la politique de la terre brûlée face à la contre-offensive soviétique<sup>4</sup>. Avec le maréchal Keitel et son adjoint Jodl, les chefs de l'OKW<sup>5</sup> condamnés à mort et exécutés à Nuremberg, il est sans doute l'officier supérieur à avoir côtoyé le plus souvent le maître du III<sup>e</sup> Reich. Entre 600 et 700 fois, de son propre aveu, au cours des célèbres points de situation de la mi-journée, le plus souvent à Rastenburg, le QG du dictateur en Prusse-Orientale, surnommé la *Wolfsschanze* (la « Tanière du loup »), mais aussi à Berlin, à Berchtesgaden, ou encore dans son train spécial, le *Führerzug*.

Sa carrière exceptionnelle après 1945, sans qu'il eût purgé la moindre peine, alors que la plupart de ceux qui appliquaient ses directives furent emprisonnés et pour certains pendus comme criminels de guerre, reste l'une

des grandes énigmes de l'après-guerre. Et pour les Soviétiques, un cadeau inespéré, justifiant ce que leur propagande assénait tout au long de la guerre froide : Washington ressuscite le militarisme allemand pour mieux « préparer la guerre » contre l'URSS.

De fait, Heusinger n'a pas subi le purgatoire d'un Gehlen, ou la semi-liberté d'un Schellenberg. On ne l'a pas recyclé discrètement comme Diels. Ou même « blanchi » comme Schacht. Il n'a pas non plus collaboré clandestinement avec la CIA comme Skorzeny, ni exercé à temps plein le métier de (faux) repentant, comme Speer. Lui est devenu le visage de la nouvelle armée allemande en même temps que le numéro un militaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord sans que nul, à l'exception des Soviétiques ou de leurs affidés communistes européens, ne songe à lui demander des comptes !

Seule explication consentie par les autorités américaines quand, en décembre 1961, l'agence Tass apporta les preuves irréfragables que le président du Comité militaire de l'OTAN avait personnellement ordonné le massacre de 45 000 personnes en Biélorussie, à l'automne de 1942 : « Cette calomnie ne fera pas oublier que le général Heusinger fut un authentique résistant au nazisme<sup>1</sup>. » Mal en aura pris au porte-parole de l'OTAN, qui déclencha *ipso facto* une nouvelle cascade de révélations des autorités soviétiques, puisant dans leurs archives saisies en 1945 à Berlin : non seulement Heusinger n'a jamais résisté à Hitler, mais il était vraisemblablement un informateur transmettant à la Gestapo des informations sur les milieux hostiles au régime.

## Une taupe ?

Que savait-il précisément du calendrier précis de l'opération « Walkyrie<sup>6</sup> » ? Manifestement peu de choses, faute de quoi il n'aurait pas lui-même été blessé aux côtés du Führer lors du fameux « point de la mi-journée » au cours duquel explosa la bombe du colonel Claus von Stauffenberg – qui, lui, avait pris la précaution de quitter la salle de réunion une fois déposée la sacoche où il la dissimulait ! Que Heusinger ait été averti qu'un événement capital se préparait n'en est pas moins certain. D'où son arrestation, dès le 21 juillet, sur la foi de l'interrogatoire subi sous la torture par le général Stieff<sup>7</sup>, qui reconnut s'être ouvert à lui de l'existence d'une sédition. Mais alors que le dictateur fait juger et condamner à mort,

au même titre que les instigateurs de la conjuration, tous ceux qui en connaissaient l'existence et s'étaient abstenus de la dénoncer, Heusinger sort sain et sauf de sa semaine d'interrogatoire par la Gestapo. Tandis que coupables et suspects, torturés ou battus à mort, s'entassaient dans des conditions effroyables dans la caserne de Plötzensee<sup>8</sup>, lui est logé dans l'infirmerie d'un camp d'entraînement de la SS où il bénéficie d'une chambre individuelle, se voit autorisé à se promener dans la cour de la caserne en compagnie de son commandant et fait parvenir une lettre au Führer. Son contenu ne nous est pas parvenu, mais son existence est mentionnée par Heusinger lui-même dans ses souvenirs. Au cas où on lui reprocherait plus tard de ne pas l'avoir mentionnée si elle était retrouvée ? Quinze jours plus tard, on annonce au général qu'aucune charge n'est retenue contre lui. Le temps de se remettre complètement de ses blessures, il demande à Hitler d'être versé dans la *Führerreserve*<sup>9</sup>, ce que ce dernier accepte aussitôt.

Troublante aménité quand on sait que la répression qui s'abat au même instant sur les conjurés et leurs proches envoya près de 200 d'entre eux au peloton d'exécution ou à la potence, tandis que quelque 5 000 suspects, dont beaucoup n'avaient que de très lointains rapports avec eux, furent envoyés en camp de concentration jusqu'à la fin des hostilités !

Mieux, aussitôt après son élargissement, il est reçu personnellement par Hitler, comme le général le raconte lui-même dans ses Mémoires, pour démontrer sans doute son art du « double jeu ». Que le Führer accepte de le rencontrer alors qu'après l'attentat son mépris, déjà solidement ancré, pour les officiers d'état-major est devenu paroxystique et sa méfiance malade constitue en soi une curiosité. Mais ce que le dictateur miraculé dit alors à Heusinger est proprement ahurissant : « J'ai étudié la lettre que vous m'avez écrite de prison. Je vous en remercie. Il s'agit d'une cause supérieure. Je ne peux maintenant me passer de vous. » Et il ajoute : « J'ai eu de la peine que vous ayez été mêlé à l'enquête, mais je ne pouvais pas l'empêcher... » À quoi Heusinger répond : « Ce fut pour moi une dure période<sup>2</sup>. »

Mais cet échange n'est rien comparé à celui révélé par le *Spiegel* dans son numéro du 27 mai 1959 – avant même, donc, que Heusinger ne soit nommé à l'OTAN. Il s'agit d'un extrait (encore inédit à cette date) du procès des conjurés du 20 juillet 1944, tenu à Berlin devant la

*Volksgerichtshof*<sup>10</sup>, tribunal d'exception présidé par le redoutable Roland Freisler<sup>11</sup>, un nazi fanatique qui insultait tellement les prévenus que Hitler lui-même, après s'être fait projeter l'intégralité du procès, décida de n'en diffuser que des extraits dans les salles de cinéma du Reich, tant l'hystérie du magistrat risquait d'être contre-productive ! Ce 8 août 1944, alors que Heusinger est déjà libéré, Freisler interroge donc le général Stieff, qui sera exécuté le soir même :

« **Le président du tribunal** : Est-il exact que pendant l'été de 1943, vous avez rencontré le colonel von Tresckow ?

**Le général Stieff** : Oui.

**Le président** : Est-il exact que celui-ci vous a dit que la guerre devait être terminée par des négociations, la condition préalable étant l'élimination du Führer ?

**Le général Stieff** : Oui.

**Le président** : Et que cela serait possible au cours d'un rapport fait sur la situation militaire ?

**Le général Stieff** : Oui.

**Le président** : Avez-vous communiqué tout cela à vos supérieurs ?

**Le général Stieff** : Oui. J'ai rapporté ces conversations au général Heusinger.

**Le président** : Taisez-vous ! Comment osez-vous mettre en cause la loyauté d'un officier exemplaire<sup>3</sup> ? »

Commentaire laconique du *Spiegel* : « La question se pose de savoir comment le général Heusinger put survivre au 20 juillet 1944 après que, devant la Gestapo puis devant le Tribunal du peuple, le général Stieff eut révélé l'avoir mis au courant du complot... »

À la lumière des documents saisis par les Soviétiques à Berlin et opportunément révélés lors de sa nomination à l'OTAN, *Le Monde* tranchera dans son édition du 16 décembre 1961 : « En vérité, Heusinger a joué dans le complot du 20 juillet 1944 le rôle d'un provocateur. Ayant été en effet mis dans le secret, il en a profité pour dénoncer les conjurés à la Gestapo. »

## Le planificateur

« Comploteur », en revanche, Adolf Heusinger l'aura été pleinement au sens retenu par le tribunal international de Nuremberg lorsque celui-ci définit la notion de « crime contre la paix » : « Participation à la direction, la préparation, le déclenchement ou la poursuite d'une guerre d'agression, ou d'une guerre en violation des traités, assurances ou accords internationaux, ou participation à un plan concerté ou à un complot en vue d'accomplir l'un quelconque des actes qui précèdent. »

À partir de 1937, son activité correspond, point par point, à cette définition. Il vient alors d'avoir quarante ans et d'obtenir le grade de major (commandant) quand il intègre le bureau des cartes de l'OKH. Son expérience du combat remonte à la Première Guerre mondiale durant laquelle, engagé volontaire en 1915, il a été plusieurs fois blessé puis, en 1917, fait prisonnier dans les Flandres, juste après avoir été nommé lieutenant. Interné en Angleterre, il regagne l'Allemagne en 1919 et s'engage aussitôt dans la nouvelle Reichswehr, où il alterne postes de commandement et d'état-major. Quand il intègre celui de l'armée de terre, alors sous la direction du général Werner von Fritsch, l'OKH travaille déjà activement à deux plans d'invasion : celui de l'Autriche dans l'hypothèse où le gouvernement de Vienne résisterait à la réalisation pacifique de l'Anschluß, et celui de la Tchécoslovaquie, au cas où celui de Prague refuserait la rétrocession au Reich du territoire des Sudètes. Malgré sa petite taille et sa frêle carrure, il impressionne autant par son énergie que pour son efficacité planificatrice. Un homme va lui donner sa chance : le général Franz Halder, devenu en février 1938 le numéro deux de l'OKH, désormais dirigé par Walther von Brauchitsch, le successeur de Fritsch. Au printemps de 1939, Heusinger est ainsi directement associé par Halder aux plans d'invasion de la Pologne qui, eux, seront exécutés à la lettre, Varsovie n'ayant pas cédé à l'intimidation de Hitler qui exigeait de récupérer le corridor de Dantzig. On connaît la suite.

Sous les ordres directs de Halder, Heusinger travaille aussitôt à l'acte suivant de la tragédie : une offensive éclair contre la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. Le résultat est si concluant que, le 1<sup>er</sup> août 1940, deux mois après la capitulation sans condition de ces États, le brillant commandant est nommé colonel (*Oberst*). Et en octobre, il prend la responsabilité de la section des opérations (*Operationabteilung*) de

l'OKH, ce qui lui donne un accès quotidien au Führer et le place – au propre comme au figuré puisqu'il se tient chaque jour à la droite de Hitler – au cœur du dispositif opérationnel dans la perspective de l'événement majeur de l'année 1941 : l'opération « Barbarossa », autrement dit l'invasion de l'Union soviétique.

Rôle de « nettoyage » politique et ethnique dévolu à la SS, massacres de masse aux fins de « sécuriser » les arrières de la Wehrmacht, impunité assurée pour les militaires qui liquideraient des civils : ces principes, édictés par le dictateur et transposés en directives officielles<sup>12</sup> à l'issue de la réunion d'état-major du 30 mars 1941, sont intégrés à la planification opérationnelle dont Heusinger est responsable. À lui, en outre, d'élaborer les mesures dictées par le calendrier de l'offensive.

« L'armée ajouta une série d'instructions logistiques fondées sur l'hypothèse que, pour mener une campagne rapide au cœur de la Russie, les unités ne devaient pas être entravées par un équipement encombrant dont l'entretien poserait certainement de sérieuses difficultés, compte tenu des infrastructures de transport primitives de l'Union soviétique et d'une grave pénurie de véhicules dans la Wehrmacht, précise l'historien israélien Omer Bartov, l'un des meilleurs spécialistes du rôle joué par la Wehrmacht en Russie. Conclusion : l'armée devait, autant que possible, vivre sur les ressources de la population occupée (souvent misérable), sans se soucier des répercussions évidentes d'une telle politique sur ses chances de survie. Par ailleurs, les froids calculs utilitaires d'efficacité opérationnelle se conjuguèrent à la détermination des dirigeants allemands de ne pas laisser la guerre causer la moindre difficulté à la population allemande de l'arrière, prévenant ainsi les explosions de protestations et les vagues de démoralisation qu'avait subies l'Allemagne dans les dernières phases de la Première Guerre mondiale. En conséquence, l'armée et l'administration civile qui la suivit en Union soviétique reçurent l'ordre d'exploiter au profit de l'Allemagne les ressources agricoles, industrielles et démographiques des territoires occupés. On estima que les privations généralisées causeraient la mort de plusieurs millions de Soviétiques ; cette politique fut accueillie avec satisfaction comme une solution au problème du “dépeuplement” du *Lebensraum* oriental jugé nécessaire pour le préparer à la colonisation allemande<sup>4</sup>. »

Dans son maître ouvrage éponyme sur « Barbarossa », l'historien Jean Lopez démontre de manière définitive combien la stratégie de la



Wehrmacht, planifiée par Heusinger sous les ordres du Führer, était inséparable de cette politique de dépopulation organisée de longue main :

« Il serait artificiel, écrit-il, de traiter du massacre des Juifs à part des opérations militaires, comme on le fait d'ordinaire. [...] Pour les nazis, que le combat concerne l'Armée rouge ou un quartier juif de Vilnius, il demeure le même, contre le même ennemi, le judéo-bolchevisme. Aux yeux d'Hitler, la présence d'une forte population juive constitue, à elle seule, un danger militaire. [...] Par ailleurs, les effets pervers de la guerre à l'allemande – vitesse des mouvements et faiblesse des troupes d'occupation, qui entraînent l'usage massif de la terreur pour pacifier les arrières – sont aggravés par les difficultés rencontrées par la troupe sur le terrain. Plus dure la résistance soviétique, plus élevées les pertes allemandes, et plus forte sera la propension des unités à s'en prendre aux civils, juifs en premier lieu. L'ampleur des crimes contre les Juifs dépend aussi, dans une large mesure, de l'attitude de l'administration militaire, qui dispose de grands pouvoirs sur ses arrières, malgré les concessions faites aux SS et à la police<sup>5</sup>. »

Avant même l'arrivée sur le terrain des *Einsatzgruppen*, soit dans la première semaine de la guerre germano-soviétique, la Wehrmacht commence ainsi à massacrer des Juifs. Le 22 juin, écrit Lopez, « onze Juifs de la ville ukrainienne de Sokal, la première prise, sont fusillés par des soldats de la 17<sup>e</sup> armée. Des unités de l'armée régulière récidivent le 25, à Toporovo, non loin de Lvov (180 fusillés), le 27 à Oziutitchi (100) et Nijankovitchi (18), le 29 à Kamenka-Bouzka (180). À Lida, petite ville aujourd'hui biélorusse de 20 000 habitants, la 161<sup>e</sup> division de la 9<sup>e</sup> armée rassemble, aidée de la population polonaise, une centaine de notables juifs de sexe masculin, médecins, enseignants, ingénieurs, puis les fusille en lisière de la ville<sup>6</sup> ».

Si le trio Himmler-Heydrich-Schellenberg, inventeurs des *Einsatzgruppen*, fut, comme on l'a vu, l'initiateur de cette politique<sup>13</sup>, c'est bien le colonel Adolf Heusinger, promu général de brigade<sup>14</sup> en décembre 1941, qui en planifia l'exécution. C'est lui, par exemple, qui donna toutes les instructions relatives au traitement des prisonniers russes ayant échappé à une exécution sommaire, calvaire voisin de celui infligé aux Juifs ou aux partisans déportés : centaines de kilomètres effectués à pied ou dans des wagons à bestiaux parfois découverts, sous-alimentation chronique, travail forcé, châtiments physiques à la moindre rébellion.

Bilan : trois millions de morts, soit soixante pour cent des soldats russes retenus en captivité. « Les troupes s’habituaient si bien à traiter les soldats soviétiques comme des *Untermenschen*<sup>15</sup> que, même lorsque les ordres changèrent suite à la décision d’ enrôler de force les prisonniers dans la main-d’œuvre du Reich, elles continuèrent à les abattre sur-le-champ, à l’encontre des commandements exprès de leurs supérieurs », écrit encore Omer Bartov.

Dans son *Journal*, en date du 4 juillet 1943, l’écrivain allemand Ernst Jünger, alors sous les drapeaux à Paris, rapporte : « Un officier, sans être menacé, abat quelques prisonniers russes et explique ce fait à l’audience en disant que son frère a été assassiné par les partisans. Il est condamné à deux ans de prison. Kniebolo [le surnom donné par Jünger à Hitler], à qui on soumet le jugement, l’annule et ordonne la mise en liberté. Motif : on lutte contre des bêtes féroces. »

Longtemps tenu pour un militaire exemplaire, le maréchal Erich von Manstein<sup>16</sup> lui-même ne suggère pas autre chose quand, dans son ordre du jour du 20 novembre 1941, il en appelle à l’extermination du « système judéo-bolchevique » et justifie la « dure expiation infligée au judaïsme, responsable spirituel de la terreur bolchevique »... Comment s’étonner, après cela, de la « férocité » qu’en retour l’Armée rouge exerça en 1945 sur les civils allemands, elle qui venait de découvrir les charniers et les ruines abandonnés en Russie par la Wehrmacht ?

Jusqu’au 20 juillet 1944, en tout cas, Heusinger applique sans broncher cette politique. Et sans doute le fait-il avec zèle puisqu’on sait qu’aucun collaborateur du Führer ne restait en poste si ce dernier percevait le moindre signe de réticence. L’exemple le plus frappant est celui du général Kurt Zeitzler, qui, en 1942, remplaça Halder (celui-ci ayant succédé à Brauchitsch, en 1941) comme chef de l’OKH et devint, de ce fait, le supérieur direct de Heusinger. Le 1<sup>er</sup> juillet 1944, rendu dépressif par les invectives de Hitler, qui l’humiliait devant ses subordonnés, Zeitzler prétexta un malaise pour quitter brusquement le Berghof, où le Führer s’était transporté entre deux séjours à Rastenburg. Flairant l’échappatoire, l’autre le destitua *illico* de ses fonctions, le chassa de l’armée, et l’assigna à résidence avec interdiction formelle de porter l’uniforme. Et qui nomma-t-il pour lui succéder ? Adolf Heusinger, qu’il avait élevé, l’année précédente, au grade de général de division<sup>17</sup> ! Pouvait-il mieux lui signifier son estime

et sa confiance ? C'est ainsi que, le 20 juillet, ce même Heusinger, devenu *ipso facto* chef de l'état-major de l'armée de terre<sup>18</sup>, se retrouve à quelques centimètres de Hitler quand explose la bombe fatale<sup>19</sup>.

Non seulement, comme on l'a dit, la Gestapo le lave de tout soupçon, mais Hitler lui fera quitter la *Führerreserve* dans les dernières semaines du conflit pour lui rendre le poste auquel il avait commencé sa carrière d'état-major : responsable du bureau des cartes de l'OKH !

C'est à ce titre qu'en mai 1945 il se rend aux Américains, non sans leur offrir, à l'instar de son collaborateur et ami Reinhard Gehlen, sa dernière documentation à jour sur la puissance militaire soviétique. Mais alors que les officiers qui appliquèrent à la lettre les instructions de l'OKH rédigées par Heusinger sur la guerre de destruction (*Vernichtungskrieg*) en URSS sont arrêtés, condamnés, et certains exécutés, tandis que le maréchal von Manstein en personne se retrouve en prison pour huit ans, lui-même est seulement tenu de « collaborer » avec les autorités d'occupation américaines. Pas de citation à Nuremberg – sauf comme témoin à charge<sup>20</sup> –, encore moins de poursuites : assigné à résidence (et non détenu) sur une base américaine, on lui demande de se transformer... en historien de la Wehrmacht en guerre – et spécialement de la guerre à l'Est – pour le compte de l'état-major américain !

## Recyclage accéléré

Ainsi débute une collaboration que les Soviétiques, qui n'ont pas encore fini de compter leurs 24 millions de morts<sup>21</sup>, vont dénoncer dans l'indifférence générale comme une réhabilitation du III<sup>e</sup> Reich. Dans la guerre froide<sup>22</sup> qui commence et dont bien peu doutent qu'elle se transformera bientôt en guerre chaude, quelle autre force au monde, hormis la Wehrmacht, a déjà vaincu l'Armée rouge avant d'être vaincue par elle – et encore, grâce aux livraisons massives de matériel américain et à l'ouverture du second front instamment réclamé par Staline ? Et qui mieux que l'ancien chef des opérations de l'état-major allemand connaît l'organisation militaire soviétique, ses forces et ses faiblesses ?

À partir de janvier 1946, et jusqu'en mars 1948, Heusinger et 328 des plus hauts gradés de la Wehrmacht vont ainsi participer, sous la direction du général Franz Halder, « dénazifié » à la demande personnelle de William

Donovan, chef de l'OSS et cofondateur de la CIA, à une entreprise rarement évoquée, mais qui jouera un rôle décisif dans l'orientation de l'historiographie postérieure : la rédaction, pour le compte de l'*Operational History Section* de l'armée américaine, d'un recueil de quelque 34 000 pages sur tous les aspects de la guerre qu'ils eurent à connaître. Sous le contrôle direct de Dwight Eisenhower, devenu chef d'état-major de l'US Army, Heusinger coordonne les travaux de ces officiers devenus historiens et, de fait, avocats de leur propre cause ! C'est à cette occasion que naît la légende tenace de la « Wehrmacht propre » – par opposition à la SS – que Jean Lopez, notamment, a puissamment contribué à dissiper<sup>7</sup>.

Regroupés à Allendorf (en Hesse) puis à Garmisch-Partenkirchen, dans les Alpes bavaroises, ceux-ci seront pour la plupart réintégrés dans la Bundeswehr à partir de sa création (1955). Quant à Halder, il continuera, moyennant traitement, à travailler comme historien pour l'armée américaine jusqu'en 1961, date à laquelle il se verra attribuer le *Civilian Service Award*, la plus haute distinction américaine remise à un étranger ! Dans son esprit, collaborer avec les États-Unis n'était rien d'autre que la continuation, par d'autres moyens, de la lutte contre le bolchevisme, comme il l'avait déclaré dès 1946<sup>8</sup>.

Ainsi, résume l'historien Jean Solchany, « les anciens officiers de la Wehrmacht parviennent à diffuser leur propre vision de l'histoire. La thèse de l'attaque préventive est avancée pour justifier l'agression de l'URSS. La défaite est attribuée aux ingérences constantes du dictateur dans la conduite des opérations. Les crimes commis contre la population civile ou la dureté de l'occupation allemande sont imputés aux SS et aux responsables de l'administration civile. La Wehrmacht a, quant à elle, combattu avec efficacité et dignité. Cette image apologétique se propage au sein de l'opinion allemande grâce aux Mémoires que nombre d'anciennes gloires de la Wehrmacht publient dans les années 1950<sup>23</sup>. Cette littérature à la tonalité clairement disculpatoire vise moins à évoquer les atrocités commises à l'Est qu'à souligner le professionnalisme des militaires et le dilettantisme d'Adolf Hitler<sup>9</sup> ».

Adolf Heusinger, cependant, ne se contente pas de collaborer activement à l'œuvre de dédouanement de la Wehrmacht voulue par les Américains dans la perspective du réarmement allemand qu'implique la guerre froide. Dès 1948, il se voit recruté par son ancien subordonné

Reinhard Gehlen pour collaborer à la mise sur pied de l'organisation éponyme qui, en 1956, deviendra le BND<sup>24</sup>, les services de renseignements de la République fédérale. Sous le nom de code *Horn* (« clairon »), il l'aide à mettre en place son service d'exploitation de données, en liaison étroite avec la CIA. Surtout, il s'investit dans ce qu'on appelle alors le « bureau Blank », du nom de Theodor Blank, ce proche d'Adenauer, cofondateur de la CDU, auquel le chancelier a demandé de préparer, en liaison avec l'OTAN (fondée en 1949), le réarmement de l'Allemagne. Le 8 juin 1955, alors qu'elle vient d'adhérer officiellement à l'Alliance atlantique, Blank devient le premier ministre de la Défense de la jeune RFA. Son premier acte : confirmer Adolf Heusinger dans son grade de *Generallieutenant* et en faire, aux côtés du maréchal von Manstein, libéré depuis deux ans, l'un des deux principaux conseillers du gouvernement de Bonn pour la Défense nationale.

Mais ce n'est qu'un début ! Car deux ans plus tard, à la demande du général Lyman Lemnitzer, commandant en chef des forces américaines en Europe, ce même Heusinger est nommé chef d'état-major (*Generalinspekteur*) de la Bundeswehr. Et il n'arrive pas seul ! Il nomme, pour le seconder, son vieil ami le général Hans Speidel, né comme lui en 1897, avec lequel il partage la particularité de se proclamer – depuis 1945 ! – proche des conjurés du 20 juillet, caractéristique qui, de toute évidence, avait échappé à la Gestapo<sup>25</sup> ! Et aussi aux résistants français, dont beaucoup le tiennent pour responsable, en sa qualité d'ancien chef d'état-major du général von Stulpnagel, commandant en chef des troupes d'occupation allemandes, de l'exécution de 500 otages. Il en faut plus, cependant, pour décourager Lemnitzer, qui, en avril 1957, nomme ce même Speidel commandant en chef des forces de l'OTAN pour le théâtre centre-Europe... avec autorité, par voie de conséquence, sur les appelés français participant aux manœuvres de l'Organisation ! Pour certains, c'en est trop : 150 fils de résistants fusillés sur son ordre écrivent au président de la République, René Coty, pour lui dire qu'ils refusent d'effectuer leur service national dans une armée placée, même en théorie, sous les ordres d'un tel homme. Vingt-trois d'entre eux seront arrêtés et emprisonnés et ne devront leur élargissement qu'au retour du général de Gaulle au pouvoir, lequel les enverra remplir leurs obligations outre-mer... là où l'autorité de l'OTAN ne s'appliquait pas !

Speidel restera cependant en fonction jusqu'en 1963, date à laquelle il sera remplacé par un autre transfuge de l'OKH, le général Johann von Kielmansegg. Encore un étrange spécimen de comploteur : bien qu'ayant bâti sa deuxième carrière dans la Bundeswehr sur une réputation d'« ami » de Stauffenberg, la plupart de ses faits d'armes remontent à l'hiver 1944, après que Hitler l'eut nommé commandant du 111<sup>e</sup> régiment de *Panzergranadier* qui s'illustra par son fanatisme lors de l'offensive des Ardennes.

Mais pour Heusinger, la consécration reste à venir : sa nomination, déjà évoquée, comme président du Comité militaire de l'OTAN, l'organe suprême de décision de l'Organisation, en décembre 1961, poste auquel il demeurera jusqu'à sa retraite définitive en 1964. Pourquoi les Américains l'ont-ils choisi, lui, en dépit des remous déjà suscités par l'affaire Kielmansegg ? La réponse est sans doute à chercher dans l'orientation stratégique qui était alors celle de l'Alliance atlantique. Donc du Pentagone qui inspirait sa doctrine. Pour contrer une offensive soviétique conventionnelle en Europe, dont les planificateurs de l'OTAN estimaient qu'elle ne pouvait survenir que par la « trouée de Fulda », ce vaste glacis situé entre les massifs du Rhön et du Vogelsberg, à l'est de Francfort, rien ne valait l'expérience accumulée par la Wehrmacht, entre 1941 et 1942 puis lors du recul de l'année 1944, dans les immenses plaines d'Ukraine et de Biélorussie. Les hommes qui avaient conçu, mené et gagné tant de batailles d'encerclement et d'anéantissement face à des forces six ou sept fois plus nombreuses étaient, pour l'OTAN, les meilleurs conseillers qui se puissent trouver. Les Soviétiques le savaient qui, le 7 décembre 1982, s'abstinrent d'envoyer le plus modeste de leurs attachés d'ambassade à Cologne, aux obsèques du général Adolf Heusinger. Voilà trente-sept ans qu'ils demandaient en vain son extradition !

1. Allemagne fédérale, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Turquie. Depuis 1982, 20 autres États ont adhéré à l'OTAN : la République tchèque, la Hongrie et la Pologne (1999), la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie (2004), l'Albanie et la Croatie (2009), le Monténégro (2017) et la Macédoine du Nord (2020).

2. Friedrich Silcher (1789-1860), disciple et ami de Carl Maria von Weber, l'auteur du *Freischütz*.



3. Le commandement suprême de l'armée de terre (*Oberkommando des Herres*).

4. Politique qui condamna à la mort par dénuement quiconque n'avait pas déjà été victime de l'offensive allemande ou des combats précédant le retrait de la Wehrmacht.

5. Le commandement suprême de l'armée (*Oberkommando der Wehrmacht*).

6. Nom de code de l'attentat contre Hitler et du coup d'État qui devait s'ensuivre.

7. Exécuté le 8 août 1944, le général Hellmuth Stieff, né en 1901, avait rejoint le complot de Stauffenberg après avoir tenté lui-même de tuer Hitler, trois semaines plus tôt, le 7 juillet 1944, lors d'une réunion au château de Klessheim, à Salzbourg. Plus héroïque que Stauffenberg, il avait prévu de se sacrifier en portant sur lui la bombe qui devait exploser. Mais celle-ci fit long feu.

8. Devenue le Mémorial de la résistance au nazisme, à Berlin.

9. La « réserve du Führer » accueillait les officiers supérieurs entre deux affectations.

10. « Tribunal du peuple. »

11. Né en 1893, ce haut magistrat qui adhéra dès 1925 au NSDAP présida cette instance, plus haute juridiction du III<sup>e</sup> Reich, d'août 1942 au 3 février 1945, date à laquelle il fut enseveli sous les ruines de son tribunal, après avoir refusé d'interrompre un procès lors d'une alerte aérienne. Entre 1942 et 1945, 5 000 peines capitales furent prononcées par le *Volksgerichtshof*, dont plus de la moitié sous sa présidence effective.

12. Notamment le *Gerichtsbareitserlaß* (« décret de juridiction ») dit aussi « décret Barbarossa » et le *Komissarbefehl* (« ordre sur les commissaires »). Le premier posait le principe qu'aucun soldat ne pouvait être jugé pour des délits perpétrés contre des combattants ou des civils ennemis tant qu'il n'avait pas enfreint la discipline de combat ; le second organisait la liquidation systématique des commissaires politiques soviétiques (140 000 morts au bas mot), tâche confiée à la SS mais à laquelle la Wehrmacht avait ordre de contribuer si le besoin s'en faisait sentir.

13. Voir chapitre 2, « Walter Schellenberg, le gentleman assassin ».

14. *Generalmajor*.

15. « Sous-hommes. »

16. Considéré comme l'un des plus grands stratèges du XX<sup>e</sup> siècle (lire à ce sujet sa biographie par Benoît Lemay, Perrin, 2006 et « Tempus », 2010), Erich von Manstein (1887-1973), concepteur de l'attaque contre la France de mai 1940 et surtout de l'opération « Barbarossa », fut condamné en 1949 à dix-huit ans de prison en raison des massacres commis dans les zones où opérait sa XI<sup>e</sup> armée, peine ramenée aussitôt à douze ans. Il sera amnistié en 1953 (*cf. infra*).

17. *Generallieutnant*.



18. Pour succéder à Heusinger à la tête de l'état-major de l'OKH, Hitler nomma le célèbre général Heinz Guderian, le théoricien allemand de l'usage des blindés comme force de rupture, qui, ironie de l'histoire, s'inspirait directement (en y associant l'aviation) des théories d'un certain colonel de Gaulle, banni dans les années 1930 par l'état-major français pour avoir osé répudier la stratégie défensive.

19. Proximité qui d'ailleurs le sauva puisqu'on sait que quelques instants avant l'explosion, Hitler, que gênait la serviette de Stauffenberg, la déplaça brutalement d'un coup de pied. Ce qui eut pour effet de la décaler de cinquante centimètres, derrière un pied de l'épaisse table en chêne autour de laquelle se tenait la réunion. Protégés par cet obstacle inattendu, Hitler et Heusinger ne subirent que des brûlures superficielles tandis que 9 des 24 participants à la conférence furent grièvement touchés, quatre d'entre eux mourant des suites de leurs blessures.

20. Le général Heusinger ne comparut pas publiquement au procès. On lui demanda seulement de témoigner sous serment devant les juges instructeurs. Le 7 janvier 1946 fut lu devant la cour un affidavit de l'intéressé dans lequel, après avoir reconnu qu'il étudiait « toutes les questions concernant le traitement de la population, ainsi que les combats contre les partisans dans les zones d'opérations, en exécution des ordres de l'OKW », il déclarait : « J'ai toujours estimé, quant à moi, que les traitements infligés à la population civile et les méthodes adoptées pour la guerre contre les partisans dans les zones d'opérations fournissaient aux plus hauts chefs politiques et militaires une bonne occasion d'atteindre leurs objectifs, c'est-à-dire l'extermination systématique des Slaves et des Juifs. Tout à fait indépendamment de cette question, j'ai toujours considéré ces méthodes cruelles comme de la folie au point de vue militaire, car elles ne tendaient qu'à rendre inutilement plus âpre la lutte de nos troupes contre l'ennemi » (TMI, t. 4, p. 491). Le 7 juin suivant, l'ancien chef des opérations de l'OKW, le général Horst von Buttlar-Brandenfels, vint le contredire brutalement : « J'ai travaillé en étroite collaboration avec le général Heusinger et je me suis souvent entretenu avec lui des questions relatives à la lutte contre les partisans [...]. Il ne m'a jamais dit quoi que ce fût de nature à confirmer cette opinion et je ne peux pas non plus comprendre comment il a pu faire cette déclaration » (TMI, t. 15, p. 590).

21. Dont plus de la moitié étaient des civils.

22. Le premier à employer l'expression fut l'écrivain George Orwell dans son essai *You and the Atomic Bomb* paru en octobre 1945. Mais elle sera popularisée par un discours du milliardaire Bernard Baruch, proche conseiller du président Truman, le 16 avril 1947, quelques semaines après que Churchill eut imposé les termes « rideau de fer » dans son propre discours de Fulton du 5 mars précédent.

23. En particulier ceux d'Erich von Manstein, publiés en France sous le titre *Victoires perdues* (Paris, Plon, 1955), ceux du général Heinz Guderian (*Souvenirs d'un soldat*, Paris, Plon, 1955 et « Tempus », 2020) ou encore ceux du maréchal Albert Kesselring (*Soldat jusqu'au dernier jour*, Paris, Charles-Lavauzelle, 1956).

24. Voir chapitre 3, « Reinhard Gehlen, l'espion indispensable ».

25. Comme Heusinger, Speidel, alors chef d'état-major de Rommel sur le front de l'Ouest, fut interrogé quelques semaines par la Gestapo mais échappa à toute inculpation. Keitel, Guderian et Rundstedt, les trois présidents du jury d'honneur chargé par Hitler de chasser de l'armée les officiers non impliqués dans le complot mais jugés peu fiables, plaidèrent pour son

maintien au grade de général. Quelques mois avant la défaite de l'Allemagne, il disparut opportunément dans la nature, avant de réapparaître, fin 1945, comme professeur d'histoire à l'université de Tübingen, puis d'intégrer la *Bundeswehr* aussitôt après sa création.

# 10

## Friedrich Paulus, le haut-parleur de Moscou

« Ce cochon de traître est-il venu avec son passeport soviétique ? »

Il est 14 heures, ce 11 février 1946, quand après la traditionnelle suspension de séance de la mi-journée, le tribunal international de Nuremberg reprend ses débats. Le matin même, les accusés ont tenté, en vain, d'obtenir l'annulation pour nullité d'un affidavit de l'ex-*Feldmarschall* Friedrich Paulus, le vaincu de Stalingrad, détenu en URSS depuis février 1943. Un témoignage recueilli à Moscou sous le contrôle des seules autorités soviétiques, et non par les juges instructeurs attachés au procès. Suspect, donc, d'avoir été suscité sous la contrainte. Mais le président du tribunal n'a rien voulu entendre, approuvant l'argument du procureur soviétique adjoint, le colonel Pokrovsky : « Le procès-verbal de l'interrogatoire du maréchal Paulus a été établi suivant toutes les règles de procédure en vigueur dans les organismes judiciaires de l'URSS. Il a été interrogé en qualité de témoin, et il était prévenu de l'obligation de dire la vérité, en vertu des articles 95 et 92 de notre code d'instruction criminelle<sup>1</sup>. »

### Un témoin à la mémoire très sélective

Que la cour entérine une telle dérogation a cristallisé la colère des accusés et de leurs avocats, car cela signifie qu'à l'avenir toute pièce présentée *a posteriori* par l'accusation soviétique aura une valeur identique

à celles validées antérieurement par la commission d'instruction du procès, selon des règles établies et acceptées par tous, y compris les avocats des prévenus.

Cette fois, pourtant, le banc des accusés est parcouru d'une houle d'indignation, Göring le premier, dont l'ironie parfois dévastatrice laisse place à une colère sans retenue. « Cochon de traître ! » Malgré ses 30 kilos de moins, on le retrouve tel qu'en lui-même, quand, treize ans plus tôt, il éructait, revolver à la ceinture, au procès des incendiaires du Reichstag. Il faut dire que l'ancien *Reichsmarschall* se serait bien passé d'entendre la déposition du témoin surprise à l'allure de revenant qui, d'un pas d'automate, s'avance à la barre sans regarder personne. Surtout pas ses anciens chefs, les maréchaux Keitel et Jodl, qui, eux, ne le quittent pas des yeux. Rivalisant de mépris, le premier serre les dents, le second esquisse un sourire narquois. Même Rudolf Hess, d'ordinaire enfermé dans un mutisme cataleptique, a tressailli en entendant l'avocat général soviétique Zorya ouvrir la séance par ces mots : « Monsieur le Président, conformément à la requête de la Délégation soviétique, je vous demande l'autorisation de faire comparaître Friedrich Paulus, *Feldmarschall* de l'ex-armée allemande, dont l'interrogatoire sera conduit par le procureur général soviétique, le général Rudenko. » Amaigri, flottant dans un costume de mauvaise coupe aussi gris que le sont devenus ses cheveux, le témoin a certes perdu de sa superbe mais rien de sa raideur légendaire au point d'en paraître affecté... Il a simplement changé de maître et s'apprête à le prouver.

S'agissant de Göring, ce coup de théâtre est davantage une blessure d'amour-propre qu'un facteur aggravant pour son avenir judiciaire qu'il sait depuis longtemps scellé. Comme il aurait aimé, pourtant, qu'on ne rappelât pas ses vantardises de l'automne 1942, quand il jura à Hitler que la Luftwaffe ne laisserait jamais les assiégés de Stalingrad mourir de faim et de froid ! Pour Keitel et Jodl, en revanche, le coup est bien plus rude. Si l'on a transporté dans le plus grand secret Paulus à Nuremberg, c'est pour qu'il confirme de vive voix, et documents à l'appui, sa déposition de Moscou : comment, dès l'automne de 1940, l'invasion de l'URSS fut conçue comme une entreprise de colonisation de l'espace russe, de réduction en esclavage de ses habitants et d'extermination des « inutiles », toutes choses qui n'auraient pas été possibles sans la collaboration active de la Wehrmacht.

Là où le bât blesse, pourtant, c'est que l'homme qui s'apprête à accuser ses anciens chefs de crimes de guerre est le même qui intégra ce programme au cahier des charges de l'armée de terre avant, comme nous l'avons dit, que le général Heusinger n'en planifie l'exécution et que, devenu chef de la 6<sup>e</sup> armée allemande, Friedrich Paulus ne participe lui-même activement à sa réalisation avant d'être pris au piège avec elle dans les ruines de Stalingrad !

Par quel stupéfiant concours de circonstances en est-on arrivé là ? Né en 1890 à Guxhagen (Hesse) d'un père comptable scolaire, le futur – et éphémère – *Feldmarschall* a toujours fait mentir le destin qu'on lui prêtait. À dix-huit ans, il est recalé au concours d'entrée dans les cadets de la Marine impériale car celle-ci recrute en priorité des aristocrates. Après avoir étudié le droit pendant deux ans, il s'engage dans l'infanterie en 1910 et épouse en 1912 la sœur d'un de ses camarades de régiment, Elena Rosetti-Solescu, issue de l'ancienne noblesse roumaine. Il faut dire que, malgré ses origines modestes, le jeune élève officier, servi par une prestance aussi exceptionnelle qu'innée, n'a pas tardé à adopter le port des *Junkers* prussiens, leur rigidité et leurs tics. Très grand, très mince, il porte l'uniforme comme une seconde peau. Son visage fin au profil de médaille fait le reste, au point que ses supérieurs l'appellent parfois « von » Paulus. Un anoblissement spontané que l'intéressé laisse s'insinuer dans l'inconscient de ses camarades et de ses chefs sans rien démentir ni confirmer...

En 1914, le voici lieutenant sur le front des Vosges, puis devant Arras. Mais en novembre, il est rapatrié en Allemagne pour maladie. Une fois guéri, il ne rejoint pas son unité (le 111<sup>e</sup> régiment d'infanterie) mais un corps nettement plus prestigieux : le 2<sup>e</sup> régiment prussien de chasseurs alpins, qu'il intègre comme officier d'état-major. Il le suivra en Macédoine, en Roumanie, en France et finalement en Serbie, où il terminera la guerre avec le grade de capitaine. Sans jamais, donc, avoir commandé d'unité ni obtenu la moindre décoration... Suivant la légende dorée forgée par le III<sup>e</sup> Reich avant que Hitler ne le propulse, après Stalingrad, dans le dernier cercle de l'enfer, Paulus aurait combattu, en 1918-1919, dans les corps francs de la Baltique, qui offrirent au mouvement national-socialiste un certain nombre de ses cadres militaires. Mais les biographes du futur *Feldmarschall* n'ont guère trouvé trace de cet engagement. On sait tout, en

revanche, de sa carrière dans la Reichswehr à partir de 1920. Celle d'un rond-de-cuir d'état-major davantage que celle d'un guerrier habité par l'esprit de revanche cher aux nazis.

## Un remarquable tacticien de « table de sable »

À l'exception des années 1922-1923 et 1934 où il commande respectivement une compagnie de mitrailleurs à Stuttgart et un bataillon motorisé à Berlin, ses fonctions sont encore et toujours celles d'un officier d'état-major franchissant à l'ancienneté tous les échelons de la hiérarchie. L'historien militaire britannique Correlli Barnett a retrouvé une appréciation laissée par ses chefs à l'issue d'un exercice où il devait commander un régiment. Elle est sans ambiguïté : « Manque de détermination. » Pour le reste, les compliments fusent : « Officier d'état-major typique de la vieille école. Exceptionnellement intéressé par les questions militaires, méticuleux dans son travail de bureau, passionné par les *Kriegspiel* sur carte ou table de sable. Fait preuve alors d'un talent considérable, considérant chaque décision en détail et en délibérant soigneusement avant de donner les ordres appropriés<sup>2</sup>. »

Tout ce dont a besoin le général Walter von Reichenau, dont la 10<sup>e</sup> armée est chargée de porter le coup fatal à la Pologne en septembre 1939. En mai, Paulus, promu *General Major* (général de brigade), l'a rejoint comme chef d'état-major à Leipzig. Entre eux, l'entente est immédiate tant leurs tempéraments se complètent. Adhérent du parti nazi depuis 1932, Reichenau est le plus hitlérien des officiers prussiens. Pour être un authentique aristocrate, il n'en cultive pas moins des manières de lansquenet et une brutalité qui scandalisent ses pairs. Aux questions logistiques, il préfère le champ de bataille, où il a brillé pendant la Première Guerre mondiale. C'est dire si la méticulosité de Paulus comble ses attentes. Dès le déclenchement de l'offensive, le duo démontre son efficacité : le 5 septembre, la 10<sup>e</sup> armée fait sauter le verrou de Piotrków censé protéger Varsovie ; le 7, elle atteint les faubourgs de la capitale polonaise et, tandis que la 3<sup>e</sup> armée (Küchler) l'encercle, celle de Reichenau fonce vers l'est puis, le 20, fait sa jonction avec les troupes soviétiques. Pertes négligeables, prestige maximum : le 6 octobre, après avoir défilé devant Hitler à Varsovie, la 10<sup>e</sup> armée devient la 6<sup>e</sup>, la mieux équipée de la Wehrmacht.

C'est elle qui, en mai 1940, s'élancera vers Bruxelles et recueillera la capitulation du roi des Belges avant de franchir la Seine le 15 juin et la Loire le 17. Avant même que l'armistice ne soit signé, Hitler lui confie une autre mission : elle sera le fer de lance de l'opération « Seelöwe<sup>1</sup> », c'est-à-dire l'invasion des îles Britanniques. Pendant que Reichenau, promu *Feldmarschall* le 19 juillet, se rêve déjà en vainqueur d'Albion, le fidèle Paulus s'efforce de lui en fournir les moyens. De juin à août, il ne quitte pas sa table de sable. Pas plus Reichenau que lui ne fouleront pourtant celui de la plage de Brighton, où la 6<sup>e</sup> armée était censée débarquer. Car dès le mois de septembre, Hitler, conscient des difficultés de l'opération<sup>2</sup>, a changé son fusil d'épaule et décidé d'attaquer d'abord l'URSS pour priver l'Angleterre de son dernier allié sur le continent. Et, *bis repetita*, c'est à la 6<sup>e</sup> armée qu'échoit la mission décisive : constituer le béliet du groupe d'armées Sud commandé par Manstein. Toujours membre, en théorie, de l'état-major de Reichenau, Paulus devient premier quartier-maître général de l'état-major de l'armée de terre (*Generalquartiermeister*)<sup>3</sup>, autrement dit numéro deux de l'OKH derrière Halder.

## « Barbarossa », plan génocidaire dès l'origine

Tout, dès lors, passe par lui. En étroite liaison avec le général Adolf Heusinger, chef de la planification opérationnelle, il ne néglige aucun détail pour que cette invasion permette à la Wehrmacht, inférieure en nombre, de terrasser rapidement l'Armée rouge. Modifiant les plans préparés par le général Erich Marcks, qui prévoyaient une poussée sur deux axes – vers Leningrad au nord et Kiev au sud, puis dans un deuxième temps seulement vers Moscou et, dans un troisième, vers les champs pétrolifères du Caucase –, Paulus propose à Hitler, immédiatement séduit, une triple offensive simultanée : au groupe d'armées Nord (Leeb) la conquête de Leningrad et de son port de guerre, Kronstadt ; au groupe d'armées Centre (Bock), celle de Moscou ; au groupe d'armées Sud (Rundstedt), Stalingrad, clé du contrôle de la Volga et site de production de nombreux blindés soviétiques. L'idée maîtresse est de stabiliser le front, avant l'hiver, sur une ligne partant de Leningrad et qui suivrait la Volga jusqu'à son embouchure (Astrakhan), 2 500 km plus au sud. Aux yeux du Führer, ce plan comporte l'immense avantage de priver l'URSS, du même mouvement, de ses deux



principaux accès à la mer (Kronstadt et Sébastopol), de sa tête politique (Moscou) et de ses ressources énergétiques majeures (pétrole du Caucase, charbons du Donetz)...

En proposant à Hitler ce plan d'une hardiesse inouïe – et qui, peut-être, aurait pu fonctionner<sup>4</sup> s'il avait été déclenché à l'heure dite (le 15 mai 1941) et non cinq semaines plus tard pour permettre à la Wehrmacht d'intervenir en Grèce afin de secourir Mussolini –, Paulus a-t-il réfléchi aux conséquences génocidaires qu'il impliquait ? Dès lors qu'avec ses 3,8 millions de combattants<sup>5</sup>, la Wehrmacht disposait tout juste d'assez d'hommes pour remplir ses objectifs militaires, il était clair que la gestion des populations civiles devait être laissée à d'autres et que cette « gestion » rimait bien souvent, comme on l'a vu, avec extermination. Il est inimaginable qu'un esprit aussi rompu au travail d'état-major que l'était Paulus n'ait pas réfléchi une seconde à cet aspect des choses. On peut donc dire, sans grand risque de se tromper, qu'il était pour lui secondaire. Et sans doute même accessoire.

La meilleure preuve en est qu'une fois l'opération lancée, Paulus est mandaté par Hitler pour mener sur le terrain une sorte d'audit de l'offensive. De juin à décembre 1941, il parcourt le front du nord au sud, et passe ainsi beaucoup de temps avec son ancien chef Reichenau, qui vole de victoire en victoire... et de massacre en massacre ! Dès le 27 juin, il s'est illustré en ordonnant l'exécution de 1 000 Juifs en représailles à celle de 1 000 indépendantistes ukrainiens pro-allemands, massacrés par le NKVD à Loutsk ; le 22 août, il réitère, cette fois avec 90 enfants dont les parents ont été exécutés et dont il ne veut pas s'encombrer<sup>3</sup>. Il confie la tâche au *Standartenführer* SS Paul Blobel, chef du *Sonderkommando* 4a qui suit la 6<sup>e</sup> armée à la trace et liquide en moyenne une centaine de civils par jour depuis le début de « Barbarossa ». Le mois suivant, c'est Reichenau lui-même qui décide d'utiliser d'autres Juifs pour déminer les abords de Kiev où il pénètre le 19 septembre. Pour « sécuriser » la ville, il laisse carte blanche à son fidèle Blobel, qui assassine 22 000 Juifs dès le 29 septembre dans la fosse dite de Babi Yar, inaugurant ce qu'on nommera plus tard la « Shoah par balles ».

Paulus était aux côtés de Reichenau lors de la prise de Kiev et l'on ne sache pas qu'il lui ait fait part de sa désapprobation. Il est encore présent quand, quelques jours avant la prise de Belgorod, le *Feldmarschall* signe

son ordre célèbre du 10 octobre 1941 : « En ce qui concerne l'attitude des troupes à l'égard du système bolchevique, beaucoup d'idées vagues prédominent encore. Le but le plus important de la guerre contre le système judéo-bolchevique est la destruction complète de ses moyens d'action et l'élimination de l'influence asiatique dans la culture européenne. Sous ce rapport, les troupes se trouvent en présence de tâches qui dépassent la simple routine militaire [...]. Le soldat doit parfaitement comprendre les nécessités d'une vengeance sévère mais juste contre cette humanité inférieure qu'est la juiverie<sup>4</sup>. »

Cet ordre du jour, qui reprend point par point les instructions de Hitler du 3 mars 1941 sur la nécessité de sacrifier la population russe « inutile », a sans doute joué un rôle dans la promotion de Reichenau, car il est le seul *Feldmarschall* à être allé si loin dans l'exaltation du national-socialisme : le 1<sup>er</sup> décembre, le Führer le nomme à la place de Rundstedt à la tête du groupe d'armées Sud et fait de Paulus son remplaçant au commandement de la 6<sup>e</sup> armée. Ce duo de choc, espère-t-il, fera mentir le pessimisme de Rundstedt, démis de ses fonctions pour avoir osé lui conseiller de consolider le front avant l'arrivée des grands froids, quitte à ne pas atteindre l'ensemble des objectifs initiaux. Hitler sera déçu : le groupe d'armées Nord marque le pas devant Leningrad ; au centre, les défenseurs de Moscou empêchent Guderian d'encercler la capitale ; enfin, au sud, les blindés de Kleist passent pour la première fois à la défensive devant Rostov-sur-le-Don. Faute de s'être arrêtée de son plein gré, la Wehrmacht, passée à l'offensive cinq semaines trop tard, se pétrifie sous l'effet de l'hiver et des coups de boutoir des divisions sibériennes de Joukov, préparées et équipées en conséquence.

## **L'officier discipliné l'emporte sur le stratège**

Ironie de l'histoire : le 12 janvier 1942, alors qu'il vient de prendre ses nouvelles fonctions, Reichenau s'écroule dans la neige par – 30 °C. Il n'avait pas cru utile d'interrompre son entraînement physique – une heure de course à pied chaque matin, quel que soit le temps. Victime d'une hémorragie cérébrale, le *Feldmarschall* désigné pour s'emparer de Stalingrad et du pétrole du Caucase est évacué vers l'arrière pour une opération de la dernière chance. Mais le 17 janvier, nouveau coup du sort : son avion s'écrase à l'atterrissage. Privé de son chef – l'homme qui, disait-

on, lui donnait du courage –, Paulus est tétanisé. Lui qui, en tout et pour tout, ne commanda jamais qu'une compagnie de fusiliers puis un bataillon – et encore, en temps de paix ! – se trouve désormais à la tête d'une armée alignant 250 000 hommes et 14 divisions. Surtout, il ne s'entend guère avec le nouveau patron du groupe d'armées Sud, le *Feldmarschall* Fedor von Bock. Contrairement à Reichenau, cet homme d'action est aussi un stratège émérite qui n'a nul besoin de l'expertise de Paulus pour préparer ses offensives. Pis : il le juge irrésolu sous le feu. Ainsi, à l'issue de la deuxième bataille de Kharkov (mai 1942), qui permet à la Wehrmacht de faire en quelques jours 240 000 prisonniers russes et ouvre à la 6<sup>e</sup> armée la route de Stalingrad, il lui impose un nouveau chef d'état-major, le général Arthur Schmidt, réputé pour son énergie... et son national-socialisme. Mais Bock, à son tour, est déposé par Hitler. Il a signifié au Führer son désaccord avec l'économie générale de l'opération « Fall Blau » (« Plan bleu »), la grande offensive d'été vers les confins de l'Asie soviétique. Il estime la ligne de front trop étirée et conseille de se concentrer sur Stalingrad au lieu de pousser en même temps vers le Caucase et la mer Noire. Toujours plus à l'aise au bord d'une table à sable que sur le terrain, Paulus n'émet, lui, aucune objection au plan de Hitler qui divise le groupe d'armées Sud en deux entités : le groupe d'armées « A » qui avancera vers le Caucase, et le « B », commandé par le général Maximilian von Weichs, chargé de s'emparer de Stalingrad, avec pour force principale la 6<sup>e</sup> armée de Paulus.

Là encore, l'officier discipliné l'emporte sur le stratège. À aucun moment il ne fait valoir à Hitler ce que Weichs lui-même admettra bientôt, et avec lui la plupart des officiers d'état-major lucides : le front est beaucoup trop long, les forces d'attaque sont trop dispersées et les lignes de communication trop distendues pour être en mesure de résister à une – voire plusieurs – contre-offensive soviétique. Qu'un militaire de sa compétence – réputé *a fortiori* pour son extrême prudence sur le terrain – n'ait pas souligné ce risque évident reste largement incompréhensible. Sauf si l'on souscrit à l'explication donnée au procès de Nuremberg par Franz Exner, l'avocat de Jodl : Hitler aurait promis à Paulus que s'il parvenait à s'emparer de Stalingrad, il remplacerait ce même Jodl à la tête de l'OKH ! Déstabilisé lorsqu'on vint lui rafraîchir la mémoire lors de sa déposition, le vaincu de Stalingrad fut bien contraint de l'admettre en demi-teinte :

« C'est une rumeur dont m'a parlé le chef de l'État-Major général de la Luftwaffe, mais je n'en ai jamais eu connaissance officiellement<sup>5</sup>. »

Ce mélange d'ambition dissimulée, de soumission aveugle aux ordres et de pusillanimité dans l'action, voilà le triptyque qui éclaire à coup sûr l'échec de Paulus à Stalingrad... où il n'aurait jamais dû se trouver si, comme Rundstedt, il avait su dire « non » à Hitler ou si, ayant accepté son plan, il s'était retiré à temps de la ville – ce que fit le « fonceur » Kleist devant Rostov, en novembre 1941. Deux « désobéissances » dont le Führer reconnut par la suite qu'elles n'étaient pas infondées – preuve que la personnalité de ses contradicteurs pouvait compter dans ses décisions – et dont il sut récompenser leurs auteurs en rappelant le premier comme commandant en chef pour le front de l'Ouest<sup>6</sup>, le 15 mars 1942, et le second en le nommant *Feldmarschall* en 1943 pour avoir organisé sans pertes et en ordre parfait le retrait de ses troupes de la tête de pont du Kouban vers la Crimée.

Faut-il revenir en détail sur l'enchaînement qui mena à la destruction complète de la 6<sup>e</sup> armée et à la reddition de son chef ? Rappelons-en seulement les principales étapes. Le 28 juin 1942, la 6<sup>e</sup> armée s'élance dans la steppe pour prendre le contrôle de la boucle du Don, à l'ouest de Stalingrad. Mission accomplie le 28 juillet, au terme d'avancées foudroyantes interrompues chaque fois par des difficultés récurrentes d'approvisionnement en carburant, comme l'avait prévu Bock. Griserie du succès après tant d'années passées à planifier pour les autres les offensives victorieuses ? Paulus le prudent ne semble nullement inquiet de cet étirement excessif de ses lignes d'approvisionnement, plusieurs fois au bord de la rupture. Trois semaines plus tard, le 23 août, la 6<sup>e</sup> armée atteint les faubourgs de Stalingrad après avoir enfoncé sans marquer de pause quatre lignes de défense soviétiques. Deux jours plus tôt, la Luftwaffe a bombardé la ville comme elle ne l'avait encore jamais fait en aucun lieu... et comme les Alliés commenceront bientôt à le faire sur les villes allemandes. Six cents bombardiers déversent 1 000 tonnes de bombes qui détruisent 80 % des habitations et provoquent une « tempête de feu » semblable à celle qui réduira Hambourg en cendres en août 1943<sup>7</sup>.

Le 10 septembre, le trafic sur la Volga est coupé et la Wehrmacht se lance à l'assaut de la ville, conquise rue par rue, maison par maison. Triomphant, Paulus télégraphie à Hitler que « le drapeau à croix gammée

flotte sur la grand-place de la ville de Staline ». Mal lui en prend : le Führer le félicite et lui enjoint de finir rapidement le travail... tout en lui retirant plusieurs régiments de panzers qu'il affecte à l'offensive prévue vers Astrakhan !

## **Il sacrifie sa 6<sup>e</sup> armée pour éviter d'être relevé de son commandement...**

C'est sans doute à ce moment que Paulus, auquel il ne reste plus que 150 chars en état, aurait dû prendre l'initiative de ne pas s'accrocher à Stalingrad, quitte à courir le risque d'être relevé de son commandement. Fin octobre, certes, les 9/10<sup>e</sup> de la ville sont tombés aux mains de la 6<sup>e</sup> armée, mais au prix de 20 000 morts par semaine, sans compter les blessés ! Dès lors, le rapport de force s'inverse inéluctablement : la Wehrmacht n'a plus de réserves disponibles à envoyer à Paulus dont les troupes fondent à toute vitesse tandis que, côté russe, les unités fraîches ne cessent d'affluer. Surtout, il a en face de lui les trois meilleurs stratèges de l'Armée rouge, qui ont beaucoup appris de leurs défaites de l'année 1941 : Joukov, le sauveur de Moscou, Rokossovski, le seul général à s'être distingué lors du déclenchement de « Barbarossa » en sauvant ses divisions de l'encerclement, et surtout Tchouïkov, le défenseur de Stalingrad dont l'armée a résisté pied à pied et dont le QG, à quelques centaines de mètres du front allemand, n'a jamais quitté la ville. Le 19 novembre débute l'opération « Uranus » : l'Armée rouge, qui a mobilisé un million d'hommes, 800 chars, 13 000 pièces d'artillerie et plus de 1 000 avions, va parvenir en cinq jours à isoler la 6<sup>e</sup> armée de ses arrières puis à l'encercler de manière toujours plus hermétique. Le reste n'est que l'histoire d'une longue agonie qui aboutira à l'effondrement final du 3 février 1943 : sur les 250 000 hommes de la 6<sup>e</sup> armée, 25 000 seulement pourront être évacués par avion, tandis que 112 000 seront tués ou mourront de faim et de froid, et que la plupart des 113 000 autres, faits prisonniers dans un état de semi-cadavres, périront dans les camps soviétiques.

Pour bien saisir la responsabilité personnelle de Paulus dans ce fiasco, les Mémoires du maréchal von Manstein<sup>6</sup>, qui tenta en vain de dégager Stalingrad<sup>8</sup>, sont irremplaçables, de même que sa biographie par Benoît

Lemay<sup>7</sup>, qui revient longuement sur cet épisode. Loin d'être un rebelle, cet officier de tradition, qui, comme la plupart de ses pairs, s'accommodait fort bien du nazisme quand le III<sup>e</sup> Reich, victorieux sur tous les fronts, le comblait d'honneurs, ne comprit jamais le sens exacerbé de la discipline dont fit preuve Paulus, dont les propres Mémoires<sup>8</sup>, publiés après la guerre sous contrôle soviétique, n'apportent rien qu'on ne sache déjà à l'époque. Nommé le 21 novembre chef du groupe d'armées Don (*Heeresgruppe Don*), créé à partir d'unités rameutées de toutes parts pour dégager Stalingrad, Manstein considère même qu'il agit à l'inverse de ce qu'il eût fallu : demander à Hitler de tenter une sortie, dès le 23 novembre, alors qu'aucune force de secours n'était assez proche pour opérer une jonction avec la 6<sup>e</sup> armée. Puis obéir à ses ordres de rester sur place quand, le 19 décembre, la 4<sup>e</sup> *Panzerarmee* de Hott n'était qu'à 48 km de ses lignes.

Manstein dit-il la vérité quand il prétend avoir explicitement donné l'ordre à Paulus de tenter une percée le 23 décembre ? Pour Benoît Lemay, rien n'est moins sûr. Se fondant sur plusieurs sources, dont les Mémoires d'Alexander Stahlberg, qui fut son officier d'ordonnance, il reconstitue ainsi la séquence : Paulus, qui ne voulait prendre aucune initiative, implora le *Feldmarschall* de lui intimer l'ordre de tenter une sortie, ce à quoi ce dernier aurait répondu : « Paulus, je ne peux vous donner cet ordre. Mais si vous prenez la décision indépendamment, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour vous aider et pour justifier cette décision<sup>9</sup>. »

Nonobstant cette attitude assez « tordue » de Manstein, qui souhaitait obtenir l'impossible de la 6<sup>e</sup> armée sans courir le risque d'être lui-même relevé de son commandement, sa critique de la discipline aveugle dont fit preuve l'assiégé n'en est pas moins recevable : « Si le général Paulus ne saisit pas cette ultime chance, s'il hésita, et finalement renonça à en accepter les risques, ce fut très certainement à cause du cas de conscience (dont) il ne crut pas pouvoir s'affranchir devant Hitler et devant lui-même. » Et Manstein de souligner la naïveté du chef de la 6<sup>e</sup> armée après que Göring l'eut assuré que la Luftwaffe était en mesure d'assumer son ravitaillement. Cette bravade, qui fut pour beaucoup dans la décision de Hitler d'interdire toute retraite, Paulus la prit pour argent comptant quasiment jusqu'au bout, alors que les faits la démentaient chaque jour : au lieu des 550 tonnes de ravitaillement quotidien promises par Göring (Paulus en demandait initialement 750 pour pouvoir tenir dans de bonnes

conditions), la Luftwaffe ne parvint, en moyenne, qu'à en faire parvenir 100... avant d'être pratiquement clouée au sol à partir du début janvier<sup>9</sup>.

Désobéir à Hitler, certes, n'aurait nullement garanti le sauvetage intégral de la 6<sup>e</sup> armée, déjà bien affaiblie et manquant tragiquement de vivres, de munitions et de carburant. Peut-être même la moitié de ses hommes auraient-ils été tués au combat. Mais se rendre aux Soviétiques, n'était-ce pas la certitude d'envoyer à la mort tous les prisonniers allemands, conséquence inéluctable du traitement inhumain infligé aux Russes par la Wehrmacht ?

Quand, le 8 janvier, Rokossovski proposa pour la première fois à Paulus de capituler en échange d'un traitement honorable de ses hommes et de leur libération juste après la guerre, Paulus le crut et demanda à Hitler l'autorisation de se rendre. Si le Führer refusa, ce n'est pas seulement par entêtement : c'est aussi parce que l'enkystement de la 6<sup>e</sup> armée à Stalingrad fixait suffisamment de troupes soviétiques pour sauver de la rupture le front sud-est et, du coup, le front de l'Est dans son ensemble. C'est si vrai que, restée à juste titre comme le tournant psychologique du conflit, la capture de la 6<sup>e</sup> armée ne fut nullement son tournant stratégique, celui-ci intervenant six mois plus tard à Koursk, après que, toujours grâce à Manstein, le front eut été solidement stabilisé.

Quand, le 30 janvier 1943, dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir, le Führer élève Friedrich Paulus au rang de *Feldmarschall*, c'est autant pour le dissuader de se rendre que pour le remercier d'avoir tenu. Dans son esprit, la 6<sup>e</sup> armée appartient au passé, et Paulus s'apprête à entrer dans la légende en se suicidant, tant il est vrai que, depuis la création de la dignité de *Feldmarschall* par Frédéric II, qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, fit de la Prusse une grande puissance européenne, aucun d'entre eux n'est jamais tombé vivant entre les mains de l'ennemi.

## L'humiliation

Quand le chef de la 6<sup>e</sup> armée apprend la nouvelle de cette promotion qui vaut injonction d'en finir avec la vie, il est allongé sur son lit, épuisé par une dysenterie autant qu'abruti par le vacarme qui l'entoure. Obsédé par le fracas des armes automatiques qui se rapproche de son QG, installé dans le deuxième sous-sol d'un grand magasin en ruine<sup>10</sup>, il est à mille lieues de



songer aux traditions prussiennes auxquelles, jeune homme, il sacrifiait tout. Baisemain et claquement de talons simultanés, voilà ce qu'il sait faire à la perfection. Mais se tirer une balle dans la tête, très peu pour lui qui ne sacrifia jamais au duel au sabre ! Songe-t-il à ce qui arrivera à sa famille s'il se rend, autrement dit, dans l'esprit de Hitler, s'il trahit ? Ou se souvient-il des promesses de Rokossovski s'engageant à traiter « humainement » les vaincus ? Les premières heures du 31 janvier, qui s'ouvre sur un feu nourri, apportent une réponse sans équivoque. Au lieu de charger son revolver, Paulus envoie son aide de camp, le colonel Adam, muni d'un drapeau blanc, parlementer avec les assaillants : la XXXVIII<sup>e</sup> brigade de fusiliers motorisés de la LXIV<sup>e</sup> armée soviétique, qui, après avoir encerclé son QG, vient de pénétrer au rez-de-chaussée. Mais qu'y a-t-il à négocier ? Une heure plus tard, Paulus lance le dernier ordre de sa carrière : cessez-le-feu et reddition immédiate pour la 6<sup>e</sup> armée. La défaite héroïque voulue par Hitler se transforme derechef en humiliation publique, conférant à Stalingrad son statut de tournant symbolique, au seul bénéfice de l'Armée rouge.

Amaigri, mal rasé, enveloppé d'un manteau devenu trop grand, Paulus apparaît bientôt à la surface, encadré par Schmidt, son chef d'état-major, et Adam, son aide de camp. Une haie de photographes et de reporters des actualités soviétiques les attend. Et une voiture d'état-major qui les emmène aussitôt vers le QG du vainqueur en titre, le général Choumilov, chef de la LXIV<sup>e</sup> armée, où d'autres caméras ont été installées. Mais aussi un buffet, afin de montrer au monde que la glorieuse Armée rouge traite bien ses adversaires. Pendant ce temps, ce qui reste des soldats et des officiers subalternes de la 6<sup>e</sup> armée est rassemblé dans de longues files pour être transféré à pied à des centaines de kilomètres plus à l'est. Et sans qu'on leur ait encore distribué le moindre morceau de pain. Seuls quelques centaines d'hommes, souvent des officiers, ont refusé le cessez-le-feu. On les entend, de loin en loin, utiliser leurs dernières cartouches... contre eux-mêmes.

## **Vodka et cigares chez les Soviétiques**

Chez Choumilov, en revanche, l'ambiance est presque à la fête. D'emblée, Paulus baisse la tête et ne répond rien quand son « hôte » lui propose de boire à la victoire de l'Armée rouge. Mais quand l'autre, comprenant sa bévue, propose de lever son verre « aux deux adversaires

courageux qui viennent de s'affronter à Stalingrad », le *Feldmarschall* esquisse un sourire et boit de bon cœur. Direction, maintenant, le QG de Rokossovski. Nouveau buffet, nouveaux toasts, et logement provisoire des trois prisonniers dans une datcha intacte du village de Zavarygino, à 50 km au nord de Stalingrad.

Après une nuit de repos, interrogatoire par le commissaire du NKVD Evgeny Tabarin, dont l'historien britannique Antony Beevor<sup>10</sup> a retrouvé le procès-verbal, augmenté des écoutes opérées à leur insu, *via* des micros dissimulés. Étonnant document qui n'est guère à la gloire de Paulus : pas une fois – pas une – il ne demande d'informations sur le sort de ses soldats, leur destination d'internement, ni même sur la promesse de Rokossovski de les remettre en liberté aussitôt après la guerre. Il s'enquiert seulement du sort des blessés et n'insiste pas quand on l'assure qu'ils seront correctement soignés. Il sait pourtant que, depuis 1941, tout Allemand prisonnier incapable de marcher est abattu d'une balle dans la nuque...

Mais ce sont les micros du NKVD qui en apprennent le plus sur l'état d'esprit du *Feldmarschall*. Au petit déjeuner du 1<sup>er</sup> février, il s'extasie sur la vodka servie au dîner de la veille. Au déjeuner, il commente les chiffres fournis par *L'Armée rouge*<sup>11</sup> sur le nombre de chars allemands capturés à Stalingrad. « C'est beaucoup moins... Nous n'en avons plus que 150... » Puis, quand le général Schmidt s'interroge sur les buts de guerre soviétiques (« S'arrêteront-ils aux frontières ? »), le *Feldmarschall* lui répond : « En tout cas, leur contre-offensive restera dans l'histoire comme un brillant exemple d'art militaire. » Après le dîner, la conversation entre Paulus, Schmidt et Adam, auxquels les Russes ont offert des cigares, tourne autour du physique des serveuses de l'état-major soviétique. Puis sur leurs conditions de détention : « Nous sommes bien gardés, dit Adam, mais on ne dirait vraiment pas une prison. » Et Paulus : « C'est bien, ici ! Mais c'est tout de même une prison. »

Le lendemain, la conversation tourne enfin autour de l'essentiel quand Adam demande à Paulus pourquoi il ne s'est pas rendu plus tôt. « Parce que les ordres sont les ordres. Les soldats restent des soldats. Ils accomplissent leur devoir, fidèles à leur serment militaire. Et le début et la fin de la guerre sont l'affaire des politiciens<sup>11</sup>. »

## Le grand retournement

Est-ce parce qu'ils ont entendu cette conversation que, cinq mois plus tard, les hommes du NKVD envoient comme émissaire un ancien « politicien » allemand rencontrer le « prisonnier personnel du maréchal Staline » ? Alors qu'il est interné avec son état-major au monastère Saint-Euthyme de Souzdal, transformé en hôtellerie de luxe, le *Feldmarschall*, dont la famille, comme c'était prévisible, a été déportée, et dont les anciens soldats meurent par milliers dans les camps de prisonniers, reçoit pour le thé un envoyé spécial du gouvernement soviétique. Il s'appelle Wilhelm Pieck<sup>12</sup> et fut le dernier secrétaire général en titre du Parti communiste allemand (KDP) après que son fondateur, Ernst Thälmann, a été emprisonné dans la foulée de l'incendie du Reichstag, en mars 1933. Quand le KDP fut dissous, en mai suivant, Pieck s'est exilé en France. Puis, en août 1939, à Moscou, juste après le pacte Hitler-Staline qu'il a ardemment défendu. Il est devenu, depuis, l'un des hommes de confiance de Beria, le « Himmler soviétique ».

À Paulus, il propose de rejoindre le Comité pour l'Allemagne libre qui se constitue, au même moment, autour d'exilés communistes réunis derrière Walter Ulbricht<sup>13</sup> et de prendre lui-même la présidence d'une Ligue des officiers allemands antifascistes. « Nous ne penserons jamais la même chose, dit-il, mais nous aimons tous deux l'Allemagne, et qui aime son pays ne pense qu'à le sauver. » Pieck lui fait valoir que lorsque l'Union soviétique aura gagné la guerre, il aura pour tâche de reconstituer l'armature d'une nouvelle Wehrmacht démocratique, alliée à l'Armée rouge pour « défendre les libertés » et prévenir le retour du fascisme. Mais ce jour-là, son discours tombe à plat. Toujours pusillanime, Paulus répond que sa situation de prisonnier de guerre, même très privilégiée, ne lui permet pas de se faire une idée claire de la situation. Réunis quelques heures plus tard, les vingt-cinq généraux de la 6<sup>e</sup> armée eux aussi détenus à Souzdal font peu ou prou la même réponse. Sauf Walther von Seydlitz-Kurzbach, ex-commandant du 51<sup>e</sup> corps d'armée, qui semble hésiter. À Moscou, Beria identifie aussitôt cet aristocrate qui méprise Hitler et ne s'en cache plus comme le maillon faible du groupe. Il dépêche auprès de lui le chef des services spéciaux du NKVD, le général Nikolaï Melnikov. En quelques semaines, il convainc Seydlitz de changer de camp, lequel persuade à son tour la plupart de ses compagnons – et même son chef – de participer à

plusieurs « réunions de travail » autour de Melnikov. La dernière, fin août, est décisive, ainsi que le raconte Seydlitz dans ses Mémoires :

« Melnikov fit la proposition suivante au nom de Staline : si l'action de la Ligue des officiers allemands contribue au renversement de Hitler et à la cessation des combats, le gouvernement soviétique acceptera que le Reich retrouve ses frontières de 1937. Naturellement l'Union soviétique acceptera aussi que la Wehrmacht demeure intacte. J'étais pleinement conscient de la situation impossible dans laquelle je me plaçais et du terrible danger que je faisais courir à ma famille. Mais s'il y avait une seule chance d'éviter à mon pays de subir la tragédie que lui imposait Hitler, je devais la saisir. Mon expérience du III<sup>e</sup> Reich et la tragédie de Stalingrad m'avaient convaincu depuis longtemps que Hitler était un criminel, le dictateur le plus fou et le plus amoral jamais vu depuis des siècles<sup>12</sup>... »

Cette fois, Paulus est ébranlé. Et si lui-même ne rejoint pas (encore) la Ligue, il ne s'oppose pas à ce que la plupart de ses généraux la rallient. Le 11 septembre 1943, il prend la présidence du BDO (*Bund Deutscher Offiziere*), qui regroupe une centaine d'officiers et entreprend une tournée générale des camps de prisonniers pour recruter des volontaires. Parmi les orateurs les plus enflammés de la cause soviétique : le propre arrière-petit-fils de Bismarck, le colonel-comte Heinrich von Einsiedel, abattu en 1942 au-dessus de Stalingrad. Si l'initiative connaît un certain succès auprès des officiers, elle se solde par un fiasco total en direction des sous-officiers et des hommes de troupe. Même l'espoir d'échapper au traitement inhumain que leur font subir les Soviétiques – à l'égal, rappelons-le, de celui qu'infligent les Allemands aux prisonniers russes – ne parvient pas à susciter le moindre commencement d'adhésion. Il faut dire que le nom même du Comité pour l'Allemagne libre dont le BDO est l'émanation n'inspire guère confiance : son acronyme, NKFD (*National Komitee Freies Deutschland*) n'a qu'une lettre de différence avec le NKVD, qui sème la terreur dans les camps de prisonniers ! La propagande officielle pourra bien évoquer, en 1944, 30 000 volontaires prêts à prendre les armes contre Hitler. Si tel avait été le cas, Staline n'aurait sans doute pas renoncé à créer une « armée Seydlitz » pour faire pendant à l'armée Vlassov, elle bien réelle<sup>14</sup>, engagée sous l'uniforme allemand.

Pure fiction mais remarquable argument de propagande, la prétendue « Armée allemande libre » va jouer un rôle inversement proportionnel à son

inexistence pour saper le moral des combattants du Reich. Chaque jour, des millions de tracts signés Seydlitz sont largués au-dessus des lignes allemandes pour appeler les soldats du front à la désertion. Et depuis Moscou, de puissants émetteurs diffusent chaque jour les programmes de *Radio Freies Deutschland* pour promettre des lendemains qui chantent aux « héros » qui retourneront leurs armes contre leurs officiers, et donc contre Hitler. Si nul ne déserte, bien évidemment pareille pression ne fait qu'ajouter aux doutes croissants qui pèsent sur la victoire finale de la Wehrmacht.

Effet inattendu : cette propagande inquiète aussi les Alliés, comme l'explique l'historienne Claude Becquet-Lavoine : « Avec le "Comité Seydlitz" et l'"Armée Seydlitz", expressions utilisées à l'époque pour désigner le NKFD et ses agents, Staline a créé un leurre auquel tous ont cru. À la fin de l'année 1943, au moment où se déroule la conférence de Téhéran, les Alliés anglo-saxons, qui ont suivi de très près la création du NKFD moscovite, s'interrogent toujours. Staline cherche-t-il à faire cavalier seul ? Le maître du Kremlin avait déjà exploré la piste d'une entente avec les nazis à Stockholm au cours de l'été 1942 et fin 1943, il laisse croire que, si Hitler était éliminé, il pourrait effectivement conclure la paix avec un gouvernement national allemand en exil, issu du NKFD<sup>13</sup>. » Une hypothèse que Churchill cherche à lever à tout prix, en évoquant, dans son langage fleuri, la trahison d'« arrogants nationalistes inféodés à un régime barbare »...

En Allemagne même, ceux qui complotent contre Hitler, à commencer par le colonel-comte Claus von Stauffenberg, dénie toute légitimité au NKFD. Ce dernier est d'autant plus inquiet que son propre cousin, Caesar von Hofacker, attaché à l'état-major des forces d'occupation en France, a commis la maladresse de prendre contact avec Seydlitz, ce qu'il tient pour une imprudence mais aussi pour une faute. Hitler mort, lui veut s'allier aux Anglo-Saxons, pas aux Soviétiques !

L'attentat du 20 juillet 1944 va cependant marquer un tournant pour Paulus lui-même. Silencieux jusqu'alors, il est horrifié par la répression qui s'abat sur la caste des généraux dont il avait tant voulu faire partie. Tout se passe même comme si l'exécution de son ami, le *Feldmarschall* von Witzleben, le 8 août, le scandalisait davantage que le sort fait à sa femme, privée de ressources et sommée de divorcer ! Alors, le soir même, il s'adresse pour la première fois à ses compatriotes allemands depuis Radio

Moscou : « Les événements démontrent que la continuation de la guerre n'a plus aucun sens. L'Allemagne a perdu la guerre. Elle doit se débarrasser de Hitler. Il faut que se constitue un gouvernement qui mette fin aux hostilités et assurera la survie de notre patrie. » Le lendemain, sa femme est emprisonnée et son fils déporté. Mais lui entre au comité directeur du NKFD et à celui du BDO, aux côtés de Pieck et d'Ulbricht. Et c'est en sa qualité de dirigeant des deux instances qu'il reprend la parole, le 14 août, pour délivrer un message nettement plus politique :

« J'ai vu de plus en plus clairement les objectifs et les principes du mouvement Allemagne libre. Il est la seule voie susceptible de préserver l'avenir du peuple allemand, d'anéantir le national-socialisme et ses racines, de garantir un État démocratique. J'ai vérifié que l'URSS, malgré le tort que nous lui avons causé, était, pour notre peuple, un véritable soutien. Il nous incombe, à nous, Allemands, de gagner sa confiance et d'assurer la possibilité de relations pacifiques avec elle. »

De prisonnier vaguement complaisant, Paulus est devenu pour de bon le haut-parleur du Kremlin. Jusqu'au 8 mai 1945, pas une semaine ne se passera sans qu'il s'adresse à ses compatriotes pour les appeler à déposer les armes, mais aussi et surtout à faire confiance à l'Armée rouge. Celle-là-même qui, en franchissant les frontières de l'Allemagne, tue, pille et viole à proportion de ce qu'a subi le peuple russe !

## **Une trahison dans la trahison**

Mais Paulus va aller plus loin encore dans l'infamie en sacrifiant ses propres amis. Contrairement à lui, en effet, Seydlitz s'est montré choqué du traitement infligé aux populations allemandes occupées. Était-ce bien conforme aux promesses de fraternité entre les peuples qu'on lui avait faites ? L'Armée rouge, qui ne devait faire la guerre qu'aux nazis, n'est-elle pas en train, à son tour, de massacrer et de déporter ceux qu'elle prétendait libérer de Hitler ? Alors que l'ancien *Feldmarschall* prend goût aux proclamations à la gloire de Staline, Seydlitz espace ses interventions, puis se tait. Le 2 novembre 1945, le BDO est dissous. Et tandis qu'Ulbricht et Pieck gagnent la zone d'occupation soviétique en Allemagne pour mettre en place ce qui deviendra la RDA, Seydlitz est retenu à Moscou, car Staline a demandé qu'on enquête sur lui. Et le voici bientôt enfermé dans une prison du NKVD, accusé de crimes de guerre en compagnie de 51 autres officiers

capturés à Stalingrad et ralliés, comme lui, à l'Union soviétique... Quels crimes ? Ceux qui, incontestablement, ont entaché l'avance de la 6<sup>e</sup> armée sous le commandement de Reichenau, appliquant à la lettre les procédures expéditives rendues nécessaires par la planification opérationnelle de Paulus !

Loin d'assumer ses responsabilités, ce dernier ne lève pas le petit doigt pour mettre hors de cause son ancien subordonné. Cette trahison dans la trahison vaudra au vaincu de Stalingrad de ne plus trouver, dès lors, beaucoup de mains à serrer, hormis au NKVD. Début décembre 1945, il y est d'ailleurs convoqué pour se voir confier une nouvelle mission : témoigner à Nuremberg contre ses anciens chefs, Keitel et Jodl. Pour les Soviétiques, cette opération est d'autant plus nécessaire qu'une menace commence à poindre à l'horizon : les allusions de plus en plus précises, faites par les avocats de l'OKW, au massacre de Katyn<sup>15</sup> perpétré par l'Armée rouge en 1940 et attribué aux Allemands. La comparution surprise de Paulus n'est-elle pas le meilleur moyen de renverser la table en suscitant un coup de théâtre judiciaire de première grandeur ? Elle le sera, en effet, car passé son audition, les 11 et 12 février 1946, la tragédie de Katyn ne sera pratiquement plus à l'ordre du jour<sup>16</sup>...

De cette audition, que retenir d'autre hors son caractère téléguidé jusqu'à la caricature ? Aux antipodes d'un Speer et de sa dialectique aussi spécieuse qu'efficace – « Je reconnais ma responsabilité d'avoir servi, au poste éminent qui était le mien, un régime criminel, mais non ma culpabilité puisque j'en ignorais les objectifs réels » –, Paulus se contente d'aligner des slogans empreints de terminologie soviétique. Il parle de la « criminelle agression » contre l'URSS, évoque le « complot fasciste » auquel il a participé, et insiste sur le rôle – pourtant mineur – de la Hongrie et de la Roumanie dans « Barbarossa », deux satellites de l'Allemagne qui furent, de fait, ses alliés opérationnels et que Staline cherche alors à stigmatiser pour justifier son emprise sur leurs territoires. Mais quand Otto Nelte, l'avocat de Keitel, lui demande comment il explique sa participation à une entreprise qualifiée par lui de criminelle, il a cette réponse qui suscite un tollé sur le banc des prévenus :

« Témoin Paulus : Si je comprends bien, je dois être entendu ici en qualité de témoin sur les événements dont sont responsables ces accusés. Je prie donc le Tribunal de me permettre de refuser de répondre à cette question qui me vise personnellement.



Dr Nelte : *Feldmarschall*, vous semblez oublier que vous faites aussi partie du groupe des accusés et que, comme eux, vous apparteniez à l'organisation déclarée criminelle du commandement en chef de l'armée.

Témoin Paulus : C'est précisément parce que je suis entendu ici en qualité de témoin afin d'expliquer les événements qui ont conduit à l'accusation portée contre ces accusés que j'ai demandé au Tribunal de m'autoriser à ne pas répondre à cette question qui me vise personnellement<sup>14</sup>. »

S'ensuit une passe d'armes entre Nelte et le tribunal, qui, en dépit des protestations soviétiques, demande tout de même à Paulus de répondre sur le fond. Ce qu'il fait en quelques mots (« je me suis ouvert de mes préventions au chef d'état-major, le général Halder ») avant que le procureur soviétique Rudenko ne décrète que « toutes les questions sont éclaircies » [*sic*].

## Une datcha à Tomilino...

Sans le coup de théâtre de la comparution de Paulus, la responsabilité éminente de Keitel et de Jodl dans les massacres perpétrés en URSS n'aurait pas fait moins de doute. Mais grâce à lui, l'affaire de Katyn est occultée, et c'est là tout ce qu'on lui demandait ! Dès le 13 février 1946, il peut donc regagner Souzdal le cœur léger à défaut de la tête haute. Et avec l'espoir qu'en récompense de sa collaboration, Staline lui permettra de regagner l'Allemagne et de retrouver sa femme, libérée en piteux état des geôles du Reich.

Mais qui a jamais cru, hors Paulus – et le malheureux Seydlitz, condamné à mort au moment précis où son ancien chef témoignait à Nuremberg<sup>17</sup> –, que Staline pouvait éprouver de la reconnaissance ? Cependant, le dictateur a toujours besoin de lui, non plus pour témoigner contre sa patrie, mais contre l'Ouest en général, devenu l'ennemi de substitution, guerre froide oblige. À son retour de Nuremberg, on apprend à l'ex-*Feldmarschall* qu'il est libéré de la prison dorée de Souzdal et dispose désormais d'une datcha à Tomilino, à une trentaine de kilomètres de Moscou. Mais, tombé malade d'une infection pulmonaire, il est envoyé en Crimée pour se refaire une santé. Rétabli, il profite de tout ce que peut espérer un hôte de marque, en échange de prises de position *ad hoc* à chaque crise opposant Moscou aux États-Unis. C'est dire s'il a fort à faire.

Mais en 1948, il se sent à nouveau menacé. Alors que ses amis Adam (l'aide de camp) et Schmidt, l'ex-chef d'état-major, obtiennent l'autorisation de rentrer en Allemagne de l'Ouest, lui n'obtient même pas celle de s'installer en zone d'occupation soviétique où, dit-il, il veut pourtant aider à l'édification du socialisme ! Paranoïa grandissante de Staline ? S'il réclame désormais moins de gages à son « invité », il ne se résout pas à le relâcher, même quand l'épouse de Paulus disparaît en 1949. Mais en mars 1953, c'est Staline qui quitte la scène, emporté par une congestion cérébrale. Le dégel n'est pas long.

## **... et un poste de professeur à l'École de guerre de la RDA**

Le 27 octobre 1953, après avoir adressé à Nikita Khrouchtchev, nouveau premier secrétaire du Comité central du PCUS, une lettre l'assurant de sa fidélité à la cause de l'Union soviétique (et non à celle du socialisme, ce qui aurait témoigné d'un moindre abaissement), il peut, pour la première fois depuis onze ans, fouler le sol d'Allemagne. Celle de l'Est, bien entendu. Il élit domicile à Dresde, alors en pleine reconstruction, où on lui offre un poste de professeur à l'école militaire de la RDA. Maître d'hôtel, cuisinier, chauffeur... Et même *Opel Kapitän*, produite en Allemagne de l'Ouest ! Bref, le nouveau hiérarque socialiste ne manque de rien. Avant d'entamer son enseignement, il a été invité à Berlin-Est à une réception donnée en son honneur par le SED<sup>18</sup>, le parti communiste que dirige sa vieille connaissance, Walter Ulbricht. Et comme le naturel reprend toujours le dessus, le voici bientôt invité à rédiger les instructions de service de la *Volsksarmee*, l'armée populaire de la RDA. On est loin, certes, des grandioses vaticinations opérationnelles imaginées pour la Wehrmacht entrant en Union soviétique afin d'y faire jonction, en Azerbaïdjan, avec l'*Afrikakorps* de Rommel vainqueur de l'armée britannique ! Mais quel privilège, pour un vaincu, d'être appelé à réfléchir sur l'organisation d'une petite armée qui, demain, empruntera peut-être le chemin inverse... sous la direction de l'Armée rouge !

En 1956, pourtant, l'ancien *Feldmarschall* est arraché à la table de sable qu'il n'aurait jamais dû quitter. Une maladie neurodégénérative l'éloigne définitivement de son *Kriegspiel*. Elle l'emportera le 1<sup>er</sup> février

## 1957, après une dernière conférence... sur la stratégie soviétique à Stalingrad !

1. « Lion de mer. »

2. La RAF n'a pas été détruite pendant les affrontements aériens de l'été et la Kriegsmarine ne dispose pas de barges de débarquement en nombre suffisant, tandis que la *Luftwaffe* a perdu beaucoup d'avions.

3. Au sein de l'OKW (l'état-major suprême des trois armes), il a pour *alter ego*, le *Generalquartiermeister* Eduard Wagner, qui, au même moment, met au point avec la SS le protocole sur la « sécurisation » du futur front. Comprendre : l'extermination des éléments indésirables (voir chapitre 2, « Walter Schellenberg, le gentleman assassin »).

4. Hypothèse qu'il faut cependant relativiser en raison du principal défi logistique de « Barbarossa » : la question des transports, que Jean Lopez a étudiée avec une grande précision dans son livre du même nom. « Le problème logistique de la campagne de Russie, écrit-il, n'est pas, pour l'essentiel, un problème d'approvisionnement mais d'acheminement. La géographie et l'équipement de l'Union soviétique posent en effet de redoutables problèmes. La distance d'abord : il faudra maîtriser des lignes de ravitaillement atteignant le millier de kilomètres sur un territoire quatre à cinq fois plus vaste que la moitié de France occupée en 1940. Le réseau ferré soviétique, ensuite [...]. Sa densité moyenne est de 5 km de ligne pour 1 000 km<sup>2</sup>, contre 147 pour l'Allemagne ; dans les régions les mieux pourvues, elle ne dépasse pas 30 km pour 1 000 km<sup>2</sup>. L'électrification est quasiment absente, les voies doubles cinq fois moins nombreuses que les voies uniques. L'ensemble du réseau est isolé du monde extérieur par un écartement des rails supérieur de 8,9 cm à la norme européenne. Enfin, les grands froids nécessitent, pour les moteurs comme pour les locomotives, des matériels adaptés. [...] Le réseau routier est un cauchemar pire encore. On ne compte que 88 000 km de routes revêtues (213 000 en Allemagne). 90 % du réseau consistent en chemins et pistes de terre. Ceux-ci sont peu ou pas utilisables durant les périodes de *Raspoutitsa* – la “saison sans chemins” –, en octobre puis lors du dégel, entre mars et mai, lorsque le pays se noie dans un océan de boue. Le reste du temps, les mécaniques se détériorent vite, soit du fait de l'épaisse poussière estivale, soit à cause des fondrières, éboulements, glissements, ravinements. Durant la fonte des neiges, même les routes revêtues et les lignes ferroviaires subissent des dommages importants et demandent une énorme main-d'œuvre pour leur entretien. »

5. Le 22 juin 1941, le Reich aligne 3,3 millions de combattants répartis en 159 divisions (sur les 220 dont elle dispose), 500 000 autres étant essentiellement fournis par la Roumanie, la Hongrie et la Finlande.

6. *Oberbefehlshaber West*, avec pour mission de construire le mur de l'Atlantique. Après le 6 juin, Rundstedt sera à nouveau révoqué pour avoir osé conseiller au Führer de négocier une paix séparée à l'Ouest. Mais Hitler le rappellera, en décembre suivant, pour mettre au point la dernière offensive de la Wehrmacht dans les Ardennes. Voir à ce sujet sa biographie par Laurent Schang, *Von Rundstedt, le maréchal oublié*, Paris, Perrin, 2020.

7. À Hambourg, la destruction de la ville mobilisera 1 000 bombardiers qui reviendront sur cible trois jours durant et déverseront en tout 8 000 tonnes de bombes incendiaires.

8. Opération *Wintergewitter* (« Tempête d'hiver »), du 12 au 23 décembre 1942.

9. Le 24 janvier, quelques centaines de blessés purent encore être évacués par voie aérienne, mais le mauvais temps et la DCA soviétique eurent raison de cet ultime effort.

10. L'Univermag central.

11. Le quotidien de l'armée du même nom.

12. Wilhelm Pieck (1876-1960) deviendra le premier président de la RDA (République démocratique allemande) de 1949 à 1960.

13. Walter Ulbricht (1893-1973) sera le deuxième, de 1960 à 1971.

14. Lire chapitre 3, « Reinhard Gehlen, l'espion indispensable ».

15. L'exécution, en mars 1940, par le NKVD de 10 000 officiers polonais faits prisonniers en 1939 lors du partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'URSS.

16. Sauf quand on annoncera sobrement que l'avocat général soviétique Zorya – celui-là même qui interrogea Paulus – avait trouvé la mort en nettoyant son revolver. De mauvaises langues prétendront que cet accident visait à lui faire payer sa maladresse lorsque Stahmer, l'un des avocats de Göring, fit produire des témoins allemands qui invalidaient la thèse soviétique.

17. Sa condamnation sera commuée en détention perpétuelle et le chancelier Adenauer obtiendra sa libération en 1955, après neuf ans passés au goulag, en même temps que celle des derniers survivants du front de l'Est encore détenus en Union soviétique.

18. *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* pour « Parti socialiste unifié d'Allemagne ».

# 11

## Wernher von Braun, ou la fuite dans les étoiles

Ce 20 janvier 1961, le bal d'investiture de John Fitzgerald Kennedy, trente-cinquième président des États-Unis, bat son plein à la Maison-Blanche. Vêtue d'une robe jaune pâle que rehausse un fin collier de perles, Jackie, la nouvelle *First Lady*, paraît soulagée de quitter la compagnie du vice-président Johnson qui n'a cessé de lui marcher sur les pieds pendant la valse. Son sourire crispé devient radieux quand un nouveau cavalier lui offre son bras. Un véritable ami celui-là, et de surcroît excellent danseur, brillant causeur et ô combien mieux éduqué que le Texan inculte auquel son mari n'a proposé le « ticket » présidentiel que pour amadouer les électeurs du Sud « profond » le temps d'une campagne. De fait, l'élégant quinquagénaire qui danse avec Jacqueline Kennedy est – tout comme elle – une incarnation de cette « vieille Europe » où Johnson n'a jamais mis les pieds.

Né baron (*Freiherr*) d'une très ancienne lignée d'aristocrates allemands de Prusse-Orientale, Wernher Magnus Maximilian von Braun parle anglais avec l'accent de Boston, interprète Bach de mémoire au violoncelle et les sonates de Beethoven au piano. Grand, bronzé été comme hiver, cet athlète à la mâchoire carrée et à la voix suave est aussi et surtout l'un des chercheurs les plus brillants de sa génération, si ce n'est le plus fascinant. Un chercheur qui « trouve », comme aurait dit le général de Gaulle<sup>1</sup>, puisqu'il envoie des fusées toujours plus loin dans l'espace, des satellites sans cesse plus

nombreux autour de la Terre, et a promis au « mari de Jackie<sup>2</sup> » qu'avant dix ans on marcherait sur la Lune.

Un détail, tout de même. Seize ans plus tôt, la défaite du III<sup>e</sup> Reich a interrompu un projet majeur du professeur von Braun : détruire Washington grâce à la fusée A10 dont il venait juste d'achever les plans à la demande de Hitler. Ce qui l'eût privé, *hic et nunc*, de virevolter sous les lustres étincelants de la Maison-Blanche en compagnie de la première dame des États-Unis qui le surnomme *Doctor Space*...

## Prodige à dix-sept ans

Il faut dire que les fusées sont chez lui une obsession de longue date. À douze ans, il semait déjà la panique dans les rues de Berlin en propulsant une voiture jouet à l'aide de feux d'artifice ! À dix-sept, alors qu'il s'apprête à être reçu à l'École polytechnique de Zurich, il devient le plus jeune membre de la prestigieuse association VFR (*Verein für Raumschiffahrt*, ou Union pour les voyages dans l'espace) de l'astrophysicien Hermann Oberth, qui, en 1923, soutint la première thèse de doctorat au monde consacrée à la navigation interplanétaire. La VFR marie science et loisirs : sur les plages de la Baltique mais aussi sur un immense terrain vierge de 150 hectares situé dans le quartier berlinois de Reinickendorf (aujourd'hui occupé par l'aéroport de Tegel, au nord-ouest de la capitale), amateurs et ingénieurs viennent tester les fusées de leur invention.

D'emblée, le jeune Wernher attire l'attention du maître, qui le prend sous son aile, fasciné par son aptitude à l'interdisciplinarité. Mathématiques, physique, chimie, mécanique : le jeune prodige passe d'un domaine à l'autre pour trouver les solutions les plus innovantes. En 1930, le voici diplômé à la fois de l'X-Zurich et jeune doctorant à l'Institut Kaiser-Wilhelm de Berlin, là même où, huit ans plus tard, le Prix Nobel de chimie Otto Hahn découvrira la fission atomique. En 1931, Braun parvient, sous les yeux médusés des habitués de Reinickendorf, à propulser un modèle réduit de sa fabrication à plus de 1 000 mètres d'altitude. Parmi l'assistance, un personnage encore plus intéressé que les autres : le capitaine Walter Dornberger. Membre fondateur de la VFR, cet officier d'active de la Reichswehr n'a pas trente-six ans mais occupe une place stratégique dans le dispositif clandestin du réarmement allemand. Il a en effet convaincu ses

supérieurs que les fusées (qu'on ne nomme pas encore missiles) sont les armes de l'avenir et qu'il est d'autant plus aisé d'investir dans ce domaine que, contrairement à l'artillerie lourde classique, leur développement n'est nullement proscrit par le traité de Versailles. Depuis 1929, Dornberger dirige le « Bureau des engins balistiques spéciaux » et dispose pour ses essais d'un champ de tir spécialement aménagé à Kummersdorf, dans la banlieue de Berlin. Ses recherches portent plus particulièrement sur la propulsion par propergol liquide<sup>3</sup>, beaucoup plus instable mais sans comparaison possible avec la poudre<sup>4</sup>.

La performance réalisée par Braun le convainc que celui-ci est une sorte de Mozart de sa discipline : en 1932, à tout juste vingt ans, l'ingénieur prodige est nommé directeur de la station expérimentale de Kummersdorf-Ouest, vouée aux essais de fusées. En plus de son salaire, le jeune homme se voit offrir tous les crédits qu'il demande pour financer les expérimentations nécessaires à sa thèse, consacrée justement à la propulsion par ergols liquides<sup>5</sup>. Le retour sur investissement va s'avérer prodigieux. Dès la fin de 1932, il parvient, avec l'aide de l'ingénieur Klaus Riedel<sup>6</sup> et du mécanicien Heinrich Grünow, à faire fonctionner sur banc d'essai un moteur à ergols liquides développant 100 kg de poussée. Début 1933, il l'améliore pour lui faire atteindre le triple. La fusée s'appelle l'A1 (pour *Aggregat 1*) mais ne satisfait pas Braun. Le 21 septembre de cette même année, Hitler, chancelier depuis neuf mois, visite pour la première fois le centre de Kummersdorf et encourage vivement Braun. Il ne sera pas déçu.

Quand il y revient, au début de 1934, ce dernier lui présente sa fusée A2, développant une tonne de poussée. Construit à deux exemplaires (*Max* et *Moritz*, du nom de deux personnages de bandes dessinées alors à la mode), le prototype fera l'objet d'un double essai parfaitement concluant, en décembre de cette même année, sur l'île de Borkum en mer du Nord. L'Allemagne, qui commence à peine à réarmer, dispose potentiellement du premier missile de croisière de l'histoire, capable de voler 200 km après avoir atteint 2 000 mètres d'altitude ! La récompense ne se fait pas attendre : en août 1935, l'équipe de Braun reçoit cinq millions de marks de la Luftwaffe et six millions de l'armée pour développer un moteur-fusée. Elle en fera bon usage puisque, dès 1935, l'étape suivante est enclenchée : la réalisation d'une fusée pouvant transporter une tonne d'explosifs à 300 km de distance... à plus de 1 000 km/h. Le cahier des charges paraît



tellement insensé pour l'époque que seuls Dornberger et Oberth parient sur le succès de leur protégé.

## **La folle aventure de Peenemünde**

Investi de leur confiance, celui-ci réclame et obtient la création d'un nouveau centre d'essai à la mesure... de sa démesure. Ce sera le complexe géant de Peenemünde, sur l'île d'Usedom, en mer Baltique. Choisi par Braun en décembre 1935, le site est préempté par l'État en janvier 1936, ses habitants expropriés et le chantier ouvert en avril suivant. Sa première tranche (25 km<sup>2</sup>) sera achevée moins d'un an plus tard. Mais entre-temps, à Kummersdorf, son équipe, qui compte désormais 80 personnes, a mis au point un prototype miniaturisé, baptisé A3 et conçu spécifiquement pour « essayer les plâtres ». Élaboration du carburant, choix de nouveaux alliages, conception des tuyères, contraintes aérodynamiques, navigation inertielle, guidage radio, gyroscopes de précision : rien de ce qui conditionne les performances d'une fusée n'échappe à des tests spécifiques sans cesse renouvelés.

Les échecs sont nombreux mais toujours résolus. De sorte qu'en 1937, Braun – qui vient d'adhérer au parti nazi – peut annoncer à Hitler que la commande passée deux ans auparavant sera non seulement honorée, mais que ses caractéristiques seront considérablement améliorées : la fusée s'appellera l'A4, transportera bien une tonne d'explosifs et frappera, comme prévu, des cibles situées à 300 km avec une précision d'environ 750 mètres, mais, précise-t-il, sa vitesse devrait dépasser les 5 000 km/h à l'altitude jamais atteinte de... 80 km ! Enthousiaste mais légèrement sceptique, le Führer est invité à Kummersdorf pour découvrir un nouveau prototype miniaturisé, l'A5. Mais c'est à Peenemünde, avec la mer pour horizon, que, pour des raisons de sécurité évidentes, le premier tir est organisé en juillet 1938. Le résultat comble les attentes puisque ce modèle réduit de la future A4 passe rapidement le mur du son avant d'atteindre 8 000 mètres d'altitude. Cette fois, Dornberger reçoit l'ordre de produire industriellement la fusée dès que son développement, prévu pour l'été 1939, sera achevé. Wernher von Braun peut compter alors sur des moyens quasiment illimités. À Peenemünde, la base qui s'agrandit chaque jour compte déjà 200 ingénieurs et plus de 4 000 ouvriers spécialisés. Dirigée par Dornberger, elle se divise en deux parties : l'une confiée à la Luftwaffe

(Peenemünde-West) qui, dès 1937, y mène ses essais d'avions à réaction ; l'autre (Peenemünde-Ost) réservée à la mise au point de la fusée A4, sous la responsabilité de Braun. Sur la première base seront testés les plus célèbres prototypes des constructeurs Heinkel, Messerschmitt, Arado, ou encore Lippisch<sup>7</sup> – sans oublier la bombe volante Fieseler *Fi 10* qui, en 1944, deviendra célèbre sous le nom de V1<sup>8</sup> ; sur la seconde est expérimentée la fusée A4, bientôt dénommée V2. « V » pour *Vergeltungswaffe*, autrement dit « arme de représailles ».

Luftwaffe et spécialistes des fusées travaillent cependant en parfaite symbiose. Si les bureaux d'étude sont autonomes (ce qui ne veut pas dire hermétiques), les deux groupes possèdent des infrastructures communes, idée révolutionnaire, là encore, de Braun, qui tient le découplage pour une condition du succès. Ainsi du laboratoire de balistique et de mathématiques, de la soufflerie supersonique, dont les buses génèrent un flux dépassant 4 000 km/h, ou encore du centre de recherche sur les nouveaux matériaux. Et bien sûr de l'usine d'hydrogène liquide et de la gigantesque centrale électrique destinée à alimenter le complexe, dont on imagine les besoins en énergie...

Mais avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et les victoires foudroyantes remportées par le Reich avec des moyens strictement conventionnels, les conditions vont devenir momentanément moins favorables pour le complexe de Peenemünde. Si Dornberger et Braun sont autorisés à poursuivre leurs essais, beaucoup de leurs crédits vont être affectés aux recherches sur les armes classiques, et des dizaines de leurs ingénieurs mobilisés sur le front.

Pour autant, les deux hommes ne se découragent pas et, malgré les restrictions, poursuivent leurs tirs à un rythme soutenu. Fort de l'expérience accumulée au fil d'une centaine de lancements depuis 1937, Braun abandonne ses modèles miniaturisés, A3 et A5, pour tester la A4 en grandeur réelle. Le 21 mars 1940, le moteur du futur V2 est testé sur banc : sous les yeux émerveillés d'Oberth, dont les premières fusées développaient, dix ans plus tôt, une poussée de 7 kg, le moteur mis au point par l'équipe produit une puissance 3 500 fois supérieure : 25 tonnes de poussée, valeur monstrueuse pour l'époque ! Dans sa version grandeur nature, la fusée mesure 14 mètres de haut et pèse 13 tonnes.

## La voie du cosmos est ouverte

Le 18 mars 1942, le premier lancement est un échec : après un décollage vertical parfait, la fusée disparaît dans les nuages puis retombe dans la mer – une canalisation a rompu. Le 13 juin, elle atteint 5 000 mètres, mais son système de guidage gèle. Deux mois plus tard, il est fiabilisé : le 16 août, l'engin atteint 12 000 mètres et, le 3 octobre, 80 000 mètres (80 km) d'altitude, plafond mésosphérique<sup>9</sup> conforme au cahier des charges à partir duquel il prend sa vitesse de croisière à Mach 4 (4 900 km/h) pour franchir la distance prévue de 200 km en... deux minutes et quarante-cinq secondes.

Cette fois, la voie du cosmos est ouverte... Celle des missiles continentaux aussi. Dans ses Mémoires, publiés en 1952 et traduits en France quatorze ans plus tard sous le titre *L'Arme secrète de Peenemünde*, Dornberger écrit : « Nous avons envahi l'espace avec notre fusée, et pour la première fois nous l'avons utilisée comme pont entre deux points à la surface de la terre ; nous avons prouvé que la propulsion par fusée était utilisable pour se déplacer dans le cosmos. À la terre, la mer, et l'air il faut maintenant ajouter l'espace comme zone de déplacement pour les voyages du futur. » Mais il ajoute : « Aussi longtemps que dure la guerre, notre première mission est de perfectionner rapidement la fusée afin qu'elle devienne une arme<sup>1</sup>. »

Cette mission devient d'autant plus urgente que, malgré l'avance technologique majeure accumulée par l'Allemagne, celle-ci subit désormais de plein fouet l'assaut en masse des bombardiers alliés. Pressé par Albert Speer, Hitler revient alors sur sa décision de geler les crédits pour les armes nouvelles : non seulement l'A4, devenue officiellement V2 en décembre 1942, est commandée en série, mais Braun est prié de pousser ses feux vers l'étape ultime : des missiles capables d'atteindre la côte Est des États-Unis. Ce sera le projet A10 (*Amerikaprojekt*), dont les premières études seront finalisées fin 1944, mais aucun prototype construit, si ce n'est un propulseur testé sur banc d'essai de plus de 200 tonnes de poussée<sup>10</sup>. Pour pallier l'insuffisance du système de guidage, en cette époque d'électronique expérimentale, l'ingénieur imagine un système qui donnera naissance, trente ans plus tard, aux premières navettes spatiales : l'adjonction au missile principal d'un premier étage pilotable conçu pour rentrer à sa base après avoir « poussé » la charge explosive jusqu'à

quelques kilomètres de sa cible. Vitesse de croisière prévue : 4 300 km/h, à l'altitude orbitale de 394 km.

## L'enfer de la Mittelwerk

En attendant, le V2 est mis en fabrication, et c'est ici que Braun passe, en quelques mois, du statut de pur génie à celui de parfait esclavagiste. Car face aux difficultés techniques liées à l'assemblage du missile<sup>11</sup> et au risque de voir Peenemünde devenir une cible privilégiée des bombardements alliés<sup>12</sup>, Hitler et Speer ont pris une décision aux conséquences tragiques : confier à Heinrich Himmler la production en série des armes « V ». Tandis que la construction des rampes de lancement fixes (sur la côte française) et des blockhaus destinés à abriter la fabrication de l'hydrogène liquide est assurée par l'organisation Todt, la création des chaînes de montage est déléguée aux SS, qui créent pour cela une société *ad hoc* : la Mittelwerk<sup>13</sup>. Laquelle aménage, en quelques mois, une usine souterraine géante baptisée *Mittelbau* creusée sous la colline de Kohnstein, dans le massif du Hartz (Thuringe), non loin de Nordhausen<sup>14</sup>. Elle y accueille l'assemblage des principales armes secrètes, le V2 bien sûr, mais aussi le V1 et, entre autres, les réacteurs des chasseurs Messerschmitt Me 262 et Heinkel He 162.

Si les ouvriers spécialisés affectés à cette tâche sont des prisonniers de guerre astreints au travail forcé, ils sont, pour des raisons aisément compréhensibles, à peu près bien nourris, à défaut d'être traités dignement. Mais pour les milliers d'autres utilisés au creusement des tunnels souterrains, aucune indulgence à attendre : par milliers, les détenus meurent d'épuisement, de privations et du manque d'oxygène. Wernher von Braun le sait puisqu'il a visité plusieurs fois le chantier de la *Mittelbau*, accompagné ou non de Speer.

Mais tout se gâte pour lui quand, en février 1944, Himmler lui annonce que les SS vont prendre directement le contrôle de Peenemünde. Si l'ingénieur ne voit que des avantages à ce que le *Reichsführer* supervise, selon ses méthodes éprouvées, la production des armes que lui, Braun, a conçues, il se cabre quand l'autre lui annonce qu'il entend superviser ses recherches, alors qu'il n'a pas la moindre qualification pour pouvoir y prétendre. Il se fâche même si fort que Himmler le fait arrêter et

emprisonner à Stettin pour rébellion, malgré les protestations de Dornberger.

L'apprenant, Speer est furieux, et Hitler plus encore. Car c'est le 30 mai que sont prévus de longue date le déploiement des V2 et leurs premiers tirs sur la Grande-Bretagne. Impossible d'y procéder sans le grand artificier ! D'autant que celui-ci a mis au point un système de rampes de lancement mobiles, et imaginé la logistique à l'avenant, à partir d'une flotte de centaines de camions tractant les fusées, le matériel et l'hypersensible propergol, le tout sérieusement protégé de la vue des populations (ce qui implique de neutraliser des zones entières pendant plusieurs heures), système complexe dont seul Braun maîtrise chaque rouage pour l'avoir inventé. Quinze jours plus tard, le voici libéré, sans excuses de Himmler, mais avec beaucoup de déférence, à la demande personnelle du Führer. Cette quinzaine de flottement a cependant décalé d'autant la première salve de fusées. Et quand celles-ci sont enfin placées sur leurs pas de tir survient un ultime contretemps qui va entrer dans l'histoire : le débarquement de Normandie du 6 juin 1944 !

Dès lors, la priorité absolue est de repousser l'invasion. Le jeu de go imaginé par l'équipe Braun pour soustraire les V2 aux repérages de l'aviation alliée vole en éclats : divisions, corps d'armée et armées entières sont déplacés vers le Cotentin... Et vers le pas de Calais où Hitler croit, dur comme fer, à une deuxième vague d'assaut. Plus moyen de disposer librement du réseau routier. Tout est à recommencer. Seules les bombes volantes V1, placées sur rampes fixes, peuvent prendre l'air. Les premiers V2 ne frapperont que trois mois plus tard.

Le 7 septembre, Maisons-Alfort, dans la banlieue parisienne, est victime du premier tir stratégique de l'histoire. Un pâté de maisons entier est pulvérisé. Quelques minutes plus tard, Londres, Anvers et Bruxelles sont frappées. Jusqu'en mars 1945, 2 800 V2 sèmeront ainsi la terreur en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Belgique et en France. Terreur est un faible mot. Car les populations, rompues depuis 1940 au rituel des raids aériens massifs – sirènes précédant les tirs de DCA, descente aux abris, grondement croissant puis décroissant des essaims de bombardiers, remontée à l'air libre et découverte du carnage (ou parfois du miracle de sa maison épargnée) –, ne sont nullement préparées à cette mort silencieuse et sans sommation. Quand le moteur du V2 s'arrête, celui-ci est encore dans la stratosphère, à 10 ou 20 km au-dessus du sol. Et quand il pique vers sa

cible, avant de s'abattre verticalement, c'est à une vitesse trois fois supérieure à celle du son, de sorte que nul ne peut l'entendre ni le voir avant l'explosion finale.

Pour autant, ses dégâts ne sont en rien comparables à ceux des bombes alliées en Europe. Quelques milliers de morts, et aucune cible stratégique détruite. Bref, plus de peur que de mal ! L'historien de l'aviation Gérard Hartmann a calculé que les armes de représailles dans leur ensemble (V2 et V1 compris) n'avaient guère transporté plus de 15 000 tonnes d'explosifs quand, dans le même temps, les *boxes* de bombardiers alliés en déversaient 500 000 sur le Reich<sup>2</sup>. Surtout, c'est moins parmi les populations civiles que le V2 aura fait le plus de victimes (quelques milliers)<sup>15</sup> que parmi les déportés travaillant sur les chantiers de la Mittelwerk, devenus, *de facto*, des lieux d'extermination par le travail. Les tunnels terminés et l'usine souterraine entrée en service, Himmler a en effet supervisé la création d'ateliers extérieurs où les travailleurs forcés ont quasiment été logés à l'air libre à partir d'octobre 1944 : c'est le sinistre camp de Dora, qui, jusqu'à sa libération par les Américains en avril 1945, verra mourir, nous l'avons dit, 29 000 détenus sur les 60 000 employés. Braun pouvait-il l'ignorer, lui qui, lors de chacune de ses visites, suivait avidement les chiffres de la production de fusées ?

## **Le grand « trek » des ingénieurs allemands**

À la fin de janvier 1945, le son des canons soviétiques parvient jusqu'à Peenemünde, où l'ingénieur travaille d'arrache-pied à la mise au point de l'*Amerikaprojekt* et réfléchit à un programme plus stupéfiant encore dont on ignore si Hitler fut même averti : les projets A11 et A12, des fusées à trois étages dont l'une développerait 400 tonnes de poussée... et l'autre 1 200 ! « Une telle fusée, remarque Gérard Hartmann, permettrait de mettre en orbite basse 30 à 40 tonnes de matériel, peut-être de quoi aller sur la Lune<sup>3</sup>. »

Le 31 janvier, Himmler donne l'ordre d'évacuer Peenemünde et de replier l'ensemble de ses ingénieurs et techniciens vers le complexe de Dora-Mittelbau. Braun obéit sagement, mais n'en pense pas moins. Et le 27 mars, alors que le dernier V2 de l'histoire est tiré sur le sol européen, son inventeur réunit 250 de ses plus brillants collaborateurs et leur propose un

va-tout : gagner l'Allemagne du Sud avec leurs dossiers, et y attendre patiemment l'arrivée des Américains. Que penseraient en effet les correspondants de guerre qui suivent ces derniers s'ils trouvaient d'éminents chercheurs mélangés aux SS, dans le camp jonché de cadavres qu'est devenue la Mittelwerke ? Difficile de prétendre tout ignorer de la tragédie qui s'est jouée ici quand Braun lui-même a adhéré en 1940 à l'Ordre noir dont il est désormais *Sturmbannführer*<sup>16</sup> ! Avant de quitter ce lieu maudit, alors qu'il sait mieux que quiconque que la guerre est perdue, il commet une authentique vilénie en réclamant la réquisition de 1 800 déportés supplémentaires de Buchenwald (des Français) afin d'intensifier la production de V2.

Le 2 mai, jour de la chute de Berlin, c'est donc dans la riante cité bavaroise d'Oberammergau que, sous un soleil printanier, le chercheur préféré du Führer – entouré non pas de 250 mais de quelque 500 anciens de Peenemünde ! – se met à la disposition des États-Unis d'Amérique auxquels il offre, en prime, plusieurs camions remplis de documents, de maquettes, d'échantillons divers – électroniques notamment – et d'aciers spéciaux. Sans oublier un prototype complet resté, jusqu'alors, totalement secret : celui du premier missile sol-air de l'histoire, le *Wasserfall* (« cataracte »), testé contre des bombardiers alliés début 1945, avec un tel succès qu'il n'y eut aucun aviateur survivant pour faire état de cette « rencontre ».

Immédiatement mis au courant, les Britanniques, qui eux-mêmes n'ont pu récupérer que des ingénieurs de second plan (à l'exception d'Arthur Rudolf, ancien directeur de la production de la Mittelbau), protestent et exigent l'inculpation pour crimes de guerre de Braun. Mais les Américains ont mieux à faire : la seule découverte des projets mis à l'étude par Braun pour bombarder les États-Unis les convainc de la valeur inestimable de cette prise de guerre. De l'état-major névralgique qui, à Peenemünde, entourait Braun – Magnus, son frère, chimiste émérite, surnommé le « magicien » des ergols, Bernard Tessmann, le motoriste dont les bancs d'essai ont permis à Wernher d'améliorer sans cesse la poussée de ses groupes propulseurs, Hans Lindenberg, spécialiste des chambres de combustion, et Dieter Huzel, pionnier de l'électronique embarquée –, un seul manque à l'appel : Hermann Gröttrup, l'as du guidage inertiel, qui s'est volontairement mis au service des Soviétiques. Il refusa rapidement parler de lui.



Dès le mois de juin, quelque 300 camions remplis d'archives, de pièces détachées et de machines-outils sont embarqués vers le Nouveau Monde. Direction : les bases d'essai de Fort Bliss (Texas) et de White Sand (Nouveau-Mexique). C'est le début de l'opération « Paperclip » (« trombone »), par référence à l'agrafe de bureau servant à réunir des documents.

« Réunir » à la puissance industrielle et militaire américaine les scientifiques alors les plus avancés du monde dans le but de supplanter définitivement l'URSS et, qui sait ?, d'en finir avec elle en cas de confrontation : voilà qui ne souffre, de fait, aucune discussion à Washington, qu'il s'agisse de la Maison-Blanche, occupée désormais par Harry Truman<sup>17</sup>, de la majorité du Congrès, du Département d'État et bien sûr de l'OSS, maîtresse d'œuvre de l'opération. Non seulement les savants de Peenemünde ne sont pas faits prisonniers – car, estime l'OSS, la recherche sous contrainte nuit à leur inventivité –, mais ils bénéficient de conditions de travail exceptionnelles. Pendant que les *Kapos* de Nordhausen-Dora sont jugés et pendus (qui s'en plaindrait ?), les cols blancs qui les pressaient d'imposer les cadences que l'on sait à leurs esclaves afin de produire encore et toujours plus de composants pour mener à bien leurs expériences s'embarquent à destination des États-Unis avec femmes et enfants.

Logés dans des conditions de confort qui n'ont rien à envier à leurs villas de la Baltique – la menace des bombardements en moins –, ils sont engagés par le gouvernement américain pour un contrat de cinq ans, avec la possibilité, ce délai écoulé, de rentrer en Allemagne ou de rempiler définitivement en prenant, eux et leurs familles, la nationalité américaine. C'est ce que feront Braun et 125 de ses collaborateurs, avant-garde des 1 500 autres scientifiques recrutés dans le cadre de « Paperclip ».

Chef d'orchestre de l'opération, le colonel Holger Toftoy s'est adjoint les conseils d'un connaisseur pour déterminer les compétences les plus utiles à la recherche militaire américaine : l'ingénieur Werner Osenberg, ex-hiérarque de la Gestapo et ci-devant chef de la planification du Conseil scientifique du Reich (*Reichsforschungsrat*). Un redoutable « chasseur de têtes » qui, à la demande de Göring, a établi en 1943 la liste des chercheurs allemands les plus prometteurs, dans toutes les disciplines. Dans son livre-somme sur l'opération « Paperclip », la journaliste américaine Annie Jacobsen a révélé qu'au terme d'un séjour de deux ans aux États-Unis, où il

a aidé le gouvernement américain à affecter aux meilleurs postes ses anciennes recrues, Osenberg a repris son métier d'ingénieur en Allemagne, où il est mort en 1974 après avoir dirigé l'Institut de mécanique de Hanovre<sup>4</sup>.

Parmi les recrues en question, des personnages auprès desquels Braun fait assurément figure de personnage respectable : ainsi d'Hubertus Strughold<sup>18</sup>, l'ancien chef de la médecine aéronautique de la Luftwaffe, qui fit pratiquer des expériences atroces sur les déportés pour tester leur résistance au froid ou aux très hautes altitudes avant de créer la médecine spatiale pour le compte de la NASA ; de son collègue Theodor Benzinger, dont les expériences voisines permirent de créer les premières combinaisons anti-G pour l'US Air Force et qu'on préféra rendre célèbre auprès des mères de famille américaines comme l'inventeur du thermomètre auriculaire ; ou encore du virologue Kurt Blome, qui testa un vaccin contre la peste sur les prisonniers des camps de concentration et travaillait, à la fin de la guerre, à mettre au point une arme biologique destinée à la propager, avant d'être intégré dans le *United States Army Chemical Corps* pour y mettre au point de nouvelles armes chimiques et biologiques...

## **67 V2 tirés depuis le sol américain**

Dès leurs premiers mois à Fort Bliss, Braun et ses ingénieurs se rendent compte qu'ils vont vite s'ennuyer s'ils ne prennent pas eux-mêmes les choses en main. Les chercheurs américains, qui ont déployé tant d'énergie pour coiffer l'Allemagne au poteau dans le domaine atomique, ont un tel retard théorique en matière de fusées qu'ils ne savent pas dans quelle direction prioritaire pousser leurs hôtes à travailler. Qu'à cela ne tienne, les ingénieurs de Peenemünde ont des idées pour deux. Ils leur proposent donc d'utiliser les V2 pour recueillir des informations sur la composition chimique de la très haute atmosphère, phase préalable à toute exploration ultérieure. D'avril 1946 à août 1952, pas moins de 67 V2 sont tirés depuis les États-Unis avec à leur bord divers appareils de mesure scientifiques. En octobre 1946, l'un d'eux prendra la première photo de la Terre vue de l'espace, à 104 km d'altitude. Elle fera le tour du monde. Et le 22 août 1952, la fusée, rebaptisée de son nom d'origine, A4, battra son record absolu en atteignant 6 500 km/h et une altitude de 214 km.

En 1950, Braun quitte la base de Fort Bliss, devenue trop exiguë, pour intégrer un centre d'essai créé spécialement pour lui et son équipe, près d'Hunstville, en Alabama. Son nouveau Peenemünde ! Trois ans plus tôt, il s'est marié avec sa cousine, Maria Luise von Quistorp, malgré la réticence des services spéciaux américains à le laisser rentrer pour l'occasion en Allemagne, risque d'enlèvement oblige. C'est sous une garde discrète mais vigilante que la cérémonie a lieu, le 3 mars 1947, en l'église luthérienne de Landshut, en Bavière. Contre la promesse que ses parents seront autorisés à s'installer aux États-Unis, la jeune mariée accepte de ne plus jamais remettre les pieds en Allemagne. En prime, le Pentagone offre logement et domestiques à tout le clan Braun, qui ne tarde pas à s'agrandir<sup>19</sup>.

Cependant, Wernher est frustré. Il réclame à cor et à cri des moyens pour mettre au point le satellite orbital que ses travaux sur l'*Amerikaproject* et les fusées à plusieurs étages l'autorisent à envisager dans un avenir très proche. Mais l'armée de terre, dont il dépend, est obsédée par la réalisation d'un missile intercontinental capable de porter une charge nucléaire. Depuis 1949, en effet, les Soviétiques possèdent leur bombe A, et Truman veut conserver la longueur d'avance que procure aux Américains la bombe H (thermonucléaire), 1 000 fois supérieure à la puissance de celle d'Hiroshima, qu'ils testent pour la première fois en 1952. Pour être certain que les transfuges de Peenemünde ne dispersent pas leurs efforts, le Pentagone leur interdit de s'intéresser aux satellites, dont ils confient le développement aux laboratoires de l'US Navy. Mais ceux-ci ne disposent comme lanceurs que du stock de fusées A4 (V2) récupérées en Allemagne, dont la puissance nominale est notoirement insuffisante !

Voici donc Braun condamné à travailler sur un lanceur nucléaire qui pourrait parfaitement servir à mettre également un satellite en orbite tandis que la Marine, officiellement chargée d'en fabriquer un (projet *Vanguard*), ne dispose pas du vecteur adéquat... Le 20 septembre 1956, les anciens de Peenemünde lancent donc avec succès la fusée *Jupiter*, qui n'est rien d'autre que l'A12 à laquelle ils réfléchissaient dès 1944, augmentée d'un quatrième étage prévu pour recevoir une tête nucléaire. Portée : 5 300 km. Largement de quoi atteindre le cœur de l'Union soviétique si elle est lancée depuis le continent européen.

## Au défi du Spoutnik

Tandis que le président Eisenhower félicite Braun, celui-ci fait grise mine. Puisque les crédits ne manquent pas, pourquoi l'avoir empêché d'utiliser *Jupiter* comme lanceur destiné à mettre en orbite le satellite dont il rêve depuis si longtemps ?

Dans la soirée du vendredi 4 octobre 1957, Eisenhower est moins fier et Braun triomphe amèrement : l'agence Tass annonce que, depuis 19 h 28 min 34 s (Temps universel), l'URSS dispose du premier satellite artificiel de l'histoire. C'est le *Spoutnik*, boule d'aluminium de 58 cm de diamètre hérissée de quatre antennes dont les émetteurs, relayés par toutes les stations à ondes courtes des pays communistes, diffusent un « bip, bip » obsédant, rappelant à qui l'entend que l'Amérique a perdu la première manche de la course aux étoiles. « Pearl Harbor technologique », titrera d'ailleurs le lendemain le *New York Times*... C'est que, dans l'espace, les nouvelles vont vite : il ne faut à l'insolente petite sphère qu'une heure et trente-six minutes pour faire le tour de la Terre ! Et elle va émettre sans interruption pendant trois mois.

Les anciens de Peenemünde sourient quand ils entendent le nom du père présumé du *Spoutnik* : un certain Leonid Sedov, dont aucun chercheur n'a jamais entendu parler. Eux savent qu'il n'en est rien et que le satellite soviétique a deux parents naturels, soigneusement tenus secrets : l'ingénieur russe Sergueï Korolev, que Braun considère comme un *alter ego* moins chanceux (pendant la guerre, Staline, contrairement à Hitler, ne croyait pas aux fusées), et surtout leur ami Helmut Gröttrup, qui a mis au point le système de guidage du missile R7 grâce à l'expérience accumulée à Peenemünde... CQFD : l'URSS dispose désormais d'un missile intercontinental *et* d'un lanceur de satellites, contrairement aux États-Unis qui, ayant donné la priorité au premier, se retrouvent sévèrement distancés en termes de capacité de communication et d'observation spatiales. Piquée au vif, l'US Navy convainc alors Eisenhower de relever le gant en procédant sans délai au lancement de leur propre satellite. Mais, moins prudente que le Kremlin, la Maison-Blanche choisit de donner une publicité maximale à l'opération, au lieu d'attendre que l'expérience soit un succès. Et c'est ainsi que, le 10 décembre 1957, ce qui devait effacer l'humiliation du *Spoutnik* se solde par une séquence plus dévastatrice encore :

l'explosion de la fusée *Vanguard 1* sur son pas de tir de Cap Canaveral (Floride), devant toutes les télévisions américaines réunies.

## Walt Disney et Kennedy comme parrains

Cette fois, « Ike » a compris. Rien de ce qui touche à l'espace ne se fera plus sans Wernher von Braun et son équipe. Il faut dire que, pour être un génie, celui-ci n'en est pas moins un redoutable communicant. Voilà déjà quelques années qu'il est parvenu à s'allier deux auxiliaires de poids : Walt Disney, metteur en scène légendaire du rêve américain, et John F. Kennedy, étoile montante du Parti démocrate qui rêve de succéder en 1960 à un Eisenhower vieillissant dont chacun sait qu'il ne se représentera pas.

L'aristocrate prussien et l'inventeur de Mickey Mouse (qui jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis, en 1941, fut farouchement isolationniste et, comme l'aviateur Charles Lindbergh, tenté par l'idéologie national-socialiste<sup>20</sup>) se sont connus en 1952, à l'occasion d'une série d'articles de vulgarisation rédigés par Braun dans l'hebdomadaire américain *Collier's*<sup>21</sup> sur la conquête de l'espace et ses perspectives. Les deux hommes sympathisent aussitôt et leur rencontre donnera lieu à trois émissions produites par les studios Disney et consacrées à l'« homme dans l'Espace », diffusées en 1955 sur la chaîne ABC. Qu'un scientifique aussi illustre que Braun prête sa caution à l'empereur mondial du divertissement aura un impact considérable : 42 millions de téléspectateurs suivront la série. Soit un quart de la population américaine de l'époque !

Fin 1953, Braun a aussi fait la connaissance de John F. Kennedy, alors jeune sénateur du Massachusetts, qu'il a rencontré en marge des cérémonies entourant la désignation par *Time Magazine* du chancelier Konrad Adenauer comme « Homme de l'année ». Ce jour-là, le futur président américain raconte à l'ancien chercheur de Peenemünde comment son frère Joseph (« Joe »), aviateur dans l'US Air Force, perdit la vie le 12 août 1944 en tentant de détruire le blockhaus géant de Mimoyecques (Pas-de-Calais) censé abriter plusieurs silos de V2. Braun lui apprend alors que, loin d'être prévu pour cela, ce complexe devait servir à accueillir un canon monstrueux, le HDP (pour *Hochdruckpumpe*, « pompe à haute pression »), dit encore *Millepede* (« mille-pattes ») construit sur ordre de Hitler pour bombarder Londres à raison de 600 obus par heure<sup>22</sup> ! Pendant que les deux

hommes parlent des armes secrètes allemandes et de la conquête de l'espace à laquelle elles ont ouvert la voie, Jacky Kennedy, vingt-quatre ans, et Maria von Braun, vingt-cinq, évoquent leurs origines européennes<sup>23</sup> et sympathisent très vite. Les deux couples ne cesseront pas de se voir jusqu'à l'élection de John F. Kennedy à la Maison-Blanche, et plus encore après que ce dernier aura fait de la conquête lunaire (la « nouvelle frontière ») sa priorité absolue... sur les conseils de son ami.

Il faut dire que l'humiliation subie par l'US Navy dans l'affaire du missile *Vanguard* a fait de *Doctor Space* un prophète tout-puissant et de ses formules fétiches – « Nous pouvons arriver à vaincre la pesanteur, pas la paperasserie », « J'ai appris à employer le mot "impossible" avec la plus grande prudence » – des mantras que tout ce qui compte aux États-Unis reprend comme un perroquet pour se faire bien voir du Président. Et puis les faits sont là, irréfragables : qu'on l'apprécie ou non, l'ex-ingénieur hitlérien est l'homme qui, le 31 janvier 1958, a mis sur orbite le premier satellite américain, *Explorer 1*. Cette même année, la NASA<sup>24</sup> est fondée et Braun devient le responsable de ses programmes. À quarante-six ans, il s'en serait bien vu le directeur tout court, mais Eisenhower, après avoir beaucoup hésité, a renoncé à offrir ce poste à un homme qui, treize ans plus tôt, rêvait encore de bombarder New York et Washington...

Attendant son heure, il lance le programme *Mercury* qui, entre 1961 et 1963, va permettre d'envoyer successivement six astronautes dans l'espace. Certes, le Soviétique Youri Gagarine a été le premier à inaugurer la série des vols habités – le 12 avril 1961, soit vingt-trois jours avant l'Américain Alan Shepard –, mais Braun n'est pas inquiet. Avec le programme *Gemini* (1963-1966), il prend une avance décisive sur les Soviétiques, qui doivent désormais se passer d'Helmut Gröttrup, rapatrié en République fédérale d'Allemagne *via* l'intervention des services spéciaux britanniques. Mis en œuvre grâce aux moyens colossaux que Braun a obtenus de l'administration Kennedy, *Gemini* est l'étape intermédiaire qui permettra au programme *Apollo* de triompher de la Lune : manœuvres orbitales, rendez-vous spatiaux, sorties dans le cosmos, ordinateur embarqué dans la capsule... Cette fois, Braun bénéficie d'une liberté d'innovation absolue. Elle aboutira à l'épopée lunaire du 20 juillet 1969, grâce à l'énorme fusée *Saturn V* et aux milliards dépensés pour permettre de réaliser le rêve de Kennedy et de son conseiller.

## La griffe du passé

À l'apogée de son prestige, couvert d'honneurs (et de dollars), Wernher von Braun est pourtant plus près de la roche Tarpéienne que du Capitole. Car depuis la mort de Kennedy (22 novembre 1963), il est en désaccord frontal avec l'administration Johnson, qui recule devant l'étape suivante dont il rêve depuis son plus jeune âge : envoyer des hommes sur Mars. La Maison-Blanche veut se contenter de développer une navette spatiale ; lui réclame les deux à la fois. En 1972, Nixon, dont la priorité est d'extraire les États-Unis du ruineux borbier vietnamien, dit définitivement non après avoir annulé les derniers alunissages prévus (*Apollo 18* et *Apollo 19*). À soixante ans tout juste, le Prussien quitte la NASA et, pour se distraire, se reconvertit dans l'aviation comme directeur de la société Fairchild Engine et Airplane Corporation.

Sa retraite sera de courte durée : comme si son éloignement des fusées coïncidait avec la fin d'une sorte d'immunité, il est, coup sur coup, rattrapé par les fantômes du camp de Dora puis victime d'un cancer du foie. Tandis que les articles de presse commencent à fleurir sur son passé nazi que d'aucuns feignent de découvrir, il s'éteint, le 16 juin 1977, dans sa villa d'Alexandria, en Virginie. Le coup fatal à sa mémoire sera porté par l'astrophysicien néerlandais Tom Gehrels, qui, outre ses travaux scientifiques<sup>25</sup>, passa la moitié de sa vie à interroger les survivants des usines de fabrication de V2 et rapporta, en 1994, dans la revue *Nature*, ce témoignage d'un ancien déporté nommé Albert Van Dijk : « Braun arrivait le matin accompagné d'une femme non identifiée, il devait enjamber les corps des prisonniers morts et passer sous d'autres corps suspendus à une grue<sup>5</sup>... »

Jusqu'à sa mort, toute allusion à l'« autre vie » du maître des fusées était accueillie par une salve de communiqués du FBI et de la CIA protestant de la haute moralité du personnage sur laquelle, bien entendu, les deux agences avaient soigneusement enquêté avant de lui donner la nationalité américaine. Cette fois, l'article ne fit l'objet d'aucun démenti officiel, pas plus que ceux qui suivirent, notamment dans *Time*<sup>26</sup>. La NASA était passée à autre chose. L'Amérique aussi.



1. « Des chercheurs qui cherchent, on en trouve, des chercheurs qui trouvent on en cherche » : souvent sortie de son contexte, cette boutade lancée le 18 mars 1965 par le général de Gaulle à Pierre Jacquinot, directeur du CNRS, se voulait d'abord un appel à la responsabilité, corollaire de l'augmentation considérable des crédits alloués à la recherche française dans les premières années de la V<sup>e</sup> République. Quelques instants auparavant, le Général avait en effet expliqué aux journalistes : « Il faut laisser ces gens [les chercheurs] faire leurs gammes, même si cela coûte cher. »

2. Comme John Kennedy se surnommait lui-même lors de sa célèbre conférence de presse à Paris six mois plus tard, le 2 juin 1961.

3. Composé de plusieurs ergols. On nomme ergol une substance employée le plus souvent en association avec d'autres destinées à fournir de grandes quantités d'énergie, notamment pour propulser les engins à réaction. Les ergols se décomposent en deux catégories : les réducteurs (carburants) et les oxydants (combustibles). Les principaux carburants sont l'hydrogène liquide, l'hydrazine et ses nombreux dérivés, l'éthanol ou encore le RP-1 (kérosène ultra-raffiné). Parmi les combustibles, citons l'oxygène liquide, le peroxyde d'azote ou le peroxyde d'hydrogène.

4. Qui est un propergol solide.

5. Intitulée *Solutions théoriques et expérimentales au problème des fusées propulsées par des carburants liquides. Technique des fusées et recherche dans le domaine du vol spatial*, cette thèse, soutenue en 1934, sera aussitôt classée secrète, avec l'accord de son auteur, par le gouvernement hitlérien. En 1949, l'administration Truman demandera à la République fédérale d'Allemagne de la maintenir sous le boisseau. Elle sera finalement publiée en 1960, après que les États-Unis auront achevé d'en exploiter le contenu.

6. Mort dans un accident de la route en 1944, Riedel verra sa mémoire honorée par Braun, qui demandera et obtiendra qu'on baptise de son nom l'un des cratères de la Lune.

7. Les meilleurs constructeurs allemands de l'époque, et sans doute du monde, qui furent les pionniers du vol à réaction opérationnel et à l'origine de prototypes dont l'avance servira aux Alliés à développer leurs propres technologies.

8. Lire chapitre suivant.

9. La mésosphère est la zone intermédiaire entre l'atmosphère terrestre et le cosmos proprement dit. Elle est comprise entre 60 et 120 km d'altitude, au-dessus de la stratosphère (entre 15 et 60 km), de la troposphère (entre 8 et 15 km) et de l'atmosphère proprement dite.

10. Par comparaison, le groupe propulseur de la fusée *Saturne V* conçue par Braun pour emmener les Américains sur la Lune, en 1969, développera 800 tonnes de poussée.

11. Avec ses 22 000 pièces, son système électronique de première génération et son carburant hautement explosif, le V2 exige des savoir-faire qu'aucune société aéronautique existante ne peut alors fournir en bloc.

12. Peenemünde a été bombardée une première fois le 17 août 1943 par la RAF, qui a déversé sur le complexe quelque 2 000 tonnes de bombes (opération « Hydra »). Le raid entraîna notamment la mort de l'ingénieur Walter Thiel et de sa famille, mais aussi d'une centaine de techniciens et de 500 ouvriers spécialisés, essentiellement des prisonniers russes et

polonais. Cela n'empêcha pas, cependant, la base d'être remise en état et le travail de s'y poursuivre jusqu'au printemps de 1945. Selon les historiens de la RAF, ce raid aurait cependant fait prendre un retard de huit semaines à l'offensive des V2, qui, de fait, ne pourra être déclenchée au moment du débarquement de Normandie (voir *infra*).

[13.](#) Usine du centre.

[14.](#) Voir chapitre 1, « Albert Speer, le technocrate esclavagiste ».

[15.](#) Le bilan le plus meurtrier d'un tir de V2 sera, le 16 décembre 1944, la destruction d'un cinéma d'Anvers où 500 personnes trouveront la mort.

[16.](#) Wernher von Braun était membre, comme Albert Speer, de l'*Allgemeine SS*, la section politique de la SS, distincte des troupes combattantes (Waffen SS) et de l'administration des camps de concentration (*Totenkopfverbände*, ou « formations à têtes de mort »). Si beaucoup de personnalités ont été, comme lui, intégrées à la SS à titre honorifique, il serait faux de croire que l'*Allgemeine SS* était une section « hors cadres » de l'Ordre noir puisque les membres de la Gestapo et du SD en faisaient généralement partie.

[17.](#) Contrairement à son successeur, Roosevelt, mort le 12 avril 1945 – dix-huit jours avant Hitler –, avait exprimé de sérieuses réserves quant au projet d' enrôler massivement des savants nazis. Truman *regnante*, celles-ci avaient été immédiatement levées.

[18.](#) 1898-1986.

[19.](#) Les von Braun donneront naissance à un premier enfant (Iris) en 1948, à un deuxième (Margrit) en 1952, et à un troisième (Peter) en 1960, tous désormais citoyens américains après que leurs parents le furent devenus en 1955.

[20.](#) Lindbergh abjura ses idées quand il découvrit, en 1945, les conditions inhumaines dans lesquelles travaillaient les détenus du camp de Dora, qu'on lui fit visiter peu après la chute du Reich.

[21.](#) Publié de 1888 à 1957, *Collier's* était une revue d'investigation à la fois populaire et réputée pour le sérieux de ses informations. Elle se rendit célèbre en faisant connaître Conan Doyle aux États-Unis. Au milieu des années 1950, elle était lue par plusieurs millions d'Américains mais fut rapidement détrônée par la télévision.

[22.](#) Le projet fut abandonné après que la RAF eut éventré les installations grâce à des bombes construites spécialement pour en venir à bout, les *Tallboys*, chargées de six tonnes d'explosifs.

[23.](#) Née Bouvier, Jacqueline Kennedy était d'origine irlandaise par sa mère et française par son père, dont le bisaïeul, ébéniste de renom qui décora la Maison-Blanche, avait servi dans la Grande Armée avant d'émigrer aux États-Unis à la chute de Napoléon.

[24.](#) *National Aeronautics and Space Administration*.

[25.](#) Tom Gehrel (1925-2011) découvrit plusieurs astéroïdes, dont un porte son nom.

[26.](#) Leon Jaroff, « The Rocket Man's Dark Side », *Time*, 26 mars 2002.

# 12

## Hanna Reitsch, l'ange des maudits

Si Hanna Reitsch n'avait pas accompli l'exploit stupéfiant de se poser dans Berlin déjà investie par les Soviétiques, le 26 avril 1945, puis, deux jours plus tard, de s'en extraire indemne, après avoir en vain supplié Hitler de repartir avec elle, cette aviatrice de légende mériterait-elle de clore cette sinistre galerie ?

Malgré sa fidélité irréductible à l'un des hommes les plus détestés du XX<sup>e</sup> siècle, n'est-elle pas devenue, après guerre, l'amie et parfois même l'idole de beaucoup de ses adversaires d'hier, de l'as de la RAF Eric Brown à celui des Forces aériennes françaises libres Pierre Clostermann, en passant par la résistante Yvonne Pagniez, rescapée de Ravensbrück, sans parler d'aviatrices moins célèbres mais pionnières comme la Belge Nicole Waucquez<sup>1</sup> ? Portée aux nues par la propagande nazie, citée en exemple en raison de ses exploits – objectivement hors-série –, elle n'adhéra pourtant jamais au NSDAP et ne cachait pas son mépris pour ceux qui, tel Himmler, la dissuadèrent de s'intéresser au sort des Juifs qui ne cessait de la hanter. Confrontée, en 1945, à la sinistre évidence, elle en fut bouleversée tout en s'autopersuadant que Hitler, qu'elle avait tant admiré, n'était pas au courant des horreurs perpétrées par ses lieutenants. Position évidemment intenable ! Mais au moins avait-elle cherché à enquêter sur les bruits qui parvenaient jusqu'à ses oreilles quand tant d'autres qui, contrairement à elle, savaient tout se taisaient par conformisme ou complicité.

C'est que l'intrépidité d'Hanna Reitsch ne s'exprimait pas seulement dans les nuages. Témoin de l'attaque de magasins juifs par les Jeunesses hitlériennes lors de la Nuit de cristal de novembre 1938, elle aura le courage de s'en désolidariser publiquement, avant de se laisser convaincre qu'il s'agissait là d'actes isolés perpétrés par des jeunes incontrôlés. Avec Henriette von Schirach, épouse du chef des Jeunesses hitlériennes devenu *Gauleiter* de Vienne, elle sera aussi la seule femme à profiter d'un accès direct aux hiérarques du régime pour leur dire combien elle désapprouvait ce qu'elle prenait encore pour une simple persécution.

C'est dire combien son profil était atypique, comparé à celui des menteurs cyniques que nous avons évoqués ! Mue par un fanatisme n'ayant d'égal que sa naïveté, elle a cru être fidèle à l'Allemagne en étant, jusqu'au bout, fidèle à son Führer au service duquel elle dépensa sans compter son crédit et son talent. Ce qui en fit une propagandiste autrement plus efficace que tous les messages de haine diffusés par un Streicher ou un Rosenberg...

Comme la cinéaste Leni Riefenstahl, elle fut hitlérienne avant d'être national-socialiste. Ce qui explique sans doute que, toutes compromises qu'elles furent avec le régime, l'une et l'autre restèrent toujours étrangères à l'appareil du Parti et à la logique de violence qui constituait sa marque de fabrique. De même que Riefenstahl n'accepta jamais le poste qu'on lui proposait au ministère de la Propagande, car elle détestait Goebbels qui le lui rendait bien, de même Reitsch évitait Göring comme la peste et, hors Hitler, ne rendit jamais de comptes qu'à trois hommes qu'elle admirait pour leur rectitude morale et leur professionnalisme : Wolf Hirth, Ernst Udet et Robert von Greim. Trois aviateurs, puisque la conquête du ciel constituait l'alpha et l'oméga de sa vie.

## **Happée par le ciel dès son plus jeune âge**

Celle d'Hanna faillit s'achever à quatre ans, quand sa mère la rattrapa de justesse alors que, debout sur une balustrade surplombant le jardin familial, elle étendait les bras, les yeux fermés, en faisant mine de s'envoler ! Depuis ce jour, on s'arrangea pour que l'enfant ne soit plus jamais seule à proximité d'une fenêtre ouverte ou d'un balcon, jusqu'à ce qu'elle saisisse le danger de la situation. Dès que ce fut le cas, on se résigna à la laisser apprendre ses leçons juchée sur les plus hautes branches d'un arbre...

« Le désir de voler a grandi en moi avec chaque oiseau que je voyais passer, chaque nuage qui traversait le ciel, jusqu'à ce qu'il s'enracine en moi comme un inextinguible mal du pays », écrit-elle dans ses Mémoires, parus en 1951<sup>1</sup>. Bonne élève, elle ne devient excellente que l'année du baccalauréat, quand son père lui promet qu'en cas de succès, il lui offrira des leçons de planeur. D'ici là, il lui demande de ne plus prononcer le mot « avion » ! « Chaque matin, mon premier vœu était de pouvoir m'abstenir toute la journée d'aborder le sujet, racontera Hanna en 1971 dans un entretien pour la télévision allemande. Et c'est avec la même pensée que je m'endormais le soir<sup>2</sup>. »

À dix-sept ans, la voici donc bachelière et, bientôt, étudiante à Berlin en première année de médecine. Nous sommes en 1930, Hanna a dix-huit ans et n'a encore jamais quitté sa ville natale de Hirschberg<sup>3</sup>, en Silésie prussienne. Son père, Willy, ophtalmologue réputé, y possède une clinique privée. C'est un protestant austère qui a refusé plusieurs fois un poste de professeur de faculté pour continuer à soigner ses malades. Sa seule détente est de jouer chaque soir du violoncelle accompagné d'Hanna, pianiste précoce autant que prometteuse. Fervente catholique, sa mère, née Helff-Hibler von Alpenheim, est issue d'une lignée aristocratique du Tyrol autrichien. Jusqu'alors, Hanna partageait son temps libre entre l'aérodrome tout proche de Grünau-Riesengebirge<sup>4</sup>, dont elle était devenue la mascotte, et les patients de son père, dont elle occupait la convalescence en leur faisant la lecture ou en leur parlant de sa passion. Son rêve, alors, est de devenir « médecin-missionnaire » pour aller porter secours aux populations isolées à bord de son propre avion !

Cette fois, tout devient possible. Première femme inscrite à l'école de vol à voile de Grünau, elle obtient son brevet en 1931, qu'elle double aussitôt d'une licence pour le pilotage des avions à moteur délivrée par l'aéroclub de Staaken, dans la banlieue de Berlin. À peine en est-elle dotée qu'elle remporte son premier record : celui de la durée de vol en planeur – cinq heures trente ! Les hommes qui l'avaient accueillie avec méfiance – parce qu'elle était une femme mais aussi en raison de sa petite taille (1,54 mètre, tout juste assez pour voir par-dessus le cockpit !) – sont éblouis par son aisance et les ressources insoupçonnées qu'elle tire des appareils.

Malgré ses 45 kg, Hannah est une boule d'énergie dotée d'une force physique impressionnante. Ce qui lui permettra bientôt de piloter des

prototypes dont les commandes, dépourvues d'assistance hydraulique, sont théoriquement réservées aux hommes ! Son visage qu'encadrent de superbes cheveux blonds bouclés est éclairé par d'immenses yeux bleus et un sourire que rien n'efface. En un mot comme en cent, il est difficile de lui résister. Moins d'un an après l'avoir acceptée, les mêmes qui doutaient de son avenir seront, sans exception, sous son emprise. Parmi ses plus ardents supporters : un certain Wernher von Braun, né six jours avant elle et breveté pilote la même semaine. Leurs destins ne cesseront de se croiser. Quant au directeur de l'école, Wolf Hirth, un casse-cou à jambe de bois qui se trouve être aussi l'un des concepteurs de planeurs les plus doués de sa génération, il est littéralement subjugué par le tempérament de la jeune femme. Elle n'a pas vingt et un ans quand il en fait, en 1933, la principale monitrice du grand centre de vol à voile d'Hornberg qu'il vient de créer, au cœur de la Forêt-Noire, avec le soutien du gouvernement de Hitler, tout juste nommé chancelier.

## **Le vol à voile, sport politique**

Voilà une dizaine d'années, en effet, que le planeur est devenu, en Allemagne, bien autre chose qu'une distraction pour amateurs aisés. C'est désormais un sport de masse qui, au début des années 1930, aligne près de 500 000 licenciés. La république de Weimar l'a encouragé pour contourner les restrictions imposées à l'aviation militaire dans le cadre du traité de Versailles. Sous le parrainage du prince Henri de Prusse, frère cadet de l'ex-empereur Guillaume II, des championnats se sont multipliés dans toute l'Allemagne, dont le principal, organisé sur la Wasserkuppe, dans le massif du Rhön, réunit des centaines de participants et des dizaines de milliers de spectateurs, depuis la famille Hohenzollern jusqu'aux fils d'ouvriers. Quiconque le demande peut bénéficier d'une bourse pour apprendre à piloter. Avec le III<sup>e</sup> Reich, et pour autant qu'on adhère aux Jeunesses hitlériennes, la pratique du planeur devient gratuite... Dans la presse de l'époque, y compris celle qui ne survivra pas au nazisme, il est alors courant de lire que c'est grâce au planeur que le « phénix allemand » renaît des cendres de Versailles. Dans le sillage d'Hanna Reitsch, d'autres aviatrices allemandes prestigieuses comme Melitta Schiller, dont nous reparlerons, Beate Uhse<sup>5</sup> ou Elly Beinhorn<sup>6</sup> commenceront leur carrière en s'initiant au vol à voile.

Mais Reitsch va plus loin. Elle veut tout connaître de l'aéronautique et de ses techniques de construction. Abandonnant ses études de médecine après l'obtention de sa troisième année, elle multiplie les stages chez les meilleurs constructeurs de planeurs – en particulier Edmund Schneider, qui produisait alors le *Grünau Baby*, l'avion préféré de Wolf Hirth – et devient familière du monde des ingénieurs, qu'elle fréquentera jusqu'à la fin de sa vie. C'est ainsi qu'on lui propose de participer, début 1934, à une campagne de vols scientifiques au-dessus du Brésil et de l'Argentine. Le but est de collecter, sous la direction du professeur Walter Georgii, éminent climatologue en même temps que pilote émérite, un maximum d'informations et de mesures météorologiques<sup>7</sup> pour le compte de la Lufthansa qui projette d'y ouvrir des lignes. Mais la compagnie aérienne, en quasi-faillite en raison de la crise, ne finance qu'une partie de l'opération et demande à Hanna de verser son écot. Comme elle ne possède pas les 3 000 marks requis, elle les gagne en effectuant les cascades d'un des plus célèbres films d'aviation de l'époque, *Rivalen der Luft* (« Les rivaux de l'air »), du cinéaste Karl Ritter, lequel deviendra son ami en même temps qu'un réalisateur prisé des dirigeants du III<sup>e</sup> Reich.

Prodigue en incidents spectaculaires – dont un atterrissage forcé au cœur de São Paulo, sur un terrain de football, alors que se disputait un match ! –, le raid sud-américain d'Hanna Reitsch la fait définitivement remarquer. Elle a vingt-deux ans quand, en juin 1934, elle est engagée comme pilote d'essai par l'Institut allemand de recherche sur les planeurs de Darmstadt, le DFS<sup>8</sup>. Elle s'initie à tout ce qu'elle ignorait jusqu'alors, à commencer par une discipline toute nouvelle qui changera le visage de l'aviation de chasse d'après guerre : le vol sur aile delta. D'abord conçu pour les planeurs sous l'impulsion de l'ingénieur Alexander Lippisch<sup>9</sup> et grâce aux essais menés au DFS de Darmstadt par le champion du monde de vol à voile Heini Dittmar, le concept intéresse aussitôt le constructeur Willy Messerschmitt. Lequel, en collaboration avec le motoriste Hellmuth Walter, mettra au point le premier avion-fusée de l'histoire, le Me 163, aux commandes duquel Dittmar deviendra le premier homme à dépasser les 1 000 km/h, le 2 octobre 1941.

Avec Hans Jacobs, le directeur du centre, Heini Dittmar est le seul pilote d'essai à faire confiance d'entrée de jeu à Hanna. Comme à Grünau quatre ans plus tôt, sa qualité de femme fait grincer, sans parler de son



gabarit miniature. On la surnomme « la miette ». À Stettin, où Jacobs l'envoie s'accoutumer aux gros-porteurs – la seule expérience qui lui manquait –, c'est pire. L'école de pilotage dépend de l'armée et la soldatesque ne lui épargne aucune vexation afin de lui faire comprendre qu'elle serait mieux derrière un fourneau. Octroi de vêtements trop grands, rehausseur pour enfant installé sur le siège du cockpit, plaisanteries graveleuses à discrétion... Hanna fait front, avec la certitude que bientôt les ricaneurs viendront quémander ses conseils. Ce qui ne manque pas d'arriver quand, en 1936, elle pulvérise le record de distance sans moteur en dépassant les 300 km et que, l'année suivante, elle réussit à survoler les Alpes en planeur.

## **Du premier hélicoptère aux planeurs géants**

Surtout, elle est toujours volontaire pour mener les essais les plus dangereux : elle expérimente ainsi le premier hydroplaneur du monde, le *See Adler*, qui décolle tracté par une vedette rapide ou propulsé par une catapulte, depuis le pont d'un bateau. Surtout, elle inaugure les freins de piqué qui permettront aux célèbres Stukas de plonger à 90 degrés sans dépasser 600 km/h puis de larguer leurs bombes avec la précision qui les rendra si redoutables. Spécialité d'Hanna : piquer depuis 6 000 mètres jusqu'à 400 en redressant l'appareil juste à temps. Un test qu'aucun pilote mâle n'avait osé tenter avant elle ! Quand, en 1936, elle en fait la démonstration devant le général Ernst Udet, l'un des « as » les plus fameux de la Première Guerre mondiale promu par Göring inspecteur général de la Luftwaffe, c'est la consécration. « À la demande d'Udet, raconte-t-elle, je dus, au printemps de 1937, réitérer mes essais devant les principaux constructeurs de toutes les formes d'aviation pour leur montrer l'emploi des freins aérodynamiques. Le spectacle, pour eux tout nouveau, de ce planeur piquant verticalement eut sur les hommes une profonde impression<sup>2</sup>. »

Dans les semaines qui suivent, Udet, qui ressent pour Hanna une véritable fascination, convainc Göring d'en faire la première femme *Flugkapitän* (« commandant de bord ») d'Allemagne. Jusqu'alors, ce grade civil était réservé à des hommes, pilotes de la Lufthansa. Reitsch, qui n'est pas rancunière, obtient d'Udet qu'il puisse désormais être décerné à d'autres pilotes d'essai ayant fait avancer la recherche aéronautique, quel que soit leur corps d'origine. Beaucoup d'hommes, après elle, lui en seront

reconnaissants même si, ironie de l'histoire, le deuxième pilote allemand à en bénéficier sera une femme : sa concurrente et néanmoins amie de toujours, Melitta Schiller<sup>10</sup>.

En septembre 1937, Udet recrute Hanna au centre d'essai militaire de Rechlin. Leur complicité ne prendra fin qu'avec le suicide du général, en novembre 1941, lequel avait sombré dans l'alcool parce qu'il s'estimait responsable de l'échec de la Luftwaffe face à la RAF pendant la bataille d'Angleterre. Aussitôt, il lui demande de se consacrer à des tests en vol qui, là encore, feront date dans l'épopée de l'aviation : ceux du premier hélicoptère opérationnel de l'histoire<sup>11</sup>, le Focke-Wulf Fw 61. Göring sera tellement satisfait des essais qu'en 1938 il imposera à la pilote vedette une épreuve qu'elle n'oubliera pas : se produire, pendant trois semaines, dans le plus grand cirque de Berlin – la *Deutschlandhalle* – afin que nul au monde n'ignore la fiabilité de l'invention allemande. L'événement donnera lieu à des épisodes cocasses, comme cette rencontre, un soir, dans une rue de Berlin, avec une acrobate de cirque : « Vous êtes bien Hanna Reitsch ? Nous sommes collègues ! Ce que vous faites avec votre zinc, j'ai fait à peu près le même truc il y a trois ans. Je roulais à bicyclette sur une corde raide<sup>3</sup>. » Malgré cette promotion tonitruante et son avance en la matière, la Luftwaffe oubliera vite l'hélicoptère, qui ne resurgira *in extremis* qu'à la fin du conflit, sous les espèces du *Colibri*, un appareil d'observation mis au point par l'ingénieur Anton Flettner... bientôt « invité », lui aussi, à partir travailler aux États-Unis !

Entre deux nouveaux records du monde de distance en planeur (de la Wasserkuppe jusqu'à Hambourg en 1937, puis de Darmstadt à la Wasserkuppe, en 1938), une mission d'études météorologiques en Afrique avec le professeur Georgii et une victoire aux championnats du monde de planeur de Sylt en 1939, où elle est la seule femme engagée, l'aviatrice prodige, cornaquée par Udet, se consacre de plus en plus aux essais militaires. Après les freins de piqué pour les chasseurs et chasseurs-bombardiers, voici venu le temps des planeurs de transport géants, que la Luftwaffe entend utiliser pour des opérations surprises consistant à prendre le contrôle simultané de plusieurs objectifs stratégiques situés derrière les lignes ennemies. Une mission confiée d'ordinaire aux parachutistes, mais que ceux-ci ne peuvent toujours remplir avec la précision et la rapidité requises, caprices du vent obligent. Le cahier des charges de l'engin est

clair : il doit pouvoir emporter au minimum 10 fantassins, au besoin lourdement armés, être assez robuste pour se poser sur un terrain accidenté... Mais aussi et surtout ne pas coûter cher puisque sa vocation est d'être abandonné. Or le projet se heurte à deux difficultés majeures : comment faire décoller des dizaines d'appareils en même temps sans que les fils de tractage s'emmêlent, et comment les doter de freins assez puissants pour atterrir sur une courte distance, y compris sur la glace. En quelques mois, Hanna résout tous les problèmes, au terme d'essais mouvementés. Mais elle se heurte à une difficulté inattendue : les seuls pilotes de planeurs compétents étant d'anciens civils, ils ne sont que de simples soldats dans la Luftwaffe. De sorte qu'on ne les respecte pas et qu'ils doivent passer par tous les échelons de la hiérarchie pour communiquer leurs retours d'expérience aux responsables opérationnels. C'est ainsi que, quelques semaines avant le déclenchement de la grande offensive à l'Ouest du 10 mai 1940, à l'occasion de laquelle parachutistes et troupes aéroportées devront agir de concert, aucun exercice de nuit de grande envergure n'a encore été organisé. Reitsch force alors la porte du général von Greim, qui commande la 5<sup>e</sup> *Luftflotte*, appelée à jouer un rôle décisif dans la campagne de France. Celui-ci lui donne raison et organise les exercices qu'elle demande. Greim et elle deviendront si proches que Göring, jaloux qu'elle ne soit pas venue le voir directement, fera courir le bruit qu'ils sont amants. Ce qu'Hanna ne démentira ni ne confirmera.

Amants ou non, Greim ne ménage guère sa nouvelle protégée. Alors qu'à l'été de 1940 commence la bataille d'Angleterre, dans laquelle la 5<sup>e</sup> *Luftflotte* est une fois de plus en première ligne, il demande à Hanna de réfléchir aux moyens de neutraliser les ballons de protection que les Britanniques disposent en réseaux avec un certain succès autour de leurs grandes villes et de leurs centres de production. Seule solution, dit-elle : couper les câbles verticaux qui les relient au sol et parviennent parfois à scier net les ailes des avions qui ne les repèrent pas à temps. Essai après essai, elle s'approche du but à bord d'un Dornier Do-17 dont les moteurs ont été équipés de pare-chocs ultrarésistants et le bout des ailes de cisailles fixes capables de trancher des câbles d'acier d'un centimètre d'épaisseur. Le dispositif sera un succès, sauvera la vie de centaines de pilotes allemands, mais, dure loi de la guerre, leur ouvrira le chemin de Coventry, dévastée par 500 bombardiers dans la nuit du 14 au 15 novembre 1940. Entre-temps, Reitsch a contracté la scarlatine, failli perdre la vue... et a été

victime d'un crash spectaculaire dont elle est sortie indemne. En mars 1941, alors qu'elle entame l'essai du futur planeur géant Messerschmitt Me 321, capable de transporter 110 hommes et dont la version motorisée<sup>12</sup> fera le plus gros porteur de la Seconde Guerre mondiale, elle est convoquée à la Chancellerie pour se voir remettre par Hitler la croix de fer de deuxième classe.

La veille, elle rencontre Göring, qui a préparé pour elle une réception au ministère de l'Air. C'est peu dire qu'on frôle la catastrophe. Lorsqu'elle pénètre dans le salon où est dressé un somptueux buffet, le *Reichsmarschall* ne la remarque même pas. Elle raconte :

« Son regard, passant au-dessus de ma petite personne, restait fixé sur l'ouverture de la porte. Au bout de quelques instants, Udet se permit de lui faire remarquer dans un sourire que celle qu'il attendait se trouvait en face de lui. Stupéfaction du Maréchal. Debout devant moi, large comme un navire, il me considérait le poing sur la hanche, jaugeant du regard mon menu gabarit. “Ce n'est pas possible ! Ce bout de femme, notre fameuse *Flugkapitän* ? Mais ma pauvre petite, comment pouvez-vous voler ?” Froissée par ce dédain sur ma taille, je traçai autour de mon bras tendu un vaste cercle à peu près égal à la rotondité de mon interlocuteur et lui lançai : “Est-ce donc nécessaire d'avoir des dimensions pareilles pour voler ?” Je faillis m'arrêter au beau milieu de ma phrase. Cette réaction spontanée n'était-elle pas déplacée ? Mais déjà, l'effet était produit. Toute l'assistance, y compris Göring, partit d'un grand éclat de rire<sup>4</sup>. »

## Un rapport spécial avec Hitler

Le sens de l'humour de ce dernier est loin, cependant, de la rassurer. Car, à l'issue de sa première conversation avec le *Reichsmarschall*, Hanna ressent une impression qui, bientôt, se muera en certitude : celui qui fut, en 1918, le dernier commandant de la légendaire escadrille von Richthoffen n'est pas (ou plus) digne des fonctions qu'il occupe. Trop absorbé, quand il ne chasse pas, à piller les musées de l'« Europe nouvelle » – comprendre : sous contrôle allemand –, il n'est plus au fait des progrès foudroyants de l'aviation. Détail rédhibitoire à ses yeux : jamais on ne le voit piloter, même pour son plaisir, comme Udet ou Greim, eux aussi vétérans de la Grande Guerre mais dont les compétences s'approfondissent chaque jour au contact

des ingénieurs. C'est donc, pense-t-elle, qu'il n'a plus le feu sacré. S'il l'avait encore, serait-il à ce point obèse ?

Avec Hitler, en revanche, le coup de foudre est immédiat autant que réciproque. Même s'ils s'étaient déjà brièvement rencontrés en 1937, lors de l'élévation d'Hanna au rang de *Flugkapitän*, l'heure qu'elle passe avec lui le lendemain est une révélation. Tandis que Göring, présent, se contente de la couvrir d'un air de « père de famille fier du succès de son enfant » (alors qu'elle est payée pour savoir qu'elle ne lui doit rien !), le dictateur, qui n'a jamais touché un manche à balai, l'interroge avec passion sur ses essais. « Comment peut-il avoir des connaissances aussi précises dans des domaines aussi techniques ? Je suis stupéfaite de la clarté de ses questions qui vont droit à l'essentiel<sup>5</sup>. » C'était, on le sait, l'une des caractéristiques les plus fascinantes de Hitler – il fallait bien qu'il en eût pour entraîner aveuglément derrière lui la plupart de ses interlocuteurs – que de poser les bonnes questions aux spécialistes jusqu'à, parfois, leur imposer ses solutions d'autodidacte éclairé. Dans ses Mémoires, même Albert Speer, qui, contrairement à Reitsch, prend des distances avec son ancien maître d'une manière inversement proportionnelle au zèle dont il fit montre à son endroit, le reconnaît sans difficulté : « Dégagé de toutes les idées apprises, son esprit, prompt à saisir les choses, lui donna le courage de prendre des mesures peu orthodoxes, dont un spécialiste n'aurait pas eu l'idée. Les succès stratégiques des premières années de la guerre peuvent sans conteste être imputés à l'effet de surprise ainsi créé qui, combiné à notre supériorité militaire, en fut la première condition<sup>6</sup>. »

En face de Hitler se tient donc une admiratrice fervente mais nullement une courtisane. Il lui dit : « Demandez-moi ce que vous voulez. » Elle s'en souviendra, mais nous verrons que sa requête n'aura rien d'un passe-droit, si ce n'est vers le martyre ! Témoin de leurs deux rencontres ultérieures, Traudl Junge, l'une des secrétaires du Führer, se dira plus tard stupéfaite de la liberté de ton de la jeune pilote d'essai – elle a désormais vingt-neuf ans –, dont l'attitude tranche avec celle des caudataires serviles qu'elle a vus défiler dans le bureau de son patron<sup>7</sup>.

## La femme-fusée

1942. L'Allemagne est à l'apogée de sa puissance, mais commence à perdre la maîtrise de l'air. Avec Heini Dittmar, Hanna est affectée aux essais

de l'avion-fusée Messerschmitt Me 163 *Komet*. Problème : l'appareil, d'une maniabilité exceptionnelle, ne dispose que de six à huit minutes d'autonomie. Fort de 4 000 ch, son moteur lui fait atteindre 10 000 mètres d'altitude en une minute et demie, ce qui signifie qu'il dispose d'une moyenne de cinq minutes pour remplir sa mission une fois atteint le plafond requis. Celle-ci varie selon le type d'armement embarqué. S'il est équipé de canons de 20 mm, le *Komet* doit profiter de l'effet de surprise que constitue son irruption dans un « box » de bombardiers pour en abattre un maximum lors de leur dispersion ; si au contraire il est doté du système dit *Schräge Musik*<sup>13</sup> – deux canons MK 108 de 30 mm à tir vertical se déclenchant automatiquement sous l'effet de l'ombre portée du bombardier, détectée par une cellule photoélectrique –, il lui suffit de passer au-dessous pour les détruire sans risquer d'être touché par les tirs de leurs tourelles défensives. Ses munitions épuisées, le *Komet*, à court de carburant, doit, dans les deux cas, rejoindre sa base en planant ou se poser n'importe où sur le ventre – un patin est prévu pour protéger le fuselage – en attendant d'être récupéré... La descente s'effectuant à moins de 300 km/h, le *Komet*, jusqu'alors non interceptable, devient soudain très vulnérable.

Mais ce risque n'est rien comparé à celui du décollage. Car l'appareil, dépourvu de train d'atterrissage, doit être couplé à un chariot largué aussitôt après avoir quitté le sol. Deux raisons à cela. La première est liée à la vitesse de l'engin : 400 km/h dès la mise à feu du moteur-fusée, près de 1 000 km/h quelques secondes plus tard, lors de sa montée à la verticale. Un train rétractable serait arraché avant même d'avoir eu le temps de se replier. L'autre explication est liée à la nécessité d'offrir un maximum de place au carburant : 2 000 litres d'un mélange hautement explosif, voisin de celui des V2, un propergol à base de peroxyde d'hydrogène. D'où l'extrême danger lié au largage du chariot : libéré trop tôt, il peut rebondir sur le sol et aller frapper les réservoirs, avec une explosion à la clé ; trop tard, et son arrachement ne manquerait pas de déséquilibrer l'avion en phase d'accélération.

De ce vice originel, qui contraste avec l'extraordinaire facilité de pilotage de l'appareil une fois dans les airs, Reitsch fait les frais, en octobre 1942. Prudente, elle a effectué un décollage sans carburant, le *Komet* étant tracté en mode planeur. But de l'exercice : déterminer, à la seconde près, quand le chariot doit être largué. Mais ce jour-là, la manette

permettant de s'en débarrasser reste bloquée. À 3 000 mètres d'altitude, il est toujours solidaire du fuselage ! À l'atterrissage, l'appareil, totalement déséquilibré, n'est plus manœuvrable, capote et se plante dans le sol – en « pylône », disent les aviateurs.

Avant de s'évanouir, Hanna, inondée de sang, a juste le temps de s'apercevoir qu'un trou béant a remplacé son nez et de noter quelques indications utiles sur le carnet qui ne la quitte jamais. Quand elle se réveille à l'hôpital de Regensburg, on lui annonce que sa défiguration n'est pas la plus grave : plasticien réputé, le docteur Bodewig l'assure même que grâce à la pose d'un nez artificiel, seule une vague cicatrice viendra lui rappeler l'accident. Quelles seront, en revanche, les séquelles de sa quadruple fracture du crâne ? Il ne peut le dire pour l'instant... Quand elle sort de l'hôpital, cinq mois plus tard, le bilan est catastrophique : atteinte de maux de tête chroniques, elle ne peut soutenir aucun effort, pas plus physique qu'intellectuel. Pis, elle souffre de terribles vertiges. Pour les médecins, sa carrière de pilote d'essai est derrière elle. Qui peut imaginer qu'en août 1943, elle reprendra les commandes de l'avion-fusée récalcitrant qu'elle parviendra *in extremis* à fiabiliser, avant d'atteindre l'acmé de sa carrière : piloter un V1 !

Son rétablissement, Hanna ne le doit qu'à elle-même. Rentrée chez ses parents, elle s'est fixé un programme serré : marches en montagne chaque jour plus sportives ; escalade d'arbres ; enfin et surtout, pour retrouver son équilibre, allers-retours sur le faîte d'un toit !

## Rencontres avec Himmler

Sa convalescence, cependant, est ponctuée d'étranges messages d'encouragement de Himmler, qu'elle n'a jamais eu l'occasion de rencontrer et qui n'est pas connu pour s'intéresser à l'aviation. Elle n'est pas longue à comprendre pourquoi : le *Reichsführer* tente par tous les moyens de prendre le contrôle du programme des armes spéciales et cherche à s'informer de leurs progrès. Il tombe mal : son idéologie antichrétienne suscite, depuis longtemps, la détestation de la famille Reitsch, et de sa mère en particulier. Elle décide pourtant de répondre à son invitation à dîner. Mais, prévient-elle, ce ne sera pas pour rester silencieuse. En juillet 1943, à peine remise de ses fractures et son nouveau nez recouvert d'un pansement, la voici à la table du chef de l'Ordre noir, dans



son QG de Prusse-Orientale, non loin de celui de Hitler. Devant une table de SS médusés, elle proclame son attachement à l'enseignement du Christ : « Je ne peux vous obliger à partager ma foi, lui lance-t-elle, mais le devoir d'un chef est de respecter celle des autres, de n'y porter aucune atteinte. » Et elle lui confie que, chez elle, on ne prononce son nom « qu'avec effroi ». Habile, Himmler tente de noyer le poisson en accablant son hôte de références bibliques, afin de lui prouver que son paganisme puise sa source dans une solide culture chrétienne... qu'il révoque en connaissance de cause ! Mais Hanna, consciente de ses lacunes théologico-philosophiques, ne capitule pas et contre-attaque sur un sujet qui lui tient à cœur : le rôle dégradant que les SS assignent aux femmes en les cantonnant dans un strict statut de génitrices. « Un tel manque de respect, lance-t-elle, ne peut conduire un peuple qu'à la ruine. »

Mais Himmler serait-il devenu le bras droit du Führer sans sa légendaire habileté ? Loin de perdre son calme, il prend congé de l'insolente en la remerciant de lui avoir parlé aussi franchement, s'engage à étudier l'enrôlement des femmes dans la SS et lui fait promettre de ne pas hésiter à revenir le voir si elle a d'autres critiques à lui transmettre ! En octobre 1943, elle le prend au mot et revient frapper à sa porte. Quelques jours plus tôt, son ami Peter Riedel, attaché d'ambassade en Suède après avoir été plusieurs fois champion du monde de vol à voile, lui a transmis des documents troublants sur l'existence des chambres à gaz. C'est la première fois qu'elle en entend parler. Épouvantée, Hanna jette le dossier sur le bureau de Himmler. « Qu'en dites-vous, *Reichsführer* ?

— Vous croyez cela, *Fraülein* Hanna ?

— Si c'est faux, il faut que vous élevez une protestation. On ne peut pas laisser passer une telle accusation sur l'Allemagne<sup>8</sup>. »

Quelques jours plus tard, l'information sera démentie dans plusieurs journaux allemands et dans la presse suédoise. Près de quatre-vingts ans plus tard, comment ne pas reprocher à l'aviatrice son incommensurable crédulité ? Se contenter d'un démenti de Himmler pour repartir apaisée ! Mais comment ne pas voir en même temps le courage qu'il fallait en 1943 pour oser briser un tel tabou – *a fortiori* devant témoins – face au chef de l'une des pires organisations criminelles de l'histoire ! Certes, dira-t-on, mais Reitsch se serait-elle montrée si téméraire si elle n'avait pas été sous la protection personnelle de Hitler ? Nul ne peut le dire. Mais au moins a-t-elle cherché à savoir. Ce qui, sans l'absoudre, atteste d'un caractère

exceptionnel, eu égard aux conditions non moins exceptionnelles d'une époque où le silence valait garantie de survie.

## Pilote de bombe volante

Le cœur léger (ou non), l'aviatrice reprend ses essais. Et cette fois sur un engin plus dangereux encore que le *Komet* : la bombe volante V1, non destinée par définition à être pilotée ! Envoyée à Peenemünde, où elle retrouve son ami Wernher von Braun, elle constate d'emblée que le système de guidage automatique du missile ne pourra être étalonné avec précision qu'au moyen d'observations et de mesures effectuées *in vivo*. Avec l'aide d'Otto Skorzeny, dépêché à Peenemünde pour juger du caractère opérationnel de l'arme, elle obtient que celle-ci soit équipée d'un poste de pilotage et puisse être larguée depuis un bombardier afin d'éviter à l'essayeur d'encaisser des « G » inutiles lors du décollage. Très vite, Hanna résout la question du guidage et parvient à poser l'engin sur le ventre en utilisant les plages de la Baltique comme terrains d'atterrissage. Mais elle voit déjà plus loin : transformer ce V1 piloté en engin-suicide. Ce qui lui permettrait d'opérer des frappes chirurgicales d'une précision alors inatteignable pour sa version radioguidée, ou de l'envoyer à l'attaque des formations de bombardiers alliés, chaque missile portant une charge suffisante pour détruire plusieurs appareils volant en formation serrée. Elle n'a aucun mal à convaincre Skorzeny que quelques milliers de V1 ainsi transformés pourraient contribuer non à gagner la guerre, qu'elle estime définitivement perdue, mais à pousser les Alliés à négocier une paix honorable avec le Reich. Reste à convaincre Hitler, qui doit la recevoir en février 1944 au Berghof pour lui remettre la croix de première classe. Mais cette fois, la rencontre se passe mal. Furieux que sa pilote fétiche se mêle de politique, le Führer se lance dans un monologue censé lui démontrer que la situation est loin d'être aussi catastrophique qu'elle le prétend et qu'il ne tient pas à sacrifier inutilement de bons pilotes. D'ailleurs, lui dit-il, d'autres armes, bien plus redoutables que le V1, sont en préparation, et quand elles entreront en action, elle regrettera de lui avoir fait une proposition aussi stupide. Et d'évoquer devant elle les futurs bombardiers à réaction Arado Ar 234 *Blitz*, effectivement en cours d'essai, mais dont Hanna sait parfaitement qu'ils n'existent qu'en quelques exemplaires ! Prenant son courage à deux mains, elle profite que Hitler reprenne son

souffle pour lui lancer : « Mon Führer, c'est comme si vous parliez des descendants d'un fœtus ! »

Cassant, le dictateur, auquel nul n'a jamais répondu de la sorte, met fin à la discussion et se lève pour la raccompagner. Mais Hanna ne bouge pas d'un pas. Et, revenant à la charge, parvient à le radoucir en lui demandant seulement l'autorisation d'entraîner un premier groupe de « volontaires de la mort ». Ainsi, lui dit-elle, « si vous jugez opportun de faire appel à cette phalange, vous l'aurez sous la main ». Non sans ajouter que, pour obtenir la pleine coopération de la Luftwaffe, il lui faut un ordre écrit. Désarçonné par tant de fanatisme, le maître des lieux lui en signe un. Pensait-il rencontrer un jour plus jusqu'au-boutiste que lui ? Quand l'aviatrice quitte le Berghof pour redescendre à Berchtesgaden où l'attendent ses camarades, les aides de camp de Hitler s'effacent devant elle comme ils ne l'avaient jamais fait devant personne. L'Allemagne aux abois aurait-elle trouvé sa Jeanne d'Arc ?

Bientôt, des milliers de volontaires affluent, au grand étonnement de l'état-major de la Luftwaffe. Hanna n'en sélectionne pour commencer que 75, sous le contrôle de Skorzeny, qui supervise la formation des futurs moniteurs à Hörsching, près de Linz. Nom choisi pour cette future cohorte de kamikazes hitlériens : commando-suicide Leonidas<sup>14</sup>, du nom du roi de Sparte qui se sacrifia avec 300 guerriers à la bataille des Thermopyles (480 av. J.-C.) pour sauver la Grèce de l'invasion perse. Mais le débarquement de juin 1944 et l'emploi de Skorzeny pour d'autres missions, notamment en Hongrie, interrompent bientôt les essais. En attendant qu'ils reprennent, Reitsch reprend les siens en s'entraînant à atterrir en hélicoptère sur les toits de Berlin, que les raids alliés ont rendue méconnaissable. Elle prévoit que bientôt les aérodromes militaires ne seront plus utilisables et qu'il faudra former les pilotes à se poser n'importe où. Mais voici qu'en octobre 1944, elle est à nouveau blessée. Non dans les airs, mais comme simple piétonne, alors qu'elle tarde à gagner un abri lors d'un bombardement. Elle ne quittera l'hôpital qu'en janvier 1945 pour partir, sur ordre personnel de Hitler, se reposer à Kitzbühel (Autriche), avec interdiction de reprendre le moindre essai avant un complet rétablissement.

## Aller-retour en enfer

C'est là que, le 25 avril, elle reçoit un appel du général von Greim la priant de le rejoindre à Munich pour l'accompagner dans une mission exceptionnelle. Pressent-elle que ce sera la dernière et qu'elle ne reverra jamais sa famille ? Après un crochet par Salzbourg, où ses parents, sa sœur Heidi et ses deux enfants se sont réfugiés pour échapper à l'avance soviétique, elle se présente donc au QG de Greim. Celui-ci lui apprend que Hitler lui a téléphoné le matin même pour le convoquer à la Chancellerie. Or Berlin est encerclée, sans doute même déjà partiellement investie, et le général ne voit qu'un pilote pour s'orienter au-dessus des ruines : Hanna, qui, pendant plusieurs mois, s'est entraînée à le faire. Le 26 avril, à 4 heures du matin, Greim et elle se posent sans difficulté à Rechlin, à 150 km au nord-ouest de Berlin. Mais l'hélicoptère préparé pour les conduire jusqu'à la Chancellerie a été détruit, quelques heures plus tôt, par un bombardement. C'était le dernier dont disposât la Luftwaffe ! Quant à gagner la capitale à bord du Junker Ju 88 qui les a conduits de Munich à Rechlin, inutile d'y penser : c'est un bombardier qui ne trouvera jamais de piste assez longue pour atterrir au centre de Berlin, en admettant même qu'il soit épargné par la chasse soviétique. Seule solution : emprunter un chasseur rapide, atterrir à Gatow, dernier aérodrome non encore occupé par les Russes puis, de là, tenter de gagner la Chancellerie à bord d'un Fieseler Storch, seul appareil capable de se poser en moins de 30 mètres. Greim prend donc les commandes d'un Messerschmitt Me 109 monoplace, Hanna profitant de sa taille pour se glisser, à plat ventre, à l'arrière de la carlingue, au milieu des bidons d'essence et des accumulateurs électriques. Peu avant d'atterrir à Gatow, l'appareil pique brusquement au-dessous des nuages pour échapper à une patrouille de chasseurs russes et parvient *in extremis* à se poser. L'aérodrome, en partie inutilisable, est soumis à un incessant bombardement d'artillerie. Un seul Fieseler Storch est encore en état de voler. Reitsch n'ayant jamais piloté sous le feu de l'ennemi, c'est Greim qui prend les commandes. Saisie d'un pressentiment, elle ne s'assoit pas à ses côtés, mais se place debout derrière son siège, prête, en cas de besoin, à atteindre la manette des gaz (à gauche) et le manche à balai. Les voici au-dessus du lac de Wannsee, puis de Grünewald, volant à quelques mètres au-dessus de la forêt pour ne pas attirer l'attention des chasseurs soviétiques. C'est alors que l'enfer commence. Elle raconte :

« Voici que d'en bas éclate un feu nourri. Partout, des chars et des soldats. Distinctement je vois le visage des Russes qui tirent sur nous avec tout ce qu'ils ont sous la main, fusils, pistolets-mitrailleurs, et même les armes de leurs chars... Tout à coup, un terrible craquement. Une flamme d'un blanc jaunâtre jaillit près du moteur ; j'entends en même temps von Greim crier qu'il est touché. Un obus explosif de char a traversé son pied droit. Une réaction presque mécanique me fait saisir par-dessus son épaule la manette des gaz et le manche à balai. J'essaie d'échapper au tir ennemi par des mouvements incessants de l'appareil. Le blessé, entre-temps, a perdu connaissance ; il s'est affalé sur lui-même. Avec horreur je vois que, des deux réservoirs des ailes, l'essence coule. J'attends à chaque seconde l'explosion. Comment ne s'est-elle pas encore produite ? Mais non, le Storch reste manœuvrable, et je suis indemne. Cependant je me tourmente au sujet du blessé qui, de temps en temps, pour un bref moment, sort de son évanouissement, et tente avec une énergie farouche de reprendre lui-même le manche. Mais toujours celui-ci glisse de sa main. Nous nous approchons maintenant de la tour de la Radio. La vapeur, la fumée, la poussière, mêlées d'une forte odeur de soufre, s'épaississent, mais le tir diminue d'intensité. Évidemment nous volons maintenant au-dessus d'un quartier de la ville encore sous contrôle allemand... C'est alors que mes vols d'entraînement au-dessus de Berlin me viennent en aide. À gauche, se trouve l'axe est-ouest, avec la Colonne de la Victoire<sup>15</sup>. Juste devant la Porte de Brandebourg, je pose la machine ; c'est à peine s'il reste encore de l'essence dans le réservoir<sup>9</sup>. »

Partout, un paysage d'apocalypse. *Unter den Linden*, les « Champs-Élysées de Berlin », ne sont plus qu'un champ de ruines grêlées d'éclats d'obus. Le béton de la chaussée est par endroits retourné comme sous l'action d'une gigantesque charrue. Partout, des arbres déracinés. Et des cadavres que personne n'a ramassés. À grand-peine, Hanna extrait Greim de la carlingue tandis qu'il reprend enfin connaissance. Tous deux s'assoient sur le trottoir en attendant de voir passer un véhicule allemand. Ou qui sait ? un russe... Par chance pour eux, voici un camion de la Wehrmacht. Cinq minutes plus tard, ils arrivent devant ce qui reste de l'orgueilleuse Chancellerie, éventrée de toutes parts mais dont la façade tient encore debout. Des SS surgissent des ruines, vérifient l'identité des arrivants et, soudain, le béton de la *Vosßtrabe* s'entrouvre sous leurs yeux : c'est une trappe secrète menant directement au bunker du Führer. Greim est

transféré dans la salle d'opération souterraine de la Chancellerie, où le docteur Ludwig Stumpfegger, l'un des médecins personnels de Hitler, lui administre les premiers soins. Après quoi on l'emmène, sur une civière, deux étages plus bas, dans les appartements personnels du dictateur, en compagnie d'Hanna Reitsch. Depuis leur dernière rencontre, quinze mois plus tôt, l'homme qui terrifia le monde est méconnaissable. Ses mains tremblent, il avance, voûté, en traînant les pieds, et ses yeux, naguère hypnotiques, sont devenus fixes comme ceux d'un aveugle, pâle leur sur un visage de craie. D'une voix presque atone, il explique au général ce qu'il attend de lui : prendre la tête de la Luftwaffe, dont il a retiré la responsabilité à Göring qui, dit-il, l'a trahi, et qu'il vient de démettre de toutes ses fonctions<sup>16</sup>. Promu maréchal, Greim a pour mission de rassembler tous les avions encore en état de combattre afin d'appuyer l'ultime tentative du général Wenck pour dégager Berlin – offensive fantôme puisque, au moment où parle Hitler, ce même Wenck, bloqué devant Potsdam, a choisi de consacrer ses dernières forces à ménager un couloir pour les civils désireux de fuir vers l'Ouest, en direction des lignes américaines. Il en sauvera 20 000.

Pendant deux jours, les 27 et 28 avril, Hanna Reitsch vit au rythme de l'entourage direct de Hitler : Bormann, l'ancien secrétaire devenu, pour quelques heures, le personnage le plus important d'un Reich à l'agonie ; le couple Goebbels, qui empoisonnera bientôt ses six enfants ; les aides de camp, les dactylos, les derniers domestiques... Et bien sûr Eva Braun, qui prépare secrètement son mariage du soir avec le Führer tout en distribuant sa garde-robe aux femmes présentes en prévision de l'heure prochaine où elle n'en aura plus besoin. Signe qui ne trompe pas : Hitler a levé tous les interdits. On boit et on fume partout, sauf dans son bureau. Entre deux explosions, on entend monter de la salle des gardes l'écho étouffé de la chanson de Zarah Leander, *Davon geht die Welt nicht unter*, « Ce n'est pas la fin du monde », antiphrase élégante pour exprimer que ça l'est.

Mais l'aviatrice n'est pas venue jusqu'ici pour s'enterrer vivante avec le pharaon ! Elle entend bien le sortir vivant du tombeau qu'il s'est choisi et le conduire à Berchtesgaden, où les SS ont préparé depuis plusieurs mois le fameux « réduit alpin ». Une position qui, à défaut d'être inexpugnable, pourrait permettre d'attendre la mise en service des « armes miracles » – les fusées intercontinentales et surtout la bombe nucléaire en préparation dont elle a entendu parler par Braun. Pour y parvenir, elle d'ordinaire si

maîtresse d'elle-même est prête à tout, même à perdre sa dignité : se jetant à ses genoux, elle le supplie de l'accompagner, car, dit-elle, tant qu'il est vivant « l'Allemagne ne peut pas mourir ». Hitler la relève avec délicatesse et lui dit : « Je ne peux quitter Berlin tant que des Allemands meurent pour sa défense. Nous vivrons ou nous mourrons ensemble. »

On tend un télégramme au dictateur : l'annonce cette fois d'une vraie trahison, celle de Himmler, dont la presse alliée révèle qu'il a pris contact avec les Anglo-Saxons par l'intermédiaire du consul suédois à Lübeck<sup>17</sup> ! Ce sera son dernier accès de rage. Il sauvera la vie d'Hanna Reitsch qui venait de lui dire son désir de mourir à Berlin à ses côtés, les armes à la main. Écumant contre celui qu'il appelait naguère le « fidèle Heinrich », Hitler confie à l'aviatrice et au nouveau chef de la Luftwaffe une dernière mission : gagner Lübeck, capturer Himmler, l'éliminer, puis se mettre à la disposition du grand amiral Dönitz, dont l'état-major s'est replié à Plön. Le Führer s'abstient de leur dire qu'il a choisi d'en faire son successeur, mais tout l'atteste. Disciplinés, ils s'inclinent donc. Au moment de leur dire adieu, Hitler glisse dans la main de chacun une capsule de cyanure. Au cas où ils seraient interceptés par les Russes.

Comment s'extraire du brasier ? Car c'en est un au sens littéral du terme. Quand, dans cette nuit du 28 au 29 avril, ils émergent du bunker pour se retrouver sur la *Vobstraße*, le ciel n'est qu'une mer de flammes. Embarqués dans un blindé qui progresse au ralenti sur un sol qu'on dirait secoué par un tremblement de terre, Reitsch et Greim, très affaibli, atteignent *Unter den Linden*, là même où ils se sont posés quarante heures plus tôt. Les Soviétiques ne sont qu'à quelques centaines de mètres de l'avion qui les attend, un Arado-96. C'est un appareil d'entraînement qu'Hanna connaît comme sa poche. Mais pourra-t-il seulement décoller sous le feu ennemi et, surtout, en évitant les cratères d'obus qui ont défoncé la chaussée ? Greim et elle se regardent : c'est du 50/50... Moteur à fond, elle gagne son ultime pari. L'Arado entrera dans la légende en étant le dernier avion à s'arracher de Berlin avant la capitulation du Reich.

Quand les deux rescapés du bunker se présentent devant Dönitz, le 1<sup>er</sup> mai au matin, après un crochet par Reichlin, l'emprunt d'un nouvel avion puis, faute d'essence, plusieurs étapes en automobile, la radio vient d'annoncer la mort de Hitler et la désignation de Dönitz comme Führer. La priorité du grand amiral n'est plus de capturer Himmler, qui s'est évanoui dans la nature, mais de sauver ce qui peut l'être des forces allemandes



encore intactes. Confirmant Greim dans ses fonctions, il lui donne ordre de gagner Königgrätz, en Bohême, pour y regrouper les restes de la Luftwaffe. Mais à peine arrivé, le maréchal, dont la blessure s'est infectée, doit être hospitalisé. Le 7, la nouvelle lui parvient que la capitulation du Reich est imminente. Toujours piloté par Hanna, il s'envole le soir même pour l'Autriche afin de ne pas être surpris par l'arrivée imminente des Russes. C'est à l'hôpital de Kitzbühel qu'il apprend, le 8 mai, que l'Allemagne a déposé les armes. Dévastée, Hanna Reitsch se raccroche au seul espoir qui lui reste : retrouver sa famille qu'elle sait à l'abri à Salzbourg, sous contrôle américain depuis le 4 mai. Mais une tragédie vient ajouter à son désespoir : apprenant que les réfugiés de Poméranie allaient y être renvoyés, son père a préféré se suicider après avoir tué sa femme, sa fille Heidi et ses enfants plutôt que d'aller vivre en zone d'occupation soviétique et d'y risquer, à tout le moins, la déportation.

## Le temps du soupçon

À peine a-t-elle appris la disparition de sa famille qu'Hanna apprend bientôt celle de Greim, qui, fait prisonnier par les Américains à l'hôpital de Kitzbühel, a fait usage de la capsule de cyanure donnée par Hitler. Hanna, quant à elle, est transférée avec beaucoup d'égards dans une villa de Gmünd, en Basse-Autriche. Elle y est longuement interrogée par des officiers américains et britanniques sur ses activités de pilote d'essai, puis sur ce qu'elle sait des derniers jours de Hitler. N'est-elle pas l'un des derniers témoins à l'avoir vu vivant ? Un interrogatoire classique auquel elle se prête de bonne grâce, la guerre étant terminée et n'ayant plus, quant à elle, rien à cacher. Concernant son expérience de pilote, les échanges sont aimables, presque cordiaux. Des liens particuliers, qui se transformeront rapidement en amitié, se nouent avec son homologue britannique de la RAF, Eric Brown<sup>18</sup>. Chef des essais de la célèbre base de Farnborough, il connaît les exploits de Reitsch comme elle connaît les siens et tous deux ont en commun d'avoir survécu à des accidents spectaculaires. Comme elle, il a testé les prototypes les plus dangereux. Bientôt, il sera le seul pilote non allemand à voler sur le *Komet*, dûment « briefé » par Hanna, puis sur le Me 262, premier chasseur-bombardier à réaction de l'histoire, aux côtés du général Adolf Galland, l'as de la Luftwaffe qui en commanda la première escadrille, la célèbre *Jagdverband 44*.

S'agissant du récit des derniers jours de Hitler, en revanche, les échanges sont plus tendus. Harcelés par les Soviétiques, qui, prodrome de la guerre froide, commencent à accréditer l'idée que le dictateur est toujours vivant, les enquêteurs américains lui posent encore et toujours la même question : n'a-t-elle pas exfiltré le Führer de Berlin, le 28 avril ? Ils ne cesseront eux-mêmes de la harceler qu'au bout de plusieurs semaines, après s'être aperçus que les récits des derniers occupants du bunker, interrogés séparément, par eux comme par les Soviétiques, concordent à la minute près. Il faudra cependant attendre la chute de l'URSS pour que la Russie accepte de fournir la preuve formelle de la mort de Hitler : rien de moins que son crâne, formellement identifié grâce à sa dentition... dès le 6 mai 1945<sup>19</sup> !

Puis subitement, tout change. Un beau matin, Reitsch est transférée dans le cachot d'une prison. Elle y restera quinze mois, traitée comme une *high criminal person*, mais sans qu'on lui signifie le moindre chef d'inculpations. Jusqu'à ce qu'un beau matin de septembre 1946, la porte s'ouvre et qu'on la relâche sans plus d'explications. Et pour cause, puisque cette détention n'était en réalité qu'un moyen de pression. Une fois par semaine, un militaire américain venait lui demander sous quelles conditions elle accepterait de partir aux États-Unis afin d'y travailler sous contrat pour l'US Air Force. Et chaque fois, Hanna, indifférente à l'appât du gain, lui répondait qu'elle n'avait qu'un seul désir : rester en Allemagne pour aider son pays à se reconstruire. Jusqu'au jour où, lassés de se heurter à pareil mur, les responsables du Pentagone jetèrent l'éponge et décidèrent de son élargissement.

Quand elle sort de prison, l'opération « Paperclip » bat son plein. Appâtée par l'immunité et les billets verts, l'équipe Braun parachève son installation outre-Atlantique, sans parler des authentiques criminels dont nous avons parlé, qui, soudain « blanchis » par leur affidation à l'Empire américain, entament une nouvelle carrière. Hanna Reitsch, elle, se retrouve libre de toute allégeance, mais sans toit, sans famille... et sans revenus. Les clubs d'aviation allemands ayant été dissous, elle ne peut exercer son métier de pilote : ni comme monitrice, ni même comme avion-taxi. Tout juste peut-elle participer à des championnats internationaux de vol à voile qui ne lui rapportent que des sommes symboliques, même si elle brille à nouveau au firmament, comme à Madrid en 1952, où elle remporte une médaille de bronze, en étant la seule femme engagée. Pour vivre, elle bénéficie de la

solidarité d'anciens pilotes moins démunis qu'elle qui se cotisent pour lui procurer le strict nécessaire et la loger, tandis que la firme Messerschmitt, reconverte en constructeur de voitures, lui en fournit une gratuitement, essence comprise... en souvenir des services rendus !

Autour de l'héroïne déchue s'est formé un groupe de fidèles. Ses anciens camarades, bien sûr, mais aussi des Allemands plus démunis qu'elle, rencontrés dans diverses associations d'aide aux réfugiés au sein desquelles elle a choisi de s'investir, malgré la précarité de sa propre situation. Mais alors que certains verraient bien cette hitlérienne impénitente servir d'idole à quelque groupuscule néonazi, et tandis que la jeune République fédérale d'Allemagne se reconstruit en reléguant le passé au plus profond de sa mémoire, Hanna, dont on ne peut nier le courage foncier, préfère regarder la vérité en face. Pas un jour ne passe sans qu'elle se souvienne des mensonges édifiants de Himmler sur les chambres à gaz. Comment a-t-elle pu le croire ? Si elle reste fière d'avoir servi son pays et n'aura jamais un mot de regret pour la fascination personnelle qu'elle éprouva pour son chef, elle ne se pardonne pas de s'être laissé tromper. Mieux : elle ne perd aucune occasion de se documenter sur l'univers concentrationnaire qu'on avait mis tant de soin à lui cacher.

## **La résistante, l'hitlérienne et les revenants**

Un jour de l'été 1948, frêle silhouette perdue au fond du préau d'une école désaffectée de Wiesbaden, elle assiste à une conférence sur la déportation donnée par la Française Yvonne Pagniez. Internée à Ravensbrück et à Torgau, d'où elle s'évade en 1944, cachée à Berlin chez des Allemands antinazis, rattrapée *in extremis* au bord du lac de Constance alors qu'elle allait passer en Suisse, puis jetée à nouveau en prison avant d'être libérée par les Américains, cette résistante de la première heure<sup>20</sup> est une gaulliste fervente qui, tout en consacrant sa vie à faire connaître l'horreur des camps, milite, comme l'homme du 18-Juin, en faveur de la réconciliation franco-allemande.

« La conférence finie, raconte-t-elle dans sa préface aux Mémoires d'Hanna Reitsch, de nombreux auditeurs s'approchèrent de moi, comme il arrive d'ordinaire en de telles occasions, pour me remercier, me poser des questions, élever parfois une objection. Derrière leur cercle pressé, un peu à l'écart, une jeune femme attendait. Je l'avais remarquée déjà pendant que je

parlais. Debout au fond de la salle, appuyée au chambranle de la porte, si menue que sa tête dépassait à peine les rangées de personnes assises, elle suivait avec une attention passionnée mes développements. Elle avait été tout de suite pour moi – à un degré exceptionnel qui ce jour-là me donna plus de chaleur –, cette sorte de condensateur qu'un conférencier cherche parmi les visages tendus vers lui, qui rend plus sensible l'impression éparse dans le public, et aide à établir le contact.

« Elle vint à moi la dernière, quand la salle fut presque vide. Sans un mot, elle me serra les mains ; des larmes emplissaient ses yeux.

« — Qui êtes-vous ? murmurai-je.

« — Hanna Reitsch.

« Hanna Reitsch ? C'était donc elle ! [...] Nazie convaincue, disaient les uns ; amie intime d'Hitler, affirmaient d'autres. Mon étonnement n'avait point de bornes de voir en face de moi, au lieu de la Walkyrie que j'avais imaginée, cette petite personne à l'aspect modeste, si frêle de corps, et qui me souriait en essuyant ses larmes, avec une sorte de confusion<sup>10</sup>. »

Jusqu'à la mort d'Hanna, en 1979, les deux femmes resteront très proches, discutant interminablement de leurs expériences, la Française dont Hitler voulait détruire la patrie, et l'Allemande qui refusait d'abjurer la foi qu'elle avait mise en lui tout en étant révoltée par les horreurs que son rêve de domination avait engendrées... Deux passés définitivement irréconciliables mais que les deux femmes chercheront à transcender par la recherche effrénée de solutions permettant de conjurer le retour d'une guerre civile européenne. Comme Eric Brown, Yvonne Pagniez ne cessera de défendre la mémoire de l'aviatrice, son esprit chevaleresque, sa bonne foi trompée, son total désintéressement. Autant de qualités qu'on chercherait en vain chez les onze « salopards » qui précèdent...

« À un certain niveau moral, les êtres, écrit-elle, deviennent transparents, le noyau de vérité éclate au travers de leurs erreurs mêmes. Cette jeune femme, tout animée de l'amour de son pays, d'une profonde foi chrétienne, et d'un total dévouement à ses frères, cette adversaire d'hier venue vers moi d'horizons si lointains, la parole d'une Française l'a conquise, simplement parce que cette parole venait du cœur [...]. Cette rencontre m'a fait toucher le vrai moyen, peut-être le seul, de nouer entre deux pays que séparèrent tant d'hostilités encore mal éteintes, des liens d'amitié. C'est entre les élites que doit s'établir le contact, les élites morales, qui ne se font pas grief de coups, même très durs, parce qu'en

deux camps opposés elles ont servi le même idéal, parce qu'en notre siècle sans pitié, sans scrupule, le mot "chevaleresque" garde pour elles un sens<sup>11</sup>. »

Pour Hanna Reitsch, le ciel s'éclaircit à nouveau en 1954. L'Allemagne ayant recouvré le droit de construire des avions, elle retrouve celui de gagner sa vie en réintégrant l'institut de recherche en aéronautique de Darmstadt, dissous neuf ans plus tôt. Renouant, à quarante-deux ans, avec sa carrière de pilote d'essai, elle n'abandonne pas pour autant la compétition, battant quasiment chaque année un nouveau record : elle remportera notamment, en 1971, le championnat du monde de vol féminin en hélicoptère et, en 1978, à soixante-six ans, le championnat du monde de vol à voile. Entre-temps, des États lui ont demandé conseil, comme l'Inde de Nehru, qui l'a chargée de mettre sur pied un réseau de planeurs adapté à la géographie du pays, ou le Ghana de Kwame Nkrumah, pour qui elle a fondé la première école nationale d'aviation. En 1961, John F. Kennedy l'a même reçue à la Maison-Blanche, lui offrant ainsi l'occasion de revoir Wernher von Braun et de faire la connaissance de Neil Armstrong, l'homme qui, dans huit ans, marchera le premier sur la Lune et qui surnomme Hanna la « femme-fusée ».

La damnée de 1945 serait-elle enfin sortie des cercles de l'enfer ? Rien n'est moins sûr. Derrière le sourire qui illumine en toutes circonstances son visage tant de fois fracturé, ses proches voient monter comme une ombre. Celle d'un passé dont elle n'est jamais parvenue à faire le deuil ? Entre deux tours du monde, elle qui aimait tant la randonnée s'enferme désormais dans son petit appartement de Francfort où trône, au milieu de ses photos de famille et des images de sa Silésie natale devenue polonaise, un portrait du général von Greim, l'homme de sa vie. Elle y reçoit des revenants qu'elle avait perdus de vue : Hans Baur, l'ancien pilote du Führer, Traudl Junge ou Gerda Christian, ses dernières secrétaires, ultimes survivantes du bunker. Dans le courant de l'été 1979, son ami Eric Brown reçoit d'Hanna une lettre qui s'achève par ces mots : « Ce qui a commencé dans le Bunker va finir ici<sup>21</sup>. »

Le 24 août, on la découvre morte dans son lit. Verdict du médecin, un ami : « Crise cardiaque. » On n'a jamais retrouvé la capsule de cyanure qu'Adolf Hitler lui avait confiée, le 28 avril 1945.

1. Brevetée pilote à dix-sept ans, en 1963, celle-ci eut un rôle décisif pour attirer les femmes dans les aéroclubs. Elle fit la connaissance d'Hanna Reitsch dans les années 1970, lors d'une compétition d'hélicoptères, et devint son amie, tout comme Pierre Clostermann. Pratiquant elle-même la voltige et le parachutisme, elle fonda sa propre école de pilotage et initia de nombreuses femmes au vol à voile et au vol à moteur, de l'hélicoptère au jet privé en passant par l'hydravion.

2. Interview dont les extraits jalonnent le documentaire de Gerhard Jelinek, *Hanna Reitsch, Hitlers Fliegerin* (« Hanna Reitsch, l'aviatrice de Hitler »), réalisé pour la chaîne autrichienne ORF en 2010 et diffusé en France sur RMC en 2014.

3. Aujourd'hui Jelenia Góra, en Pologne.

4. Aujourd'hui Jeżów Sudecki.

5. Championne de voltige avant guerre, Beate Uhse (1919-2001) se fit connaître en étant, pendant la guerre, l'unique femme pilote de la Luftwaffe convoyeuse d'avions – essentiellement des Stukas –, neufs ou réparés, qu'elle achemine sur le front au plus près des unités combattantes. Contrairement à Hanna Reitsch, elle connut régulièrement l'épreuve du feu. La paix revenue, elle quitta l'aéronautique pour fonder la première chaîne allemande de... sex-shops.

6. Comme Hanna Reitsch et contrairement à Beate Uhse, politiquement plus discrète, Elly Beihorn (1907-2007) fut montée en épingle par le régime national-socialiste non seulement en raison de ses exploits (elle fut la première aviatrice à réussir, en 1932, un tour du monde en solo et réussit, en 1935, à réaliser un aller-retour Allemagne-Asie en moins de vingt-quatre heures), mais aussi parce qu'elle formait avec le coureur automobile Bernd Rosemeyer, un couple nazi « idéal ». Détenteur de trois records du monde de vitesse successifs, celui-ci périt en 1938 en tentant d'en battre un quatrième, à bord de son Auto-Union (aujourd'hui Audi) lancée à plus de 400 km/h. Pour préserver le fils qu'ils avaient eu ensemble, Elly Beihorn interrompit sa carrière de pilote, qu'elle ne reprit qu'en 1959. Elle arrêta de voler en 1979 (à soixante-douze ans), non sans avoir remporté, en 1959, la médaille d'or du « vol en étoile » européen.

7. En particulier le phénomène dit des « bulles thermiques », courants ascendants produits par l'air chaud qui, en se dissipant brusquement, laissent place à des courants rabattants qui peuvent précipiter un avion vers le sol. Le phénomène fut particulièrement étudié par Wolf Hirth et le planeur Grünau Baby conçu pour y faire face.

8. *Deutsche Forschungsanstalt für Segelflug.*

9. Né en 1894 à Munich et mort à Cedar Rapids (USA) en 1976, Alexander Lippisch fut, avec les frères Horten, le co-inventeur des avions sans empennage (aile volante), voire sans fuselage, comme le Lippisch DM1, retrouvé en 1945 sur la base de Prien (Bavière) par l'armée américaine. « Invité » aux États-Unis dans le cadre de l'opération « Paperclip » (voir chapitre précédent), il fut engagé par la société Convair et fut à l'origine de plusieurs chasseurs-intercepteurs américains, dont le Convair F-102, qui resta en service de 1956 à 1979.

10. Née neuf ans avant Hanna, celle-ci connaîtra une fin pathétique à l'extrême fin de la guerre. Brièvement emprisonnée après l'attentat du 20 juillet 1944 car elle avait épousé, en 1937, l'historien Alexander von Stauffenberg, frère aîné de Claus, elle sera abattue, le 8 avril



1945, par un avion américain alors qu'elle tentait de se poser à Dachau pour libérer son mari qu'elle y savait détenu.

[11.](#) En 1935, les Français Louis Charles Breguet et René Doran avaient mis au point un premier prototype, le Gyroplane laboratoire, mais sa complexité de pilotage l'avait rapidement relégué aux oubliettes.

[12.](#) Le Messerschmitt Me 323, dit *Gigant*, propulsé par six moteurs développant près de 7 000 ch.

[13.](#) « Musique oblique. »

[14.](#) *Selbstopferkommando Leonidas*.

[15.](#) Inaugurée par Bismarck en 1873, la *Siegessäule* commémore les campagnes prussiennes de 1864, 1866 et 1870 contre le Danemark, l'Autriche et la France, trois étapes essentielles de l'unité allemande de 1871. À l'origine, elle trônait sur la *Königsplatz*, face au Reichstag (aujourd'hui place de la République). Mais Hitler la fit déplacer 2 km plus à l'ouest, sur le carrefour dit de la *Großer Stern* (« la grande étoile ») dans le cadre des travaux du nouveau Berlin.

[16.](#) En fait, Göring n'a pas trahi Hitler. Apprenant, depuis Berchtesgaden, l'encerclement de Berlin, il lui fait parvenir, dans la nuit du 23 avril, un télégramme lui demandant s'il est d'accord pour lui laisser les rênes de l'État, conformément à ce qui était prévu depuis 1941 en cas de mort ou d'empêchement du Führer. Hitler, qui, à ce moment-là, croit encore possible de dégager Berlin, lui répond aussitôt de ne prendre aucune initiative, à quoi Göring lui répond à son tour qu'il se considère toujours sous ses ordres. Mais, Bormann s'abstenant de montrer à Hitler la protestation de fidélité du *Reichsmarschall*, le Führer conclut à une tentative de coup d'État déguisé et l'assigne à résidence à Berchtesgaden sous la garde des SS. Ceux-ci l'en libéreront le 6 mai, après avoir refusé d'obéir aux ordres de Bormann, qui, aussitôt après le suicide de Hitler, leur avait donné l'ordre de l'éliminer. Les Américains arrêteront Göring le 8 mai, jour de la capitulation allemande, alors qu'il venait prendre contact avec eux.

[17.](#) Voir chapitre 2, « Walter Schellenberg, le gentleman assassin ».

[18.](#) Mort en 2016, à quatre-vingt-dix-sept ans, Eric Brown détenait le record du monde d'appareils pilotés (487) ainsi que celui du nombre d'atterrissages sur porte-avions (2 407). Il effectua son dernier vol d'essai à soixante-quinze ans, en 1994, à bord d'un chasseur de la Royal Navy à décollage vertical.

[19.](#) Ce qui n'empêchera pas Staline de déclarer, quelques jours plus tard, à une délégation américaine conduite par Averell Harriman, qu'il avait les preuves que Hitler s'était enfui « en sous-marin » en Espagne ou en Argentine !

[20.](#) Yvonne Pagniez (1896-1981) rejoignit dès 1940 l'OCM (Organisation civile et militaire), le premier réseau de résistance à voir le jour en zone occupée.

[21.](#) « *It began in the bunker, there it shall end.* »



# Annexe

Déclaration d'Albert Speer au procès de Nuremberg, le 31 août 1946 :

« Monsieur le Président, Messieurs les juges. Hitler et l'effondrement de son système ont amené une époque de souffrances immenses pour le peuple allemand. La vaine poursuite de cette guerre et les destructions inutiles rendent la reconstruction encore plus difficile. Une époque de privations et de misères est venue pour le peuple allemand. Après ce Procès, il méprisera et maudira Hitler, auteur de son malheur. Quant au monde, il apprendra de ce qui est arrivé non seulement à haïr la dictature en tant que forme de gouvernement, mais aussi à la craindre. La dictature de Hitler se distinguait par un trait fondamental de tous les précédents historiques. C'était la première dictature d'un État industriel dans cette époque de technique moderne, une dictature qui se servait à la perfection, pour la domination de son propre peuple, de moyens techniques. C'est par les moyens de la technique, tels que la radio et les haut-parleurs, qu'on ôta à 80 000 000 d'hommes l'indépendance de pensée. C'est ainsi qu'ils durent être soumis à la volonté d'un seul individu. Le téléphone, le télétype et la radio permirent par exemple de transmettre des ordres, même des plus hautes instances, directement jusqu'au dernier échelon de la hiérarchie où ils étaient exécutés sans critique, en raison de la haute autorité que leur conférait leur origine ; ou bien ces moyens avaient encore pour conséquence que de nombreux services et commandos étaient rattachés directement à la Direction suprême dont ils recevaient directement leurs ordres sinistres ; ou bien encore ils avaient pour conséquence un réseau étendu de surveillance des citoyens et le secret gardé au sujet des actions criminelles. Pour une personne du dehors, cet appareil d'État peut apparaître comme le fouillis apparemment inextricable du système des

câbles d'un central téléphonique, mais tout comme ces câbles, il pouvait être commandé et dominé par une volonté. Les dictatures d'autrefois avaient besoin de collaborateurs doués de hautes qualités, même dans les services subalternes, donc qui fussent capables de penser et d'agir avec indépendance. Le système autoritaire de l'âge de la technique peut s'en passer. Les moyens de communication à eux seuls lui permettent de mécaniser le travail des services subalternes. La conséquence en est la naissance du type nouveau de celui qui reçoit les ordres sans critique. Nous n'étions qu'au début de cette évolution. Le cauchemar de beaucoup d'hommes, selon lequel les peuples seraient dominés un jour par la technique était presque réalisé dans le système de Hitler. Tous les États du monde sont aujourd'hui en danger d'être terrorisés par la technique, mais dans une dictature moderne, cela me semble inévitable. C'est pourquoi plus la technique se développe dans le monde, plus il devient nécessaire d'encourager, pour la contrebalancer, la liberté individuelle et la conscience individuelle des hommes. Hitler a utilisé la technique non seulement pour dominer son propre peuple, mais il a failli réussir à soumettre l'Europe grâce à l'avance qu'il avait sur le plan technique. C'est seulement par suite de quelques erreurs de commande typiques dans une dictature à cause du manque de critique, qu'il n'a pas eu le double de chars, d'avions et de sous-marins avant 1942. Mais si un État industriel moderne emploie durant plusieurs années son intelligence, sa science, le développement de la technique et sa production pour gagner une avance dans le domaine de l'armement, alors il peut terrasser et vaincre le monde en utilisant peu d'hommes et grâce à sa technique supérieure, si les autres nations pendant le même temps utilisent leurs capacités techniques pour le progrès culturel de l'humanité. Plus la technique se développe dans le monde, plus ce danger est grand et plus une avance dans le domaine des moyens techniques de conduite de la guerre aura de poids. Cette guerre-ci s'est terminée avec des fusées sans pilotes, des avions qui atteignent la vitesse du son, des sous-marins de types nouveaux et des torpilles qui trouvent leur but toutes seules, enfin avec des bombes atomiques et la perspective d'une guerre chimique terrible. La prochaine guerre sera nécessairement placée sous le signe de ces nouvelles inventions destructrices de l'esprit humain. La technique de la guerre fournira dans cinq ou dix ans la possibilité de tirer des fusées de continent à continent avec une terrible précision. Elle peut, par la désintégration de l'atome, anéantir au centre de New York, 1 000 000

d'hommes, avec une équipe de dix hommes, en quelques secondes, avec une fusée invisible, sans avertissement, plus rapide que le son, de jour et de nuit. La science des divers pays est capable de répandre des épidémies parmi les hommes et les animaux et d'anéantir les récoltes par une guerre d'insectes. La chimie a trouvé des moyens terribles pour infliger aux hommes sans défense des souffrances infinies. Y aura-t-il encore un État qui se servira des expériences de cette guerre pour en préparer une nouvelle, tandis que le reste du monde utilisera le progrès technique pour le bien de l'humanité et essaiera par là de créer une faible compensation à ces horreurs ? En tant qu'ancien ministre chargé d'un armement très développé, c'est mon dernier devoir de constater qu'une nouvelle grande guerre se terminera par la destruction de la culture et de la civilisation humaines. Rien n'empêche la technique et la science déchaînées d'accomplir sur les hommes l'œuvre de destruction qu'elles ont commencée dans cette guerre d'une manière si terrible. C'est pourquoi ce Procès doit contribuer à empêcher des guerres à l'avenir et fixer les règles fondamentales de la vie en commun des hommes. Qu'importe mon propre destin après tout ce qui s'est passé et à côté d'un but si élevé ! Au cours des siècles passés, le peuple allemand a beaucoup contribué à l'édification de la civilisation humaine. Il a souvent fourni ses contributions à des époques où il était aussi impuissant et abandonné qu'il l'est aujourd'hui. Les hommes de valeur ne se laissent pas pousser au désespoir. Ils créeront de nouvelles œuvres durables, et sous la pression énorme qui pèse sur tout, ces œuvres seront d'une grandeur particulière. Si le peuple allemand, aux époques inévitables de sa pauvreté et de son impuissance, mais en même temps aussi à l'époque de son édification, crée ainsi de nouvelles valeurs de civilisation, il aura par là apporté à l'Histoire du monde la contribution la plus précieuse qu'il puisse fournir dans la situation où il se trouve. Ce ne sont pas les batailles des guerres qui seules décident de l'histoire de l'Humanité, mais dans un sens plus élevé, les œuvres de civilisation qui deviennent un jour le bien commun de toute l'humanité. Un peuple qui croit en son avenir ne périra pas. Que Dieu protège l'Allemagne et la civilisation occidentale ! »

# Notes

## Introduction

### Onze salopards et demi

- [1.](#) *Le Monde*, 8 avril 1970.
- [2.](#) Saint-Paulien, *La Bataille de Berlin*, Paris, Plon, 1958.

## 1

### Albert Speer, le technocrate esclavagiste

- [1.](#) Albert Speer, *Erinnerungen*, Berlin, Ullstein, 1969, et Fayard, 1971, sous le titre *Au cœur du Troisième Reich*.
- [2.](#) Albert Speer, *Spandauer Tagebücher*, Berlin, Ullstein, 1975, et Fayard, 1976, sous le titre *Journal de Spandau*.
- [3.](#) Tribunal militaire international, *Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international, Nuremberg, 14 novembre 1945-1<sup>er</sup> octobre 1946*, vol. 16, p. 514. Les 42 volumes sont consultables et téléchargeables en intégralité sur le site de la Bibliothèque nationale de France à l'adresse : <https://gallica.bnf.fr/conseils/content/le-proc%C3%A8s-de-nuremberg>. [Ci-après : TMI.]
- [4.](#) *Ibid.*, p. 503.
- [5.](#) *Ibid.*, p. 448.
- [6.](#) Tom Segev, *Simon Wiesenthal : The Life and Legends*, New York, Doubleday, 2010.
- [7.](#) Jacques Vergès, *De mon propre aveu*, Paris, Pierre-Guillaume de Roux, 2013.

[8.](#) Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, préface de Benoît Lemay, Hachette, « Pluriel », 2010.

[9.](#) *Ibid.*, p. 80.

[10.](#) *Ibid.*

[11.](#) Guido Knopp, *Hitler's Henchmen*, Cheltenham, The History Press, 2010.

[12.](#) Lire à ce sujet : Lars Olof Larsson (trad. Béatrice Loyer), *Albert Speer et le plan de Berlin, 1937-1943*, Bruxelles, Archives d'architecture moderne, 1983.

[13.](#) Lars Olof Larsson, *Le Plan du nouveau Berlin*, Bruxelles, Archives d'architecture moderne, 1982.

[14.](#) Albert Speer, *Der Sklavenstaat. Meine Auseinandersetzungen mit der SS*, Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 1981 ; trad. française : *L'Empire SS*, Paris, Robert Laffont, 1982.

[15.](#) Cité par Benoît Lemay dans sa préface d'*Au cœur du Troisième Reich*, *op. cit.*

[16.](#) *Ibid.* et Jörn Düwel (dir.), *1945. Krieg, Zerstörung, Aufbau, Architektur und Stadtplanung, 1940-1960*, Cassel, Henschel, 1995.

[17.](#) Martin Kitchen, *Speer, l'architecte d'Hitler*, Paris, Perrin, 2017.

[18.](#) Reinhard Spitzzy, *So haben wir das Reich verspielt : Bekenntnisse eines Illegalen*, Langen, Mueller Verlag, 1986.

[19.](#) Albert Speer, *Journal de Spandau*, *op. cit.*

[20.](#) Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, *op. cit.*

[21.](#) Cité par Benoît Lemay dans sa préface d'*Au cœur du Troisième Reich*, *op. cit.* Voir aussi Florian Freund, Bertrand Perz et Karl Stuhlpfarrer, « Der Bau des Vernichtungslager Auschwitz-Birkenau », *Zeitgeschichte*, vol. 5, n<sup>o</sup> 6, mai-juin 1993.

[22.](#) Cité par Benoît Lemay dans sa préface d'*Au cœur du Troisième Reich*, *op. cit.*

[23.](#) *Ibid.*

[24.](#) TMI, vol. 3, p. 448.

[25.](#) TMI, vol. 16, p. 467.

[26.](#) Otto Skorzeny, *La Guerre inconnue*, Paris, Albin Michel, 1975.

- [27.](#) Guido Knopp, *op. cit.*
- [28.](#) Matthias Schmidt, *Albert Speer, la fin d'un mythe*, Paris, Belfond, 1985.
- [29.](#) Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, *op. cit.*
- [30.](#) Matthias Schmidt, *op. cit.*
- [31.](#) Joachim Fest, *Die unbeantwortbaren Fragen : Gespräche mit Albert Speer* (« Questions insolubles : conversations avec Albert Speer »), Berlin, Rowohl Verlag, 2005.
- [32.](#) Henrich Brelauer, *Unterwegs zur Familie Speer. Begegnungen, Gespräche, Interviews* (« En chemin avec la famille Speer, rencontres, conversations, entretiens »), Berlin, Propyläen Verlag, 2005.
- [33.](#) Martin Kitchen, *op. cit.*
- [34.](#) Miriam Pollard, *The Other Face of Love. Dialogues with the Prison Experience of Albert Speer*, New York, Crossroad Publishing, 1996, cité par Martin Kitchen, *op. cit.*
- [35.](#) Albert Speer, *L'Immoralité du pouvoir*, Paris, Robert Laffont, 1981.
- [36.](#) Gitta Sereny, *Speer, son combat avec la vérité*, Paris, Seuil, 1997, et aussi, *Dans l'ombre du Reich. Enquêtes sur le traumatisme allemand*, Paris, Seuil, « Point », 2017.
- [37.](#) Guido Knopp, *op. cit.*

## 2

### Walter Schellenberg, le gentleman assassin

- [1.](#) Jean-Paul Picaper, *Ces nazis qui ont échappé à la corde*, Paris, L'Archipel, 2017.
- [2.](#) Walter Schellenberg, *Le chef du contre-espionnage nazi parle*, édition entièrement revue et commentée par Clément Tibère, Paris, Perrin, 2019.
- [3.](#) François Kersaudy, *Les Secrets du III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Perrin, 2013, et « Tempus », 2015.
- [4.](#) Jean-Paul Picaper, *op. cit.*
- [5.](#) François Kersaudy, *op. cit.*

[6.](#) Patrick Desbois, *Porteur de mémoires : sur les traces de la Shoah par balles*, Paris, Michel Lafon, 2007.

[7.](#) Marie Moutier-Bitan, *Les Champs de la Shoah : l'extermination des Juifs en Union soviétique occupée. 1941-1944*, Paris, Passés composés, 2020.

[8.](#) Edmonde Charles-Roux, *L'Irrégulière, ou mon itinéraire Chanel*, Paris, Grasset, 1974.

[9.](#) Joseph Kessel, *Les Mains du miracle*, Paris, Gallimard, 1960.

[10.](#) *Final Report on the Case of Walther [sic] Friedrich Schellenberg*, in Reinhard R. Doerries, *Hitler's Last Chief of Foreign Intelligence : Allied Interrogations of Walter Schellenberg*, Londres, Routledge, 2003, cité par Clément Tibère, *op. cit.*

[11.](#) TMI, vol. 4, p. 391.

[12.](#) Clément Tibère, *op. cit.*

### 3

## Reinhard Gehlen, l'espion indispensable

[1.](#) Rémi Kauffer, *Histoire mondiale des services secrets*, Paris, Perrin, 2015.

[2.](#) Rémi Kauffer, *Les Hommes du président, les chefs d'État et leurs services secrets*, Paris, Perrin, 2018.

[3.](#) Michael Mueller et Erich Schmidt-Eenboom, *Histoire des services secrets allemands*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2009.

[4.](#) Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'OTAN. Réseaux Stay Behind, Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest*, Plogastel, Éditions Demi Lune, « Résistances », 2011. Voir aussi à ce sujet le remarquable documentaire *Les Armées secrètes de l'OTAN*, réalisé pour France 5 en 2011 par Emmanuel Amara en collaboration avec Daniele Ganser.

[5.](#) *New York Times*, 10 octobre 1952.

[6.](#) *Der Spiegel*, 29 octobre 1952.

[7.](#) Christopher Simpson, *Blowback : America's Recruitment of Nazis and its Destructive Impact on our Domestic and Foreign Policy*, Forbidden Bookshelf, 2014.

[8.](#) *Combat*, 19 août 1963.



[9.](#) Rémy Kauffer, *Histoire mondiale des services secrets*, *op. cit.*

[10.](#) *Der Spiegel*, 24 avril 1995.

## 4

### Rudolf Diels, ou la Gestapo « utile »

[1.](#) *Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*, publié par le Comité international d'aide aux victimes du fascisme hitlérien, Paris, éditions du Carrefour, 1933.

[2.](#) Frank McDonough, *La Gestapo, mythes et réalités de la police secrète d'Hitler*, Paris, Fayard, 2017.

[3.](#) *Le Monde*, 28 février 1983.

[4.](#) Jacques Delarue, *Histoire de la Gestapo*, Paris, Fayard, 1970.

[5.](#) Klaus Wallbaum, *Rudolf Diels, der Überläufer* (« Rudolf Diels, le transfuge »), Berne, Peter Lang, 2009.

## 5

### Otto Skorzeny, le « James Bond » du Führer

[1.](#) Ralph Ganis, *The Skorzeny Papers. Evidence for the Plot to Kill JFK*, New York, Simon and Schuster, 2018.

[2.](#) *Diplomatie Magazine*, mai 2013. Voir aussi, de Peter Dun Scott : *L'État profond américain : finance, pétrole et guerre perpétuelle*, Plogastel, Éditions Demi Lune, 2015.

[3.](#) Otto Skorzeny, *La Guerre inconnue*, *op. cit.*

[4.](#) Charles Foley, *Commando Extraordinary, the Spectacular Exploits of Otto Skorzeny*, Londres, Longman, Green and Co., 1954.

[5.](#) Charles Foley, *Commando Extraordinary*, New York, Putnam's Sons, 1955.

[6.](#) Arnold M. Silver, « Memories of Oberursel – Questions, Questions, Questions », *Intelligence & National Security*, vol. 8, n° 2, avril 1993.

[7.](#) Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'OTAN*, *op. cit.*

[8.](#) *Ibid.*

[9.](#) Bernard A. Cook, *Europe since 1945: an encyclopedia*, Londres, New York, Routledge, 2001.

[10.](#) Alistair Horne, *A Savage War of Peace*, Londres, NYRB Classics, 2016.

[11.](#) Anthony Clayton, *The Wars of French Decolonisation*, Londres, New York, Routledge, 1994.

[12.](#) Otto Skorzeny, *La Guerre inconnue, op. cit.*

[13.](#) *Haaretz*, 27 mars 2016.

[14.](#) *Ibid.*

## 6

### Ernst Achenbach, du pillage de la France au Parlement européen

[1.](#) Jacques R. Pauwels, *Big Business avec Hitler*, Bruxelles, Éditions Aden, 2013.

[2.](#) Lucien Steinberg, *Les Allemands en France, 1940-1944*, Paris, Albin Michel, 1992.

[3.](#) Annie Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite, les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2010.

[4.](#) Télégramme cité in *ibid.*

[5.](#) François Broche et Jean-François Muracciole, *op. cit.*

[6.](#) Rudolf Rahn, *Un ambassadeur dans la tourmente*, Paris, France-Empire, 1980.

[7.](#) Henry du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions*, Genève, Constant Bourquin, 1946.

[8.](#) Annie Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite, op. cit.*

[9.](#) Annie Lacroix-Riz, *Les Élités françaises entre 1940 et 1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris, Armand Colin, 2016.

[10.](#) William Langer, *Our Vichy Gamble*, New York, Alfred A. Knopf, 1947.

[11.](#) Cité par Annie Lacroix-Riz, *Les Élités françaises entre 1940 et 1944*, *op. cit.*

[12.](#) Kristian Buchna, *Nationale Sammlung an Rhein und Ruhr : Friedrich Middelhaue und die nordrhein-westfälische FDP, 1945-1953*, Munich, Schriftenreihe Der Vierteljahrshefte Fur Zeitgeschichte, 2010.

[13.](#) Jacques Derogy, « Un nazi bien tranquille », *in* Serge Klarsfeld (dir.), *La Traque des criminels nazis*, Paris, Tallandier, 2013.

## 7

### **Kurt Georg Kiesinger, le chancelier giflé**

[1.](#) Philipp Gassert, *Kurt Georg Kiesinger, Kanzler zwischen den Zeiten*, Berlin, Deutsche Verlags-Anstalt, 2004.

[2.](#) Beate et Serge Klarsfeld, *Mémoires*, Paris, Fayard-Flammarion, 2015.

## 8

### **Hjalmar Schacht, le « docteur miracle »**

[1.](#) Tom Segev, *The Seventh Million : The Israelis and the Holocaust*, New York, Hill and Wang, 1994.

[2.](#) Hjalmar Schacht, *Der theoretische Gehalt des englischen Merkantilismus*, Francfort-sur-le-Main, Verlag Sauer & Auvermann, 1900.

[3.](#) Frédéric Clavert, *Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950)*, Berne, Peter Lang, 2009.

[4.](#) *Ibid.*

[5.](#) Jean-François Bouchard, *Hjalmar Schacht, le banquier du diable*, Paris, Max Milo, 2015.

[6.](#) *76 Jahre meines Lebens*, Bad Wörishofen, Kindler und Schiermeyer Verlag, 1953 (trad. française : *Mémoires d'un magicien*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, et KontreKulture, 2016).

[7.](#) Philippe Renoux, *La Montée de Hitler, hasards, complaisances, complicités...*, Janzé, éditions Charles Hérissey, 2004.

[8.](#) *Ibid.*

[9.](#) *Ibid.*

[10.](#) Frédéric Clavert, *op. cit.*

[11.](#) *Ibid.*

[12.](#) Jean-François Bouchard, *op. cit.*

[13.](#) *Le Testament politique de Hitler*, présentation d'André François-Poncet, Paris, Fayard, 1959.

## 9

### **Adolf Heusinger, de la Tanière du loup au commandement de l'OTAN**

[1.](#) *Le Monde*, 16 décembre 1961.

[2.](#) Adolf Heusinger, *Befehl im Widerstreit, Schicksalsstunden der deutschen Armee 1923-1945*, Tübingen, Rainer Wunderlich Verlag, 1950.

[3.](#) *Der Spiegel*, 27 mai 1959.

[4.](#) Omer Bartov, « Guerre barbare », in *Politique guerrière de l'Allemagne et choix moraux pendant la Seconde Guerre mondiale*, traduit de l'anglais par Claire Darmon, *Revue d'histoire de la Shoah*, 2007/2 (n° 187).

[5.](#) Jean Lopez, *Barbarossa, 1941, la guerre absolue*, Paris, Passés composés, 2019.

[6.](#) *Ibid.*

[7.](#) Jean Lopez (dir.), *La Wehrmacht, la fin d'un mythe*, Paris, Perrin, 2019.

[8.](#) Jean Solchany, « La lente dissipation d'une légende : la Wehrmacht sous le regard de l'histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 7, avril-juin 2000.

[9.](#) *Ibid.*

## 10

### **Friedrich Paulus, le haut-parleur de Moscou**

[1.](#) TMI, vol. 7, p. 244.

2. Correlli Barnett, *Hitler's Generals*, Londres, Grove, 2003.
3. Michael Prazan, *Einsatzgruppen, sur la trace des commandos de la mort nazis*, Paris, Seuil, 2010.
4. TMI, vol. 4, p. 476.
5. TMI, vol. 7, p. 297.
6. Erich von Manstein, *Mémoires*, préface de Pierre Servent, Paris, Perrin, 2015.
7. Benoît Lemay, *Erich von Manstein*, Paris, Perrin, 2006.
8. Friedrich Paulus, *Ich stehe hier, auf Befehl !* (« Je reste ici, sur ordre ! »), Francfort, Bernard und Graefe, 1961, trad. française sous le titre *Stalingrad*, Paris, Fayard, 1961.
9. Alexander Stahlberg, *Die verdammte Pflicht – Erinnerungen 1932-1945*, Berlin, Ullstein, 1994, cité par Benoît Lemay, *op. cit.*
10. Antony Beevor, *Stalingrad*, Paris, Calmann-Lévy, 2019.
11. Archives centrales, Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie. 14-5-173. P 178 (original), p. 179-181 (copie signée). Texte intégral disponible sur <http://www.allworldwars.com/Paulus-in-Captivity-NKVD-Files.html#Preface>.
12. Walther von Seydlitz, *Stalingrad, Konflikt und Konsequenz. Erinnerung*, Oldenbourg, Gerhard Stalling AG, 1977.
13. Claude Becquet-Lavoinnie, « Itinéraire du général Walther von Seydlitz-Kurzbach (1888-1976) : un officier allemand face aux totalitarismes », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 2005/2 (n° 218).
14. TMI, vol. 7, p. 289-290.

## 11

### Wernher von Braun, ou la fuite dans les étoiles

1. Walter Dornberger, *V2, der Schuss ins Weltall* (« V2, le tir dans l'espace »), Esslingen, Bechtle Verlag, 1952, et *L'Arme secrète de Peenemünde*, Paris, Arthaud, 1966.
2. Gérard Hartmann, *Le V2, arme stratégique*, étude téléchargeable sur le site <https://www.hydroretro.net/etudegh/v2armestrat.pdf>.
3. *Ibid.*

[4.](#) Annie Jacobsen, *Operation Paperclip: The Secret Intelligence Program that Brought Nazi Scientists to America*, New York, Little, Brown & Co., 1994.

[5.](#) Tom Gehrels, « Of Truth and Consequences », *Nature* n° 372, 1994.

## 12

### Hanna Reitsch, l'ange des maudits

[1.](#) *Fliegen, mein Leben*, Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 1951, trad. française : *Aventures en plein ciel*, préface et traduction d'Yvonne Pagniez, Paris, La Table ronde, 1952 ; rééd. avec une traduction de Gauthier Cadène, Auda Isarn, 2011.

[2.](#) *Ibid.*

[3.](#) *Ibid.*

[4.](#) *Ibid.*

[5.](#) *Ibid.*

[6.](#) Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, *op. cit.*

[7.](#) Traudl Junge, *Dans la tanière du loup*, JC Lattès, 2005.

[8.](#) Hanna Reitsch, *Fliegen, mein Leben*, *op. cit.*

[9.](#) *Ibid.*

[10.](#) Préface d'Yvonne Pagniez à sa traduction des Mémoires d'Hanna Reitsch, *Aventures en plein ciel*, *op. cit.*

[11.](#) *Ibid.*

# Bibliographie sélective

## Études générales sur Hitler et le III<sup>e</sup> Reich

- Werner Best, *Portraits de nazis*, Paris, Perrin, 2015.
- Jean-Paul Bled, *Les Hommes d'Hitler*, Paris, Perrin, 2015.
- Martin Broszat, *L'État hitlérien*, Paris, Fayard, 1986.
- Johann Chapoutot, *La Loi du sang. Penser et agir en nazi*, Paris, Gallimard, 2014.
- , *La Révolution culturelle nazie*, Paris, Gallimard, 2017.
- , *Comprendre le nazisme*, Paris, Tallandier, 2018.
- , *Libres d'obéir : le management, du nazisme à aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 2020.
- François Delpla, *Hitler*, Paris, Grasset, 1999.
- Richard J. Evans, *Le III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Flammarion, 2009, 3 vol.
- Joachim Fest, *Hitler*, Paris, Gallimard, 1973, 2 vol.
- François Kersaudy, *Les Secrets du III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Perrin, 2013 et « Tempus », 2015.
- Ian Kershaw, *Hitler*, Paris, Flammarion, 1999-2000, 2 vol.
- Victor Klemperer, *LTI, la langue du III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Pocket, 1999.
- Guido Knopp, *Hitler's Henchmen*, Londres, The History Press, 2010.
- Thierry Lentz, *Le Diable sur la montagne, Hitler au Berghof*, Paris, Perrin, 2017.



- Peter Longerich, *Hitler*, Paris, éditions Héloïse d'Ormesson, 2017.
- Jean Lopez (dir.), *La Wehrmacht, la fin d'un mythe*, Paris, Perrin, 2019.
- William S. Shirer, *Le III<sup>e</sup> Reich des origines à la chute*, Paris, Stock, 1961.
- Marlis Steinert, *Hitler*, Paris, Fayard, 1991.
- John Toland, *Hitler*, Paris, Perrin, « Tempus », 2012, 2 vol.
- Tribunal militaire international, *Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international, Nuremberg, 14 novembre 1945-1<sup>er</sup> octobre 1946*, vol. 16, p. 514, 1948. Les 42 volumes sont consultables et téléchargeables en intégralité sur le site de la Bibliothèque nationale de France à l'adresse : <https://gallica.bnf.fr/conseils/content/le-proc%C3%A8s-de-nuremberg>.
- Volker Ullrich, *Hitler*, Paris, Gallimard, 2017, 2 vol.

## **Albert Speer**

- Jörn Düwel (dir.), *1945. Krieg, Zerstörung, Aufbau, Architektur und Stadtplanung, 1940-1960*, Cassel, Henschel, 1995.
- Lars Olof Larsson (trad. Béatrice Loyer), *Albert Speer et le plan de Berlin, 1937-1943*, Bruxelles, Archives d'architecture moderne, 1983.
- Matthias Schmidt, *Albert Speer, la fin d'un mythe*, Paris, Belfond, 1985.
- Tom Segev, *Simon Wiesenthal: The Life and Legends*, New York, Doubleday, 2010.
- Gitta Sereny, *Speer, son combat avec la vérité*, Paris, Seuil, 1997.
- , *Dans l'ombre du Reich*, Paris, Seuil, 2017.
- Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, Paris, Fayard, 1971 et « Pluriel », 2009.

- , *Journal de Spandau*, Paris, Fayard, 1976 et « Pluriel », 2018.
- , *L'Immoralité du pouvoir*, Paris, Robert Laffont, 1981.
- , *L'Empire SS*, Paris, Robert Laffont, 1982.

## Walter Schellenberg

- Edmonde Charles-Roux, *L'Irrégulière, ou mon itinéraire Chanel*, Paris, Grasset, 1974.
- Patrick Desbois, *Porteur de mémoires : sur les traces de la Shoah par balles*, Paris, Michel Lafon, 2007.
- Christian Ingrao, *Les Intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Hachette, « Pluriel », 2011.
- , *La Promesse de l'Est, espérance nazie et génocide, 1939-1944*, Paris, Seuil, 2016.
- Rémi Kauffer, *Histoire mondiale des services secrets*, Paris, Perrin, 2015.
- François Kersaudy, *Les Derniers Secrets du III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Perrin, 2019.
- Joseph Kessel, *Les Mains du miracle*, Paris, Gallimard, 1960.
- Jean-Paul Picaper, *Ces nazis qui ont échappé à la corde*, Paris, L'Archipel, 2017.
- Walter Schellenberg, *Le chef du contre-espionnage nazi parle*, édition entièrement revue et commentée par Clément Tibère, Paris, Perrin, 2019.

## Reinhard Gehlen

- Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'OTAN. Réseaux Stay Behind, Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest*, Plogastel, Éditions Demi Lune, « Résistances », 2011.
- Reinhard Gehlen, *Mémoires*, Paris, Presses de la Cité-Fayard, 1972.

Alain Guérin, *Le Général gris : comment le général Gehlen peut-il diriger, depuis 26 ans, l'espionnage allemand ?*, Paris, Julliard, 1968.

Rémi Kauffer, *Histoire mondiale des services secrets, op. cit.*

Michael Mueller et Erich Schmidt-Eenboom, *Histoire des services secrets allemands*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2009.

Mary Ellen Reese, *General Reinhard Gehlen : the CIA Connection*, New York, George Mason University Press & National Book Network, 1990.

## Rudolf Diels

Comité international d'aide aux victimes du fascisme hitlérien, *Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*, Éditions du Carrefour, 1933.

Jacques Delarue, *Histoire de la Gestapo*, Paris, Fayard, 1970.

Rudolf Diels, *Lucifer ante portas, zwischen Severing und Heydrich*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1950.

Christiane Kohl, *La Maison des témoins*, Paris, Payot, 2009.

Frank McDonough, *La Gestapo, mythes et réalités de la police secrète d'Hitler*, Paris, Fayard, 2017.

Klaus Wallbaum, *Rudolf Diels, der Überläufer* (« Rudolf Diels, le transfuge »), Berne, Peter Lang, 2009.

## Otto Skorzeny

Anthony Clayton, *The Wars of French Decolonisation*, Londres, New York, Routledge, 1994.

Bernard A. Cook, *Europe since 1945: an encyclopedia*, Londres, New York, Routledge, 2001.

Charles Foley, *Commando Extraordinary, the Spectacular Exploits of Otto Skorzeny*, Londres, Longman, Green and Co., 1954.

- , *Commando Extraordinary*, New York, Putnam's Sons, 1955.
- Ralph Ganis, *The Skorzeny Papers. Evidence for the Plot to Kill JFK*, New York, Simon and Schuster, 2018.
- Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'OTAN, op. cit.*
- Alistair Horne, *A Savage War of Peace*, Londres, NYRB Classics, 2016.
- Glenn B. Infield, *Skorzeny, chef des commandos de Hitler*, Paris, Perrin, « Tempus », 2012.
- Otto Skorzeny, *La Guerre inconnue*, Paris, Albin Michel, 1975.
- , *Mes missions secrètes*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2016.

## **Ernst Achenbach**

- François Broche et Jean-François Muracciole, *Histoire de la Collaboration, 1940-1945*, Paris, Tallandier, 2017.
- Kristian Buchna, *Nationale Sammlung an Rhein und Ruhr : Friedrich Middelhaue und die nordrhein-westfälische FDP, 1945-1953*, Munich, Schriftenreihe Der Vierteljahrshefte Fur Zeitgeschichte, 2010.
- Jacques Derogy, « Un nazi bien tranquille », *in* Serge Klarsfeld (dir.), *La Traque des criminels nazis*, Paris, Tallandier, 2013.
- Annie Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite, les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2010.
- , *Les Élités françaises entre 1940 et 1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris, Armand Colin, 2016.
- William Langer, *Our Vichy Gamble*, New York, Alfred A. Knopf, 1947.
- Henry du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions*, Genève, Constant Bourquin, 1946.

Jacques R. Pauwels, *Big Business avec Hitler*, Bruxelles, Éditions Aden, 2013.

Rudolf Rahn, *Un ambassadeur dans la tourmente*, Paris, France-Empire, 1980.

Lucien Steinberg, *Les Allemands en France, 1940-1944*, Paris, Albin Michel, 1992.

## **Kurt Georg Kiesinger**

Philipp Gassert, *Kurt Georg Kiesinger, Kanzler zwischen den Zeiten*, Berlin, Deutsche Verlags-Anstalt, 2004.

Beate et Serge Klarsfeld, *Mémoires*, Paris, Fayard-Flammarion, 2015.

Serge Klarsfeld (dir.), *La Traque des criminels nazis, op. cit.*

## **Hjalmar Schacht**

Jean-François Bouchard, *Hjalmar Schacht, le banquier du diable*, Paris, Max Milo éditions, 2015.

Frédéric Clavert, *Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950)*, Berne, Peter Lang, 2009.

Philippe Renoux, *La Montée de Hitler, hasards, complaisances, complicités...*, Janzé, Éditions Charles Hérissé, 2004.

Hjalmar Schacht, *Der theoretische Gehalt des englischen Merkantilismus*, Francfort-sur-le-Main, Verlag Sauer & Auvermann, 1900.

—, *76 Jahre meines Lebens*, Bad Wörishofen, Kindler und Schiermeyer Verlag, 1953 (trad. française : *Mémoires d'un magicien*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, et KontreKulture, 2016).

Tom Segev, *The Seventh Million : The Israelis and the Holocaust*, New York, Hill and Wang, 1994.

## Adolf Heusinger

Omer Bartov, « Guerre barbare », in *Politique guerrière de l'Allemagne et choix moraux pendant la Seconde Guerre mondiale*, traduit de l'anglais par Claire Darmon, *Revue d'histoire de la Shoah*, 2007/2 (n° 187).

Florimond Bonte, *Le Cas Heusinger*, Paris, Éditions sociales, 1962.

Adolf Heusinger, *Befehl im Widerstreit, Schicksalsstunden der deutschen Armee 1923-1945*, Tübingen, Rainer Wunderlich Verlag, 1950.

Jean Lopez, *Barbarossa, 1941, la guerre absolue*, Paris, Passés composés, 2019.

Jean Solchany, « La lente dissipation d'une légende : la Wehrmacht sous le regard de l'histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 7, avril-juin 2000.

## Friedrich Paulus

Correlli Barnett, *Hitler's Generals*, Londres, Grove, 2003.

Claude Becquet-Lavoinnie, « Itinéraire du général Walther von Seydlitz-Kurzbach (1888-1976) : un officier allemand face aux totalitarismes », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 2005/2 (n° 218).

Antony Beevor, *Stalingrad*, Paris, Calmann-Lévy, 2019.

Benoît Lemay, *Erich von Manstein*, Paris, Perrin, 2006.

Jean Lopez, *Barbarossa, op. cit.*

Erich von Manstein, *Mémoires*, préface de Pierre Servent, Paris, Perrin, 2015.

Friedrich Paulus, *Stalingrad*, Paris, Fayard, 1961.

Michael Prazan, *Einsatzgruppen, sur la trace des commandos de la mort nazis*, Paris, Seuil, 2010.

Walther von Seydlitz, *Stalingrad, Konflikt und Konsequenz. Erinnerung*, Oldenbourg, Gerhard Stalling AG, 1977.

Alexander Stahlberg, *Die verdammte Pflicht – Erinnerungen 1932-1945*, Berlin, Ullstein, 1994, cité par Benoît Lemay, *op. cit.*

## Wernher von Braun

Wernher von Braun, *Les Premiers Hommes sur la Lune* (trad. Catherine Imbert), Paris, Albin Michel, 1961.

Walter Dornberger, *V2, der Schuss ins Weltall* (« V2, le tir dans l'espace »), Esslingen, Bechtle Verlag, 1952.

—, *L'Arme secrète de Peenemünde*, Paris, Arthaud, 1966.

Gérard Hartmann, *Le V2, arme stratégique*, étude téléchargeable sur le site <https://www.hydroretro.net/etudegh/v2armestrat.pdf>.

Annie Jacobsen, *Operation Paperclip : The Secret Intelligence Program that Brought Nazi Scientists to America*, New York, Little, Brown & Co., 1994.

Pierre Kohler et Jean-René Germain, *Von Braun contre Korolev : duel pour la conquête de l'espace*, Paris, Plon, 1994.

Michael J. Neufeld, *The Rocket and the Reich : Peenemünde and the coming of the ballistic missile era*, New York, Free Press, 1995.

## Hanna Reitsch

Sophie Jackson, *Hitler's Heroine*, Londres, The History Press, 2014.

Traudl Jung, *Dans la tanière du loup*, Paris, JC Lattès, 2005.

Judy Lomax, *Hanna Reitsch. Flying For Fatherland*, Londres, John Murray Publishers, 1988.

Jean Lopez, *Les Cent Derniers Jours d'Hitler, chronique de l'apocalypse*, Paris, Perrin, 2015.



Ernst Probst, *Hanna Reitsch. Die Pilotin der Weltklasse*, Berlin, Grin Verlag GmbH, 2010.

Hanna Reitsch, *Fliegen, mein Leben*, Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 1951, trad. française : *Aventures en plein ciel*, préface et traduction d'Yvonne Pagniez, Paris, La Table ronde, 1952 ; rééd. avec une traduction de Gauthier Cadène, Auda Isarn, 2011.

Bernard Rieger, *Hanna Reitsch, The Global Carrier of a Nazi Celebrity*, Oxford UP, German History, 2008.

# Index

- Abetz, Otto [9](#), [21](#), [196-198](#), [202-204](#), [209](#), [211-212](#), [214](#)
- Achenbach, Ernst [8-10](#), [17](#), [190-193](#), [195-198](#), [200-214](#), [221](#), [224](#), [228-229](#), [268](#), [399](#), [409](#)
- Acheson, Dean [214](#)
- Achmeteli, Michael [114](#), [125](#)
- Adam, Wilhelm [308-311](#), [320](#)
- Adenauer, Konrad [7](#), [111](#), [131](#), [135](#), [137](#), [207](#), [214](#), [216](#), [222-224](#), [263-264](#), [268-269](#), [287](#), [322](#), [346](#)
- Alhers, Conrad [8](#), [214](#)
- Alphand, Hervé [189](#)
- Andersen, Georges [134](#)
- Andreotti, Giulio [130-131](#)
- Argoud, Antoine [136](#)
- Armstrong, Neil [386](#)
- Augsburg, Emil [125-126](#), [137](#)
- Bandera, Stepan [117-118](#), [126-127](#), [137](#)
- Barbie, Klaus [12](#), [25](#), [32](#), [75](#), [125](#), [130](#), [137](#)
- Barbusse, Henri [153](#)
- Barnaud, Jacques [192](#)
- Barnett, Correlli [294](#), [401](#), [411](#)
- Barthélemy, Joseph [195](#)
- Bartov, Omer [279](#), [281](#), [401](#), [410](#)
- Baruch, Bernard [289](#)
- Baur, Hans [73](#), [387](#)
- Becquet-Lavoine, Claude [314](#), [401](#), [411](#)

- Beevor, Antony [310](#), [401](#), [411](#)
- Beinhorn, Elly [356](#), [387](#)
- Bellemare, Pierre [189](#)
- Bell, George [32](#), [145](#), [153](#)
- Ben Bella, Ahmed [266](#)
- Beneš, Edvard [87](#)
- Ben Gourion, David [231](#)
- Benziger, Theodor [341](#)
- Bernadotte, Folke [99](#), [102](#), [104](#), [110](#)
- Bertaux, Pierre [177](#)
- Best, Werner [205](#), [207-208](#), [214](#), [229](#), [405](#)
- Biddle, Francis [262](#)
- Bierkamp, Walther [78](#)
- Bird, Eugène [69](#)
- Bismarck, Otto von [18](#), [268](#), [313](#), [387](#)
- Blank, Theodor [287](#)
- Blobel, Paul [298-299](#)
- Blomberg, Werner von [252](#), [268](#)
- Blome, Kurt [341](#)
- Bock, Fedor von [296](#), [300-301](#), [303](#)
- Bormann, Martin [49](#), [74-75](#), [87](#), [377](#), [387](#)
- Bose, Herbert von [39](#), [253](#)
- Bouchard, Jean-François [236](#), [266](#), [401](#), [410](#)
- Boumedienne, Houari [266](#)
- Bousquet, René [30](#), [32-33](#)
- Brandt, Willy [8](#), [137](#), [210](#), [214](#), [224](#)
- Brauchitsch, Walther von [277](#), [282](#)
- Braun, Eva [50](#), [75](#), [377](#)
- Braun, Magnus von [338](#)
- Braun, Maria von [347](#)
- Braun, Wernher von [20](#), [75](#), [111](#), [156](#), [189](#), [323-330](#), [332](#), [334-338](#), [340-349](#), [354](#), [370](#), [378](#), [382](#), [386](#), [403](#), [411](#)
- Brayard, Florent [75](#)
- Breimer, Lisa [139](#), [153](#)
- Briand, Aristide [268](#)

- Brinon, Fernand de [212](#), [214](#)
- Brown, Eric [350](#), [381](#), [385](#), [387](#)
- Brüning, Heinrich [153](#), [248-249](#), [268](#)
- Buchna, Christian [203](#), [399](#), [409](#)
- Burns, Arthur [269](#)
- Busch, Friedrich [126](#)
- Bush, George H. W. [137](#), [257](#)
- Bush, George W. [257](#)
- Bush, Prescott [256](#)
- Buttler-Brandenfels, Horst von [289](#)
- Buttler, Richard [111](#)
- Canaris, Wilhelm [87](#), [94-98](#), [125](#), [169](#), [214](#)
- Casalis, Georges [71](#)
- Chamberlain, Neville [111](#), [194](#)
- Chambrun, René de [199](#)
- Chanel, Gabrielle, dite « Coco » [99](#), [111](#)
- Chapoutot, Johann [75](#), [229](#), [405](#)
- Charles-Roux, Edmonde [99](#), [397](#), [407](#)
- Choukhevytch, Roman [137](#)
- Choumilov, Mikhaïl [309](#)
- Christian, Gerda [387](#)
- Christmann, Richard [136](#)
- Churchill, Winston [92](#), [97](#), [99-100](#), [111](#), [168](#), [289](#), [315](#)
- Claheis, Dietrich [47](#)
- Clarke, Christopher [268](#)
- Clavert, Frédéric [233](#), [257](#), [401](#), [410](#)
- Clayton, Anthony [180](#), [399](#), [408](#)
- Clinton, Bill [137](#)
- Clostermann, Pierre [350](#), [387](#)
- Cohn-Bendit, Daniel [228](#)
- Connally, John [189](#)
- Cook, Bernard [178](#), [399](#), [408](#)
- Coty, René [111](#), [288](#)
- Daladier, Édouard [194](#)
- Dale Scott, Peter [159](#)

- Darquier de Pellepoix, Louis [212](#), [214](#)
- Delarue, Jacques [148](#), [153](#), [399](#), [408](#)
- Deloncle, Eugène [214](#)
- Derogy, Jacques [212](#), [399](#), [409](#)
- Desbois, Patrick [98](#), [397](#), [407](#)
- Deumling, Joachim [183](#)
- Diehn, August [101](#)
- Diels, Rudolf [17-18](#), [138-143](#), [146-148](#), [150-153](#), [189](#), [268](#), [272](#), [397](#), [408](#)
- Dietrich, Joseph, dit « Sepp » [164](#), [189](#)
- Diewerge, Wolfgang [208](#)
- Dimitrov, Georges [153](#)
- Disney, Walt [345-346](#)
- Dittmar, Heini [357-358](#), [365](#)
- D'Olier, Franklin [67](#)
- Dollfuss, Engelbert [162](#)
- Domvile, Barry [111](#)
- Dönitz, Karl [65-66](#), [75](#), [104](#), [214](#), [378-379](#)
- Donovan, William [172-173](#), [285](#)
- Doriot, Jacques [21](#)
- Dornberger, Walter [325-327](#), [329-331](#), [334](#), [403](#), [411](#)
- Dubost, Charles [261](#)
- Dulles, Allen [95-97](#), [111](#), [129](#), [135-136](#), [172](#), [177](#), [182](#), [189](#), [201](#), [204](#), [214](#)
- Dupré, François [199](#)
- Dutschke, Rudi [227-228](#)
- Édouard VIII [16](#), [92](#), [111](#)
- Ehrard, Ludwig [216](#), [223](#)
- Eichmann, Adolf [11](#), [21](#), [84](#), [126](#), [137](#), [156](#), [185](#), [189](#), [213](#), [231](#)
- Einsiedel, Heinrich von [313](#)
- Einstein, Albert [153](#)
- Eisenhower, Dwight [67](#), [123](#), [160](#), [285](#), [343-345](#), [347](#)
- Eitam, Rafael [189](#)
- Elser, Georg [90](#), [111](#)
- Erhard, Ludwig [209](#), [214](#), [224](#), [229](#)

- Ernst, Karl [148](#)
- Exner, Franz [302](#)
- Faber-Castell, Katharina von [152-153](#)
- Fahrmbarer, Wilhelm [183](#)
- Falkenhausen, Alexander von [206](#)
- Faure, Edgar [26](#)
- Feder, Gottfried [246-247](#)
- Fegelein, Hermann [64](#), [75](#)
- Felfe, Hans [136-137](#)
- Fest, Joachim [69](#), [137](#), [397](#), [405](#)
- Fillol, Jean [214](#)
- Finkenstein, Ilse von [174](#), [186](#), [189](#)
- Flandin, Pierre-Étienne [195](#)
- Fläschner, Hans [27](#), [70](#)
- Flettner, Anton [360](#)
- Flick, Friedrich [247](#)
- Foley, Charles [171](#), [399](#), [408](#)
- Forsyth, Frederik [184](#)
- Foster, Clifford [178](#)
- Franceschini, Paul-Jean [9](#)
- Frank, Robert [66](#), [71](#)
- Freisler, Roland [275](#)
- Frenzt, Walter [38](#)
- Fritsch, Werner von [268](#), [277](#)
- Funk, Walter [75](#)
- Galbraith, John Kenneth [32](#), [67](#)
- Galland, Adolf [159](#), [381](#)
- Gandhi, Indira [266](#)
- Ganis, Ralph [15](#), [157](#), [176](#), [180-182](#), [189](#), [399](#), [408](#)
- Ganser, Daniele [129](#), [137](#), [397](#), [399](#), [407-408](#)
- Garrison, Jim [158](#), [181](#)
- Gassert, Philipp [218](#), [399](#), [409](#)
- Gaulle, Charles de [15](#), [111](#), [135](#), [137](#), [153](#), [177](#), [179](#), [181](#), [189](#), [200](#), [202](#), [214](#), [224-226](#), [268](#), [288-289](#), [324](#), [349](#)

- Gehlen, Reinhard [15-17](#), [112-116](#), [119](#), [121-124](#), [126-129](#), [131-137](#), [139](#), [152](#), [185](#), [214](#), [224](#), [229](#), [272](#), [283](#), [287](#), [289](#), [322](#), [397](#), [407](#)
- Gehrels, Tom [349](#), [403](#)
- Geis, Raphaël [71](#)
- Genest, Corina [151](#)
- Genest, Gudrun [151](#)
- Georgii, Walter [356](#), [361](#)
- Gerstner, Karl-Ernst [218](#)
- Gide, André [153](#)
- Giraud, Henri [110](#), [214](#)
- Gleim, Leopold [183](#)
- Goebbels, Joseph [33-35](#), [60](#), [75](#), [137](#), [161](#), [207-208](#), [214](#), [216-217](#), [219](#), [221](#), [227](#), [352](#), [377](#)
- Goerdeler, Carl-Friedrich [260](#)
- Goldhagen, Erich [74-75](#)
- Göring, Hermann [14](#), [17](#), [25-26](#), [28](#), [33](#), [44](#), [48-49](#), [53](#), [60](#), [63](#), [66](#), [69](#), [75](#), [106](#), [137](#), [139](#), [141-143](#), [147-148](#), [150-153](#), [162](#), [167](#), [189](#), [244-245](#), [250](#), [259](#), [262](#), [291-292](#), [306](#), [322](#), [340](#), [352](#), [359-360](#), [362-364](#), [376](#), [387](#)
- Göring, Ilse [151](#)
- Greeley, Horace [232](#)
- Greim, Robert von [352](#), [362](#), [364](#), [373-374](#), [376-377](#), [379-380](#), [387](#)
- Greiser, Arthur [73](#)
- Gröning, Oscar [21](#)
- Gröttrup, Helmut [339](#), [344](#), [348](#)
- Grünov, Heinrich [327](#)
- Guderian, Heinz [289](#), [300](#)
- Guérard, Jacques [201](#)
- Haberstock, Karl [66](#)
- Haffner, Sebastian [59](#)
- Hagen, Herbert [11](#), [203](#), [213-214](#)
- Hahn, Otto [325](#)
- Halder, Franz von [277](#), [282](#), [285](#), [296](#), [319](#)
- Halifax, Edward [111](#)
- Haller, Johannes [217](#), [229](#)



- Hanfstaengl, Ernst, dit « Putzi » [245](#)
- Hanke, Karl [34](#), [74](#)
- Harel, Isser [187](#), [189](#)
- Hartmann, Gérard [336-337](#), [403](#), [411](#)
- Hasbach, Wilhelm [233](#), [268](#)
- Haselmayer, Heinrich [208](#)
- Hassel, Ulrich von [260](#)
- Hausser, Paul [166](#)
- Heimsoth, Karl-Gunther [153](#)
- Heines, Helmut [148](#)
- Heinlein, Konrad [84](#), [111](#)
- Heinrichsohn, Ernest [11](#), [21](#)
- Helfferich, Emil [247](#)
- Helmer, Hermann [45](#)
- Herre, Heinz [122](#)
- Hess, Rudolf [28](#), [31](#), [75](#), [111](#), [291](#)
- Hettlage, Karl-Maria [45](#), [51](#)
- Heusinger, Adolf [18-19](#), [21](#), [113](#), [137](#), [269-270](#), [272-279](#), [281-283](#), [285-287](#), [289](#), [292](#), [296](#), [401](#), [410](#)
- Heydrich, Reinhard [16-17](#), [21](#), [77-89](#), [92-95](#), [110-112](#), [115-118](#), [126](#), [150](#), [214](#), [280](#)
- Hiemenz, Horst [122](#)
- Himmler, Heinrich [17](#), [21](#), [46](#), [53](#), [55-57](#), [59](#), [62-63](#), [72-76](#), [79-83](#), [86](#), [88](#), [90](#), [93-95](#), [99-104](#), [110-111](#), [115](#), [117-118](#), [120](#), [137](#), [150-151](#), [168](#), [214](#), [219](#), [260](#), [280](#), [311](#), [333-334](#), [336-337](#), [351](#), [368-370](#), [378-379](#), [383](#)
- Hindenburg, Paul von [149](#), [153](#), [248-252](#), [263](#)
- Hirth, Wolf [352](#), [354](#), [356](#), [387](#)
- Hitler, Adolf [7](#), [14](#), [16-17](#), [19-21](#), [24-25](#), [27](#), [29-32](#), [34-45](#), [48-54](#), [58-66](#), [68-71](#), [73-75](#), [78](#), [80](#), [86-88](#), [90-91](#), [93-98](#), [100-104](#), [111-113](#), [117-118](#), [137](#), [140-142](#), [144](#), [149-150](#), [152-154](#), [161](#), [163-166](#), [168-171](#), [175](#), [177](#), [179](#), [189](#), [193-194](#), [197-200](#), [214](#), [217-218](#), [226](#), [229-230](#), [234](#), [238](#), [241-253](#), [256-268](#), [270-275](#), [277-283](#), [286](#), [288-289](#), [292-293](#), [295-303](#), [305-308](#), [311-315](#), [317](#), [322](#), [324](#), [327-328](#), [332-335](#),

- [337-338](#), [344](#), [346](#), [349-352](#), [355](#), [363-365](#), [368-373](#), [376-381](#), [385](#),  
[387](#), [389-391](#), [405](#)
- Hofacker, Caesar von [315](#)
  - Hofer, Hans [74](#), [153](#)
  - Hofer, Walther [147-148](#)
  - Horne, Alistair [179](#), [399](#), [408](#)
  - Horthy, Miklós [170](#)
  - Hott, Hermann [305](#)
  - Höttl, Wilhelm [126](#), [137](#)
  - Husson, Édouard [214](#)
  - Huzel, Dieter [338](#)
  - Jackson, Justice [25](#), [152](#), [172](#)
  - Jacobsen, Annie [340](#), [403](#), [411](#)
  - Jacobs, Hans [358](#)
  - Jacquinet, Pierre [349](#)
  - Jardin, Jean [201](#)
  - Jaroff, Leon [349](#)
  - Jauvert, Vincent [189](#)
  - Jeanty-Raven, Hélène [74](#)
  - Jodl, Alfred [271](#), [291-292](#), [302](#), [317](#), [319](#)
  - Johnson, Lyndon [75](#), [182](#), [225](#), [323](#), [348](#)
  - Jost, Heinz [78](#)
  - Juin, Alphonse [168](#)
  - Jünger, Ernst [281](#)
  - Junge, Traudl [365](#), [387](#), [403](#), [412](#)
  - Jüttner, Hans [166](#)
  - Kaltenbrunner, Ernst [79](#), [93-94](#), [102](#), [106-108](#), [111](#)
  - Kauffer, Rémi [121](#), [397](#), [407](#)
  - Kauffmann, Karl [107-108](#), [208](#)
  - Keitel, Wilhelm [28](#), [271](#), [289](#), [291-292](#), [317-319](#)
  - Kennedy, Jacqueline [323](#), [346](#), [349](#)
  - Kennedy, John F. [15](#), [20](#), [75](#), [157](#), [159](#), [176](#), [180-182](#), [189](#), [216](#), [323](#),  
[345-349](#), [386](#)
  - Kennedy, Joseph [346](#)
  - Kennedy, Robert [216](#)

- Keppler, Wilhelm [247-249](#)
- Kersaudy, François [88](#), [95](#), [397](#), [405](#), [407](#)
- Kersten, Felix [101-103](#), [111](#)
- Kessel, Joseph [103](#), [397](#), [407](#)
- Khrouchtchev, Nikita [321](#)
- Kielmansegg, Johann von [288-289](#)
- Kiesinger, Kurt Georg [19](#), [137](#), [211](#), [214-229](#), [399](#), [409](#)
- Kirdorf, Emil [247](#)
- Kitchen, Martin [48](#), [70](#), [395](#), [397](#)
- Klarsfeld, Beate [19](#), [21](#), [210-212](#), [215-216](#), [218](#), [220](#), [222](#), [228](#), [399](#), [409](#)
- Klarsfeld, Serge [21](#), [210-211](#), [220](#), [399](#), [409](#)
- Klausener, Erich [253](#)
- Kleist, Ewald von [116](#), [300](#), [302](#)
- Klemperer, Victor [137](#), [405](#)
- Knochen, Helmut [21](#), [89-90](#), [111](#), [201](#), [203](#)
- Knopp, Guido [41](#), [75](#), [395](#), [397](#), [405](#)
- Koch, Hans [114](#), [125](#)
- Kohl, Helmut [270](#)
- Köster, Roland [214](#)
- Krallert, Hans [126](#)
- Krichbaum, Wilhelm [125-126](#), [137](#)
- Krug, Heinz [156-157](#), [188](#)
- Krupp, Gustav [194](#), [198](#), [203](#), [205](#), [247](#), [257](#)
- Lacroix-Riz, Annie [193](#), [198-199](#), [202](#), [214](#), [399](#), [409](#)
- Lahaut, Julien [178](#)
- Langer, William [201](#), [399](#), [409](#)
- Lang, Francis [111](#)
- Laval, Pierre [197](#), [199](#), [201](#), [211](#), [214](#)
- Laycock, Robert [171](#)
- Leander, Zarah [377](#)
- Leeb, Wilhelm von [296](#)
- Lemaigre Dubreuil, Jacques [200-202](#), [214](#)
- Lemay, Benoît [37](#), [57](#), [289](#), [305](#), [395](#), [401](#), [411](#)
- Lemnitzer, Lyman [287-288](#)

- Lentz, Thierry [75](#), [189](#), [405](#)
- Liebknecht, Karl [153](#)
- Lindbergh, Charles [345](#), [349](#)
- Lindenberg, Hans [338](#)
- Linge, Heinz [73](#)
- Lippisch, Alexander [329](#), [357](#), [387](#)
- Lischka, Kurt [11](#), [21](#), [212](#)
- Lopez, Jean [279-280](#), [285](#), [322](#), [401](#), [406](#), [410-412](#)
- Lucht, Herbert [207](#)
- Ludendorff, Erich [75](#)
- Luns, Joseph [269](#)
- Luther, Martin [219](#), [229](#)
- Luxemburg, Rosa [153](#)
- Malraux, André [153](#)
- Mann, Thomas [153](#)
- Manstein, Erich von [19](#), [281](#), [283](#), [287](#), [289](#), [296](#), [305-307](#), [401](#), [411](#)
- Marcks, Erich [296](#)
- Martinek, Robert [116](#)
- Masson, Roger [16](#), [99](#), [109-111](#)
- Masur, Norbert [102-103](#), [111](#)
- Meadows, Algur [176](#)
- Melman, Yossi [155-156](#), [185](#), [187](#)
- Melnikov, Nikolai [312](#)
- Mengele, Joseph [185](#), [189](#)
- Merker, Reinhold [137](#)
- Messerschmitt, Willy [329](#), [333](#), [357](#), [362](#), [365](#)
- Middelhaue, Friedrich [208](#)
- Miklas, Wilhelm [162](#), [189](#)
- Milch, Erhard [167](#)
- Mitford, Diana [111](#)
- Mitford-Redesdale, David [111](#)
- Mitford, Unity [75](#), [111](#)
- Moch, Jules [130](#)
- Mohrenschildt, George de [183](#)
- Mommsen, Ernst-Wolf [70](#)

- Monnet, Jean [137](#), [189](#), [214](#)
- Montagu, Norman [238](#), [240](#), [253-254](#), [268](#)
- Moravia, Alberto [33](#)
- Moro-Giafferi, Vincent de [153](#)
- Mossadegh, Mohammad [266](#)
- Moulin de La Barthète, Henry du [21](#), [137](#), [197](#), [399](#), [409](#)
- Moutier, Marie [98](#), [397](#)
- Müller, Hermann [242](#), [268](#)
- Munzel, Oskar [183](#)
- Mussolini, Benito [96](#), [154](#), [161](#), [169](#), [189](#), [214](#), [298](#)
- Musy, Jean-Marie [99](#), [110-111](#)
- Nasser, Gamal Abdel [183](#), [266](#), [268](#)
- Naujoks, Alfred [89-90](#), [111](#)
- Naumann, Erich [78](#)
- Naumann, Werner [207-209](#), [211](#)
- Nebe, Arthur [78](#), [111](#)
- Nein, Hermann [73](#)
- Nelis, Heinrich-Josef [80](#)
- Nelte, Otto [318-319](#)
- Neurath, Konstantin von [75](#)
- Niemöller, Martin [111](#)
- Nitze, Paul [32](#), [67](#)
- Nixon, Richard [348](#)
- Nkrumah, Kwame [386](#)
- Oberg, Karl [213-214](#)
- Oberth, Hermann [325](#), [327](#), [330](#)
- Ohlendorf, Otto [78](#), [110](#), [229](#)
- Ohnesorge, Bruno [228](#)
- Oppenheimer, Robert [20](#)
- Ortiz, Joseph [179](#)
- Orwell, George [289](#)
- Osenberg, Werner [340](#)
- Oster, Hans [96-97](#), [111](#)
- Otto, Hans [129](#)
- Pagniez, Yvonne [350](#), [384-385](#), [387](#), [403](#), [412](#)

- Papen, Franz von [39](#), [75](#), [141](#), [153](#), [248-250](#), [253](#), [268](#)
- Pash, Boris [176](#)
- Paulus, Friedrich [18-19](#), [290-296](#), [298-313](#), [315-320](#), [322](#), [401](#), [411](#)
- Pauwels, Jacques [191](#), [399](#), [409](#)
- Payne Best, Sigismund [90-91](#), [110](#)
- Peiper, Joachim [172](#)
- Perez, Jean-Claude [179](#)
- Perón, Juan [184](#)
- Philby, Kim [136-137](#)
- Picaper, Jean-Paul [79](#), [91](#), [397](#), [407](#)
- Pieck, Wilhelm [311-312](#), [316-317](#), [322](#)
- Pinay, Antoine [137](#)
- Pleven, René [178](#), [189](#)
- Ploegk, Gert [153](#)
- Pohl, Oswald [55-56](#)
- Poidevin, Raymond [268](#)
- Poincaré, Raymond [238-239](#), [268](#)
- Pokrovsky, Youri [290](#)
- Pollard, Miriam [72](#), [397](#)
- Poser, Manfred von [65](#)
- Prien, Gunther [160](#), [189](#)
- Quistorp, Maria-Luise von [342](#)
- Rahn, Rudolf [196](#), [399](#), [409](#)
- Ranaan, Joe [185](#), [189](#)
- Rasch, Otto [78](#)
- Raviv, Dan [155-156](#), [185](#), [187](#)
- Reader, Erich [75](#)
- Reeder, Eggert [206](#)
- Reichenau, Walter von [294-296](#), [298-300](#), [317](#)
- Reile, Oscar [124](#)
- Reiner, Friedrich [74](#)
- Reitsch, Hanna [20-21](#), [168](#), [189](#), [350-353](#), [355-362](#), [364-365](#), [367-374](#), [376-387](#), [403](#), [412](#)
- Reitsch, Heidi [373](#), [380](#)
- Reitsch, Willy [353](#)

- Remer, Otto-Ernst [170](#)
- Renoux, Philippe [238](#), [241](#), [254-255](#), [401](#), [410](#)
- Ribbentrop, Joachim von [28](#), [50-51](#), [137](#), [195](#), [211](#), [213](#), [218](#)
- Richthofen, Manfred von [54](#)
- Riedel, Klaus [327](#), [349](#)
- Riedel, Peter [369](#)
- Riefenstahl, Leni [35](#), [38](#), [75](#), [352](#)
- Ritter, Karl [9](#), [21](#), [211](#), [218](#), [357](#)
- Rockefeller, John [254](#)
- Röhm, Ernst [39](#), [144-145](#), [148](#), [153](#), [253](#)
- Rokossovski, Constantin [304](#), [307-310](#)
- Rolland, Romain [153](#)
- Rommel, Erwin [98](#), [111](#), [289](#), [321](#)
- Roosevelt, Franklin D. [67](#), [75](#), [97](#), [100](#), [168](#), [268](#), [349](#)
- Roosevelt, Theodore [232](#), [268](#)
- Root, Waverley [180](#)
- Rosenberg, Alfred [73](#), [114](#), [116](#), [137](#), [351](#)
- Rosetti-Solescu, Elena [293](#)
- Rothermer, Harold [111](#)
- Röhke, Heinz [213](#)
- Rudel, Hans-Ulrich [159](#)
- Rudenko, Roman [106](#), [291](#), [319](#)
- Rudolf, Arthur [338](#)
- Rühle, Gerd [221](#), [229](#)
- Rundstedt, Gerd von [289](#), [296](#), [299](#), [302](#), [322](#)
- Russel, Arnold [174](#)
- Russel, Dick [157](#)
- Saint-Paulien (Maurice-Yves Sicard, dit) [21](#), [395](#)
- Sauckel, Fritz [24](#), [46](#), [74-75](#), [106](#)
- Schacht, Constanze [232](#)
- Schacht, Eddy [232](#)
- Schacht, Hjalmar [19](#), [175-176](#), [189](#), [230-236](#), [238-250](#), [252-259](#), [261-265](#), [267](#), [272](#), [401](#), [410](#)
- Schacht, Wilhelm [232](#)
- Schacht, William [232-233](#), [238](#)



- Schäfer, Carl [198](#)
- Schang, Laurent [322](#)
- Scheel, Gustav [208](#)
- Scheibe, Fritz [122](#)
- Schelkes, Willy [45](#)
- Schellenberg, Walter [15-17](#), [76-112](#), [115-116](#), [126](#), [132](#), [136](#), [139](#), [152](#), [189](#), [214](#), [272](#), [280](#), [289](#), [322](#), [387](#), [397](#), [407](#)
- Schiller, Melitta [355](#), [359](#)
- Schirach, Baldur von [75](#)
- Schirach, Henriette von [351](#)
- Schleier, Rudolf [203](#)
- Schmidt, Mathias [65](#), [68](#), [395](#), [406](#)
- Schmidt, Rudolf [309-310](#), [320](#)
- Schneider, Eugène [193-195](#)
- Schneider, Marie-Luise [217](#)
- Schneider, Peter [222](#)
- Schöller, Albert [122](#)
- Schotte, Walter [253](#)
- Schröder, Kurt von [214](#), [249](#)
- Schuman, Robert [214](#)
- Schuschnigg, Kurt von [162](#), [189](#)
- Sedov, Leonid [344](#)
- Seekt, Hans von [85](#)
- Segev, Tom [231](#), [395](#), [401](#), [406](#), [410](#)
- Sereny, Gitta [75](#), [397](#), [406](#)
- Severing, Carl [141](#)
- Seydlitz-Kurzbach, Walther von [312](#), [314-317](#), [319](#), [401](#), [411](#)
- Seyß-Inquart, Arthur [162-163](#)
- Shaw, Clay [181](#)
- Shepard, Alan [348](#)
- Sibert, Edwin [122](#)
- Siegmund, Harry [73](#)
- Simpson, Gordon [177](#)
- Six, Franz [221](#), [229](#)
- Skobline, Nikolai [85-86](#)

- Skorzeny, Otto [14-15](#), [17](#), [62](#), [154](#), [156-164](#), [166-173](#), [175-177](#), [179-190](#), [264](#), [268](#), [272](#), [370-372](#), [395](#), [399](#), [408-409](#)
- Solchany, Jean [286](#), [401](#), [410](#)
- Souètre, Jean-René [180-181](#)
- Speer, Albert [7](#), [13-14](#), [17](#), [21](#), [23](#), [25-29](#), [31-52](#), [54-66](#), [68-75](#), [79](#), [106](#), [123](#), [137](#), [139](#), [153](#), [189-190](#), [262](#), [272](#), [318](#), [332-334](#), [349](#), [365](#), [389](#), [395](#), [397](#), [403](#), [406](#)
- Speer, Margarete (née Weber) [34](#), [69-70](#), [75](#)
- Speicher, Drexel [152](#)
- Speidel, Hans [287-289](#)
- Spitzzy, Bernard [50](#)
- Stahlberg, Alexander [305](#), [401](#), [411](#)
- Stahlecker, Franz-Walter [78](#)
- Staline, Joseph [61](#), [85-88](#), [116](#), [120](#), [134](#), [136-137](#), [143](#), [168](#), [285](#), [303](#), [311-312](#), [314](#), [317-320](#), [344](#), [387](#)
- Stauffenberg, Claus von [273](#), [288-289](#), [315](#), [387](#)
- Stauß, Emil-Georg [244](#)
- Steinberg, Lucien [192](#), [399](#), [409](#)
- Stephanus, Konrad [122](#)
- Steven, Richard-Henry [89](#), [91](#), [110](#)
- Stieff, Helmut [273](#), [275-276](#), [289](#)
- Stinnes, Hugo-Hermann [203](#)
- Stirling, David [166](#), [171](#)
- Storch, Hilel [111](#)
- Strack, Hans [195](#)
- Strauss, Franz-Josef [8](#)
- Streicher, Julius [28](#), [75](#), [351](#)
- Stresemann, Gustav [238](#), [240](#), [268](#)
- Strughold, Hubertus [340](#)
- Stülpnagel, Otto von [214](#)
- Stumpfegger, Ludwig [376](#)
- Susini, Jean-Jacques [179](#)
- Sutton, Antony [214](#)
- Tabarin, Evgeny [310](#)
- Taylor, Telford [171-172](#)

- Tchouïkov, Vassili [304](#)
- Terboven, Josef [151](#)
- Terry, Fernando [266](#)
- Tessenow, Heinrich [33](#), [37](#)
- Tessman, Bernard [338](#)
- Thälmann, Ernst [143](#), [153](#), [311](#)
- Thomas, Max [78](#)
- Thorwald, Jürgen (*alias* Heinz Bongartz) [132-133](#)
- Thyssen, Fritz [70](#), [204-205](#), [214](#), [244](#), [247](#), [256](#), [268](#)
- Tibère, Clément [82](#), [397](#), [407](#)
- Tito, Josef [168](#)
- Todt, Fritz [52-54](#), [75](#), [333](#)
- Toftoy, Holger [340](#)
- Toukhatchevski, Mikhaïl [84-89](#)
- Tresckowe, Henning von [113](#)
- Troost, Gerdy [37](#), [75](#)
- Troost, Paul [36-38](#), [52](#), [75](#)
- Truman, Harry [75](#), [175](#), [289](#), [339](#), [342](#), [349](#)
- Udet, Ernst [352](#), [359-361](#), [363-364](#)
- Uhse, Beate [355](#), [387](#)
- Ulbricht, Walter [312](#), [316-317](#), [321-322](#)
- Vaillant-Couturier, Marie-Claude [76](#)
- Vallat, Xavier [212](#), [214](#)
- Van der Lubbe, Marinus [142-148](#), [151](#), [153](#), [251](#)
- Van Dijk, Albert [349](#)
- Vergès, Jacques [25](#), [30-31](#), [395](#)
- Vlassov, Andreï [120](#), [132](#), [137](#), [314](#)
- Wagner, Eduard [77](#), [322](#)
- Waitz, Robert [76](#)
- Wallenberg, Jacob [110](#)
- Wallenberg, Raoul [110](#)
- Walter, Hellmuth [358](#)
- Warren, Earl [182](#)
- Watschinski, Paul [148](#)
- Waucquez, Nicole [350](#)

- Weichs, Maximilian von [301](#)
- Weiss, Bruno [163](#)
- Welzeck, Johannes von [191](#)
- Wenck, Walther [377](#)
- Wessel, Gerhard [122](#), [137](#)
- Wiesenthal, Simon [30](#), [71](#), [187](#)
- Wisner, Frank [129](#), [137](#), [175](#)
- Wittmann, Michael [160](#)
- Witzleben, Erwin von [315](#)
- Wolf, Karl [73](#)
- Wollweber, Ernst [137](#)
- Wolters, Rudolf [45](#), [68-69](#)
- Wörner, Manfred [270](#)
- Wybot, Roger [177](#)
- Yeo-Thomas, Forrest [173](#)
- Zeitschel, Theo [212](#)
- Zeitzler, Kurt [282](#)
- Zimmermann, Paul [208](#)
- Zolgmann, Siegfried [208](#)
- Zorya, Nikolai [291](#), [322](#)

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur  
[www.editions-perrin.fr](http://www.editions-perrin.fr)

PERRIN

Nous suivre sur



# Sommaire

[Titre](#)

[Du même auteur](#)

[Copyright](#)

[Introduction - Onze salopards et demi](#)

[1 - Albert Speer, le technocrate esclavagiste](#)

[2 - Walter Schellenberg, le gentleman assassin](#)

[3 - Reinhard Gehlen, l'espion indispensable](#)

[4 - Rudolf Diels, ou la Gestapo « utile »](#)

[5 - Otto Skorzeny, le « James Bond » du Führer](#)

[6 - Ernst Achenbach, du pillage de la France au Parlement européen](#)

[7 - Kurt Georg Kiesinger, le chancelier giflé](#)

[8 - Hjalmar Schacht, le « docteur miracle »](#)

[9 - Adolf Heusinger, de la Tanière du loup au commandement de l'OTAN](#)

[10 - Friedrich Paulus, le haut-parleur de Moscou](#)

[11 - Wernher von Braun, ou la fuite dans les étoiles](#)

[12 - Hanna Reitsch, l'ange des maudits](#)

[Annexe](#)

[Notes](#)

[Bibliographie sélective](#)

[Index](#)